LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Kéidénger Brill – Supp » sise sur les territoires des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 17 et 37 à 46 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu les avis émis par les conseils communaux de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster après enquête publique ;

Vu la fiche financière ;

Vu les avis [*de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers*] ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement du Climat et du Développement durable et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1er. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Kéidénger Brill – Supp », sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, partie des zones protégées d'intérêt communautaire « Vallée de l'Ernz Blanche » référencée

130-000008-20040525-FR

Adresse postale:
L-2918 Luxembourg

Tél. (+352) 247-86824
Fax (+352) 400 410

4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

www.emwelt.lu
www.gouvernement.lu

sous le code LU0001015, « Pelouses calcaires de la région de Junglinster » référencée sous le code LU0001020 et « Vallée de l'Ernz blanche de Bourglinster à Fischbach » référencée sous le code LU0002005.

Art. 2. La zone protégée « Kéidénger Brill », d'une étendue de 158,6 hectares, est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster :

1° la partie A, d'une étendue de 87,58 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la commune de Larochette, section B d'Ernzen, de la commune de Heffingen, section A de Heffingen, de la commune de Fischbach, section A de Fischbach, section B de Koedange et section C de Weyer, ainsi que de la commune de Junglinster, section JC d'Altlinster ;

2° la partie B, d'une étendue de 71,02 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la commune de Fischbach, section B de Koedange et de la commune de Junglinster, section JC d'Altlinster.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée et de ses parties est indiquée sur les plans annexés.

Art. 3. Sont interdits dans l'intégralité de la zone protégée, partie A et partie B :

1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux ;

2° le dépôt de déchets ;

3° les travaux susceptibles de modifier le régime ou de dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines, tels que le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées non traitées, la dégradation, la destruction ou la pollution des sources. L'entretien de drainages existants reste soumis à autorisation du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, dénommé ci-après « ministre » ;

4° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations légères d'affût de chasse. En outre, cette interdiction ne s'applique pas :

   a) à l'entretien et au renouvellement des constructions existantes ;

   b) à l'élargissement ou au redressement de la voirie publique existante pour des raisons de sécurité publique ;

   c) aux abris agricoles légers dans la seule partie B.

   Les exceptions visées sous les points a) à c) restent soumises à autorisation du ministre ;

5° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés. Cette interdiction ne s'applique pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, qui restent soumises à autorisation préalable du ministre ;

6° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes, tels que mares, sources, cours d'eau, broussailles, haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, bosquets, lisières de forêt, couvertures végétales constituées par des roseaux, des carex ou des joncs, prairies humides ou friches, ainsi que d'habitats listés à l'annexe 1 et les habitats d'espèces listées aux annexes 2, 3 et 4 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

7° l'emploi de rodenticides ;

8° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage en milieu forestier, ainsi que sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

9° le renouvellement des prairies et pâtures permanentes par l'emploi d'herbicides totaux, le retournement ou le réensemencement. Les réparations des dégâts pouvant se faire selon les instructions de l'Administration de la nature et des forêts ;

10° l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages, sans préjudice de l'exploitation forestière ou agricole, ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique. La lutte mécanique ou thermique contre les adventices, dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole, est autorisée ;

11° la perturbation, la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse ;

12° la chasse aux oiseaux ;

13° l'emploi de la munition de plomb ;

14° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies à base de macadam ou de béton. Cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;

15° l'usage de drones ou autres engins télécommandés ;

16° la circulation à pied, à vélo ou à cheval en dehors des sentiers balisés à cet effet. Cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit, ni aux visites guidées organisées dans le contexte de la sensibilisation environnementale encadrée par l'Administration de la nature et des forêts. Les activités susceptibles de nuire à l'environnement restent soumises à autorisation du ministre.

Art. 4. Sont en outre interdits dans la seule partie A de la zone protégée :

1° le dépôt de matériaux, à l'exception des grumes sur les lieux d'entreposage ;

2° l'appâtage du gibier ;

3° la circulation avec chien non tenu en laisse, à l'exception dans le cadre de l'exercice de la chasse ;

4° le sursemis des prairies ou pâtures permanentes ;

5° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides ;

6° la plantation de résineux ou d'essences allochtones.

Art. 5. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures et activités prises :

1° dans l'intérêt de la conservation, la gestion et la promotion pédagogique de la zone protégée d'intérêt national ;
2° dans le cadre des sondages servant à l'identification de sources d'eau potable ou des travaux relatifs au captage d'eau destinée à la consommation humaine ;
3° dans le cadre de la réalisation du réseau cyclable national conformément à la loi modifiée du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;
4° dans l'intérêt de la prévention d'inondations ;
5° dans l'intérêt de la recherche archéologique, de la conservation et restauration du patrimoine historique et culturel dans la zone protégée d'intérêt national.

Toutes ces mesures et activités restent toutefois soumises à autorisation préalable du ministre.

Art. 6. Notre ministre ayant l'Environnement dans ses attributions et Notre ministre ayant les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

Exposé des motifs

Le présent projet de règlement grand-ducal vise de classer la zone « Kéidenger Brill - Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, située entre les localités d'Altlinster, Weyer, Koedange, Heffingen et Ernzen, en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, conformément aux articles 2 et 38 à 46 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature. A cet effet, un dossier a été établi qui sera la base de la procédure de classement prévue par la loi.

Le classement de la zone protégée « Kéidenger Brill - Supp » s'inscrit pleinement dans la politique nationale en matière de protection de la nature telle que fixée par le « Plan National pour la Protection de la Nature », approuvé en date du 13 janvier 2017 par le Conseil de Gouvernement.

La future zone protégée d'intérêt national se chevauche en grande partie avec des zones de protection spéciale Natura2000 « Vallée de l'Ernz Blanche LU0001015 » et « Pelouses calcaires de la région de Junglinster LU0001020 » qui ont été désignées dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive « Habitats » (92/43/CEE), ainsi que « Vallée de l'Ernz blanche de Bourglinster à Fischbach LU0002005 » qui a été désignée dans le cadre de la mise en œuvre de la « Directive Oiseaux » (2009/147/CE). Cette zone est une véritable zone noyau desdites zones Natura2000 et par ce, le classement de cette zone est à considérer comme mesure réglementaire pour la mise en œuvre desdites zones Natura 2000 en vertu des articles 34, 35 et 37 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et comme telle sera grevée de servitudes et de charges prévues par l'article 42 de la même loi.

L'intérêt principal de cette zone réside dans la présence de nombreuses espèces d'oiseaux et de plantes inféodées aux zones humides de la plaine alluviale, et de leurs habitats de prédilection, dont notamment les forêts alluviales et ripisylves, roselières, prairies humides, marécages, eaux stagnantes et courantes, ainsi que des herbages et surfaces boisées des bassins versants y relatifs.

La future zone protégée couvre une superficie totale de 158,6 ha et constitue une zone humide dans la zone inondable de l'Ernz blanche et un bassin de rétention naturel. Depuis la renaturation d'un tronçon de l'Ernz blanche entre Koedange et le lieu-dit Supp à Heffingen, l'état écologique et hydromorphologique de la zone s'est nettement amélioré. Afin de tenir compte des changements des conditions écologiques résultant de la renaturation récente, et à la suite d'une première enquête publique, les limites des zones ont été ajustées et le dossier de classement y relatif a été entièrement adapté. Ceci a notamment conduit à une expansion de la zone centrale (partie A) incluant notamment les zones renaturées. D'autres changements significatifs par rapport à la version précédente sont la prise en compte des plans de gestion Natura 2000 publiés en 2016 et 2017, ainsi que la mise à jour de diverses données telles que la qualité de l'eau, la faune, la flore, etc.

De plus amples informations quant à la valeur écologique de la zone « Kéidenger Brill - Supp » figurent dans le dossier de classement ci-joint, élaboré par l'Administration de la nature et des forêts.

Commentaires des articles

Ad article 1er : Cet article formule l'objectif du présent règlement grand-ducal qui est la désignation d'une zone appelée « Kéidénger Brill - Supp » en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il précise la situation géographique de la zone en précisant les communes concernées. En plus, cet article indique que la zone sous question se chevauche avec des zones protégées d'intérêt communautaire et en conséquence le présent règlement grand-ducal est à interpréter également en tant que mesure réglementaire desdites zones d'intérêt communautaire.

Ad article 2 : Cet article indique la surface en hectares de la réserve naturelle proposée. Il précise que certaines surfaces incluses dans la réserve naturelle ne portent pas de numéro cadastral, cependant sont également visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Finalement, cet article indique que la délimitation de la réserve naturelle est précisée sur base des plans annexés au règlement grand-ducal.

Ad article 3 : L'article 3 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans les parties A et B de la zone protégée.

Ad 1er à 3e point : ces trois points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Une exception pour l'entretien des drainages existants est prévue, mais l'entretien reste soumis à autorisation du ministre.

Ad 4e point : il interdit les différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Des exceptions sont prévues pour les installations d'affût de chasse ainsi que pour les travaux d'entretien ou de renouvellement de la voirie publique et de constructions existantes et pour les abris agricoles légers dans la partie B de la zone protégée et restent soumises à autorisation du ministre.

Ad 5e point : à l'instar du 4e point, ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant une exception pour les installations déjà existantes, qui restent cependant soumis à autorisation.

Ad 6e point : il interdit le changement d'affectation des sols tout en précisant que la destruction, dégradation ou réduction de fonds présentant des biotopes en vertu de ladite loi est interdite.

Ad 7e et 8e point : ils interdisent l'utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces et le milieu forestier. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore,

les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte au rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad 9e point : il réglemente l'exploitation agricole en interdisant le labourage des prairies permanentes (habitats des espèces protégées), même temporaire. Une certaine flexibilité est prévue pour la réparation des dégâts de gibier qui peuvent être réparés comme prévu dans une instruction de l'Administration de la nature et des forêts qui s'applique aux contrats de biodiversité, biotopes et réserves naturelles.

Ad 10e point : il interdit toute atteinte aux plantes sauvages. Une exception est prévue pour les travaux réalisés dans le cadre des pratiques agricoles et forestières afin de respecter la conditionnalité dans le cadre de l'exploitation agricole.

Ad 11e point : il interdit toute capture - temporaire ou définitive – destruction de tout animal indigène dans la réserve naturelle ; la chasse n'étant pas visée par ce point.

Ad. 12e point : il interdit la chasse aux oiseaux, ceci dans un souci d'éviter tout impact direct ou indirect sur des espèces d'oiseaux protégées et non-chassables dans cette réserve d'intérêt ornithologique particulier.

Ad. 13e point : il interdit l'emploi de munition de plomb pour éviter tout impact négatif sur la santé des oiseaux suite à l'ingestion accidentelle de ce type de munition.

Ad 14e et 16e points : ces points réglementent la circulation dans la zone qui impacterait ou risquerait d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces ou qui risqueraient de perturber plus précisément la faune. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et leurs ayants droit, la circulation des engins sylvicoles et les activités de promotion pédagogique et de sensibilisation encadrées par l'Administration de la nature et des forêts.

Ad 15e point : il interdit l'usage d'engins volants et télécommandés dans la réserve naturelle.

Ad article 4 : L'article 4 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans la partie A de la zone protégée.

Ad 1er point : il interdit le dépôt de matériaux divers. Une exception est prévue pour l'entreposage des grumes.

Ad 2e point : l'exercice de la chasse restant permis dans la zone, ce tiret règlemente la chasse en interdisant l'appâtage du gibier qui consiste dans l'apport d'une alimentation d'attrait non transformée en petites quantités dans le seul et unique but d'un tir immédiat ou rapproché.

Ad 3e point : il interdit la circulation avec le chien non tenu en laisse. Ce point ne concerne pas la divagation de chiens pendant l'exercice de la chasse.

Ad 4e point : il interdit la plantation d'espèces d'herbes compétitives et concurrentielles, impactant d'autres espèces rares de la flore.

Ad 5e point : il interdit l'utilisation de différentes substances nocives. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte aux rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad 6e point : il réglemente l'exploitation forestière en interdisant la plantation de résineux et d'essences allochtones qui risqueraient d'impacter ou dégrader des habitats protégés tels que zones humides, prairies permanentes et forêts de feuillues.

Ad. article 5 : Cet article prévoit la possibilité de déroger aux servitudes, interdictions et réglementations disposées par les articles 3 et 4 s'il s'agit de mesures de conservation et de gestion prises dans l'intérêt de la zone ainsi que d'activités pédagogiques liées aux objectifs de la zone, travaux de sondages et de captage dans l'intérêt de l'alimentation en eau potable, travaux réalisés dans le cadre du réseau cyclable national, mesures de prévention d'inondations et mesures d'intérêt historique, archéologique et culturel. L'autorisation du ministre reste requise pour toutes ces dérogations.

Ad. article 6 : Cet article comporte la formule exécutoire.

FICHE FINANCIERE

Intitulé du projet : Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur les territoires des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster

Ministère initiateur : Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Suivi du projet par : Monsieur Gilles Biver

Tél. : 2478-6834

Courriel : gilles.biver@mev.etat.lu

En complément à la note, à l'exposé des motifs et au dossier de classement, il convient de relever que les interdictions et réglementations prévues par l'avant-projet de règlement grand-ducal n'impliqueront, en ce qui concerne les mesures de gestion proprement dites, la mise à disposition que de faibles moyens financiers.

Les mesures de conservation et de gestion courantes et déjà existantes se focaliseront sur l'extensification de l'exploitation agricole, et surtout sur la gestion, voire la restauration des habitats qui sont à l'origine de la déclaration de cette zone protégée, dont notamment le maintien des forêts alluviales, des roselières et des mégaphorbiaies.

Les dépenses relatives à la désignation proprement dite de la zone protégée d'intérêt national seront imputées sur les crédits ordinaires de l'Administration de la nature et des forêts, et sont estimées comme suit :

1) enlèvement des essences allochtones : 10.000 € (montant unique),
2) introduction des plants de genévrier : 5.000 € (montant unique),
3) entretien annuel des sentiers didactiques : 1.000 €/an,
4) suivi scientifique : 5.000 € (tous les 6 ans),
5) sensibilisation du publique (panneaux) : 5.000 € (montant unique).

Conseil supérieur pour la Protection de la Nature

Rapport de la réunion du 30 mars 2018 [Extrait]

Présents :

M. Tom Conzemius
M. Gilles Biver
M. Jan Herr
M. Pascal Pelt
M. Ben Geib
M. Roger Schauls
M. Winfried van Loë (invité Privatbësch)
M. Michel Dostert (invite Privatbësch)
Mme Danièle Murat (invitée ANF)
Mme Lucy Leer (invitée ANF)
M. Julien Reiners (invité ANF)
M. Mike Reckel (invité MDDI)
Mme Karin Riemer (secrétaire)

Excusés :

M. Guy Colling
M. Mikis Bastian
M. Jean-Paul Lickes
M. Hubert de Schorlemer
Mme Nora Welschbillig
M. Marc Weyland

[...]

5. **Zone protégée d'intérêt national « Kéidenger Brill-Supp »** (présenté par Mme Lucy Leer)

La déclaration de la zone « Kéidenger Brill-Supp » s'inscrit pleinement dans la politique nationale en matière de la protection de la nature telle que fixée par le « Plan National pour la Protection de la Nature ». Elle y figure dans l'annexe E « Les zones d'intérêt national » sous le numéro ZPIN 36.

La déclaration de ladite zone avait déjà été avisée favorablement par le CSPN. Cependant, suite à l'enquête publique et surtout suite à la réalisation de la renaturation de l'Ernz blanche entre Koedange et le lieu-dit Supp à Heffingen, il a été proposé de modifier le projet et le dossier de classement relatif à la déclaration de la zone protégée « Kéidenger Brill-Supp ».

Les modifications et les adaptations ayant été présentées, la déclaration de la zone humide vise essentiellement la protection de la plaine alluviale limitrophe à l'Ernz blanche et surtout des prairies humides et des habitats nouvellement restaurés.

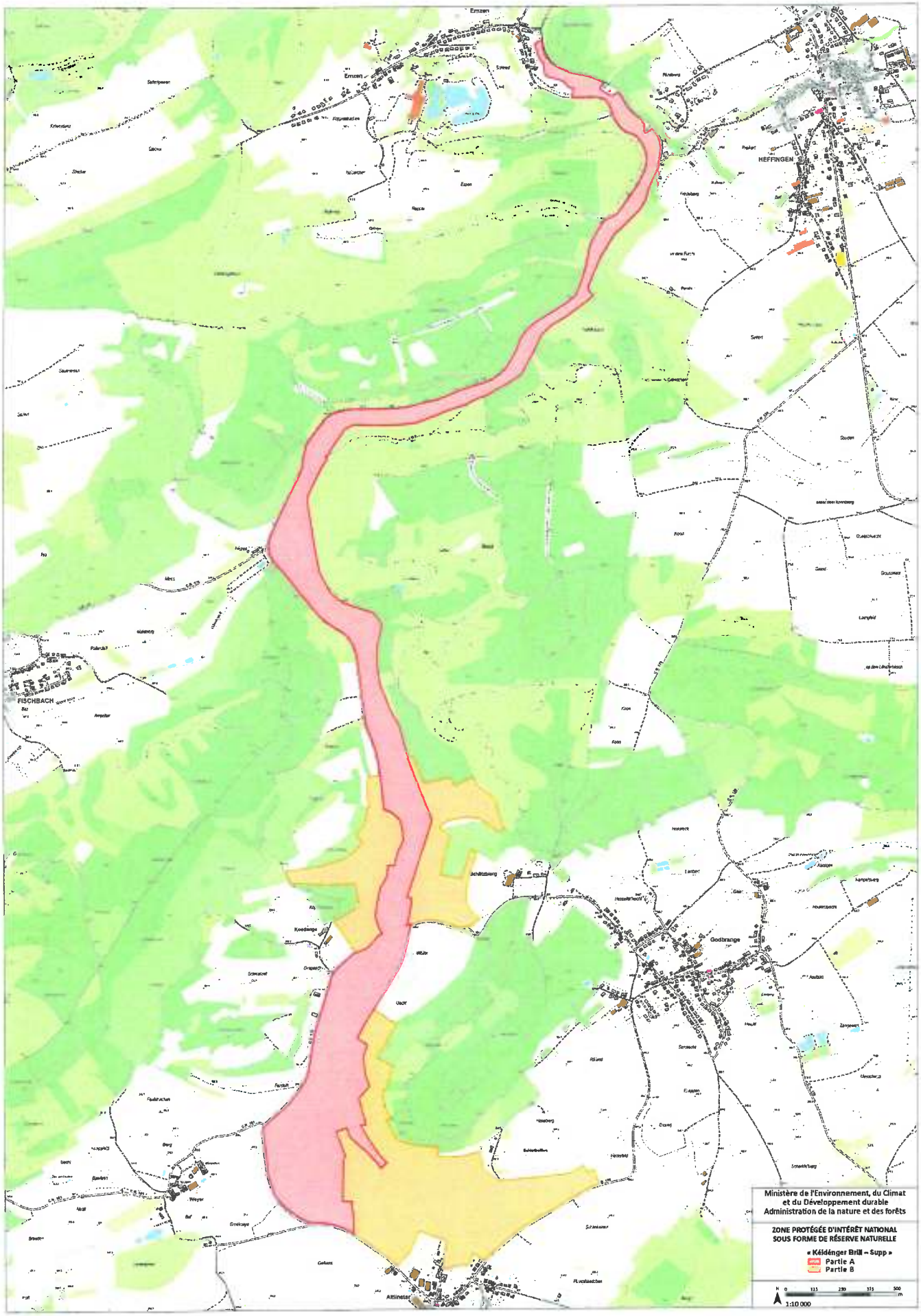
3 sites Natura2000 sont concernés, à savoir :

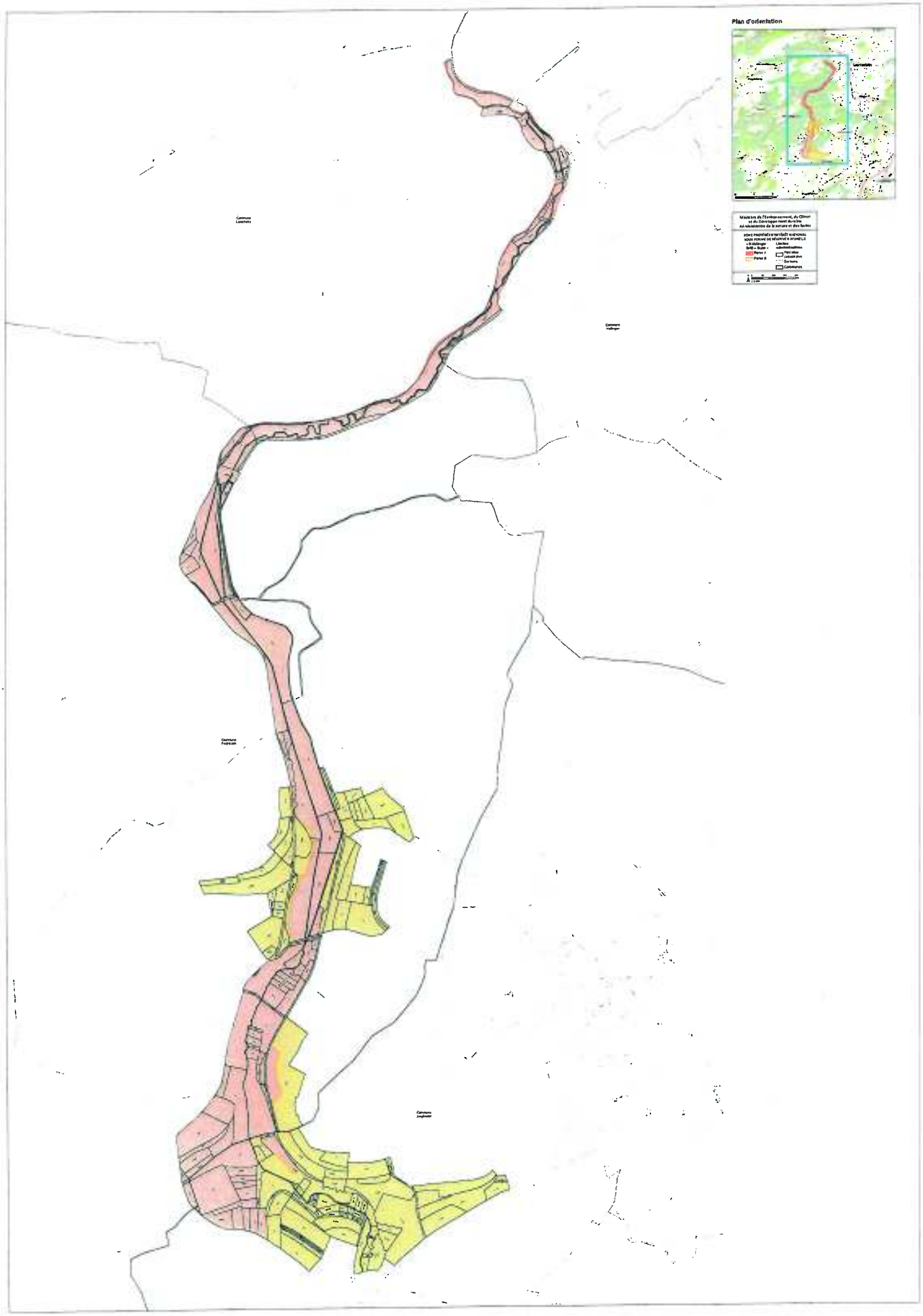
- Vallée de l'Ernz blanche LU0001015

- Pelouses calcaires de la région de Junglinster LU0001020
- Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach LU0002005

Le CSPN avise favorablement les modifications apportées au projet visant de déclarer de la zone humide « Kéidenger Brill-Supp » sous forme de réserve naturelle.

[...]


Ermzen
HEFFINGEN
FISCHBACH
Godbrange
Altlinster
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Administration de la nature et des forêts
ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONAL
SOUS FORME DE RÉSERVE NATURELLE
« Kéidénger Brill – Supp »
Partie A
Partie B
0 125 250 375 500 m
1:10 000


Plan d'orientation
Commune Lauchets
Commune Hodinger
Commune Fourcaux
Commune Jaugnac

Dossier de classement

2018

Réserve Naturelle

«Kéidénger Brill - Supp»

ZPIN 16

Dossier de classement « Kéidénger Brill – Supp » ZPIN 36

Koordination :

Administration de la nature et des forêts

Service de la nature

81, Avenue de la Gare

L-9233 Diekirch

Kontaktperson:

Jan HERR

Jan.herr@anf.etat.lu

www.emwelt.lu

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration de la nature et des forêts

Fertigstellung des Dossiers: 2018

Vorwort

Das Gebiet „Kéidénger Brill" in den Gemeinden Larochette, Heffingen, Fischbach und Junglinster enthält eine reiche und wichtige biologische Vielfalt und wird im 2. Nationalen Naturschutzplan von 2017 „Plan National pour la Protection de la Nature" (PNPN2) in der Liste der auszuweisenden nationalen Schutzgebiete aufgelistet (ZPIN36 – Kéidénger Brill – Supp).

Eine offizielle Ausweisungsprozedur wurde schon 2015 in die Wege geleitet. Auf Grund der Renaturierung der Weißen Ernz, ergibt sich jedoch die Notwendigkeit die Ausweisungsakte zu überarbeiten.

Um den veränderten ökologischen Rahmenbedingungen, in Folge der rezenten Renaturierung, Rechnung zu tragen wurden außerdem die Gebietsgrenzen angepasst. Dies brachte insbesondere eine Ausdehnung der Kernzone (Partie A) Richtung Norden, auf die renaturierten Bereiche der Weißen Ernz, mit sich. Die Gesamtfläche des Gebiets hat sich jedoch nicht verändert. Andere bedeutende Änderungen im Vergleich zu der vorigen Fassung sind die Berücksichtigung der 2016 bzw. 2017 veröffentlichten Natura 2000 Managementpläne sowie die Aktualisierung verschiedener Daten wie Gewässerqualität, Fauna, Flora, etc...

Inhaltsverzeichnis

INHALTSVERZEICHNIS **3**

1. ALLGEMEINE GEBIETSBESCHREIBUNG **5**

1.1. Abgrenzung und Lage **5**

1.2. Geologie und Geomorphologie **6**

1.3. Böden **6**

1.4. Klima **7**

1.5. Hydrologie und Renaturierung der Weißen Ernz **7**

1.6. Historische Nutzungen **9**

1.7. Flächennutzung **10**

1.8. Eigentümer und Bewirtschafter **11**

1.9. Jagd **12**

2. SCHUTZWÜRDIGKEIT DES GEBIETES **12**

2.1. Rechtlicher Rahmen **12**

2.2. Natura 2000 Zielsetzungen für den Bereich Kéidénger Brill **13**

2.3. Lebensräume und Biotope des Untersuchungsgebietes **13**

2.4. Flora des Untersuchungsgebietes **16**

2.4.1. Einteilung in Gefährdungskategorien 16

2.4.2. Gefährdete Pflanzenarten im Naturschutzgebiet Kéidénger Brill 16

2.5. Fauna **18**

2.5.1. Insekten 18

2.5.2. Lurche 19

2.5.3. Fische und sonstige Wassertiere 19

2.5.4. Vögel 19

2.5.5. Säuger 22

3. GEFÄHRDUNGEN 23

3.1. Aufgabe der Bewirtschaftung 24

3.2. Intensivierung der Landwirtschaft 24

3.3. Unangepasste Bewirtschaftungsmethoden 26

3.4. Radweg 26

3.5. Gebietsfremde Baumarten 26

3.6. Invasive Arten 26

3.7. Jagd 27

4. SCHUTZ UND MANAGEMENT 27

4.1. Wiederaufnahme der Nutzung 28

i. Nassbrachen im Gebiet Nei Schmelz 28

ii. Wacholderbestand und ehemaliger Kalkmagerrasen am Unterhang des Haedchesbierg 28

iii. Schilfflächen 28

4.2. Extensivierung der Bewirtschaftung und Wiedervernässung 29

iv. Extensivierung durch Biodiversitätsverträge 29

v. Pflanzung von Hecken und Solitärbäumen 29

4.3. Naturnahe Wälder 29

vi. Gebietsfremde Baumarten 29

vii. Naturnahe Waldbewirtschaftung 30

4.4. Sensibilisierung und Besucherlenkung 30

5. LITERATUR 31

6. ANHÄNGE 33

1. Allgemeine Gebietsbeschreibung

1.1. Abgrenzung und Lage

Die Abgrenzung des Gebiets wurde über Jahre immer wieder angepasst. Das allererste Mal wurde eine Abgrenzung für das Gebiet in der „Déclaration d'intention générale" von 1981 vorgeschlagen. Diese Abgrenzung unterscheidet sich aber sehr stark von der aktuellen Gebietsgrenze. 2013 wurde eine neue Abgrenzung vorgeschlagen, die der aktuellen Abgrenzung schon sehr ähnlich war. Sie unterscheiden sich hauptsächlich in der Aufteilung in Kern- und Pufferzone. 2018 wurde der renaturierte Teil der Weißen Ernz im nördlichen Teil des Gebiets mit in die Kernzone aufgenommen (s. Karte Anhang 1).

Heute umfasst das Naturschutzgebiet (NSG) den Auenbereich der Weißen Ernz von Altlinster bis Ernzen (s. Karte Anhang 2). Die Westseite wird über die ganze Länge von der C.R.119 begrenzt. Einzige Ausnahme bildet eine kleinere Fläche nördlich von Koedange auf der Höhe des Schiltzbierg, wo die mageren Hangwiesen des Koepchesbierg und Wanteschbierg in das Naturschutzgebiet aufgenommen wurden.

Im Süden wird das Gebiet von der C.R.119 und vom Bauperimeter von Altlinster begrenzt und nordöstlich von Altlinster von der C.R.130. Südöstlich der Schleifmillen gehören noch einige Grünlandparzellen zum NSG, dann verläuft die Grenze in nordwestlicher Richtung bis Härdcheslee. Die Ostgrenze besteht hauptsächlich aus der Unterseite der Sandsteincuesta mit Ausnahme der am Hang gelegenen Wiesen westlich von Schiltzbierg. Der Bauperimeter von Ernzen (Larochette) bildet die nördliche Grenze des Gebietes.

Innerhalb der äußeren Grenzen wurde das Naturschutzgebiet in Kern- (Partie A) und Pufferzone (Partie B) unterteilt. Die Kernzone (A) beinhaltet die renaturierten Auenbereiche der Weißen Ernz, sowie die angrenzenden Feuchtwiesen zwischen Ernzen im Norden und der Ortschaft Weyer im Süden (s. Karte Anhang 2).

Im südlichen Teil erreicht das Naturschutzgebiet, in der Ost-West-Achse, seine höchste Breite, die etwas mehr als 1 km beträgt. Nördlich der Straße nach Schiltzbierg verengt sich das Tal stark. Zwischen den ehemaligen Fischteichen und Supp bei Heffingen ist das Tal stellenweise weniger als 50 m breit. Die Gesamtlänge des Gebietes beträgt etwa 6 km.

Das NSG ist 158,5 ha groß und erstreckt sich über die vier Gemeinden Larochette, Heffingen, Fischbach und Junglinster. Dabei entfallen auf die Gemeinde Larochette 9,2 ha, auf die Gemeinde Junglinster 50,3 ha, auf die Gemeinde Heffingen 3,8 ha und auf die Gemeinde Fischbach 95,2 ha. Die Kernzone A hat eine Fläche von 87,5 ha und die Pufferzone B eine Fläche von 71,0 ha.

In Bezug auf die Besitzverhältnisse (s. Karte Anhang 3) befinden sich 16,1 ha, also ungefähr 10% des Gebietes in öffentlichem Besitz. 2,45 ha (1,5 %) sind im Besitz von „natur&ëmwelt – Fondation Hëllef fir d'Natur". Der Rest der Fläche befindet sich in privatem Besitz, wovon der Großherzog Haupteigentümer ist.

Das Naturschutzgebiet Kéidénger Brill ist Teil der Natura 2000 – Habitat Gebiete LU0001015 „Vallée de l'Ernz Blanche" und LU0001020 „Pelouses calcaires de la région de Junglinster" sowie des europäischen Vogelschutzgebietes LU0002005 „Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à

Fischbach". Die Ausweisung als Schutzgebiet von nationalem Interesse kommt demnach einer reglementarischen Umsetzung zum Erreichen der Natura 2000 Zielsetzungen gleich und ist so auch als Maßnahme in den betreffenden Natura 2000 Managementplänen explizit vorgesehen.

1.2. Geologie und Geomorphologie

Geologisch weist das NSG eine deutliche Zweiteilung auf, die sich ebenfalls in der Morphologie wiederspiegelt. Der Grund dafür ist eine geologische Verwerfung, die nördlich der Fischteiche in ostwestlicher Richtung verläuft. Von Altlinster bis zu dieser Verwerfung ist das Tal der Weißen Ernz verhältnismäßig breit. Nach Norden hin verengt sich dann das Tal. Der Talgrund besteht im gesamten Gebiet aus alluvialen Talablagerungen (s. Karte Anhang 4).

Süden:

Im südlichen Bereich erreicht das Tal eine maximale Ost-West Breite von etwa 1000 m. Hier wird, dort wo er nicht von Sedimenten des Flusses überlagert ist, der Steinmergelkeuper (km3) sichtbar. Die roten Gipsmergel (km2) sind im Untergrund vorhanden, treten aber nur punktuell zutage, weshalb sie auf der geologischen Karte nicht dargestellt sind. Dennoch beeinflussen sie gebietsweise die Boden – und hydrologischen Eigenschaften.

Der südliche Teil des NSG weist die typische flachwellige Morphologie der Keuperlandschaft auf. Hangaufwärts, östlich und westlich des NSG, bildet sich die, für den Lias typische Schichtstufenlandschaft, die vor allem vom Luxemburger Sandstein (li2) geprägt wird. Das Rhät (ko) und die Psilonotenschichten (li1) treten geomorphologisch nicht sehr stark zum Vorschein.

Norden:

Nördlich der Verwerfung verengt sich das Tal und es erreicht höchstens noch eine Breite von 50 bis 70 m. Hier finden wir den Luxemburger Sandstein wieder, der stellenweise vertikale Felswände bildet. Das Auensubstrat ist hier viel sandiger als im südlichen Teil des NSG. Die erodierende Kraft des Flusses zeigt sich hier ebenfalls deutlicher. Er mäandriert manchmal sehr stark und entlang des Flusses sind die sandigen Uferablagerungen oft klar zu erkennen.

Die Hochebenen, die außerhalb des NSG liegen, aber hydrologisch mit dem Gebiet in Verbindung stehen, sind an der Westseite und östlich, auf der Höhe von Heffingen, meistens mit Arietenschichten (li3) überlagert. Dieses Sediment bildet oft feste, tonige bis lehmige Böden, die wenig wasserdurchlässig sind.

1.3. Böden

Zur Beschreibung der Böden wurden die Bodennomenklaturen nach der FAO (1971–1978) und nach SCHEFFER & SCHACHTSCHABEL (1998) herangezogen.

Im südlichen Teil des NSG von Altlinster bis zu den Verwerfungen nördlich der Fischteiche haben die Auenböden meist deutliche hydromorphe Merkmale. In der Nähe des Flusses sind die Böden oft sandig bis schluffig, weisen eine Schichtung auf und auf den obersten 50 cm deutliche hydromorphe Merkmale. Die Basensättigung ist höher als 50%. Oberhalb der Reduktionszone finden sich Rostflecken und schwarze Konkretionen (FeMn) (Eutric Gleysol).

Vielerorts, etwas weiter vom Fluss entfernt, findet sich ein mooriger A-Horizont, der an verschiedenen Stellen eine Mächtigkeit von 10 – 20 cm aufweist. Oft ist das organische Material stark mit dem mineralischen Bodenmaterial durchmischt. Auch hier ist die Basensättigung höher als 50% (Mollic Fluvisol).

Am Rande der Aue sind die Böden meist schluffig und stellenweise etwas sandig. In größerer Tiefe findet sich lehmiges Material mit kleinen Stückchen Holzkohle, ein deutlicher Hinweis auf das Vorkommen von Kolluvium. Der B-Horizont ist hier in der Regel durch Tonverlagerung charakterisiert (Bt). Im Allgemeinen ist das Bodenprofil hier ebenfalls schwach entwickelt (Eutric Regosol und Haplic Luvisol).

An den höher gelegenen Talhängen sind die Böden oft sandiger. Sie zeigen manchmal eine schwache Podsolidierung, aber die Bodenprofilentwicklung ist nicht sehr ausgeprägt (Arenosol, Regosol, Luvisol und Leptosol).

Nördlich der Fischteiche verengt sich das Tal der Weißen Ernz. Ab hier wird der Keuper gänzlich vom Luxemburger Sandstein überlagert, welcher bis an die Flussaue reicht. Die Auenböden sind sehr sandig und wasserdurchlässig. Stellenweise sind sie von einer dünnen moorigen Schicht überlagert, die ihrerseits aber wieder von sandigem Sediment abgedeckt sein kann. Die Böden sind meist als Fluvisol zu bezeichnen. Arenosole und Gleysole können ebenfalls vorkommen.

1.4. Klima

Sowohl in Bezug auf die Temperatur, als auch auf die Niederschläge liegen keine genaueren Angaben als die der ca. 15 km südlich gelegenen Messstation Findel bzw. der 8 km entfernten pluviometrischen Station Lorentzweiler vor. Aufgrund der geringen Entfernung und der ähnlichen Höhenlage dürften hier im langjährigen Mittel auch keine größeren Unterschiede bestehen.

Die an der Messstation Godbrange (325m) ermittelte langjährige, mittlere Temperatur liegt bei 9,5°C mit einem Minimum von -17,0°C und einem Maximum von 36°C (2005 – 2017, außer 2009 und 2010). Der durchschnittliche jährliche Niederschlag in dieser Periode beträgt in Godbrange 630,5 L/m^2. Der niederschlagsreichste Monat ist der Dezember mit 62,2 L/m^2, am trockensten ist der April mit 33,7 L/m^2 (agrimeteo.lu).

Hinsichtlich des Mikroklimas bewirkt die kesselartige, waldlose Tallage im südlichen Teil des Gebietes eine stärkere Aufhitzung an Sonnentagen. Im nördlichen Teil des Gebietes hingegen ist es an heißen Sommertagen, bedingt durch den hohen Waldanteil und die Präsenz des Flusses spürbar kühler.

1.5. Hydrologie und Renaturierung der Weißen Ernz

Der Wasserhaushalt des geplanten NSG wird durch die Weiße Ernz geprägt, die ein Zufluss der Sauer ist. Sie verläuft von Süden nach Norden quer durch das Gebiet. Rezente Wasseranalysen der Weißen Ernz zeigen, dass ihre Wasserqualität, basierend auf biologischen und chemischen Kriterien, als mäßig bis schlecht zu bewerten ist (Tabelle 1).

Messstation	Parameter		
	Biologischer Zustand	Physico-chemikalischer Zustand	Chemischer Zustand
II-5.1 (Unterlauf ab unterhalb Medernach)	unbefriedigend*	mäßig	schlecht
II-5.2 (Oberlauf bis unterhalb Medernach)	mäßig**	mäßig	schlecht
* wegen unbefriedigendem Zustand der Fische ** wegen mittelmäßigem Zustand der Makrophyten			

Tabelle 1: Zustand der Weißen Ernz im NSG (AGE, 2015)

Auf der Ferraris Karte von 1777 (s. Karte Anhang 5) sind noch ausgedehnte Feuchtwiesen entlang eines mäandrierenden Flussbettes zu sehen. Seitdem wurden jedoch Maßnahmen ergriffen um die Auenbereiche trocken zu legen: der Flusslauf wurde begradigt und vertieft um das Wasser schneller abzuleiten und die angrenzenden Wiesen zu drainieren. Außerdem wurden Drainagen in den Feuchtwiesen angelegt. Die Konsequenz dieser Maßnahmen war, dass der Grundwasserspiegel gesenkt wurde und die Flächen landwirtschaftlich besser zu nutzen waren. Parallel haben diese Maßnahmen aber auch zur Hochwasserproblematik in den urbanisierten Bereichen flussabwärts beigetragen.

Die Strukturkartierung der Weißen Ernz und der direkten Uferbereichen zeigt, dass die Weiße Ernz sich vor der Renaturierung in einem stark bis sehr stark veränderten hydromorphologischen Zustand befand, und demnach auch den Zielsetzungen der Wasserrahmenrichtlinie nicht gerecht wurde.

Schon im Jahr 2006 wurde eine Studie über die Renaturierung der Weißen Ernz ausgeführt um zu prüfen ob und wie eine Renaturierung des Flusses der Hochwasserproblematik entgegenwirken könnte und zeitgleich zur Wiederherstellung der Feuchtzonen in der Aue beitragen könnte. Die Studie schlug vor die Weiße Ernz zurück in den natürlichen Talweg zu verlegen, das Flussbett anzuheben und das Bachbett zu verbreitern. Folgende Zielsetzungen wurden dabei verfolgt:

Natürliche Wasserretention: da sich das Wasser auch schon bei kleineren Hochwasser-Ereignissen schnell in der Aue ausbreiten kann ohne über einen tiefen künstlichen Kanal direkt flussabwärts evakuiert zu werden, kann sich das Wasser in der Aue aufstauen und nachher verlangsamt abfließen. Damit verringert sich das Hochwasserrisiko für urbanisierte Bereiche flussabwärts (z.B. Larochette).

Ökologie: durch die Verlegung des Baches in den natürlichen Talweg werden feuchte und amphibische Zonen wiederhergestellt, indem der Fluss einen Teil seines natürlichen Bettes zurückerhält und der Grundwasserspiegel ansteigt. Diese Maßnahme wirkt sich positiv auf die Entwicklung der typischen Vegetation der Feuchtgebiete aus und förderte die Ansiedlung einer angepassten Fauna.

Selbstreinigungskraft des Gewässers: die Renaturierung fördert die Selbstreinigungskraft des Gewässers. Durch die erhöhte Wasseroberfläche und Turbulenzen wird der Austausch von Sauerstoff zwischen Luft und Wasserkörper gefördert. Dies fördert den Abbau von organischem

Material durch Mikroorganismen. Außerdem nehmen die Wasserpflanzen der amphibischen Zonen Nährstoffe aus dem Wasser auf, bzw. regen den Abbau von Nährstoffen an.

Attraktiveres Landschaftsbild: die Wiederherstellung einer funktionsfähigen Aue mit einem frei fließenden Gewässer und die Ausbildung einer natürlichen Vegetation tragen zu einem attraktiveren Landschaftsbild bei.

Die Renaturierungsmaßnahmen erstreckten sich von Koedange bis Supp und sollen 2018 abgeschlossen werden. Wie sich die angrenzenden Wälder, Grünlandflächen und Biotope an den neuen Wasserhaushalt anpassen werden bleibt abzuwarten. Jedoch kann man davon ausgehen, dass die typischen Vegetationsformen der Feuchtgebiete deutlich zunehmen werden, was mitweilen auch Veränderungen/Verschiebungen in den bestehenden Biotopen mit sich bringen kann.

1.6. Historische Nutzungen

Aus den im 18. Jahrhundert erstellten Ferrariskarten (s. Karte Anhang 5) ist ersichtlich, dass bereits damals das Tal der Weißen Ernz landwirtschaftlich genutzt wurde. Der Ursprung der Mähwiesen geht vermutlich noch weiter zurück, in die Zeit nach den Völkerwanderungen, als, wie Pollenanalysen belegen, große Waldflächen gerodet und in Kultur gebracht wurden. Verglichen mit der heutigen Ausdehnung war die Waldfläche im ausgehenden 18. Jahrhundert wesentlich kleiner, auch Grenzertragsstandorte wurden genutzt. Vermutlich wurden die Hänge unterhalb der Sandsteincuesta im südlichen Gebietsteil mit Schafen oder Ziegen beweidet. Darauf deuten die reliktischen Wacholdervorkommen hin.

Die landwirtschaftliche Nutzung der Talwiesen erfolgte vermutlich in Form von Mähwiesen. Darauf deutet zum einen die derzeitige Vegetation hin, die das Relikt einer aus Mahd entstandenen Pfeifengraswiese ist. Die Phosphorarmut des Standortes ist darüber hinaus ein Indiz für den jahrhundertelangen Nährstoffaustrag durch Mahd. Zum anderen waren die durch Überschwemmungen und Staunässe geprägten Wiesen der Talaue ein Herd für Viehkrankheiten, wie z.B. den Leberegel. Durch Trocknen des Heus wurde diese Gefahr eingeschränkt. Die Mahd erfolgte einmal jährlich im Spätsommer, in den etwas höher gelegenen Bereichen vielleicht auch zweimal jährlich.

Noch bis Mitte der 1960er Jahre wurden die Wiesen mittels untiefer Gräben be- und entwässert. Zur Bewässerung wurde die Ernz noch bis vor wenigen Jahrzehnten bei Trockenperioden aufgestaut. Ein Wehr ist noch vorhanden. Die Wiesen im Ort genannt Pönn, die sich zum größten Teil im Besitz des Schlossherrn von Koedange befanden, wurden von Jahr zu Jahr verpachtet. Gedüngt wurden diese Wiesen kaum, da sich diese Investition bei der unsicheren Pachtlage nicht lohnte.

Ebenfalls aus der Ferrariskarte ersichtlich ist der Standort der Fischbacher Schmiede unmittelbar an der Weißen Ernz gelegen. Noch heute sind die Überreste des ein Stück entfernt südöstlich gelegenen, um 1813 errichteten Hochofens zu sehen, welcher bis 1857 in Betrieb war. Dieser liegt jedoch außerhalb des NSG. Zeugen der Eisenverhüttung und -verarbeitung finden sich in Form von Schlacken, Kohlplätzen und Kohlstückchen auch im Bereich des NSG. Interessant ist, dass an der Stelle der früheren Fischteiche bereits im 18. Jahrhundert ein großer Stauteich existierte. Dieser wurde vermutlich zum Antrieb der Schmiedehämmer genutzt. Von kulturhistorischer

Bedeutung sind die Sandsteinmonolithen der Haerdcheslay, in unmittelbarer Nähe des Naturschutzgebietes, welche römische Grabinschriften tragen.

1.7. Flächennutzung

Die Flächennutzung ist aus Tabelle 2 ersichtlich (s. auch Karte Anhang 6). Sie beruht auf den Angaben der OBS -Kartierung (Occupation Biophysique du Sol) von 2016. Weit über die Hälfte des Gebietes, ca. 100 ha, werden von Grünland eingenommen. Dabei handelt es sich hauptsächlich um mesophiles Grünland. In der Regel sind das drei – bis mehrschürige Glatthaferwiesen, die in Abhängigkeit von der Nutzungsintensität mehr oder weniger artenarm sind. Ausnahmen sind die wenigen, sehr artenreichen Flächen in Pönn, östlich der Ernz, die aufgrund von Biodiversitätsverträgen nur zweimal jährlich gemäht und nicht gedüngt werden. Der Rest ist Feuchtgrünland. Auch hierbei handelt es sich überwiegend um Mähwiesen, Weiden kommen nur vereinzelt vor.

Die Ackerflächen nehmen gut 7 ha ein. Diese liegen in unmittelbarer Nähe zu Altlinster, allesamt in der Pufferzone (Partie B).

Die aus der Sicht des Naturschutzes interessanten Schilfflächen, Großseggenriede und Hochstaudenfluren bestimmen das Bild auf knapp 9% der Fläche (14 ha).

Der Wald bestimmt vor allem im nördlichen Teil des Gebietes das Bild. Nimmt man den Vorwald dazu, der vor allem im nördlichen Teil des Gebietes im Auebereich die rezent entfichteten Flächen einnimmt, so ist ein Fünftel (30 ha) des NSG bewaldet.

Nach der Renaturierung hat sich der Wasserhaushalt im Gebiet allerdings erheblich verändert, es gibt öfters Überschwemmungen und auch der Grundwasserspiegel wurde dauerhaft erhöht. Deshalb muss man davon ausgehen, dass es in Zukunft zu einer Veränderung in der Flächennutzung kommen wird. Hauptsächlich ist davon auszugehen, dass es zu einer Ausdehnung der Feuchtgebiete kommen wird.

Flächennutzung (OBS 2016)	**Fläche (ha)**	**%**
Grünland	103,8	65,5 %
Feuchtgebiete (Großseggenriede und Röhrichte)	14,0	8,8 %
Buschwerk, Vorwald	10,8	6,8 %
Ackerflächen	7,1	4,5 %
Nadelwald	7,1	4,5 %
Sonstige Wälder	6,6	4,2 %
Laubwald	6,2	3,9 %
Siedlungsbereiche und Straßen	1,7	1,1 %
Naturnahe Gewässer	1,4	0,9 %
Total	**158,5**	**100 %**

Tabelle 2: Verteilung der Flächennutzungen im „Kéidénger Brill"

1.8. Eigentümer und Bewirtschafter

Größe und Flächenanteile
Die Gesamtfläche des zukünftigen Naturschutzgebietes beträgt 158,5 ha.

Territorium der Gemeinde Fischbach: 95,2 ha

Territorium der Gemeinde Larochette: 9,2 ha

Territorium der Gemeinde Junglinster: 50,3 ha

Territorium der Gemeinde Heffingen: 3,8 ha

Verwaltungstechnische Einbindung
Verwaltungstechnisch ist das geplante Naturschutzgebiet Bestandteil:

- Gemeinden: Fischbach, Larochette, Junglinster und Heffingen

- Naturverwaltung: Arrondissement Est, Triage Junglinster; Arrondissement Centre-Est, Triages Larochette und Marscherwald

- Gemeindesyndikate: SIAS und Naturpark Mëllerdall

Katasterpläne
Die Fläche des geplanten Naturschutzgebietes umfasst folgende Katastersektionen (s. Karte Anhang 3):

Gemeinde Fischbach	Sektionen Fischbach, Koedange und Weyer
Gemeinde Larochette	Sektion Ernzen
Gemeinde Junglinster	Sektion Altlinster
Gemeinde Heffingen	Sektion Heffingen

Eigentümer

Eigentümer	Flächen (ha)			
	Partie A	Partie B	Total	% der Gesamtfläche
Gemeinde	2,2	1,4	3,6	2 %
Staat	4,5	8,0	12,5	8 %
SAR le Grand-Duc	36,5	2,5	39,0	25 %
natur&ëmwelt - FhN	2,5	0,0	2,5	2 %
Privat	37,3	57,9	95,2	60 %
Andere Flächen (Straßen usw...)	4,5	1,2	5,7	4 %
Total	**87,5**	**71,0**	**158,5**	**100 %**

Tabelle 3: Eigentumsverhältnisse im Naturschutzgebiet Kéidénger Brill

(s. auch Karte Anhang 3)

Bewirtschafter

Bewirtschafter	Flächen (ha)		
	Partie A	Partie B	Total
Bewirtschafter 1	18,9	11,2	30,2
Bewirtschafter 2	6,0	7,6	13,7
Bewirtschafter 3	0,1	13,0	13,1
Bewirtschafter 4	0,9	9,0	10,0
Bewirtschafter 5	4,8	3,6	8,4
Bewirtschafter 6	4,2	1,3	5,5
Bewirtschafter 7	0,0	4,5	4,5
Bewirtschafter 8	0,0	4,0	4,0
Bewirtschafter 9	3,6	0,0	3,6
Bewirtschafter 10	0,3	2,3	2,6
Bewirtschafter 11	0,0	2,4	2,4
Bewirtschafter 12	0,0	2,0	2,0
Total	**38,8**	**60,9**	**99,7**

1.9. Jagd

Insgesamt 6 Jagdlose (239, 240, 294, 322, 335 und 368) erstrecken sich teilweise über das Naturschutzgebiet. (s. Karte Anhang 7)

2. Schutzwürdigkeit des Gebietes

2.1. Rechtlicher Rahmen

Der Kéidénger Brill wurde 1981 als RN RD08 in einer Absichtserklärung der luxemburgischen Regierung in Sachen Naturschutz (Déclaration d'intention générale – DIG1981) erstmals in eine Liste von potentiellen Naturschutzgebieten aufgenommen. Auch im ersten Nationalen Naturschutzplan von 2007 (PNPN) war das Gebiet als prioritär auszuweisendes Naturschutzgebiet aufgelistet. Nachdem es auch bis 2017 noch nicht zu einer Ausweisung kam, wurde das Gebiet wiederum in die Liste der auszuweisenden Naturschutzgebiete des 2. Nationalen Naturschutzplans von 2017 (PNPN2) übernommen.

Auf europäischer Ebene ist der Kéidénger Brill Teil der Natura 2000 Habitat Gebiete *LU0001015 „Vallée de l'Ernz Blanche"* und *LU0001020 „Pelouses calcaires de la région de Junglinster"* sowie des europäischen Vogelschutzgebietes *LU0002005 „Vallée de l'Ernz blanche de Bourglinster à Fischbach"* (s. Karte Anhang 8). Ein gemeinsamer Natura 2000 Managementplan für die Gebiete LU0001020 und LU0002005 wurde 2016 erstellt. Ein weiterer Natura 2000 Managementplan für das Gebiet LU0001015, der im Kéidénger Brill lediglich die Aue zwischen Fischbach und Ernzen betrifft, wurde 2017 fertig gestellt. Alle beide sehen in ihren Langzeitzielen die Ausweisung des

Kéidénger Brill als nationales Naturschutzgebiet vor. Eine solche Ausweisung kommt also der reglementarischen Umsetzung der Zielsetzungen der Natura 2000 Gebiete gleich.

Seit 1981 haben viele Flächen des Gebietes ihre Artenvielfalt, hauptsächlich durch Entwässerungsmaßnahmen und Nährstoffzufuhr, eingebüßt. Viele Tiere und Pflanzen sind verschwunden oder vom Aussterben bedroht. Umso dringender gebietet sich ein effektiver Schutz der verbleibenden Arten und ihrer Lebensräume.

2.2. Natura 2000 Zielsetzungen für den Bereich Kéidénger Brill

Die oben erwähnten Managementpläne definieren grobe Langzeitzielsetzungen für die betroffenen Natura 2000 Gebiete und damit auch für das darin liegende zukünftige Naturschutzgebiet Kéidénger Brill. Das Naturschutzgebiet liegt größtenteils in der im Natura 2000 Managamentplan definierten „Flussaue und Fließgewässer"-Zone. Folgende generelle Zielsetzungen werden für diese Zone definiert:

- Verbesserung der Strukturierung der Weißen Ernz sowie deren Aue
- Verbesserung der Wasserqualität durch unter anderem verringerte Nährstoffeinträge und Erhalt der Grünländer entlang des Gewässers
- Erhalt und Wiederherstellung der Nahrungsräume für Vögel durch den Erhalt einer strukturierten Landschaft mit Weiden, Wiesen, Brachen und Feuchtgrünländern die extensiv genutzt werden

Als europaweit geschützte Ziellebensräume werden Auwälder (91E0*), Hochstaudenfluren (6430) und Pfeiffengraswiesen (6410) genannt. Bei den Tieren handelt es sich prioritär um Arten wie Großer Feuerfalter, Wachtelkönig, Eisvogel, sowie schilfbewohnende Arten wie Wiesenpieper, Rohrammer oder Teichrohrsänger.

2.3. Lebensräume und Biotope des Untersuchungsgebietes

Das folgende Kapitel basiert auf dem 2014 veröffentlichten Offenland-Biotopkataster, auf den Daten der 2016 durchgeführten Waldbiotopkartierung, sowie auf einer weiteren Biotopkartierung die im Zuge der Renaturierung der Weißen Ernz von der Naturverwaltung in Auftrag gegeben wurde. Da sich aufgrund der sehr rezenten Renaturierung der Weißen Ernz der Wasserhaushalt der Aue verändert hat, es zu häufigeren kleinen Überschwemmungsereignissen im Gebiet kommen wird und der Grundwasserspiegel außerdem dauerhaft erhöht wurde, muss man davon ausgehen, dass es in Zukunft zu Verschiebungen, bzw. Ausdehnung der Feuchtbiotope kommen wird. Insbesondere dürfte es zu einer Ausdehnung des Auwaldes, der Feuchtwiesen und -brachen und der Röhrichte kommen, was natürlich auch mit der zukünftig möglichen Bewirtschaftung zusammenhängt.

Es wird hier auf detaillierte Beschreibungen der Biotoptypen verzichtet. Diese können folgenden Dokumenten entnommen werden:

1) Leitfaden zur Bewirtschaftung der nach Artikel 17 des Naturschutzgesetzes geschützten Offenlandbiotope
2) Leitfaden für forstliche Bewirtschaftungsmaßnahmen von geschützten Waldbiotopen

Biotoptyp		Fläche (ha)			
		Partie A	Partie B	Gesamt	% Gesamtfläche Naturschutzgebiet
Offenlandbiotope					
Oligo- bis mesotrophe Stillgewässer mit Characeen-Vegetation	3140	0,1	0,0	0,1	0,1 %
Trespen-Schwingel-Kalk-Halbtrockenrasen	6210	0,6	1,3	1,9	1,2 %
Feuchte Hochstaudensäume entlang von Gewässern und Feuchtwäldern	6430		0,0	0,0	
Magere Flachlandmähwiese	6510	2,2	6,5	8,7	5,5 %
Großseggenriede (Magnocaricion)	BK04	1,2	4,1	5,3	3,3 %
Quellen	BK05	1 St.	5 St.	6 St.	
Röhrichte	BK06	6,9		6,9	4,4 %
Naturnahes Stillgewässer	BK08	0,3		0,3	0,2 %
Sumpfdotterblumenwiesen	BK10	17,4	0,2	17,6	11,1 %
Nassbrachen, Quellsümpfe, Niedermoore und Kleinseggenriede	BK11	2,8		2,8	1,8 %
Waldbiotope					
Auenwald	91E0	13,0	0,0	13,0	8,2 %
Feuchte Hochstaudenfluren	6430	0,3		0,3	0,2 %
Silikatfelsen und ihre Felsspaltenvegetation	8220	0,1	0,0	0,1	0,1 %
Hainsimsen-Buchenwald (Luzulo-Fagetum)	9110	0,0	0,0	0,0	
Waldmeister-Buchenwald (Melico-Fagetum)	9130	0,7	0,3	1,0	0,6 %
Permanentes Fließgewässer	BK12	1,1	0,0	1,1	0,7 %
Laubhochwälder mit mehr als 50% Laubbaumarten	BK13	1,3	3,9	5,2	3,3 %
Strukturierte Waldränder	BK15	0,3	0,1	0,4	0,3 %
Total Biotop:		**48,0**	**16,4**	**64,4**	**41,0 %**

Tabelle 4: Liste mit allen Biotoptypen des nationalen Biotopkatasters mit ihrer Größe
(0,0 bedeutet, dass das Biotop auf einer Fläche <0,1 ha vorhanden ist)

Nach Anhang 1 der FFH-Richtlinie geschützte Biotope

FFH 91E0* «Rest »-Bestände von Erlen-, Eschen- und Weichholzauenwäldern an Fließgewässern (Alnion glutinoso –incanae)

Auwälder kommen im Untersuchungsgebiet hauptsächlich in der Form des bachbegleitenden Erlen-Eschenwaldes vor, der in nördlicher Richtung ab der Höhe von Schiltzbierg den Bach fast durchgängig säumt. Auf großen Teilen seiner Fläche ist dieser Galeriewald beidseitig des Ufers mehrere Meter breit und gut strukturiert. Dort wo er zu den angrenzenden Feuchtbrachen und Schilfflächen überleitet, ist er gut bis sehr gut entwickelt.

Durch die Renaturierung ist eine Ausdehnung des Auwaldes zu erwarten. Insbesondere Flächen die jetzt zu nass sind um weiter in einer Bewirtschaftung zu bleiben dürften sich langfristig zu Auwald entwickeln.

Im Bereich zwischen Altlinster und Schiltzbierg ist der potenziell natürliche bachbegleitende Erlen-Eschenwald nur noch reliktisch in Form vereinzelter Bäume anzutreffen.

Daneben findet sich im Bereich Nei Schmelz ein kleinflächiger, relativ gut entwickelter Erlenwald der Assoziation *Macrophorbio-Alnetum.* Dieser Bestand hat sich vermutlich von selbst auf dem quelligen Gelände entwickelt und stellt demnach hier die potenzielle natürliche Vegetation dar.

In der Vergangenheit wurden Teile des Bestandes jedoch zurückgedrängt, um die sehr seltene Feuchtwiesenvegetation des Gebietes zu erhalten.

Formationen von *Juniperus communis* auf Kalkheiden und -rasen

Im Untersuchungsgebiet kommt der Biotoptyp aktuell nicht mehr vor. Im Bereich Pönn finden sich am Waldrand jedoch wenige Exemplare des Wacholders in einem stark verbuschten Kalk-Halbtrockenrasen. Bei entsprechender Bewirtschaftung könnte sich die Fläche (BK_272412083) wieder zum entsprechenden Biotoptyp entwickeln.

FFH 6210 Kalkmagerrasen

Die Kalkmagerrasen des Untersuchungsgebietes sind nur mäßig bis schlecht ausgebildet. Aufgrund von Nährstoffeinträgen und Verbuschung sind sie floristisch stark verarmt. Orchideen wurden rezent keine mehr nachgewiesen.

FFH 6410 Pfeifengraswiesen auf kalkreichem Boden, torfigen und tonig-schluffigen Böden (Molinion caeruleae)

Pfeifengraswiesen sind als solche im Gebiet aktuell keine mehr zu finden. Allerdings findet man auf verschiedenen Flächen noch Relikte von ehemaligen Pfeifengraswiesen mit Arten wie *Scorzonera humilis* und *Molinia caerulea.***FFH 6510 Magere Flachland-Mähwiesen**

Insgesamt sind die Wiesen in gutem bis hervorragendem Zustand. Dies ist jedoch darauf zurück zu führen, dass schlechtere Flächen im Rahmen des Biotopkatasters nicht aufgenommen wurden, da sie die Anforderungen nicht erfüllen. Bei den meisten Grünlandflächen im NSG handelt es sich um eher artenarme, von wenigen hochwüchsigen Gräsern dominierte Wiesen, die hauptsächlich für Silage genutzt werden.

Die kartierten Flächen hingegen sind verhältnismäßig artenreich; vielfach mit Arten die zum Kalkmagerrasen überleiten, wie *Briza media*, *Bromus erectus*, *Primula veris* und *Sanguisorba minor*. Bei den meisten Flächen handelt es sich jedoch nicht um Mähwiesen, sondern um extensiv genutzte Weiden. Bezeichnenderweise liegen diese Weiden im Hangbereich der nur begrenzt maschinell befahrbar ist.

FFH 9130 Waldmeister-Buchenwald (Asperulo-Fagetum)

Der Waldmeister-Buchenwald ist die potenzielle natürliche Waldgesellschaft des Gebietes außerhalb der Aue. Derzeit ist jedoch der Großteil der geeigneten Flächen mit Nadelhölzern bestockt oder besteht aus Vorwaldflächen. Bei naturnaher Bewirtschaftung können sich diese Flächen zum Waldmeister-Buchenwald entwickeln.

Biotope nach Art. 17 des Naturschutzgesetztes

Biotoptypen des Offenlandes nach Artikel 17 des modifizierten Naturschutzgesetzes vom 19. Januar 2004, die keinen Schutzstatus nach der europäischen Flora-Fauna-Habitatrichtlinie genießen.

Röhrichte (BK06)

Bei den im Untersuchungsgebiet vorkommenden Röhrichten handelt es sich ausschließlich um Schilfröhricht. Bestände der Assoziation *Phragmitetum australis* sind in der Regel sehr artenarm. Neben dem dominanten Schilf finden sich nur wenige Arten wie *Galium aparine* und *Urtica dioica*. Als Lebensraum beherbergen die Schilfröhrichte jedoch eine Vielzahl von Tieren, die sich auf diese Gesellschaft spezialisiert haben.

Calthion-Wiesen (BK10)

Die Sumpfdotterblumenwiesen stellen flächenmäßig das größte Biotop des Kéidénger Brill. Sie gehören mit zu den artenreichsten des Landes und sind einer der Hauptgründe für Ausweisung des Kéidénger Brill zum Schutzgebiet. Besonders im Bereich Pönn beherbergen die Calthion-Wiesen floristische Seltenheiten wie die Salz-Teichsimse (*Schoenoplectus tabernaemontani*), das Sumpf-Läusekraut (*Pedicularis palustris*), die Niederliegende Schwarzwurzel (*Scorzonera humilis*) und das Schmalblättrige Wollgras (*Eriophorum polystachion*). Ein Teil der Wiesen geht vermutlich auf die frühere Nutzung als Streuwiesen zurück und hat sich durch geänderte Bewirtschaftungsweisen zum Calthion entwickelt.

Fließgewässer (BK12)

Das Untersuchungsgebiet wird maßgeblich von der Aue der Weißen Ernz geprägt. Der Bach selbst hat jedoch im südlichen Teil keinen Einfluss mehr auf die Entwicklung der Aue, da er hier geradlinig verläuft und stark eingetieft ist. Ab Koedange jedoch, wo der Bach renaturiert wurde, ist die natürliche Anbindung des Fließgewässers an die Aue wiedergegeben. Insbesondere in diesem Teil hat die Renaturierung zu einer drastischen Verbesserung der Hydromorphologie der Weißen Ernz geführt.

2.4. Flora des Untersuchungsgebietes

2.4.1. Einteilung in Gefährdungskategorien

Der Gefährdungsgrad der Pflanzenarten Luxemburgs in der „Roten Liste" wird in folgende Kategorien eingeteilt (COLLING 2005):

Gefährdungsgrad	
RE	Regional ausgestorben
CR	Vom Aussterben bedroht
EN	Stark gefährdet
VU	Gefährdet
NT	Potentiell gefährdet

Tabelle 5: Gefährdungskategorien der IUCN

2.4.2. Gefährdete Pflanzenarten im Naturschutzgebiet Kéidénger Brill

Nachfolgend (Tabelle 6) sind die seltenen Pflanzenarten des Naturschutzgebietes aufgeführt mitsamt Rote-Liste –Status. Insgesamt finden sich 38 Rote-Liste-Arten im Gebiet, davon sind 4

vom Aussterben bedroht, 10 stark gefährdet, 19 gefährdet und 5 potenziell gefährdet. Hervorzuheben sind Arten wie Wollgras (*Eriophorum polystachion*), Graue Seebinse (*Scirpus tabernaemontani*), Lücken-Segge (*Carex distans*), Sumpf-Dreizack (*Triglochin palustre*), Einspelzige Sumpfbinse (*Eleocharis uniglumis*), Geflecktes und Breitblättriges Knabenkraut (*Dactylorhiza maculata, D. fistulosa*), Sumpfläusekraut (*Pedicularis palustris*) und Niedrige Schwarzwurzel (*Scorzonera humilis*), die in der roten Liste Luxemburgs als „stark gefährdet" bzw. „vom Aussterben bedroht" geführt werden. Die meisten dieser Arten sind im NSG Kéidénger Brill noch in verhältnismäßig großen Populationen anzutreffen, ebenso wie die Sumpf-Stendelwurz (*Epipactis palustris*), die in Nei Schmelz einen der letzten Standorte ihrer Verbreitung in Luxemburg hat.

Art	**RL-Status**	**1995**	**2004**	**2006**	**2010**
Avenula pubescens	NT		+	+	+
Berula erecta	VU		+	+	+
Caltha palustris	NT			+	+
Carex cuprina	VU	+			
Carex distans	EN	+			
Carex echinata	VU			+	
Centaurium erythraea	VU			+	
Cephalanthera damasonium	NT		+		
Cirsium acaule	VU		+		+
Colchicum autumnale	VU		+	+	+
Convallaria majalis	NT		+		
Dactylorhiza maculata	EN	+			
Dactylorhiza majalis	VU			+	+
Eleocharis uniglumis	CR			+	
Epipactis palustris	EN		+	+	+
Eriophorum polystachion	EN			+	+
Festuca lemanii	VU		+		
Gymnadenia conopsea	VU		+	+	
Iris pseudacorus	VU		+	+	+

Juncus compressus	VU			+	
Juniperus communis	EN		+	+	+
Odontites vernus ssp. Serotinus	EN		+		
Orchis purpurea	VU	+			
Pedicularis palustris	EN		+	+	+
Poa palustris	VU		+		
Polygala calcarea	VU		+		
Primula veris	VU		+	+	+
Rhinanthus minor	NT		+	+	+
Rosa rubiginosa	VU		+		
Schoenoplectus tabernaemontani	CR			+	+
Scorzonera humilis	EN			+	+
Scrophularia auriculata	CR			+	
Scrophularia umbrosa	VU			+	
Selinum carvifolia	VU			+	
Triglochin palustre	CR			+	
Valeriana dioica	EN	+	+		
Verbascum denisflorum	VU			+	
Veronica anagallis-aquatica	EN	+			

Tabelle 6: Seltene und gefährdete Pflanzenarten im NSG Kéidénger Brill

2.5. Fauna

In diesem Kapitel werden einige Tiere, insofern sie für bestimmte Naturwerte indikativ sind, näher beschrieben. Die Karte in Anhang 10 zeigt die wichtigsten Arten im Gebiet.

2.5.1. Insekten

Libellen

Von den vier beobachteten Libellen ist eine, die Gebänderte Prachtlibelle (*Calopteryx splendens*), als zurückgehend (V) auf der Roten Liste (PROESS 2006) vermerkt. Dass nur vier Libellenarten im NSG beobachtet worden sind, ist, obwohl es sich hier um ein großes Feuchtgebiet handelt, kein gutes Vorzeichen. Bei einer Begehung im Sommer 2006 wurde ebenfalls die Blauflügel-

Prachtllibelle (*Calopteryx virgo*) beobachtet. Abzuwarten ist wie sich die Libellen nach der Renaturierung entwickeln werden.

Heuschrecken

Nach Angabe von R. GEREND (pers. Mttl.) kommen im NSG nur wenige Arten vor, so die Heideschrecke (*Gampsocleis glabra*), der Gemeine Grashüpfer (*Chorthippus parallelus*) und die Pallas-Höckerschrecke (*Arcyptera fusca*).

2.5.2. Lurche

Folgende Arten sind im Gebiet nachgewiesen: Grasfrosch, Erdkröte und Feuersalamander, Teichfrosch.

2012 gab es eine Beobachtung einer Geburtshelferkröte bei Fischbach/Schmelzweier. Nicht nachgewiesen wurden Berg- und Fadenmolch. Da beide Schwanzlurche zu den häufigsten Amphibien Luxemburgs zählen und in nahezu jedem Stillgewässer anzutreffen sind, kann davon ausgegangen werden, dass sie auch im NSG vorkommen.

2.5.3. Fische und sonstige Wassertiere

Bei einer Elektrobefischung in der Weißen Ernz bei Koedange wurden im Jahre 2012 folgende Fischarten nachgewiesen (Quelle AGE):

Art	Brut	< 5 cm	5 - 10 cm	10 - 20 cm	20 - 30 cm	30 - 40 cm	> 40 cm	Summe
Bachforelle	0	0	18	20	3	0	0	41
Groppe	0	2	15	6	0	0	0	23
Schmerle	0	0	3	1	0	0	0	4
Dreistachliger Stichling	0	27	0	0	0	0	0	27

Nur die Groppe ist im Anhang II der Habitatrichtlinie (92/43/CEE) genannt.

2.5.4. Vögel

Wegen seiner Bedeutung für die Avifauna ist das Naturschutzgebiet Kéidénger Brill wesentlicher Bestandteil des europäischen Vogelschutzgebietes *LU0002005 Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach*. Eine Übersichtstabelle mit allen bis Mitte 2017 im Gebiet beobachteten Vogelarten befindet sich im Anhang, genauso wie eine Übersichtskarte mit den Beobachtungen von Natura 2000 relevanten Vogelarten (s. Karte Anhang 10). Insgesamt wurden acht als gefährdet und drei als stark gefährdet eingestufte Arten im Gebiet oder im direkten Randbereich (500m) nachgewiesen.

Zwischen April und Juni 2011 und 2015, wurden unter anderem im Kéidénger Brill Transekt-Kartierungen und Zielarten-Kartierungen durchgeführt (Fricke, J., Biver, G. 2012; Kayser und Klein 2015). Zwei Transekte lagen im geplanten Naturschutzgebiet. Leider kam es zwischen 2011 und 2015 zu Bestandrückgängen von Brutpopulationen von z.B. Raubwürger, Sumpfrohsänger, Rohrammer oder Neuntöter. Hervorzuheben ist aber, dass das Gebiet ein wichtiges nationales Rückzugsgebiet für Arten wie Wiesenpieper bleibt, dessen Population sich hier eher stabil hält.

Art	Kartierung 2015	Kartierung 2011
Sumpfrohrsänger	5	18 - 20
Teichrohrsänger	4	3 - 4
Feldschwirl	3 - 4	4 - 6
Rohrammer	10	17
Schwarzkehlchen	9 - 10	11
Wiesenpieper	5 - 6	9 - 11
Kiebitz	0	0
Raubwürger	3	4 - 6
Neuntöter	6	8 - 10
Grünspecht	2 - 4	1
Mittelspecht	1	1
Schwarzspecht	1	1 - 2
Wachtel	1	3 - 4

Tabelle 7: Vergleich der Reviere von der Kartierung 2011 und 2015 im Vogelschutzgebiet „Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach", das auch den Kéidénger Brill umfasst. (Quelle: Kayser und Klein 2015)

Sumpfrohrsänger

Die häufigste Art der Feuchtwiesen und Röhrichte im Untersuchungsgebiet. Die Art brütet in Schilfbeständen, an mit Schilf gesäumten Gräben oder in Brennnesselbeständen an der Weißen Ernz.

Der Schwerpunkt seiner Verbreitung lag im mittleren und nördlichen Abschnitt des Vogelschutzgebietes, hier besiedelte er die Schilfröhrichte jeder Größe und auch zahlreich die Gräben mit schmalem Schilfsaum, die vor allem die Gemarkungen „Weierbrecht" und „Härewiss" durchziehen. Diese Strukturelemente sind auch für andere Arten, z.B. Rohrammer, Wiesenpieper und Grauammer sehr wichtig.

Teichrohrsänger

Der Teichrohrsänger brütete nur im nördlichen Teil des Vogelschutzgebietes in einem größeren Schilfbestand in der Gemarkung Nei Schmelz.

Feldschwirl

Diese Art kam zum Teil in den gleichen Schilfbeständen vor, die auch vom Teichrohrsänger besiedelt wurden.

Feldschwirl-Reviere lagen vor allem im Bereich der Schilfbestände südlich von Koedange und auf Höhe der Straße von Koedange nach Schiltzbierg. Sowie in Schilfgebieten in der Gemarkung „Pönn". Ähnliche Habitate fehlen im übrigen Vogelschutzgebiet.

Rohrammer

Die Rohrammer hat von 2011 bis 2015 einige Reviere eingebüßt. Das Verbreitungsmuster war dem des Sumpfrohrsängers sehr ähnlich.

Ebenso wie die Sumpfrohrsänger brüteten die Rohrammern meist in den schmalen Schilfsäumen entlang der Gräben und Zäune in den Gemarkungen „Weierbrecht" und „Härewiss" zwischen Koedange und Altlinster.

Schwarzkehlchen

Im Untersuchungsgebiet bzw. knapp außerhalb wurden 10-11 Reviere des Schwarzkehlchens kartiert. Sieben Paare brüteten im Grünland sowohl an feuchten Stellen des Ernz-Tales entlang von Gräben (z.B. Gemarkung „Schenk", „Weierbrecht", „Härewiss") direkt an der Weißen Ernz.

Wiesenpieper

Acht Reviere des Wiesenpiepers wurden im NSG Kéidénger Brill kartiert. Sie lagen in mehr oder weniger feuchtem Grünland im mittleren und südlichen Abschnitt des Vogelschutzgebietes. Die höchste Dichte wurde in der Gemarkung „Weierbrécht" erreicht, wo die Art auch von den zahlreichen Warten am Rand der durch Zäune abgegrenzten Parzellen mittlerer Größe profitierte.

Grauammer

Am 12.06.2011 wurden in der Gemarkung „Weierbrecht", im Feuchtgrünland östlich von Weyer 2 singende Grauammern beobachtet, während bei den beiden vorherigen Kontrollen dieses Geländes die Art nicht festgestellt wurde. Beide Vögel sangen ausgiebig. Bei einer späteren Kontrolle am 03.07.2011 konnten zwei Vögel an einer Stelle beobachtet werden, von denen einer mit einer Raupe im Schnabel einen vermutlichen Brutplatz in einer Wiesenparzelle anflog, die zu diesem Zeitpunkt noch nicht gemäht war.

Grauammern benötigen dichte Bodenvegetation zur Deckung des Nestes, gleichzeitig aber auch niedrige und lückig bewachsene Flächen zur Nahrungsaufnahme (Südbeck et al., 2005). Diese Voraussetzungen waren dort erfüllt und die erforderlichen Singwarten waren ebenfalls zahlreich vorhanden.

Dieser Brutverdacht ist erfreulich, da die Grauammer in der aktuellen Roten Liste der Brutvogel Luxemburgs (Lorgé & Biver, 2009) als im Bestand erloschen eingestuft wird.

Raubwürger

Konnten 2011 noch 3 Raubwürgerreviere innerhalb der Grenzen des zukünftigen Naturschutzgebiets nachgewiesen werden, so konnten 2015 leider keine Reviere mehr vorgefunden werden.

Neuntöter

Für das Naturschutzgebiet wurden 3-4 Neuntöter-Reviere angenommen.

Über die im Zuge der Transekt- und Zielkartierungen nachgewiesenen Arten hinaus, ist das Gebiet für weitere Vogelarten tatsächlich oder potenziell von Bedeutung. Dabei sind vor allem folgende Arten zu nennen.

Der stark gefährdete **Uhu** (*Bubo bubo*) brütet nicht im NSG selbst, sondern auf den Sandsteinfelsen der Umgebung. Teile des NSG werden aber als Jagdrevier genutzt.

Der **Rotmilan** (*Milvus milvus*) brütet in der Umgebung des Gebietes, das aber Teil seines Jagdreviers ist.

Der **Eisvogel** (*Alcedo atthis*) besiedelt fließende oder stehende, klare Gewässer mit Steilufern, in die er seine Brutröhre gräbt. Der Eisvogel gilt als „gefährdet".

Der **Wachtelkönig** (*Crex crex*) lebt in feuchten Wiesen, die spät bis sehr spät gemäht (August – September) werden. Das Nest liegt zwischen hohen Grasbüscheln. Er ist sehr scheu und vor allem nachtaktiv. Im Frühling ruft das Männchen, wobei es sich in hohem Gras oder Schilf versteckt. Als Nahrung werden kleine Insekten, Wirbellose, grüne Pflanzenteile und Samen aufgenommen. Der Wachtelkönig ist in Luxemburg vom Aussterben bedroht.

In diesem Kapitel darf die **Bekassine** (*Gallinago gallinago*) nicht unerwähnt bleiben. Sie lebt in Feuchtgebieten und brütet in Seggen– und Grashorsten. Vor 1990 war diese in Luxemburg vom Aussterben bedrohte Art noch Brutvogel im Gebiet. Nach Entwässerungsmaßnahmen in der Umgebung von Weyer und im südlichen Teil des NSG ist die Bekassine nun nur noch als Zugvogel zu beobachten.

2.5.5. Säuger

Die im NSG vorkommenden Säuger (Angaben: WALTENER, 1990) benutzen das Gebiet fast alle zur Nahrungssuche, leben aber hauptsächlich im Wald. Ausnahmen sind: Der Igel (*Erinaceus europaeus*), der Maulwurf (*Talpa europaea*), das Wildkaninchen (*Oryctolagus cuniculus*) und der Feldhase (*Lepus europaeus*). Von Wildkaninchen haben wir keine Spur gefunden. Feldhasen gab es im südlichen entwässerten Gebietsteil nur selten. Dazu kommen Wild-Arten wie Reh (*Capreolus capreolus*), Rothirsch (*Cervus elaphus*) und Wilschwein (*Sus scrofa*).

Ebenfalls sollten die Marderartigen (*Mustelidae*) erwähnt werden: Hermelin (*Mustela erminea*), Mauswiesel (*Mustela nivalis*), Iltis (*Mustela putorius*), Steinmarder (*Martes foina*), Baummarder (*Martes martes*) und Dachs (*Meles meles*).

Fledermäuse

Eine besondere Bedeutung kommt den Fledermäusen zu. Alle 6-8 in oder um das Naturschutzgebiet nachgewiesene Arten werden in Anhang IV der FFH-Richtlinie geführt und unterliegen demnach dem strengen Artenschutz. Das Große Mausohr wird außerdem in Anhang II der FFH-Richtlinie geführt. Nach J. PIR (pers. Mttl.) nutzen alle nachgewiesene Arten vermutlich zumindest Teile des NSG als Jagdrevier:

Die Wasserfledermaus (*Myotis daubentonii*)

Nachweis: Ultraschalldetektor.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 3, gefährdet.

Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzdirektive (92/43/CEE) aufgeführt.

Das Große Mausohr (*Myotis myotis*)

Nachweis: Ultraschalldetektor und Sichtbeobachtung.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 2, stark gefährdet.

Die Art ist in Anhang II und IV der Habitatschutzdirektive (92/43/CEE) aufgeführt.

Der Große Abendsegler (*Nyctalus noctula*)

Nachweis: Ultraschalldetektor.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 3, gefährdet. Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzrichtlinie (92/43/CEE) erwähnt.

Die Breitflügelfledermaus (*Eptesicus serotinus*)

Nachweis: Ultraschalldetektor.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 3, gefährdet. Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzrichtlinie (92/43/CEE) erwähnt.

Die Zwergfledermaus (Pipistrellus pipistrellus)

Nachweis: Ultraschalldetektor, Sicht und in der Hand.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: V, Art der Vorwarnliste. Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzrichtlinie (92/43/CEE) erwähnt.

Langohr (Plecotus spec.)

Bei Langohrfledermäusen kann es sich um das Braune Langohr (*Plecotus auritus*) oder das Graue Langohr (*Plecotus austriacus*) handeln. Die beiden Arten sind sehr schwierig zu unterscheiden. In der Umgebung des NSG wurde das Graue Langohr nachgewiesen.

Nachweis: Sicht.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 2, stark gefährdet. Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzrichtlinie (92/43/CEE) erwähnt.

Dazu kommen Einträge in der Recorder-Datenbank für die ebenfalls Anhang IV Arten Große Bartfledermaus und Kleiner Abendsegler.

3. Gefährdungen

Wie bei den meisten Naturschutzgebieten liegt auch beim Kéidénger Brill die Grundproblematik in der geänderten landwirtschaftlichen Nutzungsweise. Mit der zunehmenden Intensivierung werden einerseits Grenzertragsstandorte aufgegeben und drohen zu verbuschen, andererseits werden Flächen massiv aufgedüngt um den Ertrag zu steigern, mit der Folge, dass zum einen

Sonderstandorte mit ihrer typischen Artenzusammensetzung nivelliert werden, zum anderen überschüssige Nährstoffe in die Gewässer gelangen und auch dort ein Artensterben verursachen.

Verstärkt wird die Nährstoffproblematik durch den zunehmenden Stickstoffeintrag aus der Luft.

3.1. Aufgabe der Bewirtschaftung

Die Bewirtschaftungsaufgabe hat bereits auf vielen Flächen des Gebietes stattgefunden, anfangs aber, dadurch, dass neue Lebensräume wie Schilfgebiete, Großseggenriede und Hochstaudenfluren entstanden sind, eher zu einer Erhöhung der Artenvielfalt beigetragen. Bei den meisten dieser Pflanzengesellschaften handelt es sich jedoch nur um Übergangsstadien. Langfristig kann man davon ausgehen, dass zumindest außerhalb der Schilfflächen eine Verbuschung hin zum Wald stattfindet. Betrachtet man die aus dem 18. Jahrhundert stammenden Ferrariskarten, so wird ersichtlich, dass das ganze Tal einst aus Feuchtwiesen bestand. In einigen Teilen hat sich bereits wieder Wald eingestellt, andernorts sind unterschiedliche Sukzessionsstadien, von der Hochstaudenflur bis zum Pionierwald aus Weichhölzern, zu beobachten. Besonders betroffen sind die Gebiete zwischen der Straße nach Schiltzbierg und Nei Schmelz, wo viele Flächen mit Hochstauden und/oder Seggen und Schilf bestanden sind. In Nei Schmelz ist der Bestand der Sumpf-Stendelwurz, wie auch anderer Offenlandarten, durch einen sich ausbreitenden Erlenbruchwald gefährdet.

In Pönn sind weniger die vernässten Flächen betroffen als vielmehr die am Unterhang zu Haedchen liegenden Kalkmagerrasen. Diese sind bereits zu einem großen Teil stark verbuscht, oder wurden aktiv mit Kiefern aufgeforstet. Derzeit nicht gefährdet sind die artenreichen Feuchtwiesen in Pönn. Im Falle einer Bewirtschaftungsaufgabe, würde sich hier jedoch das Schilf weiter ausbreiten. Schilfgebiete sind zwar wertvolle und unverzichtbare Lebensräume für einige spezialisierte Arten, allgemein gesehen sind sie aber eher artenarm. Eine Ausweitung des Schilfgebietes über die derzeitige Fläche hinaus wird deshalb nicht angestrebt.

Ein anderer Aspekt der Bewirtschaftungsaufgabe ist die Erhöhung des Trophiegrades. Da die während der Vegetationsperiode assimilierten Nährstoffe nicht mehr durch Mahd entnommen werden, sammeln sie sich auf der Fläche an, wo sie, zusätzlich zu dem Nährstoffeintrag aus der Luft, mittel- bis langfristig zu veränderten Standortsbedingungen führen.

3.2. Intensivierung der Landwirtschaft

Mit der Intensivierung der Bewirtschaftung geht zumeist ein erhöhter Nährstoffeintrag durch Düngung und, damit verbunden, eine Nivellierung der Standortsbedingungen einher: Sonderstandorte wie Magerwiesen verschwinden; die oftmals stark spezialisierten Arten werden von nitrophilen Allerweltsarten verdrängt. Ein Übriges tut, als weiterer Bestandteil der Intensivierung, die erhöhte Mahdfrequenz mit den daher gehenden früheren ersten Mahdterminen, welche durch die Begünstigung ausdauernder Pflanzen mit basalem Meristem zum Verschwinden einjähriger Kräuter führt. Im Extremfall ist die Intensivierung mit einem Umbruch der alten Wiesenstandorte und der Einsaat eiweißreicher Kleegrasmischungen verbunden. Eine weitere Begleitmaßnahme der Intensivierung, insbesondere beim Feuchtgrünland, ist die Entwässerung. Hier muss man besonders den regelmäßigen Unterhalt der Drainagegraben erwähnen, die den Grundwasserspiegel niedrig halten und die Entwicklung von

typischen Feuchtwiesen entgegenwirken. Vor allem sollte hier darauf geachtet werden, dass diese Gräben nicht weiter vertieft werden und so zu einer Verschlechterung der Biotope führen.

Landesweit muss man leider feststellen, dass auch die im Biotopkataster als Biotop kartierten Flächen nicht genügend vor einer Intensivierung der Nutzung geschützt sind. In der Tat werden viele dieser Biotope nicht entsprechend der Vorgaben des Leitfadens bewirtschaftet was zu einer schleichenden Verschlechterung führt.

Im NSG Kéidénger Brill ist auf vielen Flächen ebenfalls ein durch Intensivierung verursachter Artenschwund zu erkennen. Am stärksten betroffen sind die Wiesen und Weiden unmittelbar um Altlinster, wo nur noch wenige Flächen die typische Artenzusammensetzung der Glatthaferwiesen aufzeigen. Tiefer gelegene Parzellen wurden vielfach entwässert. So sind vermutlich viele der heutigen Dotterblumenwiesen aus nährstoffarmen Pfeifengraswiesen hervorgegangen. Auch im restlichen Gebiet überwiegen artenarme, mesotrophe bis eutrophe Wiesengesellschaften. Nur noch die wenigen Flächen in Pönn, östlich der Ernz, zeugen vom einstigen Artenreichtum der Wiesen des Kéidénger Brill. Diese Parzellen sind derzeit durch Biodiversitätsverträge geschützt. Da diese Verträge jedoch nur auf 5 Jahre befristet sind, ist zu befürchten, dass langfristig auch diese letzten Reste der ehemaligen Feuchtwiesenvegetation verschwinden könnten. Wie schnell der Artenschwund vonstattengeht, ist auf den gegenüberliegenden Flächen zu beobachten, welche seit knapp 10 Jahren intensiv bewirtschaftet werden, und in dieser Zeit von einst artenreichen zu artenarmen Glatthafer- und Dotterblumenwiesen degradiert sind.

Im Zuge der Intensivierung durchgeführte Entwässerungsmaßnahmen sind vermutlich für das Verschwinden der Bekassine als Brutvogel in den 90er Jahren verantwortlich. Stark betroffen von Entwässerungsmaßnahmen sind in der Regel auch viele Amphibien, welche stärker nasse Senken in Wiesen im Gebiet als Laichplatz nutzen. Darüber hinaus führen Entwässerungsmaßnahmen auch zu einer Eutrophierung der Vegetation, da in den anmoorigen Böden bei einer Entwässerung Sulfat freigesetzt wird und Schwefelsäure bildet. Der pH sinkt unter 5 ab und Phosphor, der bislang ein Mangelelement ist, wird freigesetzt.

Auch die Anwendung von Herbiziden und Pestiziden geht mit einer Intensivierung der Landwirtschaft einher, was sich jedoch negativ auf Fauna (vor allem Insekten) und Flora (Wildkräuter) auswirkt. Da es sich im Kéidénger Brill aber um Grünlandbewirtschaftung handelt ist der Einsatz dieser Mittel sicherlich weniger ausgeprägt als z.B. auf Ackerstandorten, und damit auch weniger problematisch für die Artenvielfalt. Rodentizide sollten auf jeden Fall vermieden werden, da Greifvögel, die tote Mäuse und Wühlmäuse fressen, ebenfalls unter den Wirkungen dieser Mittel leiden.

Weitere Auswirkungen der landwirtschaftlichen Intensivierung ist das Verschwinden von strukturierenden Landschaftselementen, wie Bäumen und Hecken. Dementsprechend wirkt die Landschaft, insbesondere in der Umgebung von Altlinster, wie ausgeräumt. Bäume und Hecken sind jedoch nicht nur eine ästhetische Bereicherung der Landschaft, sondern vor allem wichtige Biotopelemente und Lebensräume. Der Rückgang des Raubwürgers im Gebiet steht sicherlich hiermit in Verbindung. Einer weiteren Ausräumung der Landschaft sollte deshalb unbedingt entgegengewirkt werden.

3.3. Unangepasste Bewirtschaftungsmethoden

Um die jahrhundertealten Mähwiesen mit ihrer seltenen Vegetation als solche zu erhalten, ist es wichtig, diese weiterhin in gleicher Form zu bewirtschaften. Eine (sei es noch so extensive) Beweidung führt zu einer Veränderung des Artengefüges, was zumindest in Hinblick auf die überaus seltene Vegetation der Feuchtwiesen in Pönn und des Seggenrieds in Nei Schmelz nicht wünschenswert ist. Hinzu kommt erschwerend, dass die dauernassen Böden sehr trittempfindlich sind. Jedoch ist auch bei einer zu frühen und/ oder zu häufigen Mahd mit negativen Folgen für die Vegetation, wie einem Rückgang der Artenvielfalt zu rechnen.

3.4. Radweg

Parallel zur Renaturierung der Weißen Ernz wurde ein neuer Radweg gebaut der durch Schilfgebiete und auenwaldähnliche Strukturen führt. Leider wurde versäumt im Vorfeld des Baus und der Genehmigung eine Natura 2000 Verträglichkeitsprüfung vorzunehmen um ausschließen zu können, dass die Arbeiten oder der Radweg selbst erhebliche negative Auswirkungen auf die Zielsetzungen des Natura 2000 Gebiets haben könnten. Folglich wurden die Bauarbeiten vorübergehend gestoppt und die besagte Verträglichkeitsprüfung wurde durchgeführt. Daraufhin wurde die ursprünglich geplante Route angepasst, um den Weg so besser in das Naturschutzgebiet integrieren und erhebliche Auswirkungen ausschließen zu können.

Nachträglich kann man sagen, dass der Weg nur eine minimale Auswirkung auf das Naturschutzgebiet hat. Dazu bietet der Radweg jedoch eine vorzügliche Möglichkeit das Naturschutzgebiet der Öffentlichkeit zugänglich zu machen und durch gezielte Besucherlenkung einerseits die Öffentlichkeit für die Natur zu sensibilisieren und andere Bereiche des Gebiets störungsfrei zu halten.

3.5. Gebietsfremde Baumarten

Die stellenweise vorhandenen Fichtenforste entsprechen weder in den Hangbereichen noch in der Talaue der natürlichen Vegetation des Standortes. Insbesondere im dauernassen Auebereich der Flüsse bildet die Fichte nur flache Wurzeln aus, welche im Gegensatz zur standortsgerechten, tief wurzelnden Erle der Erosionskraft des Fließgewässers wenig Widerstand entgegenbringen und so, besonders im weichen Gestein des Luxemburger Sandsteins, die Tiefenerosion fördern. Dies begünstigt das schnelle Abfließen des Wassers und verstärkt so die Hochwassersituation in den flussabwärts gelegenen Gebieten. Außerhalb der Aue führen die schwer abbaubaren Nadeln von Fichten und Kiefern langfristig zu einer Versauerung des Bodens. Dies führt vor allem in den Bereichen ehemaliger Kalkmagerrasen zu einer Veränderung der Vegetation. Allgemein sind Fichtenforste abzulehnen, weil sie besonders in jungen Stadien wesentlich artenärmer sind als vergleichbare Bestände einheimischer Laubbäume. Negativ zu beurteilen sind ebenfalls Pappelmonokulturen durch die Tatsache, dass Pappeln durch ihre enorme Verdunstungsleistung drainierend wirken.

3.6. Invasive Arten

Herausheben kann man hier die Nilgans, die im Gebiet nachgewiesen wurde. Ihr Einfluss auf andere einheimische Vogelarten ist jedoch noch nicht geklärt. Trotzdem wurde die Art 2017 auf die Liste invasiver gebietsfremder Arten von unionsweiter Bedeutung aufgenommen. Notwendigkeit und Sinnhaftigkeit eines Managements dieser Art wird aktuell überprüft.

Anschließend an die Bauarbeiten für den Radweg sowie die Renaturierungsarbeiten wurde die Ansiedlung des Japanischen Knöterichs im Gebiet festgestellt. Angenommen wird, dass die Art mit verunreinigten Maschinen ins Gebiet eingeschleppt wurde. Da die Art schnell große, die einheimische Flora überwuchernde Bestände ausbilden kann, ist darauf zu achten, dass die Art sich nicht im Gebiet entfalten kann.

3.7. Jagd

Die Jagd auf Vögel, allen voran Stockenten, kann generell eine Störung der in diesem Vogelschutzgebiet lebenden Vögel darstellen. Außerdem ist nicht auszuschließen, dass Verwechselungen mit der Stockente auch zum Abschuss von anderen geschützten Entenvögeln führen. Demnach sollte generell in diesem Gebiet keine Jagd Vögel stattfinden.

4. Schutz und Management

Grundlegendes Ziel bei der Ausweisung eines Naturschutzgebietes sollte es sein zumindest den Status quo zu erhalten, im besten Falle den derzeitigen naturschützerischen Wert zu optimieren. Im Falle des Kéidénger Brill bedeutet dies zunächst die seltene Feuchtwiesenvegetation in Pönn und Nei Schmelz zu sichern, und langfristig deren Vorkommen auszudehnen. Daneben sollte das Gebiet aber auch in seiner Bedeutung vor allem für die Avifauna erhalten bleiben bzw. sollte auch hier der Optimalzustand angestrebt werden.

Generell sollen sich die Schutz- und Managementmaßnahmen von den Zielsetzungen des 2016 veröffentlichten Natura 2000 Managementplans ableiten. Folgende Zielsetzungen sind im Managementplan vorgesehen:

Aue der Weißen Ernz:

- Renaturierung auf 40% der Flusslänge (schon durchgeführt) (s. Bilder Anhang 11)
- Extensivierungsverträge auf 100% der Fläche
- Entwicklung von Auenwald
- Entwicklung von Hochstaudenfluren oder Schilf entlang der Weißen Ernz

Trockenrasen und Gehölzstrukturen:

- Erhalt und Förderung der Wacholderbestände
- Biodiversitätsverträge, insbesondere auf den Biotopflächen
- Erhalt der Hecken und Einzelbäume

Sonstiges (meist konventionelles) Offenland (trifft auf den Bereich Kéidénger Brill nur wenig zu):

- Extensivierung von 5% der Flächen
- Baum- und Heckenpflanzungen

Demnach lassen sich im Rahmen der vorliegenden Ausweisungsakte folgende Maßnahmen spezifisch für das Gebiet Kéidénger Brill formulieren:

4.1. Wiederaufnahme der Nutzung

Um den Folgen der Bewirtschaftungsaufgabe entgegen zu wirken, sollte in einigen Teilen des Gebietes die frühere Nutzung wiederaufgenommen werden. Dies betrifft die verbuschten Bereiche. Diese sollten entbuscht und anschließend entsprechend der früheren Nutzung gepflegt werden. Im Folgenden sind die erforderlichen Maßnahmen für die wichtigsten Flächen zusammengestellt. Auf einigen, floristisch und faunistisch weniger wertvollen Flächen, wie z.B. den nitrophilen Hochstaudenfluren im Auebereich der Ernz sollte jedoch die natürliche Sukzession hin zum Auwald zugelassen werden.

Da die Renaturierung der Weißen Ernz erst demnächst abgeschlossen wird, kann man aktuell noch nicht mit Sicherheit sagen wie sich einzelne Flächen entwickeln werden. Demnach kann es sein, dass verschiedene Flächen in Zukunft zu nass sind um dort Pflegeinsätze durchzuführen. Folglich werden diese Flächen sich dann mittel und langfristig zu Auwald entwickeln.

i. Nassbrachen im Gebiet Nei Schmelz

Um den Bestand der Sumpf-Stendelwurz langfristig zu erhalten, sollte der sich ausbreitende Erlenbruchwald zurückgedrängt und der Seggen-Bestand 2- bis 3- jährlich im Spätsommer gemäht werden. Aufgrund des unebenen und sickernassen Bodens muss die Mahd manuell erfolgen. Das Mahdgut muss entfernt werden. Da das Seggenried vermutlich aus einer früheren Streuwiese entstanden ist, sollte eine Beweidung unterbleiben. Diese Maßnahme ist jedoch von der Entwicklung der Fläche nach der Renaturierung abhängig. Ist die Fläche in Zukunft zu nass für eine manuelle Mahd, sollte die Fläche zum Auwald hin entwickelt werden.

ii. Wacholderbestand und ehemaliger Kalkmagerrasen am Unterhang des Haedchesbierg

Da der Wacholderbestand vermutlich aus Beweidung hervorgegangen ist, sollte das Ziel hier die Wiederherstellung einer halboffenen Weidelandschaft sein. Nach dem Entfernen der Kiefern und des Schlehengebüsches sollte der Waldrandbereich daher einer Beweidung mit Schafen oder Ziegen zugeführt werden. Die Dauer und Intensität der Beweidung ist im Pflegeplan festzulegen.

Sinnvoll erscheint eine anfangs intensive Standweide mit einer gemischten Herde aus Ziegen und Schafen, um den Gehölzaufwuchs zu unterdrücken und die Grasnarbe aufzulockern. Nach ein bis zwei Jahren könnte diese durch eine Beweidung mit einer Wanderschafherde ersetzt werden. In die Beweidung könnten Teile der nordöstlich angrenzenden, stark verbuschten Brache sowie der südlich liegenden Waldflächen eingeschlossen werden. Von der Beweidung auszuschließen sind die Feuchtwiesen in Pönn.

iii. Schilfflächen

Die Schilfflächen sind auch aus der Nutzungsaufgabe hervorgegangen, sollen aber nicht in ihren ursprünglichen Zustand zurückgeführt, sondern als solche erhalten bleiben. Damit das Schilf seine Lebensraumfunktion optimal erfüllen kann, sollte es jedoch regelmäßig gemäht werden. Am besten geeignet ist eine abschnittsweise rotierende herbstliche Mahd, insbesondere dort wo das Schilf dichter und höher wird, um stellenweise Lockerschilfbestände zu schaffen, welche als Bruthabitat für besonders seltene Vogelarten wie Wiesenweihe und Sumpfohreule wichtig sind.

Daneben sollte im Rahmen von Agrar-Umweltmaßnahmen ein breiter Übergangsstreifen zwischen den Schilfflächen und den angrenzenden Mähwiesen geschaffen werden.

4.2. Extensivierung der Bewirtschaftung und Wiedervernässung

iv. Extensivierung durch Biodiversitätsverträge

Die seltene Feuchtwiesenvegetation in Pönn ist in erster Linie durch eine Intensivierung der Bewirtschaftung und den damit verbundenen Nährstoffeinträgen und Entwässerungsmaßnahmen gefährdet. Um einer solchen Intensivierung entgegen zu wirken, wurden bereits auf den wichtigsten Flächen Biodiversitätsverträge mit dem Bewirtschafter abgeschlossen. Der Vertrag verpflichtet den Bewirtschafter dazu nur ein- bis zweimal jährlich, nach dem 15. Juni zu mähen und nicht zu düngen. Da es sich hier um Überreste einer früheren Pfeifengraswiese handelt sollte geprüft werden, ob eine einschürige spätsommerliche Mahd nicht eher den Bedürfnissen dieser Vegetation entspricht.

Auf den unmittelbar angrenzenden Flächen sollte mittels Biodiversitätsverträgen die Düngezufuhr unterbunden und die Mahdfrequenz reduziert werden. Ein besonderes Augenmerk gilt hierbei den zwischen Ernz und Koedinger Schloss gelegenen Wiesen, die erst im Laufe der letzten Jahre durch eine intensivierte Bewirtschaftung degradiert wurden. Auch hier sollte versucht werden, mittels Biodiversitätsverträgen eine geänderte Bewirtschaftung zu erzielen und so die Degradierung des Standorts rückgängig zu machen.

v. Pflanzung von Hecken und Solitärbäumen

Um die Landschaft wieder stärker zu strukturieren und auch als Lebensraum attraktiver zu gestalten, sollten im Bereich südlich der Straße nach Schiltzbierg Hecken und Solitärbäume gepflanzt werden.

4.3. Naturnahe Wälder

vi. Gebietsfremde Baumarten

Um einer Verfälschung der Flora entgegen zu wirken, sollte das Einbringen gebietsfremder Baumarten im Naturschutzgebiet Kéidénger Brill untersagt werden. Grundsätzlich sollte die Erneuerung bestehender Waldbestände über Naturverjüngung erfolgen. Bei Pflanzung sind standortsangepasste, einheimische Pflanzen möglichst regionaler Herkunft zu bevorzugen.

Naturverjüngung gebietsfremder Baumarten sollte entfernt werden, ebenso wie gebietsfremde Altbäume. Dies trifft in besonderer Weise auf die in der Aue gelegenen Fichtenbestände zu. Da es sich bei den im Gebiet vorkommenden Hybridpappeln vornehmlich um Einzelbäume und horst- oder kleinbestandsweise Vorkommen handelt, sollten diese nicht als Gefährdung angesehen werden. Da Pappeln darüber hinaus eher kurzlebig sind, sollten sie an ihrem Standort belassen werden; nicht zuletzt um durch Fäll- und Rückearbeiten verursachte Schäden am verbleibenden Bestand zu vermeiden. Neuanpflanzungen mit Hybridpappeln sollten jedoch unterbleiben.

Erfreulicherweise wurde der Großteil der in die Aue gepflanzten Fichten in den letzten Jahren entfernt. Die dabei entstandenen Freiflächen sollten der natürlichen Sukzession überlassen bleiben, damit sich dort wieder ein natürlicher Auwald einstellen kann.

vii. Naturnahe Waldbewirtschaftung

Alle Wälder des Naturschutzgebietes sollten naturnah bewirtschaftet werden. Dabei ist besonders darauf zu achten, dass ein hoher Anteil an Alt- und Totholz besteht. Diese sind sowohl für den Schwarzspecht als auch für viele Fledermausarten von Bedeutung. Da ein Großteil der Waldfläche des Naturschutzgebietes aus Vorwald besteht, sollten in den verbleibenden älteren Beständen mindestens 4 Biotopbäume markiert und erhalten werden.

4.4. Sensibilisierung und Besucherlenkung

Die Sensibilisierung der lokalen und regionalen Bevölkerung in Sachen Naturschutz zählt zu den Aufgaben eines Naturschutzgebiets. Auch nach der angestrebten Ausweisung soll das Gebiet den Besuchern zugänglich bleiben. Damit die Besucher vor allem die Vogelwelt aber nicht allzu sehr stören ist eine gezielte Besucherlenkung notwendig. Dazu bietet der neue Radweg sich regelrecht an. Er bietet eine vorzügliche Möglichkeit, das Naturschutzgebiet der Öffentlichkeit zugänglich zu machen und mit Hilfe von Tafeln die Besucher für die Natur zu sensibilisieren und gleichzeitig andere Bereiche im Gebiet störungsfrei zu halten. Eine weitere Möglichkeit der Sensibilisierung wären geführte Wanderungen durch das Gebiet, eventuell auch abseits des Radwegs.

5. Literatur

ALEWIJNSE, F., JONKER, T., DE KEIJZER, S., LOOS, S., WITS T. (2002): The Ernz Blanche catchment: a basic hydrochemical inventarisation. Progress report. University of Amsterdam, Faculty of Environmental Sciences, Department of Physical Geography.

APPELO, C.A.J., POSTMA D. (1993): Geochemistry, Groundwater and Pollution. A.A. Balkema, Rotterdam/Brookfield.

BAKKER, E.S., OLFF, H., VANDENBERGHE, C., DE MAEYER, K., SMIT, R., GLEICHMAN, J.M., VERA, F.W.M. (2004): Ecological anachronisms in the recruitment of temperate light-demanding tree species in wooded pastures. Journal of applied ecology (2004) 41, 571 – 582.

BARSIG, M. (2004): Vergleichende Untersuchungen zur ökologischen Wertigkeit von Hybrid- und Schwarzpappeln., Bundesanstalt für Gewässerkunde, Koblenz.

BLANK, S. (1996): Die Fischkartierung im Großherzogtum Luxemburg.

COLLING, G. (2005): Red List of the Vascular Plants of Luxembourg. Ferrantia 42, Musée national d'histoire naturelle, Luxembourg.

CRAWLEY, M.J. (1983) : Herbivory. The Dynamics of Animal - Plant Interactions. Studies in ecology, volume 10. Blackwell Scientific Publications, London.

DITTRICH, D. (1993): Erläuterungen zur geologischen Karte von Luxemburg, Bulletin Service Geologiquede Luxembourg, 16:1-51.

ELLENBERG, H. (1996): Vegetation Mitteleuropas mit den Alpen. Ulmer Verlag, Stuttgart. FAO (1971 – 1978): Soilmaps of the world. FAO/UNESCO, Paris.

ERSA (2000): Cahiers habitat – Mise en oeuvre de la directive européenne 92/43/CEE Habitats, Luxembourg.

FRICKE, J., BIVER, G. (2012): Kartierung des Vogelschutzgebietes „Vallée de l'Ernz blanche entre Bourglinster et Fischbach" im Jahr 2011; in: Regulus – Wissenschaftliche Berichte 27, S. 31 – 53. Luxemburg.

HAMM, A. (1991): Studie über Wirkungen und Qualitätsziele von Nährstoffen in Fließgewässern. Sankt Augustin: Academia Verlag.

HARBUSCH, C., ENGEL, E., PIR, J.B. (2002): Die Fledermäuse Luxemburgs. Ferrantia 33.

JANSEN, A. (2000): Hydrology and restoration of wet heathland and fen meadow communities. Dissertation. State University Groningen.

LAMERS, L.P.M.L. (2001): Tackling biochemical questions in peatlands. Dissertation. Catholic University Nijmegen.

LE BRUN, F., VALOTTEAU, F. (2005) : Patrimoine archéologique et Grès de Luxembourg: Un potentiel exceptionnel méconnu ; in: Ferrantia 44 – Sandstone Landscapes in Europe. Musée

national d'histoire naturelle, Luxembourg.

LUCIUS, M. (1948): Das Gutland. Erläuterungen zu der geologischen Spezialkarte Luxemburgs. Service Géologique de Luxemburg.

MEYER, M. (2000): Rote Liste der Schmetterlinge Luxemburgs. Musée national d'histoire naturelle, Luxembourg.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURE – DEPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT (2016) Plan de Gestion Natura 2000 : LU0001045 « Gonderange/Rodenbourg-Faascht », LU0001020 « Pelouses calcaires de la région de Junglinster », LU0002005 « Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach, LU0002015 « Région de Junglinster », Luxemburg

NAUMANN ET AL. (2009): Biotopkataster Luxemburg, Erfassung der geschützten Offenlandbiotope nach Art. 17 des luxemburgischen Naturschutzgesetzes – Kartieranleitung, Luxemburg.

OBERDORFER, E. (1977): Süddeutsche Pflanzengesellschaften, Teil I, 2. stark bearb. Aufl., Gustav Fischer Verlag, Jena.

OBERDORFER, E. (1983): Süddeutsche Pflanzengesellschaften, Teil III, 2. stark bearb. Aufl., Gustav Fischer Verlag, Jena.

OBERDORFER, E. (1994): Pflanzensoziologische Exkursionsflora, 7.überarb. und erg. Aufl., Ulmer, Stuttgart.

PFISTER, L., WAGNER C., VANSUYPEENE E., DROGUE G., HOFFMANN, L. (2005). Atlas climatique du grand- duché de Luxembourg. Musée d'histoire naturelle, Société des naturalistes luxembourgeois, Centre de recherche public – Gabriel Lippmann, Administration des services techniques de l'agriculture. Luxembourg.

POTT, R. (1992): Die Pflanzengesellschaften Deutschlands. Ulmer Verlag, Stuttgart.

PROESS, R., (2006): Rote Liste der Libellen Luxemburgs. Naturmuseum Luxemburg.

RERING, G. (2001). Reconstructie van de laat-Holocene landschapsontwikkeling in de omgeving van Beaufort, Luxemburg; een palyno-ecologisch onderzoek. Diplomarbeit. Universty of Amsterdam, Faculty of Environmental Sciences, Department of Physical Geography.

SCHEFFER F., SCHACHTSCHABEL P. (1998): Lehrbuch der Bodenkunde. Enke Verlag, Stuttgart.
SCHLEGEL, H.G. (1976): Allgemeine Mikrobiologie. Thieme Verlag, Stuttgart.

WALTENER, M. (1990): Koedinger Brill. Inventar mit Vorschlägen für Schutzmaßnahmen. Forstverwaltung Luxemburg.

6. Anhänge

Anhang 1 – Anpassung Gebietsgrenzen

Anhang 2 – Aktuelle Gebietsgrenzen

Anhang 3 – Katasterplan und Eigentumsverhältnisse“

Anhang 4 – Geologie

Anhang 5 – Ferraris-Karte 1778

Anhang 6 – Flächennutzung

Anhang 7 – Jagdlose

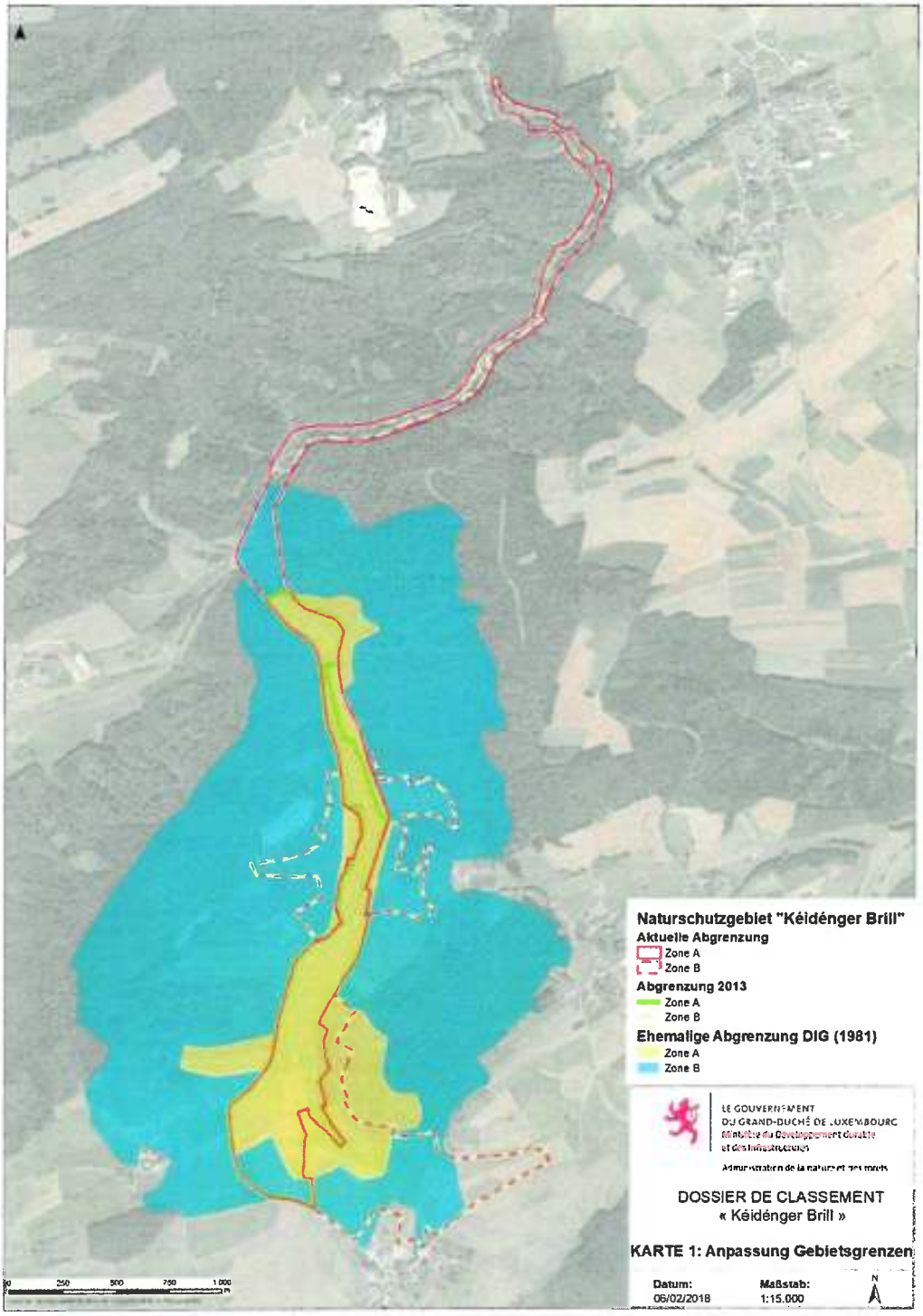
Anhang 8 – Natura2000 Gebiete

Anhang 9 – Geschützte Biotope und Lebensräume

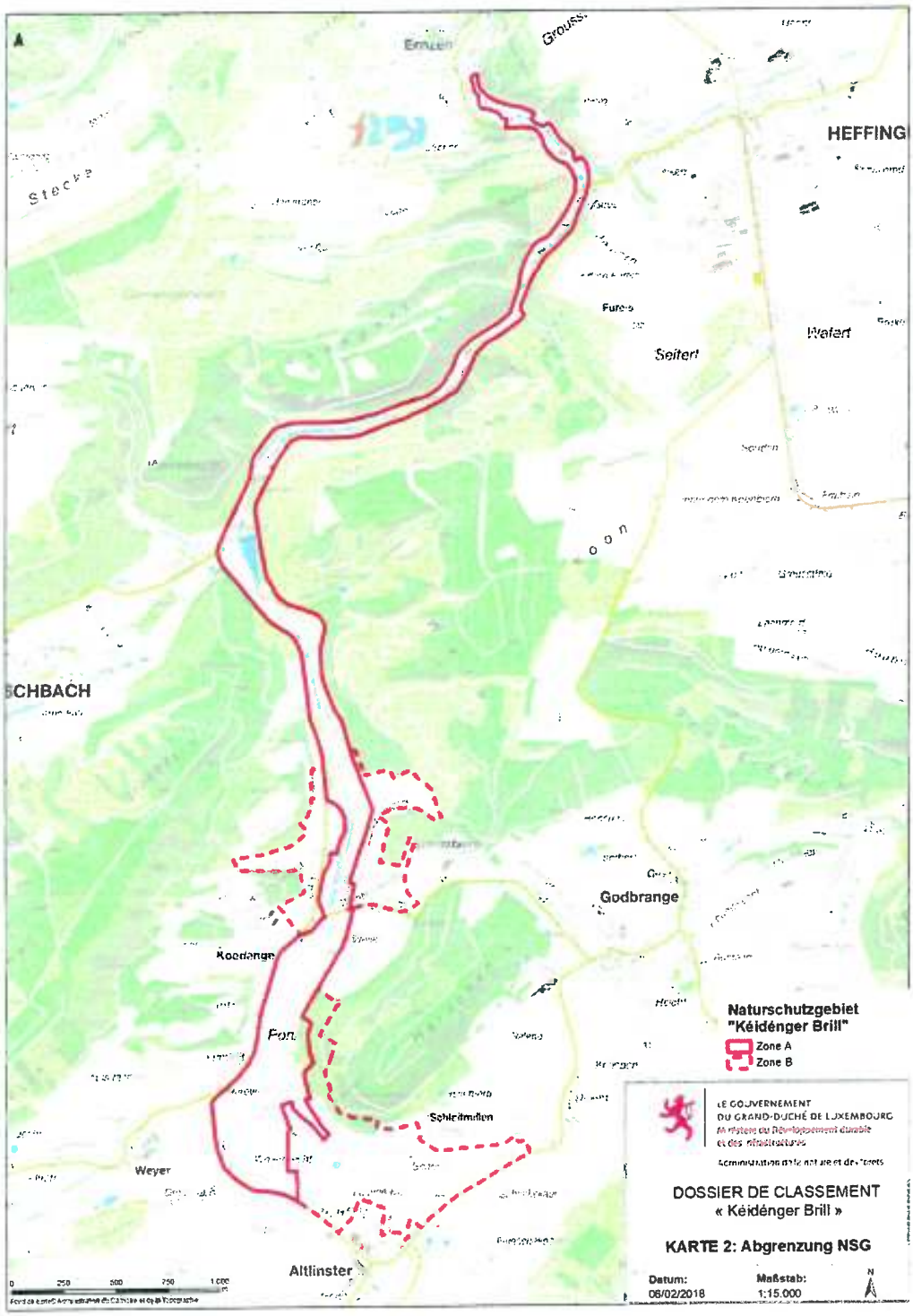
Anhang 10 – Arten

Anhang 11 – Vor und nach der Renaturierung

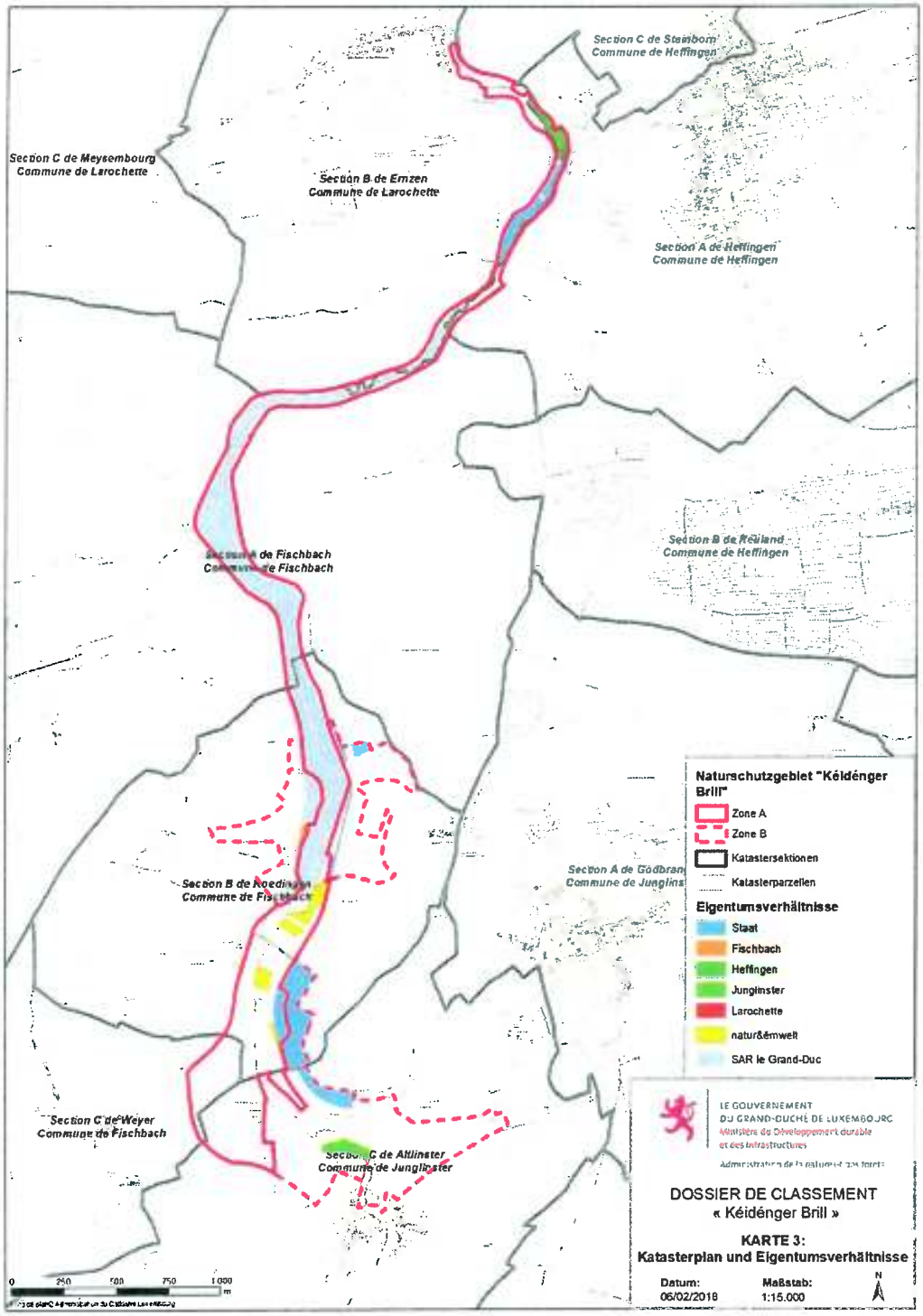
Anhang 1 – Anpassung Gebietsgrenzen



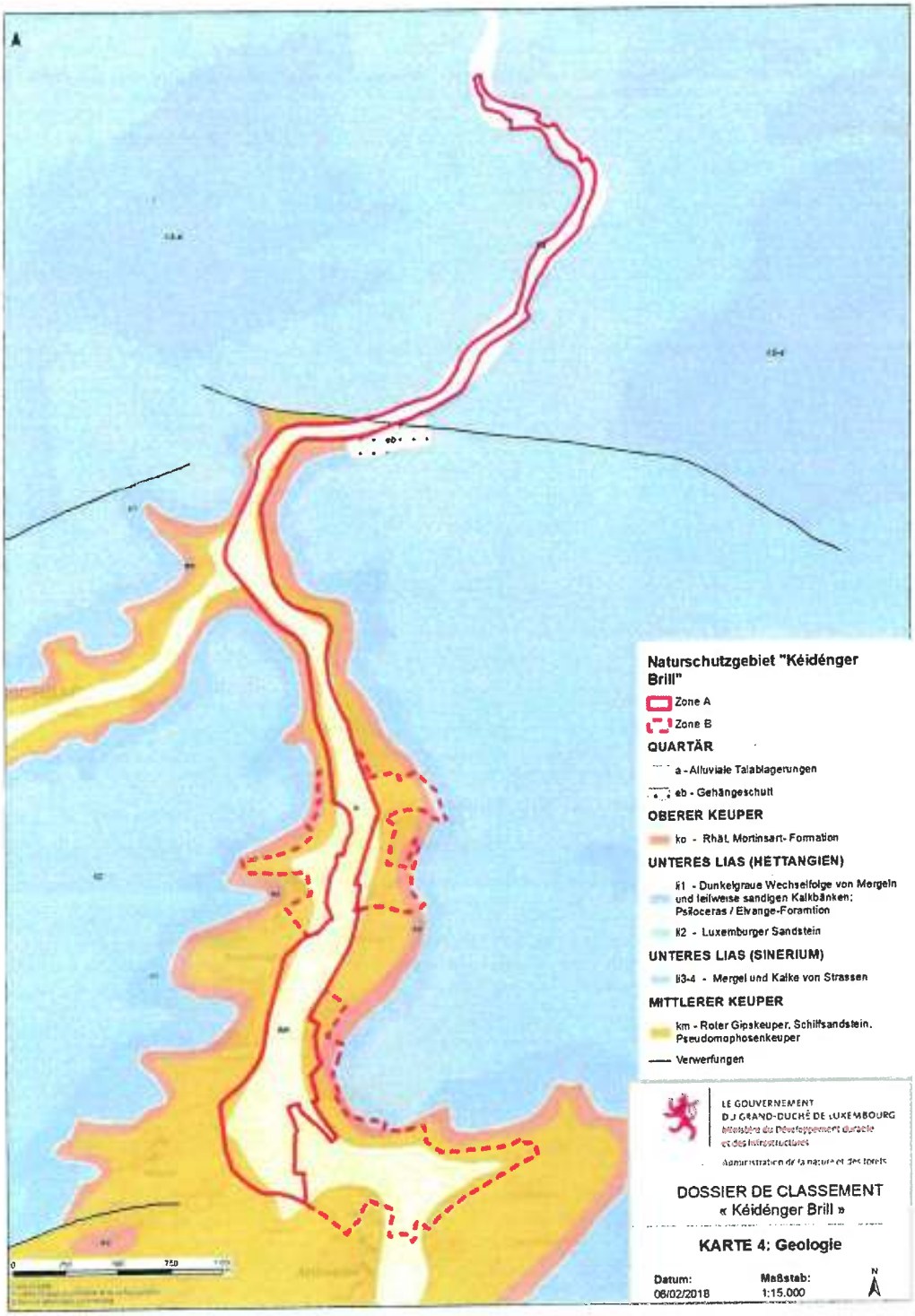
Anhang 2 – Aktuelle Gebietsgrenzen



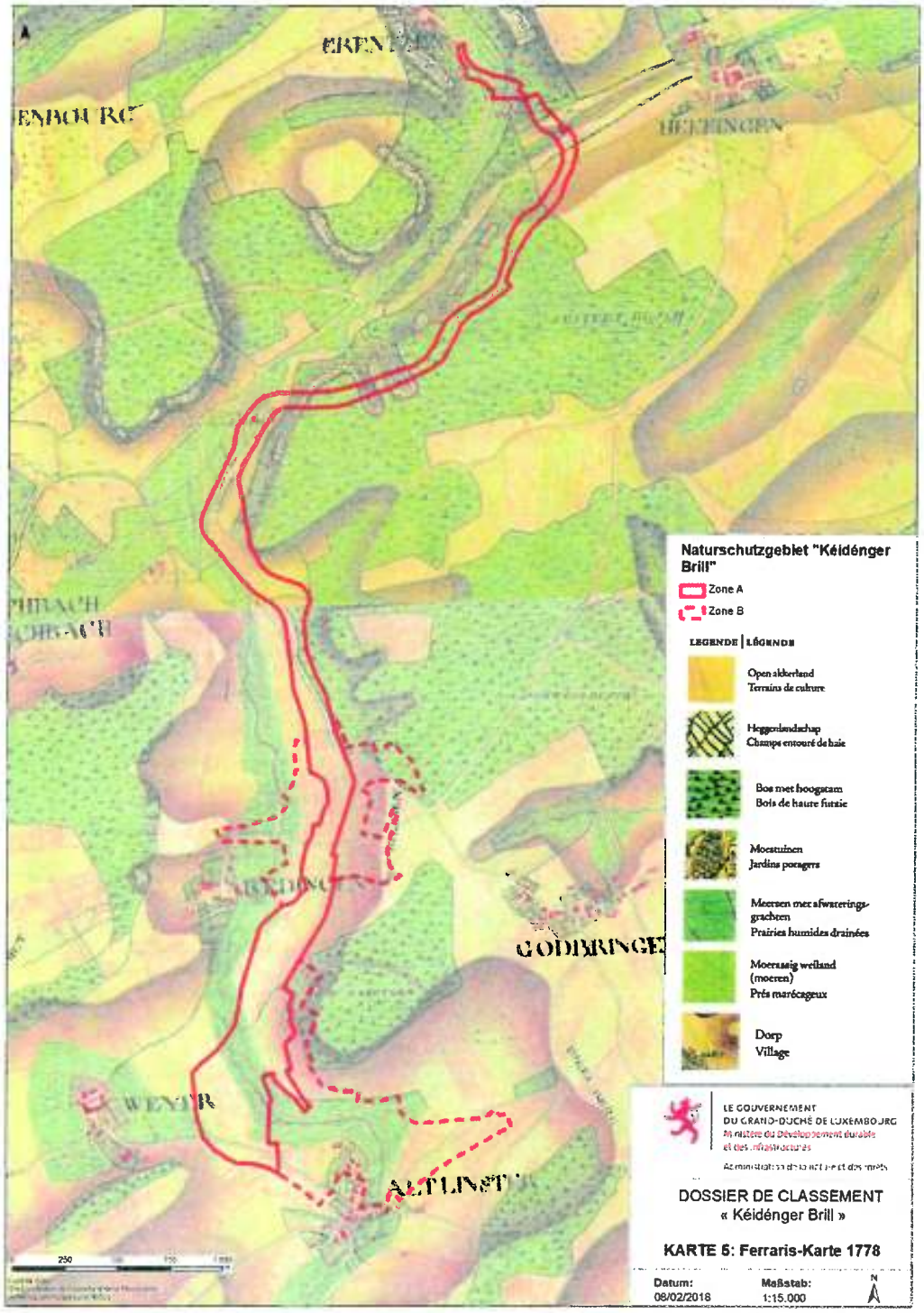
Anhang 3 – Katasterplan und Eigentumsverhältnisse



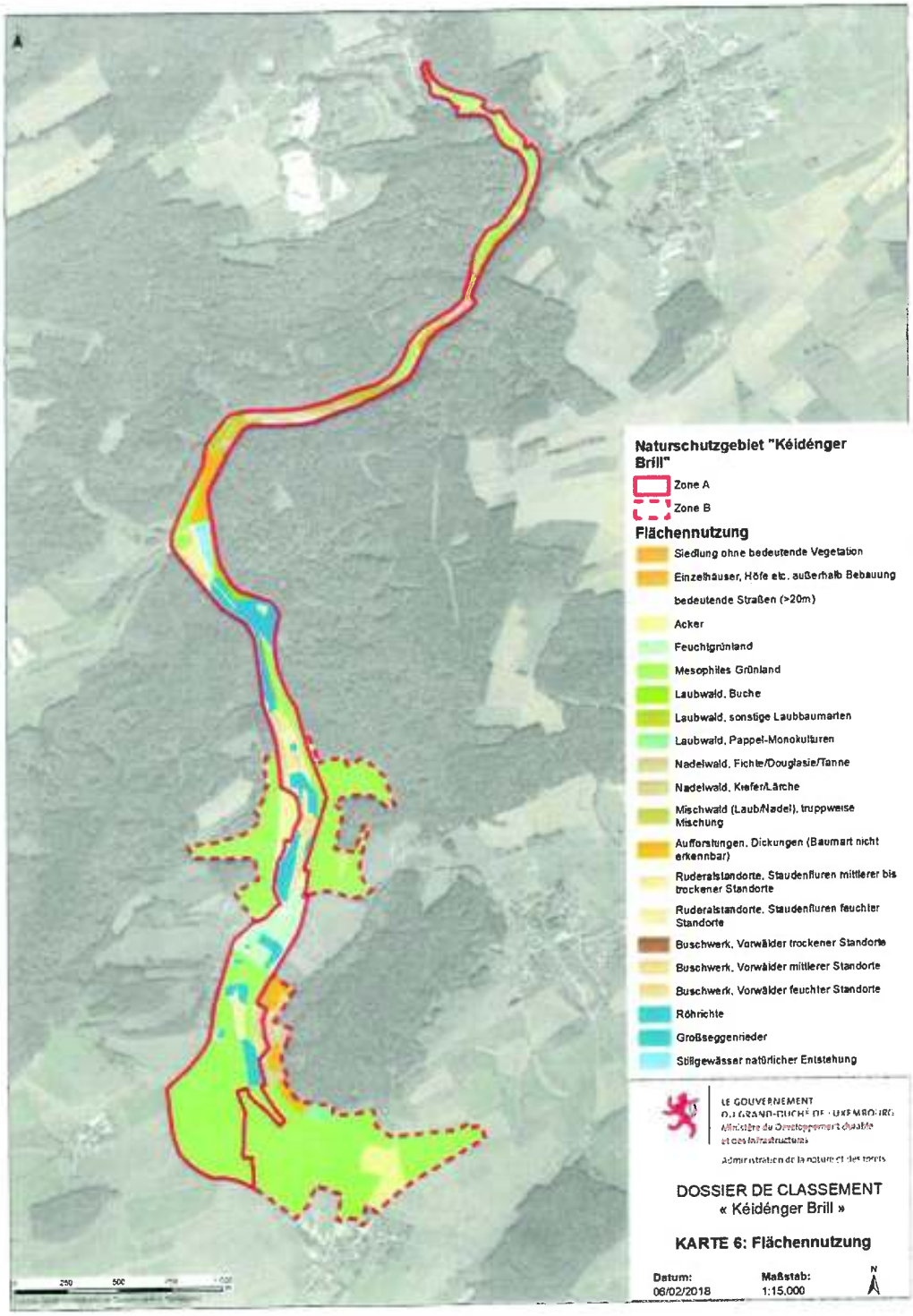
Anhang 4 – Geologie



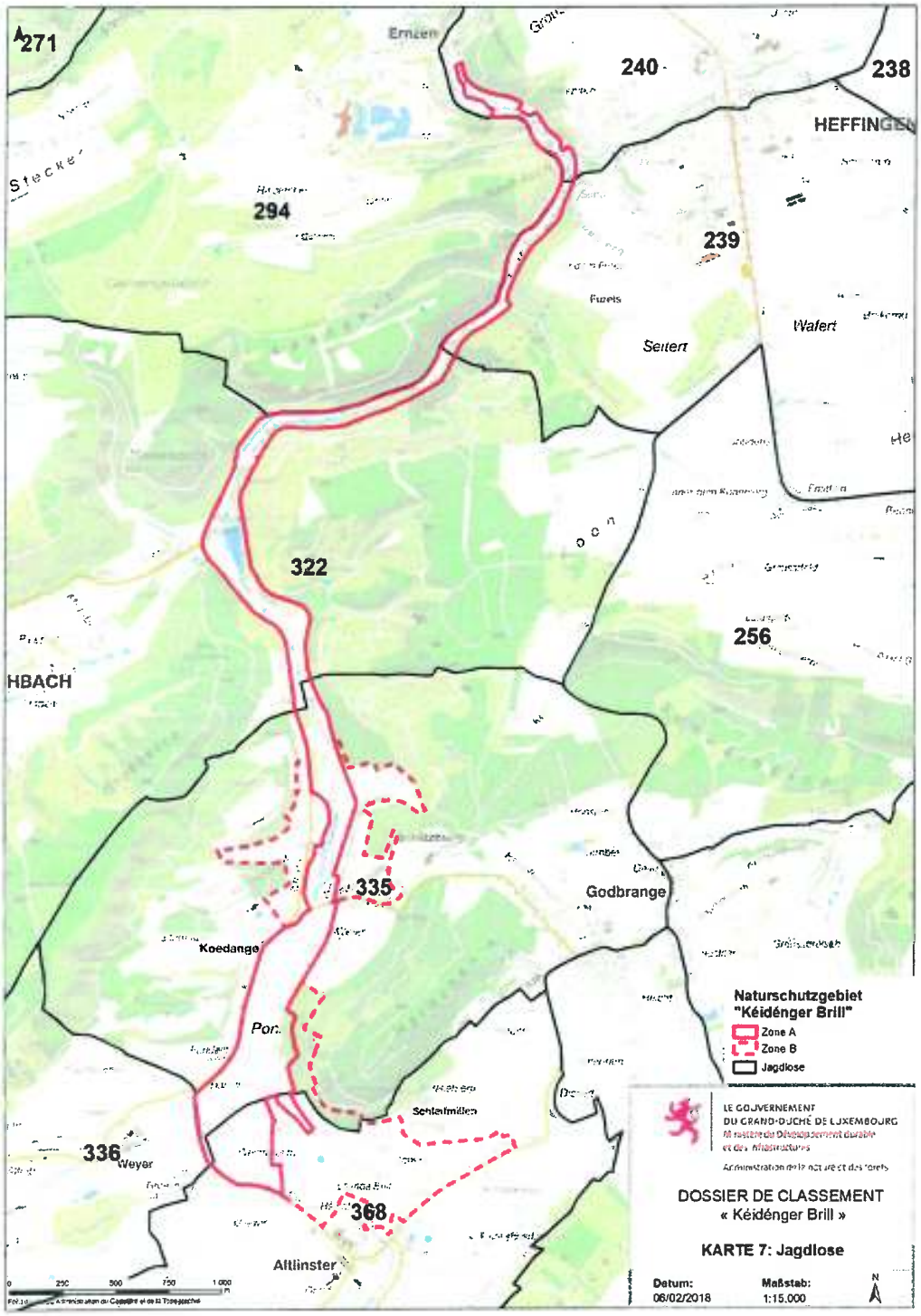
Anhang 5 – Ferraris-Karte 1778



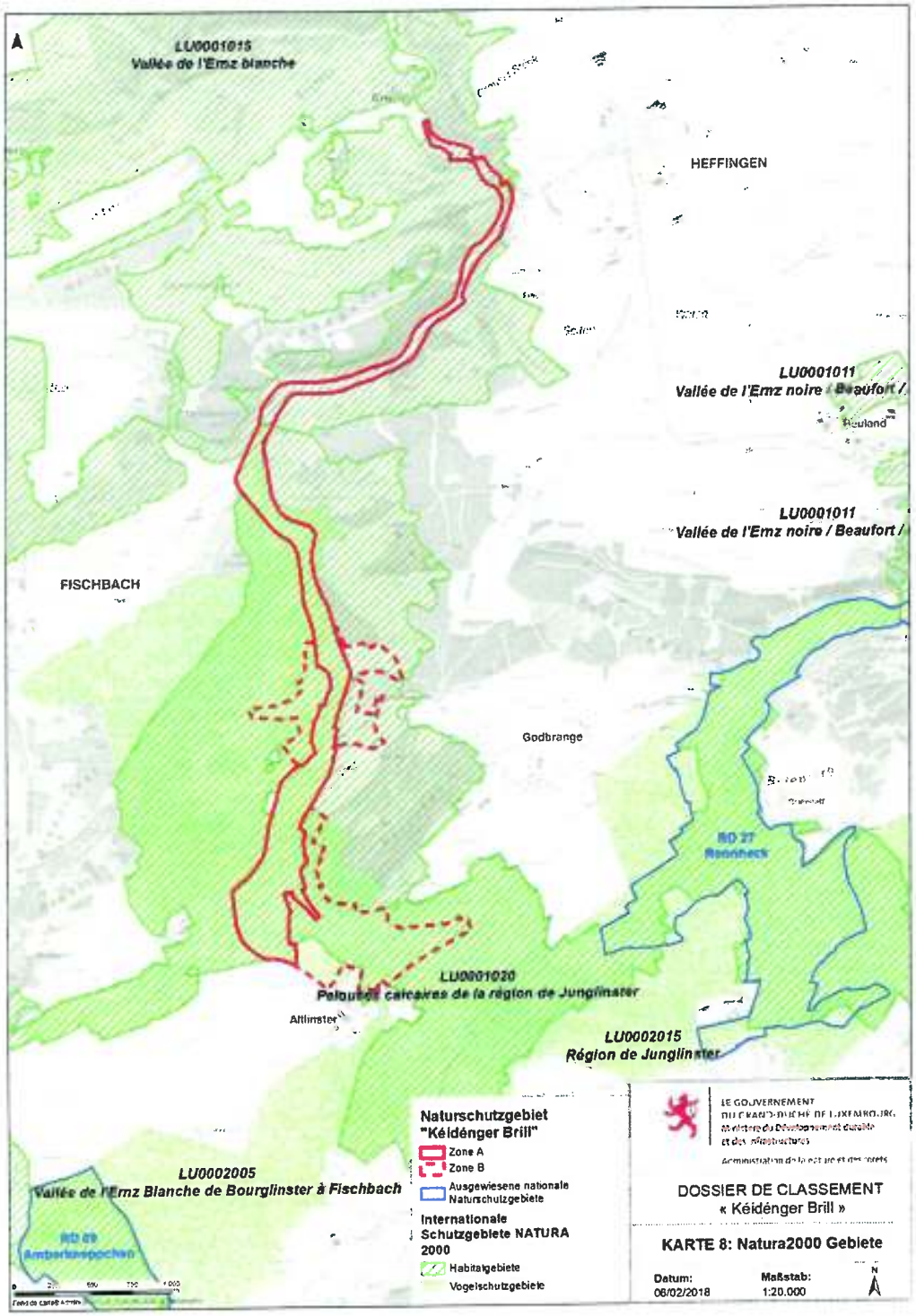
Anhang 6 –Flächennutzung



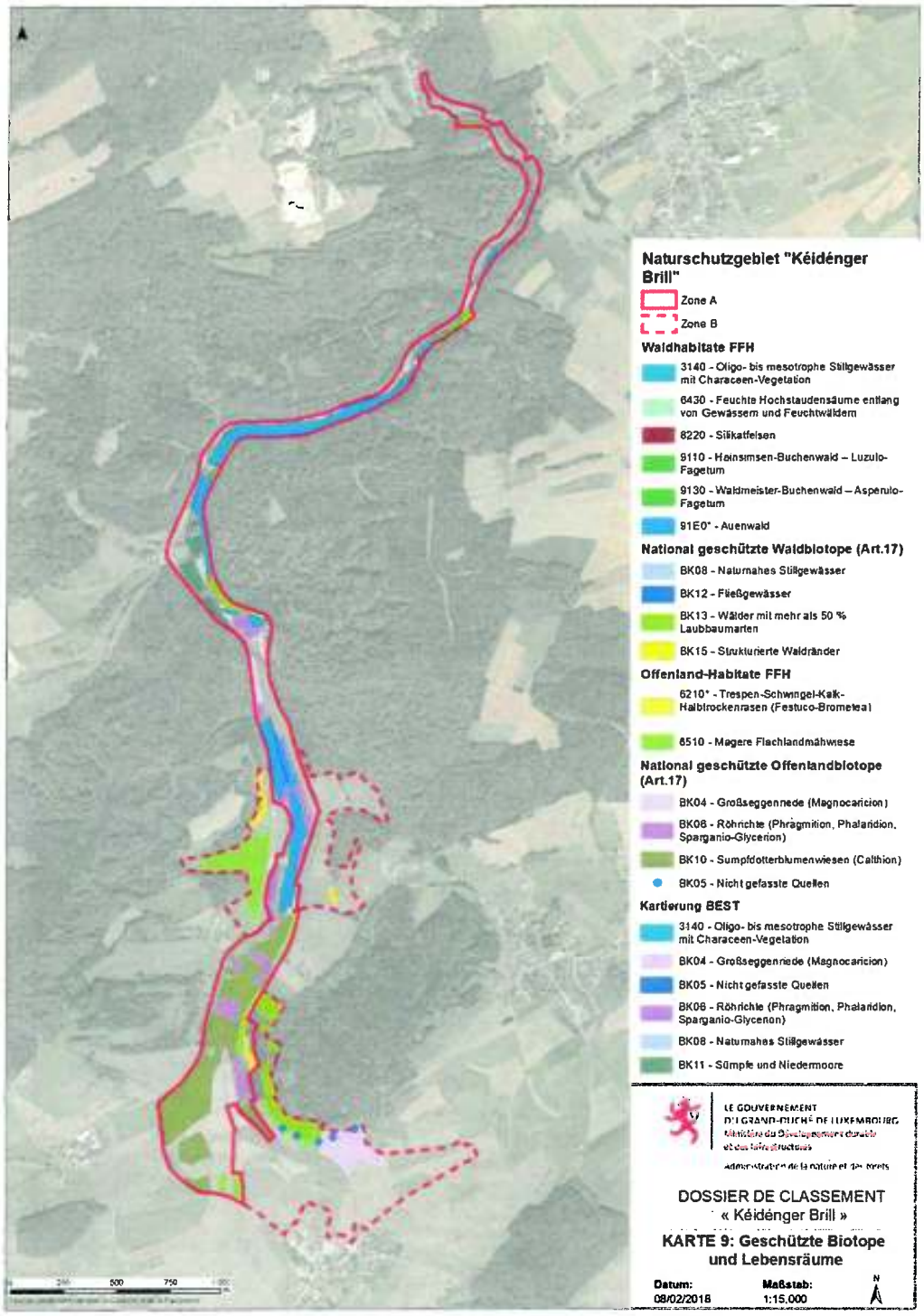
Anhang 7 –Jagdlose



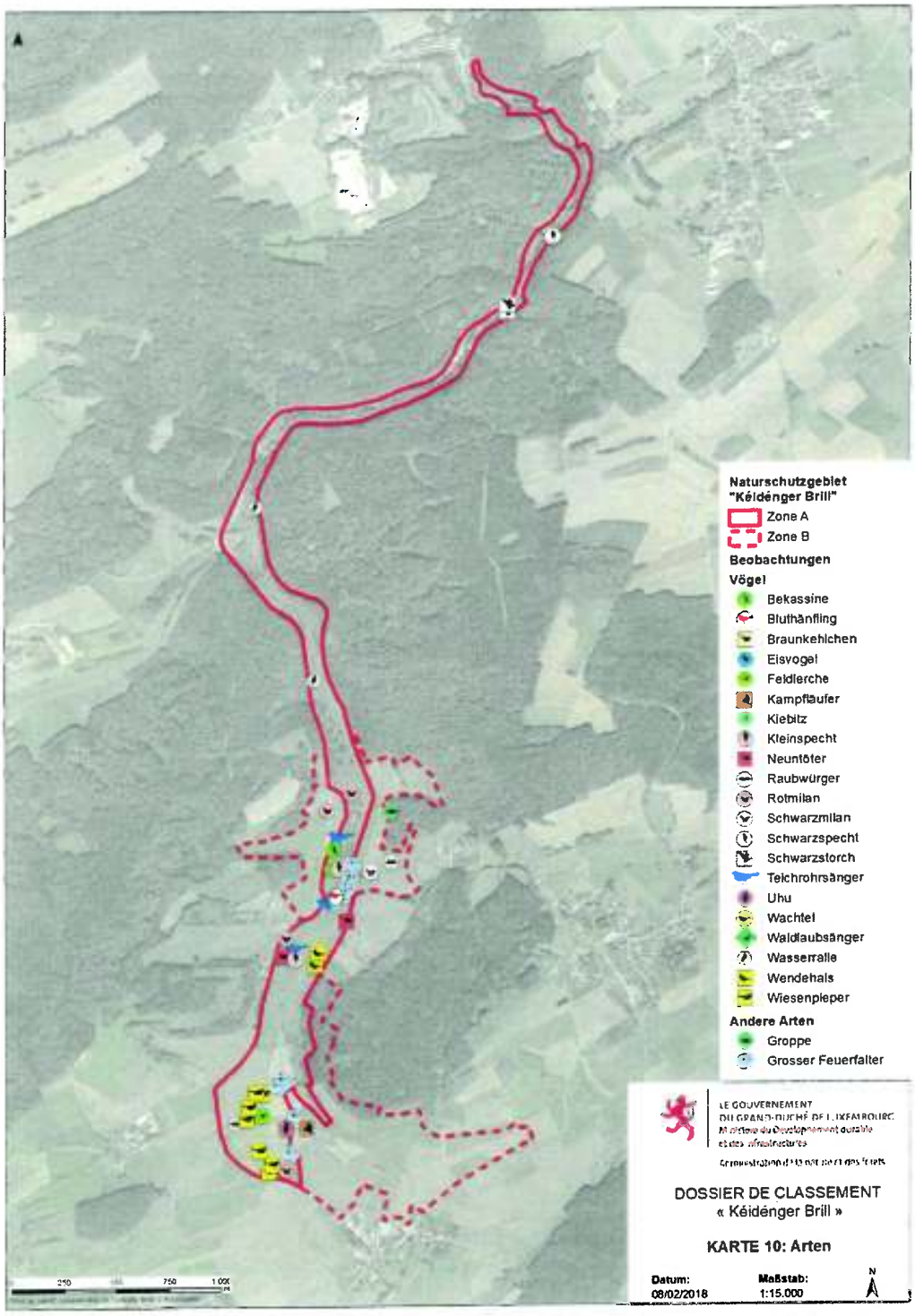
Anhang 8 – Natura2000 Gebiete



Anhang 9 – Geschützte Biotope und Lebensräume



Anhang 10 – Arten



2017 im Gebiet beobachtete Vogelarten

Status	
B	Brutvogel
B(g)	Brutvogel (ganzjährig im Gebiet)
Mi	Migration
Wi	Wintergast
N	Nahrungsgast

Art	Deutscher Name	Status	Rote Liste
Accipiter gentilis	Habicht	B(g)	VU
Accipiter nisus	Sperber	B(g)	
Acrocephalus palustris	Sumpfrohrsänger	B, Mi	
Acrocephalus scirpaceus	Teichrohrsänger	B, Mi	NT
Aegithalos caudatus	Schwanzmeise	B(g)	
Alauda arvensis	Feldlerche	B(g)	VU
Alcedo atthis	Eisvogel	B(g)	NT
Alopochen aegyptiaca	Nilgans	B(g)	Status III
Anas acuta	Spießente	Mi	
Anas crecca	Krickente	Wi, Mi	
Anas platyrhynchos	Stockente	B(g)	
Anthus pratensis	Wiesenpieper	B, Mi	CR
Anthus spinoletta	Bergpieper	Wi, Mi	
Anthus trivialis	Baumpieper	B, Mi	NT
Apus apus	Mauersegler	B, Mi	NT
Ardea cinerea	Graureiher	B(g)	NT
Bubo bubo	Uhu	B(g)	VU
Buteo buteo	Mäusebussard	B(g)	
Carduelis cannabina	Bluthänfling	B(g)	
Carduelis carduelis	Distelfink	B(g)	
Carduelis chloris	Grünfink	B(g)	
Casmerodius albus	Silberreiher	Wi	
Certhia brachydactyla	Gartenbaumläufer	B(g)	
Certhia familiaris	Waldbaumläufer	B(g)	
Ciconia ciconia	Weißstorch	Mi, N	Status II
Ciconia nigra	Schwarzstorch	B, Mi	VU
Cinclus cinclus	Wasseramsel	B(g)	NT
Coloeus monedula	Dohle	B(g)	
Columba oenas	Hohltaube	B	
Columba palumbus	Ringeltaube	B(g)	
Corvus corax	Kolkrabe	B(g)?	VU
Corvus corone	Rabenkrähe	B(g)	
Corvus frugilegus	Saatkrähe	B(g)	

Coturnix coturnix	Wachtel	B	EN
Cuculus canorus	Kuckuck	B, Mi	EN
Delichon urbicum	Mehlschwalbe	B, Mi	NT
Dendrocopos major	Buntspecht	B(g)	
Dendrocopos medius	Mittelspecht	B(g)	
Dryobates minor	Kleinspecht	B(g)	NT
Dryocopus martius	Schwarzspecht	B(g)	
Emberiza calandra	Grauammer	Mi	EX
Emberiza cirlus	Zaunammer	Mi	EX
Emberiza citrinella	Goldammer	B(g)	NT
Emberiza schoeniclus	Rohrammer	B(g)	NT
Erithacus rubecula	Rotkehlchen	B(g)	
Falco peregrinus	Wanderfalke	B(g)	VU
Falco subbuteo	Hobby	B	NT
Falco tinnunculus	Turmfalke	B(g)	
Fringilla coelebs	Buchfink	B(g)	
Gallinago gallinago	Bekassine	Wi, Mi	EX
Gallinula chloropus	Teichralle	B(g)	
Garrulus glandarius	Eichelhäher	B(g)	
Grus grus	Kranich	Mi	
Gyps fulvus	Gänsegeier	Mi	
Hirundo rustica	Rauchschwalbe	B, Mi	NT
Jynx torquilla	Wendehals	B	VU
Lanius collurio	Neuntöter	B	NT
Lanius excubitor	Raubwürger	B(g)	CR
Locustella naevia	Feldschwirl	B, Mi	
Loxia curvirostra	Fichtenkreuzschnabel	B(g)	Status II
Lymnocryptes minimus	Zwergschnepfe	Wi, Mi	
Milvus migrans	Schwarzmilan	B, N	NT
Milvus milvus	Rotmilan	B, N	VU
Motacilla alba	Bachstelze	B(g)	
Motacilla cinerea	Gebirgsstelze	B(g)	
Muscicapa striata	Grauschnäpper	B	
Parus ater	Tannenmeise	B(g)	
Parus caeruleus	Blaumeise	B(g)	
Parus major	Kohlmeise	B(g)	
Parus montanus	Weidenmeise	B(g)	NT
Parus palustris	Sumpfmeise	B(g)	
Passer domesticus	Haussperling	B(g)	NT
Passer montanus	Feldsperling	B(g)	NT
Pernis apivorus	Wespenbussard	B, Mi	

Phalacrocorax carbo	Kormoran	Wi, N	
Phoenicurus ochruros	Hausrotschwanz	B, Mi	
Phoenicurus phoenicurus	Gartenrotschwanz	B, Mi	NT
Phylloscopus collybita	Zilpzalp	B, Mi	
Phylloscopus sibilatrix	Waldlaubsänger	B, Mi	NT
Phylloscopus trochilus	Fitis	B, Mi	
Pica pica	Elster	B(g)	
Picus viridis	Grünspecht	B(g)	
Prunella modularis	Heckenbraunelle	B(g)	
Pyrrhula pyrrhula	Gimpel	B(g)	
Rallus aquaticus	Wasserralle	B(g)	NT
Regulus ignicapilla	Sommergoldhähnchen	B(g)	
Regulus regulus	Wintergoldhähnchen	B(g)	
Saxicola rubetra	Braunkehlchen	Mi, N	X
Saxicola rubicola	Schwarzkehlchen	B, Mi	
Sitta europaea	Kleiber	B(g)	
Streptopelia decaocto	Türkentaube	B(g)	
Streptopelia turtur	Turteltaube	B, Mi	EN
Sturnus vulgaris	Star	B(g)	
Sylvia atricapilla	Mönchsgrasmücke	B, Mi	
Sylvia borin	Gartengrasmücke	B, Mi	
Sylvia communis	Dorngrasmücke	B, Mi	
Sylvia curruca	Klappergrasmücke	B, Mi	
Tachybaptus ruficollis	Zwergtaucher	B(g)	NT
Tringa ochropus	Waldwasserläufer	Mi	
Troglodytes troglodytes	Zaunkönig	B(g)	
Turdus iliacus	Rotdrossel	Wi	
Turdus merula	Amsel	B(g)	
Turdus philomelos	Singdrossel	B(g)	
Turdus pilaris	Wacholderdrossel	B(g)	
Turdus viscivorus	Misteldrossel	B(g)	
Vanellus vanellus	Kiebitz	B(g)	CR

Anhang 11 – Vor und nach der Renaturierung

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT
MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur les territoires des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster
Ministère initiateur :	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Auteur(s) :	Gilles Biver (MECDD)
Téléphone :	2478-6834
Courriel :	gilles.biver@mev.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Déclaration de la zone « Kéidenger Brill – Supp » sous forme de réserve naturelle
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	Administration de la nature et et des forêts
Date :	06/10/2021

Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : ☒ Oui ☐ Non

Si oui, laquelle / lesquelles : Conseils échevinaux de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster;
Agents de l'Administration de la nature et des forêts;
Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;

Remarques / Observations : Modifications réalisées après l'enquête publique et après la réalisation d'un projet de grande envergure de renaturation de l'Ernz Blanche et d'une piste cyclable

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : ☒ Oui ☐ Non
- Citoyens : ☒ Oui ☐ Non
- Administrations : ☒ Oui ☐ Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ? (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?) ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. [1]

Remarques / Observations :

[1] N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? ☒ Oui ☐ Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? ☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations : Le projet est accompagné d'un exposé des motifs complété d'un dossier de classement, ainsi que d'un commentaire des articles.

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? ☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations : Le projet clarifie le statut du site mentionné par la Décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021

6	Le projet contient-il une charge administrative[2] pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)	☐ Oui	☒ Non	
	Si oui, quel est le coût administratif[3] approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)			

[2] Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

[3] Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7	a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?			
	b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel[4] ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?			

[4] Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8	Le projet prévoit-il :			
	- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	- des délais de réponse à respecter par l'administration ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
9	Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	Si oui, laquelle :			
10	En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.

Sinon, pourquoi ?

11 Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une ☒ Oui ☐ Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ? ☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations : Meilleure visibilité d'un projet de réserve naturelle mentionné par la Décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature

12 Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

13 Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14 Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

Egalité des chances

15 Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi : Le projet de la réserve naturelle vise tous les citoyens indépendemment de leur sexe

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

16 Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17 Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation[5] ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march___int__rieur/Services/index.html

[5] Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18 Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers[6] ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march___int__rieur/Services/index.html

[6] Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

Avis du conseil communal de Fischbach
prise en séance publique du 22 mai 2019

concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Soup sise sur les territoires des communes de Fischbach, Larochette, Heffingen et Junglinster,

Vu le dossier de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Soup sise sur les territoires des communes de Fischbach, Larochette, Heffingen et Junglinster, entré à la commune de Fischbach en date du 27 mars 2019 ;

Vu l'avis du 18 avril 2019 informant le public que le dossier est déposé pour consultation au secrétariat communal pendant trente jours, soit du 19 avril au 20 mai 2019 ;

Considérant que 6 réclamants ont introduits leurs objections endéans le délai imparti, à savoir :

Monsieur Marco Wies d'Altlinster,
Monsieur et Madame De Schorlemer de Koedange,
Monsieur Claude Vaessen de Fischbach,
la famille Marc Kolber de Fischbach,
Monsieur Théo Degraux-Turmes de Blaschette,
et Monsieur Marc Becker d'Altlinster

En tenant compte des réclamations introduites, le conseil communal émet l'avis suivant :

Le projet sous avis vise la déclaration en zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle comprenant :

- une partie A d'une étendue de 87,6 hectares (par rapport à 55,87 ha dans le projet de 2014)
- une partie B d'une étendue de 71,0 hectares (par rapport à 101,62 ha dans le projet de 2014).

Il s'agit donc d'une superficie totale de 158,6 hectares dont la partie majeure, soit 95,2 hectares, est située sur le territoire de la commune de Fischbach. Par rapport au projet de 2014, l'étendue totale du projet n'a guère changé.

65,5% soit 103,8 hectares de la zone à classer sont constitués de prés et 7,1 hectares (4,5%) sont de terrains labourables. Force est de constater qu'en premier lieu les agriculteurs, propriétaires et exploitants, de la région sont concernés par ce projet.

Comme en 2014, le conseil communal reste bien conscient du fait que la zone humide « Kéidenger Brill » se définit par un énorme potentiel au niveau de la biodiversité (flore et faune), surtout suite à la renaturation de l'Ernz Blanche laquelle a été réalisée ces dernières années. Rappelons que cette renaturation qui n'a pu être menée à bonne fin que grâce à la bienveillance et l'engagement des propriétaires et agriculteurs-exploitants.

Nous tenons à rappeler une fois de plus que si ce potentiel est si élevé, c'est le produit d'une agriculture responsable, de savoir-faire et respect à l'égard de l'environnement durant des décennies. Ce même constat a d'ailleurs été confirmé par Monsieur Gilles Biver du Service de Gestion des ressources naturelles auprès du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable lors d'une séance d'information le 18 mars 2014.

La partie sud de la zone susmentionnée fait partie de la zone Natura 2000 « Pelouses calcaires de la région de Junglinster (LU0001020) » et de la zone de protection « oiseaux Natura 2000 Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach (LU0002005) ». Ces statuts communautaires qui visent la protection d'espèces et d'habitats précieux au niveau européen devraient en soi garantir de manière suffisante une protection efficace des habitats présents (suivant l'avis de la Chambre d'Agriculture du 16 avril 2013 plus d'un quart des surfaces agricoles sont déjà exploitées dans le cadre de contrats-biodiversité).

Lors de l'analyse du dossier de reclassement sous avis nous sommes profondément déçus de devoir constater qu'aucunes des objections et remarques formulées dans l'avis défavorable du conseil communal du 27 mai 2014 pris à l'occasion d'une première enquête publique n'a été prise en considération. Ceci est d'autant plus déplorable alors que la commune de Fischbach est concernée par 60% de la superficie du projet.

Bien au contraire ! De nouvelles interdictions et restrictions ont été ajoutées par rapport à la version 2014, voire même étendues à la zone B.

1. Dans son 1er avis le conseil communal avait critiqué l'interdiction de l'emploi de pesticides et fertilisants dans la zone A, interdiction qui a aussi fait objet de l'avis de la Chambre d'agriculture du 16 avril 2013.

   Dans le projet sous avis cette interdiction a été étendue à la zone B (Art. 3 point 8 : *« L'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage en milieu forestier, ainsi que sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles »*). Sachant que toute la zone concernée par la déclaration projetée fait partie des zones Natura 2000 « Pelouses calcaires de la région de Junglinster (LU0001020) » et « Protection oiseaux Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach (LU0002005) » et est donc intégralement visée par cet article 17, on pourrait croire que l'auteur du projet de règlement a voulu cacher l'étendue réelle de cet article 3.8.

   103,8 hectares concernés représentent des prairies destinées au pâturage ou au fauchage. L'interdiction de l'emploi de fertilisants (minéraux et organiques) aurait comme conséquence inévitable une forte diminution en récolte de fourrage et de foin, par corolaire la production de pâture de haute qualité diminuera, l'approvisionnement des stocks pour l'hiver ne pourra se faire que par l'achat de foin et d'ensilage. Il s'en suit des charges financières supplémentaires risquant de diminuer de manière substantielles les revenus des exploitations agricoles.

2. Dans son avis de 2014 le conseil communal s'est aussi exprimé défavorablement sur « l'interdiction des travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines tels que le drainage, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées » dans la zone A.

   Dans le projet sous avis cette interdiction a été étendue à la zone B et, en ajoutant l'interdiction d'entretenir les drainages existants, a été considérablement renforcée.

   L'avis du conseil communal restera le même comme en 2014 : les prairies surtout dans le sud des deux zones prévues sont marquées depuis 50 ans par des douves de drainage,

nécessaires pour régulariser les eaux superficielles. Il est témoigné entre outre par les agriculteurs eux-mêmes, expérimentés depuis des décennies au niveau des prairies humides, que le levage des douves de drainage dans le rythme de 3 à 4 ans sera indispensable pour garantir l'accès des machines agricoles à plus ou moins long terme.

En outre, le non-levage des douves de drainage pourrait causer des dégâts importants sur la biodiversité, plus précis sur la flore, notamment sur les espèces menacées. Leur existence affirme que le drainage des prairies a eu un effet positif sur la biodiversité et non le contraire !

En cas de maintien des contraintes, endéans une dizaines d'années, l'exploitation des terrains concernés deviendra impossible. La valeur des terrains diminuera considérablement.

Au début de l'année il a été constaté que l'Administration des Ponts et Chaussées avait remplacé la douve longeant le CR130 entre Schiltzberg et Koedange par un conduit fermé en béton !!!!! Le conseil communal est curieux de connaître les conséquences de cette façon d'agir : dans le passé, des eaux collectées dans une douve naturelle, régulièrement entretenue et nettoyée (travaux qui seront interdits avec l'entrée en vigueur du projet), assurant une infiltration régulière des eaux superficielles et maintenant des eaux collectées dans une conduite en béton dans lequel l'eau coule sans obstacle vers le fond de la vallée !

En outre, il est à craindre que l'arrêt de l'entretien des drainages existants aura pour conséquence un rehaussement du niveau d'eau dans l'extension sud et sud-est de la zone, ce qui aurait un impact direct sur la localité d'Altlinster.

3. Le conseil communal a constaté que le dossier sous avis ne contient pas d'avis de la Chambre d'agriculture ! Suite aux renseignements pris auprès des responsables de cette institution il s'est avéré que le dossier a été transmis à la Chambre d'Agriculture en même temps qu'il a été transmis aux communes concernées. Pour le conseil communal il aurait été important de connaître l'avis de la représentation des exploitants agricoles concernés et les édiles n'apprécient pas cette façon de procéder.

4. Il est constaté que le projet sous avis ne propose ni de mesures de gestion, ni prévoit des indemnisations éventuelles des propriétaires et exploitants concernés par la réserve naturelle.

5. Du côté ouest la zone à protéger est délimitée par le chemin repris C.R.119 et la piste cyclable P.C.5 est intégralement située dans la zone A. Nous sommes étonnés de constater que le projet se prononce nullement sur l'entretien à effectuer sur ces voies.

   Sans parler de l'entretien hivernal des routes, l'Etat impose aux communes l'entretien des pistes cyclables sur leurs terrains et suite aux informations prises auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées, cet entretien comprend également le déneigement. L'utilisation de sel de déneigement peut affecter négativement l'environnement en le salinisant (accumulation de sels dans les sols). Elle a pour conséquences une toxicité pour les végétaux et une dégradation du sol et de la qualité des eaux de surface.

   Se pose donc la question pertinente comment ce procédé de déneigement par l'utilisation de fondant routier s'accorde avec le projet sous avis ?

6. Contrairement au projet de 2014, le projet actuel prévoit l'interdiction de la chasse aux oiseaux.

Nous sommes d'avis que cette interdiction n'est nullement justifiée.

En effet d'une part, la réserve naturelle projetée « Kéidenger Brill » ne dispose pas de plans d'eaux ouverts, lesquels pourront éventuellement servir comme lieu d'hibernation pour des oiseaux de migration. D'autre part des espèces rares, comme par exemple la **rousserolle effarvatte** (Teichrohrsänger), quittent notre pays afin de migrer vers le sud au plus tard fin octobre. Par conséquent rien ne s'oppose à une chasse aux oiseaux, notamment le canard colvert, pendant la période entre le 1er novembre et fin janvier.

Au Kéidenger Brill *(lots de chasse concernés sur le territoire de la commune de Fischbach : lot 322 et lot 335)* cette chasse a d'ailleurs été pratiquée régulièrement les quelques dernières dizaines d'années au cours des mois de décembre et janvier sans qu'aucun impact n'aie jamais été constaté quant à la présence d'espèces rares pendant la période de nidification.

D'autre part il ne faut pas négliger que suite à des travaux de renaturation effectués pendant les dernières années sous la tutelle de plusieurs ministères à l'aide de grandes machines, des centaines de camion de terres d'excavation furent emmenés sur le site. Les perturbations sonores étaient omniprésentes dans toute la zone, même pendant les périodes de nidification. Si toutes ces perturbations n'ont pas amené les espèces rares à quitter les lieux définitivement, ce ne sont certainement pas quelques coups de fusil *(argumentation de Monsieur Gilles Biver le 24 octobre 2018 lors d'une réunion au MDDI)* pendant une période durant laquelle ces espèces ne sont mêmes pas présentes (!) sur le site.

Une interdiction totale de la chasse aux oiseaux, notamment celle au canard colvert, nous paraît donc non-justifiée.

En outre nous nous permettons de vous signaler que la population des oies du Nil, lesquelles sont à classer parmi les espèces invasives, est en train de se multiplier avec une vitesse énorme au Luxembourg et également sur le territoire du « Kéidenger Brill » et alentours. A court ou à long termes cette invasion va certainement poser des problèmes graves à notre faune en général et au canard colvert en particulier, sachant qu'il a été constaté que les oies du Nil adultes n'hésitent pas à noyer les poussins de cette espèce indigène (!) pour éliminer leurs concurrents.

Nous estimons qu'une interdiction totale de la chasse aux oiseaux sur le territoire en question est peu recommandable. Bien au contraire : une extension de la chasse aux oiseaux, notamment la chasse aux espèces invasives comme les oies du Nil serait fort recommandable et indispensable pour protéger notre faune indigène.

Conclusion :

Le conseil communal ne s'oppose pas fondamentalement à la création d'une zone protégée d'intérêt national mais au vu de l'argumentation développée ci-avant **s'oppose formellement au projet de règlement grand-ducal présenté.**

La création d'une réserve naturelle ne peut pas avoir lieu au détriment des propriétaires et exploitants. La mise en œuvre de la réserve naturelle, tel que le projet se présente aujourd'hui, reviendra de facto à une expropriation des propriétaires ayant des terrains dans les zones concernées. La diminution de la valeur des propriétés serait considérable et inacceptable.

Les exploitants se voient même démunis de leur base économique, la continuité des entreprises agricoles est mise en cause et ne peut être acceptée ! La mise à disposition de surfaces de compensation dans la périphérie proche et un dédommagement adéquat devront être prévus pour les propriétaires et les exploitants.

Le conseil communal est d'avis que les statuts communautaires Natura 2000, qui visent la protection d'espèces et d'habitats précieux au niveau européen et qui couvrent la zone faisant l'objet du projet sous avis, devraient garantir de manière suffisante une protection efficace des habitats présents et propose de limiter la zone à protéger à l'Ernz blanche renaturée et les parcelles de roseaux existants.

Grand-Duché de Luxembourg

Commune de
FISCHBACH

AVIS au PUBLIC

Création d'une zone protégée d'intérêt national « Kéidenger Brill – Soup »

Il est porté à la connaissance du public que la ministre de l'Environnement, du climat et du Développement durable nous a transmis le dossier concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Soup » sise sur les territoires de Fischbach, Larochette, Heffingen et Junglinster.

Conformément à l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 le dossier est déposé

pendant 30 jours, soit du 19 avril au 20 mai 2019

au secrétariat communal de la commune de Fischbach où le public peut en prendre connaissance.

Endéans ce prédit délai de trente jours, sous peine de forclusion, les objections contre le projet de classement doivent être adressées au collège des bourgmestre et échevins.

Fischbach, le 18 avril 2019

précèdent le signatures de

Viviane Thill
secrétaire communal

Administration Communale FISCHBACH

Fränk Daems
bourgmestre

Certificat de publication

Il est certifié que la présente a été publiée et affichée à la maison communale du 19 avril au 20 mai 2019 inclusivement.

Fischbach, le 21 mai 2019

Viviane Thill
secrétaire communal

Administration Communale FISCHBACH

Fränk Daems
bourgmestre

Adresse :
1, rue de l'Eglise
L-7430 FISCHBACH

Tél. 327084-42
Fax. 327084-60

E-mail :
secretariat@acfischbach.lu
www.acfischbach.lu

PacteClimat

S:\540 - Protection de la nature\Kéidenger Brill\Procédure 2019\Avis au public.docx

Théo DEGRAUX-TURMES
2019
23, rue de l'Ecole
L-7391 BLASCHETTE

Blaschette, den 19. Mai

ADMINISTRATION DE FISCHBACH
SECRETARIAT
20 MAI 2019
ENTRÉE SORTIE

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde FISCHBACH
1, rue de l'Eglise
L-7430 FISCHBACH

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Herren Schöffen,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchte ich Ihnen mein Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als aktiver Landwirt, der mit 32,6 a in der Zone A und mit 2,16 ha in der Zone B betroffen ist, kann ich jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für mich nicht vertretbar, dass man in der Schutzzone 2 keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen die Ackerflächen noch ordentlich bewirtschaften und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen?! Ausserdem besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Ich finde es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Schliesslich sei der nicht hinnehmbare Wertverlust des Grundeigentums zu erwähnen, infolge der geplanten, schwerwiegenden Servituten.

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuche ich Sie, mein Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird. Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleibe ich

Mit freundlichen Grüssen

Théo DEGRAUX

Marc BECKER
4, rue de Luxembourg
L-6150 ALTLINSTER

Altlinster, den 19. Mai 2019

COMMUNE DE FISCHBACH
SECRETARIAT
20 MAI 2019
ENTRÉE ☐ SORTIE ☐

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde FISCHBACH
1, rue de l'Eglise
L-7430 FISCHBACH

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Herren Schöffen,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchte ich Ihnen mein Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als aktiver Landwirt, der mit 1 ha in der Zone A und mit rund 9,7 ha in der Zone B betroffen ist, kann ich jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für mich nicht vertretbar, dass man in der Schutzzone 2 keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen die Ackerflächen noch ordentlich bewirtschaften und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen?! Ausserdem besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Ich finde es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Schliesslich sei der nicht hinnehmbare Wertverlust des Grundeigentums zu erwähnen, infolge der geplanten, schwerwiegenden Servituten.

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuche ich Sie, mein Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird. Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleibe ich

Mit freundlichen Grüssen

Marc BECKER

Kolber Marc
2, rue du Berger
L-7430 Fischbach

COMMUNE DE FISCHBACH
20 MAI 2019
ENTRÉE ☐ SORTIE ☐

Fischbach, den 19. April 2019

Administration communale de Fischbach
1, rue de l'Eglise
L-7430 Fischbach

Sehr geehrte Damen und Herren,
Hiermit erhebe ich Einspruch gegen eine Einbeziehung meiner Eigentums- und Pachtflächen in das geplante Naturschutzgebiet „Kéidenger Brill".
Zuallererst möchte ich darauf hinweisen, dass es den in diesem Gesetz hier propagierten sogenannten „Naturschutz" nicht zum Nulltarif geben kann.
Solch tiefeingreifenden Beschneidungen meines Privateigentums zum Wohl unserer durch Landwirtschaft so arg gebeutelten Landschaft (das ist ironisch gemeint), kann ich nicht hinnehmen.
Wenn dies von der heutigen Gesellschaft, unserer Politik oder vielleicht auch nur von einer Lobby von sogenannten Naturschützern und/oder einzelnen fehlgeleiteten oder machthungrigen Beamten so gefordert wird, dann müssen die betroffenen Eigentümer natürlich angemessen entschädigt werden.

Das Privateigentum in Luxemburg ist laut Grundgesetz unantastbar: «Art. 16:

Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

Der Vorschlag während einer Informationsversammlung im Jahr 2014 von den Beamten, die Bauern mögen doch die bestehenden Prämien für Umweltschutzmaßnahmen beantragen, zeugt doch von einer so hohen erschreckenden Ignoranz gegenüber dem einzelnen Landwirt, dass ich mich frage, ob hier in Luxemburg überhaupt noch eine Landwirtschaft erwünscht ist?
Diese Prämien dienen nämlich nur dazu, Ertragsausfälle zu kompensieren, die durch gewisse freiwillig durchgeführte Extensivierungen erfallen.
Keineswegs vermögen diese, die Wertminderung meines Eigentums durch zwangsweise Beschränkungen aufzufangen.

Viele Landwirte haben jahrelang freiwillig solche Extensivierungen durchgeführt, ich selbst bin von Anfang an dabei. Dies begann 1996 mit einem Bewirtschaftungsvertrag von 2,5 ha, ab 1998 waren bereits alle meine Flächen in irgendeiner Form in einem Extensivierungsprogramm.

Naturschutz kann nicht gegen die Landwirte durchgesetzt werden, diese sind nämlich die größten Naturschützer. Jahrelang bekam ich immer wieder zu hören, dass ein Naturschutzgebiet nur geplant wird mit allen Beteiligten. Diese Versammlung aber von 2014 war ein halbherziger Versuch, die Eigentümer vor vollendete Tatsachen zu stellen. Nach dem Avis défavorable unserer Gemeinde zu einem Projet „Kéidenger Brill" von 2014 aber wird heute versucht, gänzlich ohne Informationsversammlung seitens der Ministerien ein Avant-Projet durchzuziehen. Was aber ist mit den Grundstückseigentümern?
Ich selbst und meine Kollegen, die sich so massiv an Agrarumweltmaßnahmen beteiligten, und die damit den Grundstein für die heutige sehr umfangreiche Tier- und Pflanzenwelt im Koedinger Brill legten, wären doch wohl geeignetere Gesprächspartner gewesen um alle Probleme im Hinblick auf ein Naturschutzgebiet zu erörtern, zu diskutieren und bei Problemen nach Lösungen zu suchen, als irgendwelche Nichtlandwirte.

In dieser geplanten Form des Naturschutzgebietes wird ein Großteil der betroffenen Fläche komplett versumpfen, besonders meine Viehpferch an der Kreuzung nach Weyer, aber auch alle anderen Flächen die mit Gräben durchzogen sind. Wenn hier nicht regelmäßig die bestehenden Entwässerungsgräben aufgehoben werden, wird eine Nutzung nicht mehr möglich sein. Die Folgen wären eine komplette Besiedelung mit Schilf. Dies aber würde natürlich eine Zerstörung der ganzen existierenden Flora und Fauna bedeuten. Es wird aber immer wieder betont, dass die Flächen im jetzigen Zustand erhalten werden müssten.

Pflegemaßnahmen müssen zu jeder Zeit möglich sein ohne aufwendige Genehmigungsverfahren und nicht von der Willkür einzelner Beamten abhängig sein, dies natürlich im Rahmen gängiger Praxis(Àufheben der Gräben nur im Winterhalbjahr usw.). Dies muss auch unbedingt im Gesetz verankert werden!

Die bestehende Flora und Fauna ist unbedingt zu bewahren, dies ist aber nicht der Fall wenn tiefeinschneidende Veränderungen in der Bewirtschaftungsweise erfolgen. Diese Bewirtschaftung hat doch erst diese schützenswerte Landschaft hervorgebracht.

Das Naturschutzgebiet in dieser geplanten Form kann ich daher nur ablehnen und ich zähle folgende Punkte auf, die mir spontan einfallen und die ich berücksichtigt sehen will:

- Berücksichtigung meines Privateigentums, bei Einschränkungen, angemessene Entschädigung
- Bereitstellung von Ersatzflächen für interessierte Landwirte und dringend für solche, die mehr als 10% ihrer Betriebsfläche im Naturschutzgebiet haben
- Mein Betrieb muss als lebensfähiger Betrieb erhalten bleiben, er wurde von meinem Vater auf mich vererbt, ich möchte ihn später an meine Kinder vererben, dies ist nicht mehr gegeben bei einer Nichtlösung der bestehenden Probleme
- Ich möchte den Betrieb meiner Vorfahren so erhalten, dass, möchte einer meiner Nachkommen weiter als Landwirt arbeiten, ihm dies problemlos möglich ist

- Das Tierschutzgesetz muss unbedingt respektiert werden, es ist unverantwortlich Rinderherden auf staunassen Böden auf Dauer weiden zu lassen oder dieselben mit so gewonnenem Futter aufzuziehen,(Stichwort Leberegel und Lungenwürmer)
- Rücksprachen bei Planung und vor Inkrafttreten des neuen Gesetzes mit allen Beteiligten, besonders den Landwirten und Grundstückseigentümern
- Berücksichtigung von Härtefällen im Fall wo zum Beispiel große Teile eines Betriebes oder ganze Betriebe wie in meinem Fall im ausgewiesenen Gebiet liegen
- Im Gesetz selbst müssen die Rechte und Pflichten der Eigentümer, Bewirtschafter und Verwaltungen genauestens aufgeführt und geregelt sein. Es kann nicht sein, dass ich bei geplanten Pflegemaßnahmen zwecks Erhaltung des jetzigen Zustands meiner Flächen einen Bittantrag stellen muss und dann der Willkür einer Verwaltung ausgeliefert bin
- Berücksichtigung von Waldflächen, vorzugsweise Staat und Gemeinden, für ein auszuweisendes Schutzgebiet. Bei diesem Punkt ist mir absolut unerklärlich warum solche Flächen nicht integriert wurden?!
- Alle Beschränkungen meiner Wirtschaftsweise müssen angemessen entschädigt werden, die Wertminderung meiner Eigentumsflächen muss durch unabhängige Gutachter berechnet werden und vergütet werden, sei es durch jährliche Ausgleichszahlungen die per Gesetz festzuhalten wären oder durch Transfert anderer Flächen an mich
- Alle Gutachten wären natürlich zu Lasten des Staates

Ich bin nicht gegen ein Naturschutzgebiet, aber nicht auf Kosten der Bauern und Landbesitzer!

Wir sind Naturschutz!

Hochachtungsvoll und mit Freundlichen Grüßen

Kolber Marc

In voller Zustimmung obiger Ausführungen:

Meine Familie:

Kolber-Mergen Anne
Kolber Saskia
Kolber Rick
Kolber Tim

Vaessen Claude
1, rue du moulin
L-7430 Fischbach

Administration Communale de Fischbach
1, rue de l'église
L- 7430 Fischbach

COMMUNE DE FISCHBACH
SECRETARIAT
20 MAI 2019
ENTRÉE SORTIE

Fischbach, den 17. Mai 2019

Betreff: Einspruch zu dem am 18.04.2019 in der Gemeinde Fischbach veröffentlichten

„Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone << Kéidenger Brill – Supp >> sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster."

Sehr geehrte Damen und Herren,

Bezugnehmend auf oben erwähntes Projekt möchte ich Ihnen mein Anliegen unterbreiten und Sie bitten die entsprechenden Einwände bei der weiteren Ausweisung zu berücksichtigen.

Vor einigen Jahren lag schon einmal ein ähnliches Vorhaben zusammen mit der Renaturierung der weißen Ernz vor. Damals war der Betrieb Vaessen mit über 10 Ha in dieser Zone betroffen (Renaturierung und Naturschutz), wovon heute noch knapp 4 Ha zu bewirtschaften sind. Die restliche Fläche ist der Renaturierung zum Opfer gefallen oder so nass geworden, dass sie nur noch bedingt nutzbar ist.

Zu diesem Zeitpunkt waren die Flächen mit der Flik-Nr.: P0908826 und P0908128 (siehe Anhang 1) zwar durch die Renaturierung betroffen und haben dadurch auch an Fläche verloren, einschneidende Bewirtschaftungsauflagen waren aber keine vorgesehen, da diese Flächen sich in der Pufferzone des Naturschutzgebietes befanden.

Auch heute noch könnte ich mit den Auflagen wie sie im aktuellen Projekt in der Pufferzone „Partie B" gefordert werden leben, und fordere Sie hiermit auch auf die Parzellen mit der Flik-Nr.: P0908826 und P0908128 wieder in der „Partie B" aufzunehmen! Lediglich die Reparatur von Wildschaden muss unter Anwendung der guten fachlichen Praxis möglich sein und nicht den Anweisungen der Naturverwaltung unterliegen, gerade bei den derzeitigen Ausmaßen an Wildschaden.

In der „Partie A" hingegen wäre eine Bewirtschaftung ohne organische und mineralische Düngung und ohne Grasdurchsaat vorgeschrieben, was die achso wichtige Erzeugung von qualitativ hochwertigem Grundfutter unmöglich macht.

Bei dieser Gelegenheit will ich aber auch einmal auf die teilweise sehr dubiosen Machenschaften der betroffenen Verwaltungen hinweisen, die ich in den vergangenen Jahren am eigenen Leib erfahren

durfte, und Grund sind warum ich einer Zusammenarbeit sehr reserviert und vorsichtig gegenüber stehe.

Begonnen hat es vor über einem Jahrzehnt, als man die Fläche mit der Flik-Nr.: P0908826 (Anhang 1) unbedingt in einen Biodiversitätsvertrag ohne Düngung drängen wollte. Um es uns schmackhafter zu machen rechnete man bei der Entschädigung die gesamte Schilffläche mit hinzu und weil der Eigentümer einem solchen Vertrag positiv gestimmt war wurde dieser dann auch abgeschlossen. Nach Ablauf der üblichen 5 Jahre die solche Programme andauern, wollte Niemand mehr etwas von diesem Vertrag wissen. Auf mehrfache Nachfrage meinerseits wie jetzt mit dieser Fläche verblieben würde, war immer ein Anderer hierfür zuständig, ohne Resultat. Komisch 5 Jahre zuvor wollte man diese Fläche unbedingt in einem Programm sehen und drängte mich dazu...

Mit Beginn der Renaturierungsarbeiten der weißen Ernz verschwanden dann immer mehr Flächen ohne, dass ich vorher wenigstens vorgewarnt wurde, durch die verbleibenden Flächen wurde mit LKW und Bagger gefahren wodurch erhebliche Schäden an der Grasnarbe entstanden sind. Auch hier habe ich mehrfach nachgefragt, wer den Ertragsausfall und die Neueinsaat zahlen würde und wurde immer wieder abgewimmelt. Bis heute habe ich nicht einen Cent bekommen und habe alle Kosten selbst getragen...

Dies sind nur zwei Beispiele die die aktuelle Zone „Kéidenger Brill – Supp" betreffen, weitere könnte ich Ihnen nennen, das würde aber den Rahmen hier sprengen.

Diese Praktiken tragen keinesfalls zu einem konstruktiven Austausch bei und sollten in Zukunft vermieden werden, denn kein Landwirt ist darauf bedacht solche Projekte zu blockieren weil sie ihm nicht gefallen. Vielmehr ist man auf diese Flächen angewiesen um seinen Betrieb am Laufen zu halten und die ohnehin schon üppigen Umweltauflagen auch einhalten zu können und hat keine anderen Ausweichmöglichkeiten. Würden alternative Flächen angeboten die nicht in Schutzzonen liegen wäre es leicht sich zu einigen, stattdessen belegt man diese auch noch mit Biodiversitätsverträgen, sodass auch diese Ausweichmöglichkeit verschwindet. Auch hier kann ich Ihnen bei Bedarf einige Beispiele nennen...

Trotzdem verbleibe ich in der Hoffnung, dass es diesmal zu einem konstruktiven Austausch kommt, und ein beidseitig akzeptabler Kompromiss gefunden werden kann.

Mit freundlichen Grüßen

Vaessen Claude

Anhang 1

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration du cadastre
et de la topographie

map.geoportail.lu
Le géoportail national du Grand-Duché du Luxembourg

http://g-o.lu/3/pUVB

www.geoportail.lu est un portail d'acces aux informations geolocalisees, données et services qui sont mis à disposition par les administrations publiques luxembourgeoises. Responsabilité. Malgré la grande attention qu'elles portent à la justesse des informations diffusées sur ce site, les autorités ne peuvent endosser aucune responsabilité quant à la fidélité, à l'exactitude, à l'actualité, à la fiabilité et à l'intégralité de ces informations. Information dépourvue de foi publique.

Echelle approximative 1: 5000

0 50 100 150m

Caroline DE SCHORLEMER
Christophe DE SCHORLEMER
Château de Koedange
L-6156 KOEDANGE

Koedange, den 30. April 2019

COMMUNE DE FISCHBACH
13 MAI 2019
ENTRÉE ☐ SORTIE ☐

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde FISCHBACH
1, rue de l'Eglise
L-7430 FISCHBACH

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"
Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Herren Schöffen,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchten wir Ihnen unser Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als Eigentümer, die mit rund 16,4 ha in der Zone A betroffen sind, können wir jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für uns nicht vertretbar, dass man dort keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen die Ackerflächen noch ordentlich bewirtschaften lassen und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen?! Ausserdem besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Wir finden es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Schliesslich sei der nicht hinnehmbare Wertverlust des Grundeigentums zu erwähnen, infolge der geplanten, schwerwiegenden Servituten.

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuchen wir Sie, unser Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird.

Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleiben wir

Mit freundlichen Grüssen

Christophe DE SCHORLEMER Caroline DE SCHORLEMER

Marco WIES
3A, rue des Prés
L-6150 ALTLINSTER

Altlinster, den 30. April 2019

COMMUNE DE FISCHBACH
- 8 MAI 2019
ENTRÉE SORTIE

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde FISCHBACH
1, rue de l'Eglise
L-7430 FISCHBACH

Administration Communale FISCHBACH

MANN Serge
SECRETARIAT

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Herren Schöffen,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchte ich Ihnen mein Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als aktiver Landwirt und Pächter von rund 16,4 ha in der Zone A in Koedingen gelegenen Ländereien (Eigentümer: Familie DE SCHORLEMER), kann ich jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für mich nicht vertretbar, dass man dort keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen diese Flächen noch ordentlich bewirtschaften und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen, um mein Vieh zu ernähren?! Ausserdem hätte ich durch die geplanten Massnahmen nicht mehr genug Ausbringungsfläche für Festmist und vor allem Gülle zur Verfügung.

Darüber hinaus besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Ich finde es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Schliesslich sei der nicht hinnehmbare Wertverlust des Grundeigentums zu erwähnen, infolge der geplanten, schwerwiegenden Servituten.

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuche ich Sie, mein Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird. Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleibe ich

Mit freundlichen Grüssen

Marco WIES

Registre aux délibérations du Conseil communal de HEFFINGEN

Séance publique du 5 juin 2019

Date de l'annonce publique de la séance: 29 mai 2019
Date de la convocation des conseillers: 29 mai 2019

Présents: SEILER Jérôme, bourgmestre
WILGÉ Pit et FELTES Camille, échevins
SCHILTZ Guy, KAUFFMANN Henri, RACH John, WETZ Suzanne, D'HARCOUR Christian, LEICK Tom, conseillers communaux

Absents: a) excusé: ./.
b) sans motif: ./.

Objet 4 : **Avis concernant l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Fischbach, Heffingen, Larochette et Junglinster.**

Le Conseil communal,

Vu l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Fischbach, Heffingen, Larochette et Junglinster ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Attendu que lors de l'enquête publique réalisée du 10 avril au 19 mai 2019, personne n'a réclamé ni présenté d'observations contre le projet en question ;

Vu le procès-verbal y relatif du 22 mai 2019 ;

Attendu que la source de la commune de Heffingen qui approvisionne la commune de Heffingen en eau potable se trouve à proximité immédiate de la zone projetée ;

Attendu que le conseil communal demande qu'une autorisation spéciale supplémentaire du Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles n'est pas requise pour toutes les interventions s'imposant en vue de garantir la sécurité d'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine ;

Attendu que le conseil communal aurait préféré disposer de l'avis de la Chambre d'agriculture en vue de l'élaboration de son avis final ;

Attendu que le projet ne propose ni de mesures de gestion, ni prévoit des indemnisations éventuelles des propriétaires et exploitants qui sont concernés par la réserve naturelle ;

Attendu que du côté ouest la zone à protéger est délimitée par le chemin repris C.R.119 et la piste cyclable P.C.5 et le projet ne se prononce nullement sur l'entretien à effectuer sur ces voies ;

Attendu que l'Etat impose aux communes l'entretien des pistes cyclables sur leurs terrains et notamment en hiver le déneigement pour lequel l'emploi du sel est inévitable et sans doute nuisible pour l'environnement ;

Attendu que le projet ne se prononce pas sur la responsabilité civile en cas d'accident, notamment en cas de chutes d'arbres qui se trouvent en eau basse et dont l'abattage n'a pas été ordonné et/ou autorisé par les responsables étatiques ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

A l'unanimité :

Emet l'avis-ci contre :

Le conseil communal ne s'oppose pas en principe à l'avant-projet sous rubrique, mais au vu des arguments formulés ci-dessous s'oppose formellement à l'avant-projet de règlement grand-ducal présenté.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

Pour extrait conforme :

Le Bourgmestre, Le Secrétaire,

ADMINISTRATION COMMUNALE

ADMINISTRATION COMMUNALE DE **HEFFINGEN**

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Enquête publique

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-deux du mois de mai, Nous Bourgmestre de la commune de Heffingen, avons procédé dans la commune de Heffingen, à l'enquête publique concernant un avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Fischbach, Heffingen, Larochette et Junglinster, présentée par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Et avons constaté que, le délai prévu pour la publication s'étant écoulé, personne n'a réclamé ni présenté d'observations contre l'avant-projet en question.

En fois de quoi Nous avons dressé le présent procès-verbal en présence du secrétaire communal à Heffingen date qu'en tête.

Le bourgmestre, Le secrétaire,

Certificat de publication

Le Collège échevinal de la commune de Heffingen certifie par la présente, que l'enquête publique faite dans la commune de Heffingen au sujet de la demande ci-dessus spécifiée a été dûment publiée et affichée dans la commune du 10 avril au 10 mai 2019 inclus.

Heffingen, le 22 mai 2019

Pour le Collège échevinal,

Le Président, Le Secrétaire,

ADMINISTRATION COMMUNALE HEFFINGEN

2, AM DUERF • L-7651 HEFFINGEN • TÉL. : 83 71 68 – 1 • FAX : 87 97 54 • E-MAIL : info@heffingen.lu

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Luxembourg, le 22 MARS 2019

COMMUNE DE JUNGLINSTER
Entrée le
27. 03. 2019

A l'attention du collège échevinal
de la commune de Junglinster
12, rue de Bourglinster
L-6912 Junglinster

Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Entré le
31 -05- 2019

Personne en charge du dossier :
Gilles Biver
☎247 86834
gilles.biver@mev.etat.lu

Objet : **Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster**

Monsieur le Bourgmestre,
Madame et Monsieur les échevins,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe le dossier de l'avant-projet de règlement grand-ducal cité sous rubrique.

Suite à la présentation et l'enquête publique réalisée en 2015 et surtout suite à la réalisation de la renaturation de l'Ernz Blanche entre les lieux-dits *Kéidénger Brill* à Koedange et *Soup* à Heffingen, le dossier de classement concernant la déclaration de ladite zone a été retravaillé.

Je vous prie de bien vouloir déposer le nouveau dossier pendant 30 jours à la maison communale conformément à l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre et Madame et Monsieur les échevins, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable,

Dieschbourg

Carole Dieschbourg

COMMUNE DE JUNGLINSTER

Brm.: Transmis au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, après avoir soumis l'avant-projet de règlement grand-ducal en question à l'enquête publique prévue par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles avec en annexe toutes les pièces relatives à cette enquête publique.

Junglinster, le 27 mai 2019

Le bourgmestre,

Administration Communale Junglinster

Administration communale

JUNGLINSTER

Point de l'ordre du jour :
N° 03

Extrait du
Registre aux délibérations du Conseil Communal de Junglinster

Séance publique du 24 mai 2019

Date de l'annonce publique de la séance : 16 mai 2019
Date de la convocation des conseillers : 16 mai 2019

Présents : Reitz, bourgmestre, Baum et Hetto-Gaasch, échevins ; Boden, Chergui, Degraux, Goedert, Hagen, Kmiotek, Ries et Weber, conseillers ;
Versall, secrétaire.

Absents et excusés: Schintgen et Schmitz, conseillers.

Objet : Avis sur l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill - Supp» sise sur le territoire des communes de Fischbach, Heffingen, Junglinster et Larochette.

Le Conseil Communal,

Revu la délibération n° 12 du conseil communal du 09 mai 2014 portant sur l'avis sur le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Kéidenger Brill » sise sur le territoire des communes de Fischbach, Heffingen, Junglinster et Larochette ;
Vu le courrier du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable du 22 mars 2019 en rapport avec le dossier sur l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster ;
Considérant qu'en vertu des dispositions prévues à l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018, le projet a été déposé pendant 30 jours à la maison communale soit du 02 avril 2019 au 02 mai 2019 inclusivement ;
Attendu qu'il résulte du procès-verbal d'enquête publique du 03 mai 2019 dressé par le collège des bourgmestre et échevins, que six objections écrites, à savoir celles de Monsieur Marc Wies d'Altlinster, Monsieur Jean Leiten de Godbrange, Monsieur Aloyse Frisch d'Altlinster, Monsieur Marc Becker d'Altlinster, Madame Bénédicte Meyer de Boudler et Monsieur Théo Degraux de Blaschette ont été remises ;
Considérant qu'il s'agit dans la zone A d'une surface de 33,60 ha et dans la zone B d'une surface d'environ 37,26 ha ;
Considérant que, tout comme discuté en 2014, la commune de Junglinster se distingue non seulement par ses richesses naturelles existant sur son territoire mais aussi par un tissu villageois et qu'il s'avère nécessaire de préserver un environnement propice à l'exploitation agricole ;
Tout en acceptant le bien-fondé des restrictions proposées en zone A pour la sauvegarde de la biodiversité locale, il ne faudrait pas perdre de vue les conséquences graves que de telles mesures peuvent avoir sur la survie des exploitations agricoles de taille modeste ;
Attendu qu'il incombe dès lors aux auteurs du classement proposé de conseiller les exploitants en question et de leur suggérer des surfaces supplémentaires ou bien des mesures compensatoires à affermer pour assurer les quantités requises en matière fourragère et pour permettre aux propriétaires à pouvoir continuer l'exploitation agricole sur leurs terrains tout en veillant à ne pas utiliser d'engrais et des pesticides non permis afin de garantir la sauvegarde des biotopes existants;
Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;
Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, Madame Christiane Degraux, conseillère communale n'a pas pris part ni aux discussions, ni au vote du présent point inscrit à l'ordre du jour ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

émet avec huit voix contre deux voix l'avis suivant :

- un classement en zone de réserve naturelle des fonds concernés aidera à préserver des espèces menacées et à conserver l'intégrité d'un paysage emblématique;
- tient toutefois à reformuler son mécontentement quant à la procédure de classement et estime que cette dernière devrait être amendée, que les tenanciers des fonds devraient être informés davantage dans le cadre légal de la procédure de classement afin de garantir une meilleure transparence ;
- les restrictions proposées en zone A pour la sauvegarde de la biodiversité locale peuvent être acceptées sans pourtant perdre de vue les conséquences graves que de telles mesures peuvent avoir sur la survie des exploitations agricoles de taille modeste ;
- redemande que les propriétaires et tenanciers des fonds soient désormais impérativement contactés avant que le Conseil de gouvernement ne statue sur le projet de classement afin de réaliser un gain de temps pour la recherche de terrains d'échange ou de mesures compensatoires pour assurer la survie des exploitations agricoles.

Ainsi délibéré à Junglinster, date qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour expédition conforme.

Junglinster, le 27 mai 2019.

le bourgmestre le secrétaire

Administration Communale Junglinster

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15, 17, 34, 35 et 37 à 45 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu l'avis émis par les conseils communaux de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster après enquête publique ;

Vu les avis [*de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers, à demander*] ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1er. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Kéidenger Brill – Supp », sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, partie des zones protégées d'intérêt communautaire « Vallée de l'Ernz Blanche » codée LU0001015, « Pelouses calcaires de la région de Junglinster » codée LU0001020 et « Vallée de l'Ernz blanche de Bourglinster à Fischbach » codée LU0002005.

Art. 2. La zone protégée « Kéidenger Brill – Supp », d'une étendue de 158,6 hectares, est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, sous les numéros :

1° la partie A, d'une étendue de 87,6 hectares formée par les parcelles cadastrales suivantes:

Adresse postale
L-2918 Luxembourg
Tél. (+352) 247-86824
Fax (+352) 400 410
4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg
www.emwelt.lu
www.gouvernement.lu

130-000008-20040935-FR

a) commune de Larochette, section B d'Ernzen :
214/1329, 222/1615 (partie), 228/1321, 230, 231, 232/1227, 232/1270, 232/1271, 232/1272, 234/1273, 236/1111, 943/1216, 945/1217, 946/1219, 947/1220, 948/1221, 949/1222, 951

b) commune de Heffingen, section A de Heffingen :
2219/2218 (partie), 2219/2219 (partie), 2223/4105, 2223/4106, 2225, 2226/3194, 2226/3195, 2228/3545, 2228/3546, 2313/3202, 2314, 2315/3205, 731/3189, 737 (partie), 738 (partie), 742

c) commune de Fischbach, section A de Fischbach :
303/575, 312, 313/502, 315/505, 317/506, 318/995, 318/996, 320/997, 320/998, 324, 325/1000, 325/999, 326/250, 329, 329/15, 329/16, 331/17, 331/748, 332, 332/2, 332/509, 333, 334/1, 334/2, 334/3, 334/4 (partie), 343/925 (partie), 350/6, 351/548, 354/331, 354/510, 359/515, 360/516

commune de Fischbach, section B de Koedange :
120/2 (partie), 123/336, 123/337, 124/423, 126/307 (partie), 127/358, 131/362, 17/462, 18/463, 24/556, 25, 26, 27, 28, 29/17, 29/18, 29/19, 29/20, 30/557, 30/585, 30/586, 31/559,33/21, 33/22, 34/560, 35/561, 36/562, 36/563 (partie), 46/564, 47, 47/2, 47/3, 48/37, 48/565, 49/567, 63/570, 64/39, 64/40, 64/41, 65/284, 65/285, 66/571, 68, 69, 77/344 (partie), 80/355 (partie), 83/296, 84/356, 86/357, 86/539

commune de Fischbach, section C de Weyer :
35/267, 35/373, 36/190, 56/347, 59/375, 60/199, 60/92, 61, 62

d) commune de Junglinster, section JC d'Altlinster :
193/933 (partie), 193/934, 242, 243, 244, 245, 246/489, 248, 249/554, 250, 251/78, 251/79, 253/80, 254, 255/491

2° la partie B, d'une étendue de 71,0 hectares formée par les parcelles cadastrales suivantes:

a) commune de Fischbach, section B de Koedange :
109/550, 110, 111, 112, 112/452, 112/523, 115/415 (partie), 115/416 (partie), 117/536, 117/537, 120/2 (partie), 126/307 (partie), 128/359, 150/419, 150/420, 154/366, 154/381, 154/442 (partie), 156/124 (partie), 36/563 (partie), 70/433 (partie), 72/425, 76/343, 77/344 (partie),77/345, 78/346, 78/347, 78/348, 78/383, 79/293, 79/294, 79/384, 80/353, 80/354, 80/355 (partie), 85/538, 87/540, 89/541, 90, 91/542, 94/469, 94/470, 95/339, 95/519, 95/520, 95/64, 95/65

b) commune de Junglinster, section JC d'Altlinster :
100/931, 102, 103, 118/4, 121, 122/636, 122/932, 157/998, 163/557, 163/930, 164/1202, 165/946, 167, 169/661, 170/591, 171/38, 171/39, 178, 179, 180/947,183/948, 184/827, 186/465, 189, 190, 193/640, 193/933 (partie), 194, 195, 199/184, 199/185, 199/733, 199/734, 200/949, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207/1003, 213/1004 (partie),

215/967, 216/968, 216/969, 217/221, 217/222, 217/223, 217/224, 217/225, 218/188, 218/189, 218/190, 218/191, 219/919, 222/836, 223, 225, 226/76, 226/77, 227, 228, 229, 230, 231, 235/281, 235/282, 235/283, 236, 237, 238, 239/659, 239/660, 240, 249/285, 252

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.
La délimitation de la zone protégée et de ses parties est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Sont interdits dans l'intégralité de la zone protégée, partie A et partie B :

1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux ;

2° le dépôt de déchets ;

3° les travaux susceptibles de modifier le régime ou de dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines, le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées non traitées, la dégradation, la destruction ou la pollution des sources ;

4° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations légères d'affut de chasse ; en outre, cette interdiction ne s'applique pas :

a) à l'entretien et au renouvellement des constructions existantes ;

b) à l'élargissement ou au redressement de la voirie publique existante pour des raisons de sécurité publique ;

c) aux abris agricoles légers dans la seule partie B.

Les exceptions visées sous les points a) à c) restent soumises à autorisation du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ci-après désigné « le ministre » ;

5° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'applique pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, qui restent soumises à autorisation préalable du ministre ;

6° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

7° l'emploi de rodenticides ;

8° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage en milieu forestier, ainsi que sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

9° le renouvellement des prairies et pâtures permanentes par l'emploi d'herbicides totaux, le retournement ou le réensemencement ; les réparations des dégâts de gibier pouvant se faire selon les instructions de l'Administration de la nature et des forêts ;

10° l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages, sans préjudice de l'exploitation forestière ou agricole, ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices, dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole, est autorisée ;

11° la perturbation, la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse ;
12° la chasse aux oiseaux ;
13° l'emploi de la munition de plomb ;
14° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies à base de macadam ou de béton ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
15° l'usage d'avions, de drones ou autres engins télécommandés ;
16° la circulation à pied, à vélo ou à cheval en dehors des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit, ni aux visites guidées organisées dans le contexte de la sensibilisation environnementale encadrée par l'Administration de la nature et des forêts ; les activités susceptibles de nuire à l'environnement restent soumises à autorisation du ministre.

Art. 4. Sont en outre interdits dans la seule partie A de la zone protégée :
1° le dépôt de matériaux, à l'exception des grumes sur les lieux d'entreposage ;
2° l'appâtage du gibier ;
3° la circulation avec chien non tenu en laisse, à l'exception dans le cadre de l'exercice de la chasse ;
4° le sursemis des prairies ou pâtures permanentes ;
5° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides ;
6° la plantation de résineux ou d'essences allochtones.

Art. 5. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures prises :
1° dans l'intérêt de la conservation, la gestion et la promotion pédagogique de la zone protégée d'intérêt national ;
2° dans le cadre des sondages servant à l'identification de sources d'eau potable ou des travaux relatifs au captage d'eau destinée à la consommation humaine ;
3° dans le cadre de la réalisation du réseau cyclable national conformément à la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;
4° dans l'intérêt du maintien et de la restauration du patrimoine historique, archéologique et culturel dans la zone protégée d'intérêt national.

Toutes ces mesures restent toutefois soumises à autorisation préalable du ministre.

Art. 6. Notre Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Le Ministre des Finances

Exposé des motifs

Le présent projet de règlement grand-ducal vise de classer la zone « Kéidenger Brill - Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, située entre les localités d'Altlinster, Weyer, Koedange, Heffingen et Ernzen, en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, conformément aux articles 2 et 38 à 45 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature. A cet effet, un dossier de classement a été établi qui sera la base de la procédure de classement prévue par la loi.

Le classement de la zone protégée « Kéidenger Brill - Supp » s'inscrit pleinement dans la politique nationale en matière de protection de la nature telle que fixée par le « Plan National pour la Protection de la Nature », approuvé en date du 13 janvier 2017 par le Conseil de Gouvernement.

La future réserve naturelle fait intégralement partie des zones de protection spéciale Natura2000 « Vallée de l'Ernz Blanche LU0001015 » et « Pelouses calcaires de la région de Junglinster LU0001020 » qui ont été désignées dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive « Habitats » (92/43/CEE), ainsi que « Vallée de l'Ernz blanche de Bourglinster à Fischbach LU0002005 » qui a été désignée dans le cadre de la mise en œuvre de la « Directive Oiseaux » (2009/147/CE). Ce site est une véritable zone noyau de ladite zone Natura2000 et par ce, le classement de ce site est à considérer comme mesure réglementaire pour la mise en œuvre de ladite zone Natura 2000 en vertu des articles 34, 35 et 37 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et comme telle sera grevée de servitudes et de charges prévues par l'article 42 de la même loi.

L'intérêt principal de ce site réside dans la présence de nombreuses espèces d'oiseaux et de plantes inféodées aux zones humides de la plaine alluviale, et de leurs habitats de prédilection, dont notamment les forêts alluviales et ripisylves, roselières, prairies humides, marécages, eaux stagnantes et courantes.

La future zone protégée couvre une superficie totale de 158,6 ha et constitue une zone humide dans la zone inondable de l'Ernz Blanche et un bassin de rétention naturel. Depuis la renaturation d'un tronçon de l'Ernz Blanche entre Koedange et le lieu-dit Supp à Heffingen, l'état écologique et hydromorphologique de la zone s'est nettement amélioré. Afin de tenir compte des changements des conditions écologiques résultant de la renaturation récente, et à la suite d'une première enquête publique, les limites des zones ont été ajustées et le dossier de classement a été entièrement adapté. Ceci a notamment conduit à une expansion de la zone centrale (partie A) incluant notamment les zones renaturées. D'autres changements significatifs par rapport à la version précédente sont la prise en compte des plans de gestion Natura 2000 publiés en 2016 et 2017, ainsi que la mise à jour de diverses données telles que la qualité de l'eau, la faune, la flore, etc.

De plus amples informations quant à la valeur écologique de la zone « Kéidenger Brill - Supp » figurent dans le dossier de classement ci-joint.

Commentaires des articles

Ad article 1er: Cet article formule l'objectif du présent règlement grand-ducal qui est la désignation d'une zone appelée « Kéidenger Brill - Supp » en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il précise la situation géographique de la zone en précisant les communes concernées. En plus, cet article indique que la zone sous question fait partie de deux zones protégées d'intérêt communautaire et en conséquence le présent règlement grand-ducal est à interpréter en tant que mesure réglementaire de ladite zone d'intérêt communautaire.

Ad article 2 : Cet article indique la surface en hectares de la réserve naturelle proposée et liste les numéros des parcelles cadastrales visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Il précise que certaines surfaces incluses dans la réserve naturelle ne portent pas de numéro cadastral, cependant sont également visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Finalement, cet article indique que la délimitation de la réserve naturelle est précisée sur base d'un plan topographique annexé au règlement grand-ducal.

Ad article 3 : L'article 3 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans l'intégralité de la zone protégée, partie A et partie B.

Ad 1er à 3e point : ces trois points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage.

Ad 4e point : il interdit les différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. L'article prévoit diverses exceptions concernant les installations d'affut de chasse, les abris agricoles, les constructions existantes et la voirie publique, qui restent toutefois soumises à autorisation du ministre.

Ad 5e point : à l'instar du 4e point, ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant une exception pour les installations déjà existantes, qui restent cependant soumis à autorisation.

Ad 6e point : il interdit le changement d'affectation des sols tout en précisant que la destruction, dégradation ou réduction de fonds présentant des biotopes en vertu de ladite loi est interdite.

Ad 7e, 8e et 9e points : ils interdisent l'utilisation de différentes substances nocives en milieu forestier et sur les biotopes protégés. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte aux rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides. Le point 9

réglemente également l'exploitation agricole en interdisant le labourage des prairies permanentes (habitats des espèces protégées), même temporaire et interdit également l'ensemencement d'espèces de graminées compétitives et concurrentielles, impactant d'autres espèces rares de la flore. Une certaine flexibilité est prévue pour la réparation des dégâts de gibier qui peuvent être réparés comme prévu dans une instruction de l'Administration de la nature et des forêts qui s'applique aux contrats de biodiversité, biotopes et réserves naturelles.

Ad 10e point : il interdit toute atteinte aux plantes sauvages. Des exceptions sont prévues pour des travaux concernant la sécurité publique ainsi que pour les quelques surfaces agricoles afin que les exploitants puissent respecter la conditionnalité dans le cadre de l'exploitation agricole.

Ad 11e point : il est interdit toute capture - temporaire ou définitive – ou destruction de tout animal indigène dans la réserve naturelle ; la chasse n'étant pas visée par ce point.

Ad. 12e point : il interdit la chasse aux oiseaux, ceci dans un souci d'éviter tout impact direct ou indirect sur des espèces d'oiseaux protégées et non-chassables dans cette réserve d'intérêt ornithologique particulier.

Ad. 13e point : il interdit l'emploi de munition de plomb pour éviter tout impact négatif sur la santé des oiseaux suite à l'ingestion accidentelle de ce type de munition.

Ad 14e, 15e et 16e points : ces points réglementent la circulation dans la zone qui impacterait ou risquerait d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et la flore ou qui risqueraient de perturber plus précisément la faune. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et leurs ayants droit. L'emploi d'engins volants télécommandés est interdit vu le risque de perturbation des oiseaux sauvages.

Ad article 4 : L'article 4 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans la seule partie A de la zone protégée.

Ad 1er point : il interdit le dépôt de matériaux avec une exception, à savoir le dépôt des grumes sur les lieux d'entreposage.

Ad 2e point : l'exercice de la chasse restant permis dans la zone, ce tiret règlemente la chasse en interdisant l'appâtage du gibier qui consiste dans l'apport d'une alimentation d'attrait non transformée en petites quantités dans le seul et unique but d'un tir immédiat ou rapproché.

Ad 3e point : il interdit la circulation avec le chien non tenu en laisse. Ce point ne concerne pas la divagation de chiens pendant l'exercice de la chasse.

Ad 4e point : il réglemente l'exploitation agricole en interdisant l'ensemencement d'espèces de graminées compétitives et concurrentielles, impactant d'autres espèces rares de la flore.

Ad 5e point : il interdit l'utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte aux rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad 6e point : il réglemente l'exploitation forestière en interdisant la plantation de résineux ou d'essences allochtones qui risqueraient d'impacter ou dégrader des habitats protégés tels que zones humides, prairies permanentes et forêts de feuillues.

Ad. article 5 : Cet article prévoit la possibilité de déroger aux servitudes, interdictions et réglementations disposées par les articles 3 et 4 s'il s'agit de mesures de conservation, de gestion et de promotion pédagogique dans l'intérêt de la zone ainsi que de travaux de sondage servant à l'identification de sources d'eau potable et de captage d'eau destinée à la consommation humaine, de travaux pour réaliser un réseau cyclable national et de mesures de maintien et de restauration du patrimoine historique, archéologique et culturel.

Ad. article 6 : Cet article comporte la formule exécutoire.

FICHE FINANCIERE

Intitulé du projet : Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster.

Ministère initiateur : Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Suivi du projet par : Monsieur Gilles Biver
Tél. : 2478-6834
Courriel : gilles.biver@mev.etat.lu

En complément à la note, à l'exposé des motifs et au dossier de classement, il convient de relever que les interdictions et réglementations prévues par l'avant-projet de règlement grand-ducal n'impliqueront, en ce qui concerne les mesures de gestion proprement dites, la mise à disposition que de faibles moyens financiers.

Les mesures de conservation et de gestion courantes et déjà existantes se focaliseront sur l'extensification de l'exploitation agricole, et surtout sur la gestion, voire la restauration des habitats qui sont à l'origine de la déclaration de cette zone protégée, dont notamment le maintien des forêts alluviales, des roselières et des mégaphorbiaies.

Les dépenses relatives à la désignation proprement dite de la zone protégée d'intérêt national seront imputées sur les crédits ordinaires de l'Administration de la nature et des forêts, et sont estimées comme suit :

1) enlèvement des essences allochtones : 10.000 € (montant unique),
2) introduction des plants de genévrier : 5.000 € (montant unique),
3) entretien annuel des sentiers didactiques : 1.000 €/an,
4) suivi scientifique : 5.000 € (tous les 6 ans),
5) sensibilisation du publique (panneaux) : 5.000 € (montant unique).

Conseil supérieur pour la Protection de la Nature

Rapport de la réunion du 30 mars 2018 [Extrait]

Présents :

M. Tom Conzemius
M. Gilles Biver
M. Jan Herr
M. Pascal Pelt
M. Ben Geib
M. Roger Schauls
M. Winfried van Loë (invité Privatbësch)
M. Michel Dostert (invite Privatbësch)
Mme Danièle Murat (invitée ANF)
Mme Lucy Leer (invitée ANF)
M. Julien Reiners (invité ANF)
M. Mike Reckel (invité MDDI)
Mme Karin Riemer (secrétaire)

Excusés :

M. Guy Colling
M. Mikis Bastian
M. Jean-Paul Lickes
M. Hubert de Schorlemer
Mme Nora Welschbillig
M. Marc Weyland

[...]

5. **Zone protégée d'intérêt national « Kéidenger Brill-Supp »** (présenté par Mme Lucy Leer)

La déclaration de la zone « Kéidenger Brill-Supp » s'inscrit pleinement dans la politique nationale en matière de la protection de la nature telle que fixée par le « Plan National pour la Protection de la Nature ». Elle y figure dans l'annexe E « Les zones d'intérêt national » sous le numéro ZPIN 36.

La déclaration de ladite zone avait déjà été avisée favorablement par le CSPN. Cependant, suite à l'enquête publique et surtout suite à la réalisation de la renaturation de l'Ernz blanche entre Koedange et le lieu-dit Supp à Heffingen, il a été proposé de modifier le projet et le dossier de classement relatif à la déclaration de la zone protégée « Kéidenger Brill-Supp ».

Les modifications et les adaptations ayant été présentées, la déclaration de la zone humide vise essentiellement la protection de la plaine alluviale limitrophe à l'Ernz blanche et surtout des prairies humides et des habitats nouvellement restaurés.

3 sites Natura2000 sont concernés, à savoir :

- Vallée de l'Ernz blanche LU0001015
- Pelouses calcaires de la région de Junglinster LU0001020
- Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach LU0002005

Dossier de classement « Kéidénger Brill – Supp » ZPIN 36

Koordination :

Administration de la nature et des forêts

Service de la nature

81, Avenue de la Gare

L-9233 Diekirch

Kontaktperson:

Jan HERR

Jan.herr@anf.etat.lu

www.emwelt.lu

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration de la nature et des forêts

Fertigstellung des Dossiers: 2018

Vorwort

Das Gebiet „Kéidénger Brill" in den Gemeinden Larochette, Heffingen, Fischbach und Junglinster enthält eine reiche und wichtige biologische Vielfalt und wird im 2. Nationalen Naturschutzplan von 2017 „Plan National pour la Protection de la Nature" (PNPN2) in der Liste der auszuweisenden nationalen Schutzgebiete aufgelistet (ZPIN36 – Kéidénger Brill – Supp).

Eine offizielle Ausweisungsprozedur wurde schon 2015 in die Wege geleitet. Auf Grund der Renaturierung der Weißen Ernz, ergibt sich jedoch die Notwendigkeit die Ausweisungsakte zu überarbeiten.

Um den veränderten ökologischen Rahmenbedingungen, in Folge der rezenten Renaturierung, Rechnung zu tragen wurden außerdem die Gebietsgrenzen angepasst. Dies brachte insbesondere eine Ausdehnung der Kernzone (Partie A) Richtung Norden, auf die renaturierten Bereiche der Weißen Ernz, mit sich. Die Gesamtfläche des Gebiets hat sich jedoch nicht verändert. Andere bedeutende Änderungen im Vergleich zu der vorigen Fassung sind die Berücksichtigung der 2016 bzw. 2017 veröffentlichten Natura 2000 Managementpläne sowie die Aktualisierung verschiedener Daten wie Gewässerqualität, Fauna, Flora, etc...

Inhaltsverzeichnis

INHALTSVERZEICHNIS 3

1. ALLGEMEINE GEBIETSBESCHREIBUNG 5

1.1. Abgrenzung und Lage 5

1.2. Geologie und Geomorphologie 6

1.3. Böden 6

1.4. Klima 7

1.5. Hydrologie und Renaturierung der Weißen Ernz 7

1.6. Historische Nutzungen 9

1.7. Flächennutzung 10

1.8. Eigentümer und Bewirtschafter 11

1.9. Jagd 12

2. SCHUTZWÜRDIGKEIT DES GEBIETES 12

2.1. Rechtlicher Rahmen 12

2.2. Natura 2000 Zielsetzungen für den Bereich Kéidénger Brill 13

2.3. Lebensräume und Biotope des Untersuchungsgebietes 13

2.4. Flora des Untersuchungsgebietes 16

2.4.1. Einteilung in Gefährdungskategorien 16

2.4.2. Gefährdete Pflanzenarten im Naturschutzgebiet Kéidénger Brill 16

2.5. Fauna 18

2.5.1. Insekten 18

2.5.2. Lurche 19

2.5.3. Fische und sonstige Wassertiere 19

2.5.4. Vögel 19

2.5.5. Säuger 22

3. GEFÄHRDUNGEN 23

3.1. Aufgabe der Bewirtschaftung 24

3.2. Intensivierung der Landwirtschaft 24

3.3. Unangepasste Bewirtschaftungsmethoden 26

3.4. Radweg 26

3.5. Gebietsfremde Baumarten 26

3.6. Invasive Arten 26

3.7. Jagd 27

4. SCHUTZ UND MANAGEMENT 27

4.1. Wiederaufnahme der Nutzung 28

i. Nassbrachen im Gebiet Nei Schmelz 28

ii. Wacholderbestand und ehemaliger Kalkmagerrasen am Unterhang des Haedchesbierg 28

iii. Schilfflächen 28

4.2. Extensivierung der Bewirtschaftung und Wiedervernässung 29

iv. Extensivierung durch Biodiversitätsverträge 29

v. Pflanzung von Hecken und Solitärbäumen 29

4.3. Naturnahe Wälder 29

vi. Gebietsfremde Baumarten 29

vii. Naturnahe Waldbewirtschaftung 30

4.4. Sensibilisierung und Besucherlenkung 30

5. LITERATUR 31

6. ANHÄNGE 33

1. Allgemeine Gebietsbeschreibung

1.1. Abgrenzung und Lage

Die Abgrenzung des Gebiets wurde über Jahre immer wieder angepasst. Das allererste Mal wurde eine Abgrenzung für das Gebiet in der „Déclaration d'intention générale" von 1981 vorgeschlagen. Diese Abgrenzung unterscheidet sich aber sehr stark von der aktuellen Gebietsgrenze. 2013 wurde eine neue Abgrenzung vorgeschlagen, die der aktuellen Abgrenzung schon sehr ähnlich war. Sie unterscheiden sich hauptsächlich in der Aufteilung in Kern- und Pufferzone. 2018 wurde der renaturierte Teil der Weißen Ernz im nördlichen Teil des Gebiets mit in die Kernzone aufgenommen (s. Karte Anhang 1).

Heute umfasst das Naturschutzgebiet (NSG) den Auenbereich der Weißen Ernz von Altlinster bis Ernzen (s. Karte Anhang 2). Die Westseite wird über die ganze Länge von der C.R.119 begrenzt. Einzige Ausnahme bildet eine kleinere Fläche nördlich von Koedange auf der Höhe des Schiltzbierg, wo die mageren Hangwiesen des Koepchesbierg und Wanteschbierg in das Naturschutzgebiet aufgenommen wurden.

Im Süden wird das Gebiet von der C.R.119 und vom Bauperimeter von Altlinster begrenzt und nordöstlich von Altlinster von der C.R.130. Südöstlich der Schleifmillen gehören noch einige Grünlandparzellen zum NSG, dann verläuft die Grenze in nordwestlicher Richtung bis Härdcheslee. Die Ostgrenze besteht hauptsächlich aus der Unterseite der Sandsteincuesta mit Ausnahme der am Hang gelegenen Wiesen westlich von Schiltzbierg. Der Bauperimeter von Ernzen (Larochette) bildet die nördliche Grenze des Gebietes.

Innerhalb der äußeren Grenzen wurde das Naturschutzgebiet in Kern- (Partie A) und Pufferzone (Partie B) unterteilt. Die Kernzone (A) beinhaltet die renaturierten Auenbereiche der Weißen Ernz, sowie die angrenzenden Feuchtwiesen zwischen Ernzen im Norden und der Ortschaft Weyer im Süden (s. Karte Anhang 2).

Im südlichen Teil erreicht das Naturschutzgebiet, in der Ost-West-Achse, seine höchste Breite, die etwas mehr als 1 km beträgt. Nördlich der Straße nach Schiltzbierg verengt sich das Tal stark. Zwischen den ehemaligen Fischteichen und Supp bei Heffingen ist das Tal stellenweise weniger als 50 m breit. Die Gesamtlänge des Gebietes beträgt etwa 6 km.

Das NSG ist 158,5 ha groß und erstreckt sich über die vier Gemeinden Larochette, Heffingen, Fischbach und Junglinster. Dabei entfallen auf die Gemeinde Larochette 9,2 ha, auf die Gemeinde Junglinster 50,3 ha, auf die Gemeinde Heffingen 3,8 ha und auf die Gemeinde Fischbach 95,2 ha. Die Kernzone A hat eine Fläche von 87,5 ha und die Pufferzone B eine Fläche von 71,0 ha.

In Bezug auf die Besitzverhältnisse (s. Karte Anhang 3) befinden sich 16,1 ha, also ungefähr 10% des Gebietes in öffentlichem Besitz. 2,45 ha (1,5 %) sind im Besitz von „natur&ëmwelt – Fondation Hëllef fir d'Natur". Der Rest der Fläche befindet sich in privatem Besitz, wovon der Großherzog Haupteigentümer ist.

Das Naturschutzgebiet Kéidénger Brill ist Teil der Natura 2000 – Habitat Gebiete LU0001015 „Vallée de l'Ernz Blanche" und LU0001020 „Pelouses calcaires de la région de Junglinster" sowie des europäischen Vogelschutzgebietes LU0002005 „Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à

Fischbach". Die Ausweisung als Schutzgebiet von nationalem Interesse kommt demnach einer reglementarischen Umsetzung zum Erreichen der Natura 2000 Zielsetzungen gleich und ist so auch als Maßnahme in den betreffenden Natura 2000 Managementplänen explizit vorgesehen.

1.2. Geologie und Geomorphologie

Geologisch weist das NSG eine deutliche Zweiteilung auf, die sich ebenfalls in der Morphologie wiederspiegelt. Der Grund dafür ist eine geologische Verwerfung, die nördlich der Fischteiche in ostwestlicher Richtung verläuft. Von Altlinster bis zu dieser Verwerfung ist das Tal der Weißen Ernz verhältnismäßig breit. Nach Norden hin verengt sich dann das Tal. Der Talgrund besteht im gesamten Gebiet aus alluvialen Talablagerungen (s. Karte Anhang 4).

Süden:

Im südlichen Bereich erreicht das Tal eine maximale Ost-West Breite von etwa 1000 m. Hier wird, dort wo er nicht von Sedimenten des Flusses überlagert ist, der Steinmergelkeuper (km3) sichtbar. Die roten Gipsmergel (km2) sind im Untergrund vorhanden, treten aber nur punktuell zutage, weshalb sie auf der geologischen Karte nicht dargestellt sind. Dennoch beeinflussen sie gebietsweise die Boden – und hydrologischen Eigenschaften.

Der südliche Teil des NSG weist die typische flachwellige Morphologie der Keuperlandschaft auf. Hangaufwärts, östlich und westlich des NSG, bildet sich die, für den Lias typische Schichtstufenlandschaft, die vor allem vom Luxemburger Sandstein (li2) geprägt wird. Das Rhät (ko) und die Psilonotenschichten (li1) treten geomorphologisch nicht sehr stark zum Vorschein.

Norden:

Nördlich der Verwerfung verengt sich das Tal und es erreicht höchstens noch eine Breite von 50 bis 70 m. Hier finden wir den Luxemburger Sandstein wieder, der stellenweise vertikale Felswände bildet. Das Auensubstrat ist hier viel sandiger als im südlichen Teil des NSG. Die erodierende Kraft des Flusses zeigt sich hier ebenfalls deutlicher. Er mäandriert manchmal sehr stark und entlang des Flusses sind die sandigen Uferablagerungen oft klar zu erkennen.

Die Hochebenen, die außerhalb des NSG liegen, aber hydrologisch mit dem Gebiet in Verbindung stehen, sind an der Westseite und östlich, auf der Höhe von Heffingen, meistens mit Arietenschichten (li3) überlagert. Dieses Sediment bildet oft feste, tonige bis lehmige Böden, die wenig wasserdurchlässig sind.

1.3. Böden

Zur Beschreibung der Böden wurden die Bodennomenklaturen nach der FAO (1971–1978) und nach SCHEFFER & SCHACHTSCHABEL (1998) herangezogen.

Im südlichen Teil des NSG von Altlinster bis zu den Verwerfungen nördlich der Fischteiche haben die Auenböden meist deutliche hydromorphe Merkmale. In der Nähe des Flusses sind die Böden oft sandig bis schluffig, weisen eine Schichtung auf und auf den obersten 50 cm deutliche hydromorphe Merkmale. Die Basensättigung ist höher als 50%. Oberhalb der Reduktionszone finden sich Rostflecken und schwarze Konkretionen (FeMn) (Eutric Gleysol).

Vielerorts, etwas weiter vom Fluss entfernt, findet sich ein mooriger A-Horizont, der an verschiedenen Stellen eine Mächtigkeit von 10 – 20 cm aufweist. Oft ist das organische Material stark mit dem mineralischen Bodenmaterial durchmischt. Auch hier ist die Basensättigung höher als 50% (Mollic Fluvisol).

Am Rande der Aue sind die Böden meist schluffig und stellenweise etwas sandig. In größerer Tiefe findet sich lehmiges Material mit kleinen Stückchen Holzkohle, ein deutlicher Hinweis auf das Vorkommen von Kolluvium. Der B-Horizont ist hier in der Regel durch Tonverlagerung charakterisiert (Bt). Im Allgemeinen ist das Bodenprofil hier ebenfalls schwach entwickelt (Eutric Regosol und Haplic Luvisol).

An den höher gelegenen Talhängen sind die Böden oft sandiger. Sie zeigen manchmal eine schwache Podsolidierung, aber die Bodenprofilentwicklung ist nicht sehr ausgeprägt (Arenosol, Regosol, Luvisol und Leptosol).

Nördlich der Fischteiche verengt sich das Tal der Weißen Ernz. Ab hier wird der Keuper gänzlich vom Luxemburger Sandstein überlagert, welcher bis an die Flussaue reicht. Die Auenböden sind sehr sandig und wasserdurchlässig. Stellenweise sind sie von einer dünnen moorigen Schicht überlagert, die ihrerseits aber wieder von sandigem Sediment abgedeckt sein kann. Die Böden sind meist als Fluvisol zu bezeichnen. Arenosole und Gleysole können ebenfalls vorkommen.

1.4. Klima

Sowohl in Bezug auf die Temperatur, als auch auf die Niederschläge liegen keine genaueren Angaben als die der ca. 15 km südlich gelegenen Messstation Findel bzw. der 8 km entfernten pluviometrischen Station Lorentzweiler vor. Aufgrund der geringen Entfernung und der ähnlichen Höhenlage dürften hier im langjährigen Mittel auch keine größeren Unterschiede bestehen.

Die an der Messstation Godbrange (325m) ermittelte langjährige, mittlere Temperatur liegt bei 9,5°C mit einem Minimum von -17,0°C und einem Maximum von 36°C (2005 – 2017, außer 2009 und 2010). Der durchschnittliche jährliche Niederschlag in dieser Periode beträgt in Godbrange 630,5 L/m². Der niederschlagsreichste Monat ist der Dezember mit 62,2 L/m², am trockensten ist der April mit 33,7 L/m² (agrimeteo.lu).

Hinsichtlich des Mikroklimas bewirkt die kesselartige, waldlose Tallage im südlichen Teil des Gebietes eine stärkere Aufhitzung an Sonnentagen. Im nördlichen Teil des Gebietes hingegen ist es an heißen Sommertagen, bedingt durch den hohen Waldanteil und die Präsenz des Flusses spürbar kühler.

1.5. Hydrologie und Renaturierung der Weißen Ernz

Der Wasserhaushalt des geplanten NSG wird durch die Weiße Ernz geprägt, die ein Zufluss der Sauer ist. Sie verläuft von Süden nach Norden quer durch das Gebiet. Rezente Wasseranalysen der Weißen Ernz zeigen, dass ihre Wasserqualität, basierend auf biologischen und chemischen Kriterien, als mäßig bis schlecht zu bewerten ist (Tabelle 1).

II-5.1 (Unterlauf ab unterhalb Medernach)	unbefriedigend*	mäßig	schlecht
II-5.2 (Oberlauf bis unterhalb Medernach)	mäßig**	mäßig	schlecht
* wegen unbefriedigendem Zustand der Fische ** wegen mittelmäßigem Zustand der Makrophyten			

Tabelle 1: Zustand der Weißen Ernz im NSG (AGE, 2015)

Auf der Ferraris Karte von 1777 (s. Karte Anhang 5) sind noch ausgedehnte Feuchtwiesen entlang eines mäandrierenden Flussbettes zu sehen. Seitdem wurden jedoch Maßnahmen ergriffen um die Auenbereiche trocken zu legen: der Flusslauf wurde begradigt und vertieft um das Wasser schneller abzuleiten und die angrenzenden Wiesen zu drainieren. Außerdem wurden Drainagen in den Feuchtwiesen angelegt. Die Konsequenz dieser Maßnahmen war, dass der Grundwasserspiegel gesenkt wurde und die Flächen landwirtschaftlich besser zu nutzen waren. Parallel haben diese Maßnahmen aber auch zur Hochwasserproblematik in den urbanisierten Bereichen flussabwärts beigetragen.

Die Strukturkartierung der Weißen Ernz und der direkten Uferbereichen zeigt, dass die Weiße Ernz sich vor der Renaturierung in einem stark bis sehr stark veränderten hydromorphologischen Zustand befand, und demnach auch den Zielsetzungen der Wasserrahmenrichtlinie nicht gerecht wurde.

Schon im Jahr 2006 wurde eine Studie über die Renaturierung der Weißen Ernz ausgeführt um zu prüfen ob und wie eine Renaturierung des Flusses der Hochwasserproblematik entgegenwirken könnte und zeitgleich zur Wiederherstellung der Feuchtzonen in der Aue beitragen könnte. Die Studie schlug vor die Weiße Ernz zurück in den natürlichen Talweg zu verlegen, das Flussbett anzuheben und das Bachbett zu verbreitern. Folgende Zielsetzungen wurden dabei verfolgt:

Natürliche Wasserretention: da sich das Wasser auch schon bei kleineren Hochwasser-Ereignissen schnell in der Aue ausbreiten kann ohne über einen tiefen künstlichen Kanal direkt flussabwärts evakuiert zu werden, kann sich das Wasser in der Aue aufstauen und nachher verlangsamt abfließen. Damit verringert sich das Hochwasserrisiko für urbanisierte Bereiche flussabwärts (z.B. Larochette).

Ökologie: durch die Verlegung des Baches in den natürlichen Talweg werden feuchte und amphibische Zonen wiederhergestellt, indem der Fluss einen Teil seines natürlichen Bettes zurückerhält und der Grundwasserspiegel ansteigt. Diese Maßnahme wirkt sich positiv auf die Entwicklung der typischen Vegetation der Feuchtgebiete aus und förderte die Ansiedlung einer angepassten Fauna.

Selbstreinigungskraft des Gewässers: die Renaturierung fördert die Selbstreinigungskraft des Gewässers. Durch die erhöhte Wasseroberfläche und Turbulenzen wird der Austausch von Sauerstoff zwischen Luft und Wasserkörper gefördert. Dies fördert den Abbau von organischem

Material durch Mikroorganismen. Außerdem nehmen die Wasserpflanzen der amphibischen Zonen Nährstoffe aus dem Wasser auf, bzw. regen den Abbau von Nährstoffen an.

Attraktiveres Landschaftsbild: die Wiederherstellung einer funktionsfähigen Aue mit einem frei fließenden Gewässer und die Ausbildung einer natürlichen Vegetation tragen zu einem attraktiveren Landschaftsbild bei.

Die Renaturierungsmaßnahmen erstreckten sich von Koedange bis Supp und sollen 2018 abgeschlossen werden. Wie sich die angrenzenden Wälder, Grünlandflächen und Biotope an den neuen Wasserhaushalt anpassen werden bleibt abzuwarten. Jedoch kann man davon ausgehen, dass die typischen Vegetationsformen der Feuchtgebiete deutlich zunehmen werden, was mitweilen auch Veränderungen/Verschiebungen in den bestehenden Biotopen mit sich bringen kann.

1.6. Historische Nutzungen

Aus den im 18. Jahrhundert erstellten Ferrariskarten (s. Karte Anhang 5) ist ersichtlich, dass bereits damals das Tal der Weißen Ernz landwirtschaftlich genutzt wurde. Der Ursprung der Mähwiesen geht vermutlich noch weiter zurück, in die Zeit nach den Völkerwanderungen, als, wie Pollenanalysen belegen, große Waldflächen gerodet und in Kultur gebracht wurden. Verglichen mit der heutigen Ausdehnung war die Waldfläche im ausgehenden 18. Jahrhundert wesentlich kleiner, auch Grenzertragsstandorte wurden genutzt. Vermutlich wurden die Hänge unterhalb der Sandsteincuesta im südlichen Gebietsteil mit Schafen oder Ziegen beweidet. Darauf deuten die reliktischen Wacholdervorkommen hin.

Die landwirtschaftliche Nutzung der Talwiesen erfolgte vermutlich in Form von Mähwiesen. Darauf deutet zum einen die derzeitige Vegetation hin, die das Relikt einer aus Mahd entstandenen Pfeifengraswiese ist. Die Phosphorarmut des Standortes ist darüber hinaus ein Indiz für den jahrhundertelangen Nährstoffaustrag durch Mahd. Zum anderen waren die durch Überschwemmungen und Staunässe geprägten Wiesen der Talaue ein Herd für Viehkrankheiten, wie z.B. den Leberegel. Durch Trocknen des Heus wurde diese Gefahr eingeschränkt. Die Mahd erfolgte einmal jährlich im Spätsommer, in den etwas höher gelegenen Bereichen vielleicht auch zweimal jährlich.

Noch bis Mitte der 1960er Jahre wurden die Wiesen mittels untiefer Gräben be- und entwässert. Zur Bewässerung wurde die Ernz noch bis vor wenigen Jahrzehnten bei Trockenperioden aufgestaut. Ein Wehr ist noch vorhanden. Die Wiesen im Ort genannt Pönn, die sich zum größten Teil im Besitz des Schlossherrn von Koedange befanden, wurden von Jahr zu Jahr verpachtet. Gedüngt wurden diese Wiesen kaum, da sich diese Investition bei der unsicheren Pachtlage nicht lohnte.

Ebenfalls aus der Ferrariskarte ersichtlich ist der Standort der Fischbacher Schmiede unmittelbar an der Weißen Ernz gelegen. Noch heute sind die Überreste des ein Stück entfernt südöstlich gelegenen, um 1813 errichteten Hochofens zu sehen, welcher bis 1857 in Betrieb war. Dieser liegt jedoch außerhalb des NSG. Zeugen der Eisenverhüttung und -verarbeitung finden sich in Form von Schlacken, Kohlplätzen und Kohlstückchen auch im Bereich des NSG. Interessant ist, dass an der Stelle der früheren Fischteiche bereits im 18. Jahrhundert ein großer Stauteich existierte. Dieser wurde vermutlich zum Antrieb der Schmiedehämmer genutzt. Von kulturhistorischer

Bedeutung sind die Sandsteinmonolithen der Haerdcheslay, in unmittelbarer Nähe des Naturschutzgebietes, welche römische Grabinschriften tragen.

1.7. Flächennutzung

Die Flächennutzung ist aus Tabelle 2 ersichtlich (s. auch Karte Anhang 6). Sie beruht auf den Angaben der OBS -Kartierung (Occupation Biophysique du Sol) von 2016. Weit über die Hälfte des Gebietes, ca. 100 ha, werden von Grünland eingenommen. Dabei handelt es sich hauptsächlich um mesophiles Grünland. In der Regel sind das drei – bis mehrschürige Glatthaferwiesen, die in Abhängigkeit von der Nutzungsintensität mehr oder weniger artenarm sind. Ausnahmen sind die wenigen, sehr artenreichen Flächen in Pönn, östlich der Ernz, die aufgrund von Biodiversitätsverträgen nur zweimal jährlich gemäht und nicht gedüngt werden. Der Rest ist Feuchtgrünland. Auch hierbei handelt es sich überwiegend um Mähwiesen, Weiden kommen nur vereinzelt vor.

Die Ackerflächen nehmen gut 7 ha ein. Diese liegen in unmittelbarer Nähe zu Altlinster, allesamt in der Pufferzone (Partie B).

Die aus der Sicht des Naturschutzes interessanten Schilfflächen, Großseggenriede und Hochstaudenfluren bestimmen das Bild auf knapp 9% der Fläche (14 ha).

Der Wald bestimmt vor allem im nördlichen Teil des Gebietes das Bild. Nimmt man den Vorwald dazu, der vor allem im nördlichen Teil des Gebietes im Auebereich die rezent entfichteten Flächen einnimmt, so ist ein Fünftel (30 ha) des NSG bewaldet.

Nach der Renaturierung hat sich der Wasserhaushalt im Gebiet allerdings erheblich verändert, es gibt öfters Überschwemmungen und auch der Grundwasserspiegel wurde dauerhaft erhöht. Deshalb muss man davon ausgehen, dass es in Zukunft zu einer Veränderung in der Flächennutzung kommen wird. Hauptsächlich ist davon auszugehen, dass es zu einer Ausdehnung der Feuchtgebiete kommen wird.

Flächennutzung (OBS 2016)	**Fläche (ha)**	**%**
Grünland	103,8	65,5 %
Feuchtgebiete (Großseggenriede und Röhrichte)	14,0	8,8 %
Buschwerk, Vorwald	10,8	6,8 %
Ackerflächen	7,1	4,5 %
Nadelwald	7,1	4,5 %
Sonstige Wälder	6,6	4,2 %
Laubwald	6,2	3,9 %
Siedlungsbereiche und Straßen	1,7	1,1 %
Naturnahe Gewässer	1,4	0,9 %
Total	**158,5**	**100 %**

Tabelle 2: Verteilung der Flächennutzungen im „Kéidénger Brill"

1.8. Eigentümer und Bewirtschafter

Größe und Flächenanteile
Die Gesamtfläche des zukünftigen Naturschutzgebietes beträgt 158,5 ha.

Territorium der Gemeinde Fischbach: 95,2 ha

Territorium der Gemeinde Larochette: 9,2 ha

Territorium der Gemeinde Junglinster: 50,3 ha

Territorium der Gemeinde Heffingen: 3,8 ha

Verwaltungstechnische Einbindung
Verwaltungstechnisch ist das geplante Naturschutzgebiet Bestandteil:

- Gemeinden: Fischbach, Larochette, Junglinster und Heffingen

- Naturverwaltung: Arrondissement Est, Triage Junglinster; Arrondissement Centre-Est, Triages Larochette und Marscherwald

- Gemeindesyndikate: SIAS und Naturpark Mëllerdall

Katasterpläne
Die Fläche des geplanten Naturschutzgebietes umfasst folgende Katastersektionen (s. Karte Anhang 3):

Gemeinde Fischbach	Sektionen Fischbach, Koedange und Weyer
Gemeinde Larochette	Sektion Ernzen
Gemeinde Junglinster	Sektion Altlinster
Gemeinde Heffingen	Sektion Heffingen

Eigentümer

Eigentümer	Flächen (ha)			
	Partie A	Partie B	Total	% der Gesamtfläche
Gemeinde	2,2	1,4	3,6	2 %
Staat	4,5	8,0	12,5	8 %
SAR le Grand-Duc	36,5	2,5	39,0	25 %
natur&ëmwelt - FhN	2,5	0,0	2,5	2 %
Privat	37,3	57,9	95,2	60 %
Andere Flächen (Straßen usw...)	4,5	1,2	5,7	4 %
Total	**87,5**	**71,0**	**158,5**	**100 %**

Tabelle 3: Eigentumsverhältnisse im Naturschutzgebiet Kéidénger Brill

(s. auch Karte Anhang 3)

Bewirtschafter

Bewirtschafter	Flächen (ha)		
	Partie A	Partie B	Total
Bewirtschafter 1	18,9	11,2	30,2
Bewirtschafter 2	6,0	7,6	13,7
Bewirtschafter 3	0,1	13,0	13,1
Bewirtschafter 4	0,9	9,0	10,0
Bewirtschafter 5	4,8	3,6	8,4
Bewirtschafter 6	4,2	1,3	5,5
Bewirtschafter 7	0,0	4,5	4,5
Bewirtschafter 8	0,0	4,0	4,0
Bewirtschafter 9	3,6	0,0	3,6
Bewirtschafter 10	0,3	2,3	2,6
Bewirtschafter 11	0,0	2,4	2,4
Bewirtschafter 12	0,0	2,0	2,0
Total	**38,8**	**60,9**	**99,7**

1.9. Jagd

Insgesamt 6 Jagdlose (239, 240, 294, 322, 335 und 368) erstrecken sich teilweise über das Naturschutzgebiet. (s. Karte Anhang 7)

2. Schutzwürdigkeit des Gebietes

2.1. Rechtlicher Rahmen

Der Kéidénger Brill wurde 1981 als RN RD08 in einer Absichtserklärung der luxemburgischen Regierung in Sachen Naturschutz (Déclaration d'intention générale – DIG1981) erstmals in eine Liste von potentiellen Naturschutzgebieten aufgenommen. Auch im ersten Nationalen Naturschutzplan von 2007 (PNPN) war das Gebiet als prioritär auszuweisendes Naturschutzgebiet aufgelistet. Nachdem es auch bis 2017 noch nicht zu einer Ausweisung kam, wurde das Gebiet wiederum in die Liste der auszuweisenden Naturschutzgebiete des 2. Nationalen Naturschutzplans von 2017 (PNPN2) übernommen.

Auf europäischer Ebene ist der Kéidénger Brill Teil der Natura 2000 Habitat Gebiete *LU0001015 „Vallée de l'Ernz Blanche"* und *LU0001020 „Pelouses calcaires de la région de Junglinster"* sowie des europäischen Vogelschutzgebietes *LU0002005 „Vallée de l'Ernz blanche de Bourglinster à Fischbach"* (s. Karte Anhang 8). Ein gemeinsamer Natura 2000 Managementplan für die Gebiete LU0001020 und LU0002005 wurde 2016 erstellt. Ein weiterer Natura 2000 Managementplan für das Gebiet LU0001015, der im Kéidénger Brill lediglich die Aue zwischen Fischbach und Ernzen betrifft, wurde 2017 fertig gestellt. Alle beide sehen in ihren Langzeitzielen die Ausweisung des

Kéidénger Brill als nationales Naturschutzgebiet vor. Eine solche Ausweisung kommt also der reglementarischen Umsetzung der Zielsetzungen der Natura 2000 Gebiete gleich.

Seit 1981 haben viele Flächen des Gebietes ihre Artenvielfalt, hauptsächlich durch Entwässerungsmaßnahmen und Nährstoffzufuhr, eingebüßt. Viele Tiere und Pflanzen sind verschwunden oder vom Aussterben bedroht. Umso dringender gebietet sich ein effektiver Schutz der verbleibenden Arten und ihrer Lebensräume.

2.2. Natura 2000 Zielsetzungen für den Bereich Kéidénger Brill

Die oben erwähnten Managementpläne definieren grobe Langzeitzielsetzungen für die betroffenen Natura 2000 Gebiete und damit auch für das darin liegende zukünftige Naturschutzgebiet Kéidénger Brill. Das Naturschutzgebiet liegt größtenteils in der im Natura 2000 Managamentplan definierten „Flussaue und Fließgewässer"-Zone. Folgende generelle Zielsetzungen werden für diese Zone definiert:

- Verbesserung der Strukturierung der Weißen Ernz sowie deren Aue
- Verbesserung der Wasserqualität durch unter anderem verringerte Nährstoffeinträge und Erhalt der Grünländer entlang des Gewässers
- Erhalt und Wiederherstellung der Nahrungsräume für Vögel durch den Erhalt einer strukturierten Landschaft mit Weiden, Wiesen, Brachen und Feuchtgrünländern die extensiv genutzt werden

Als europaweit geschützte Ziellebensräume werden Auwälder (91E0*), Hochstaudenfluren (6430) und Pfeiffengraswiesen (6410) genannt. Bei den Tieren handelt es sich prioritär um Arten wie Großer Feuerfalter, Wachtelkönig, Eisvogel, sowie schilfbewohnende Arten wie Wiesenpieper, Rohrammer oder Teichrohrsänger.

2.3. Lebensräume und Biotope des Untersuchungsgebietes

Das folgende Kapitel basiert auf dem 2014 veröffentlichten Offenland-Biotopkataster, auf den Daten der 2016 durchgeführten Waldbiotopkartierung, sowie auf einer weiteren Biotopkartierung die im Zuge der Renaturierung der Weißen Ernz von der Naturverwaltung in Auftrag gegeben wurde. Da sich aufgrund der sehr rezenten Renaturierung der Weißen Ernz der Wasserhaushalt der Aue verändert hat, es zu häufigeren kleinen Überschwemmungsereignissen im Gebiet kommen wird und der Grundwasserspiegel außerdem dauerhaft erhöht wurde, muss man davon ausgehen, dass es in Zukunft zu Verschiebungen, bzw. Ausdehnung der Feuchtbiotope kommen wird. Insbesondere dürfte es zu einer Ausdehnung des Auwaldes, der Feuchtwiesen und -brachen und der Röhrichte kommen, was natürlich auch mit der zukünftig möglichen Bewirtschaftung zusammenhängt.

Es wird hier auf detaillierte Beschreibungen der Biotoptypen verzichtet. Diese können folgenden Dokumenten entnommen werden:

1) Leitfaden zur Bewirtschaftung der nach Artikel 17 des Naturschutzgesetzes geschützten Offenlandbiotope
2) Leitfaden für forstliche Bewirtschaftungsmaßnahmen von geschützten Waldbiotopen

Biotoptyp		Fläche (ha)			
		Partie A	Partie B	Gesamt	% Gesamtfläche Naturschutzgebiet
Offenlandbiotope					
Oligo- bis mesotrophe Stillgewässer mit Characeen-Vegetation	3140	0,1	0,0	0,1	0,1 %
Trespen-Schwingel-Kalk-Halbtrockenrasen	6210	0,6	1,3	1,9	1,2 %
Feuchte Hochstaudensäume entlang von Gewässern und Feuchtwäldern	6430		0,0	0,0	
Magere Flachlandmähwiese	6510	2,2	6,5	8,7	5,5 %
Großseggenriede (Magnocaricion)	BK04	1,2	4,1	5,3	3,3 %
Quellen	BK05	1 St.	5 St.	6 St.	
Röhrichte	BK06	6,9		6,9	4,4 %
Naturnahes Stillgewässer	BK08	0,3		0,3	0,2 %
Sumpfdotterblumenwiesen	BK10	17,4	0,2	17,6	11,1 %
Nassbrachen, Quellsümpfe, Niedermoore und Kleinseggenriede	BK11	2,8		2,8	1,8 %
Waldbiotope					
Auenwald	91E0	13,0	0,0	13,0	8,2 %
Feuchte Hochstaudenfluren	6430	0,3		0,3	0,2 %
Silikatfelsen und ihre Felsspaltenvegetation	8220	0,1	0,0	0,1	0,1 %
Hainsimsen-Buchenwald (Luzulo-Fagetum)	9110	0,0	0,0	0,0	
Waldmeister-Buchenwald (Melico-Fagetum)	9130	0,7	0,3	1,0	0,6 %
Permanentes Fließgewässer	BK12	1,1	0,0	1,1	0,7 %
Laubhochwälder mit mehr als 50% Laubbaumarten	BK13	1,3	3,9	5,2	3,3 %
Strukturierte Waldränder	BK15	0,3	0,1	0,4	0,3 %
Total Biotop:		**48,0**	**16,4**	**64,4**	**41,0 %**

Tabelle 4: Liste mit allen Biotoptypen des nationalen Biotopkatasters mit ihrer Größe
(0,0 bedeutet, dass das Biotop auf einer Fläche <0,1 ha vorhanden ist)

Nach Anhang 1 der FFH-Richtlinie geschützte Biotope

FFH 91E0* «Rest »-Bestände von Erlen-, Eschen- und Weichholzauenwäldern an Fließgewässern (Alnion glutinoso –incanae)

Auwälder kommen im Untersuchungsgebiet hauptsächlich in der Form des bachbegleitenden Erlen-Eschenwaldes vor, der in nördlicher Richtung ab der Höhe von Schiltzbierg den Bach fast durchgängig säumt. Auf großen Teilen seiner Fläche ist dieser Galeriewald beidseitig des Ufers mehrere Meter breit und gut strukturiert. Dort wo er zu den angrenzenden Feuchtbrachen und Schilfflächen überleitet, ist er gut bis sehr gut entwickelt.

Durch die Renaturierung ist eine Ausdehnung des Auwaldes zu erwarten. Insbesondere Flächen die jetzt zu nass sind um weiter in einer Bewirtschaftung zu bleiben dürften sich langfristig zu Auwald entwickeln.

Im Bereich zwischen Altlinster und Schiltzbierg ist der potenziell natürliche bachbegleitende Erlen-Eschenwald nur noch reliktisch in Form vereinzelter Bäume anzutreffen.

Daneben findet sich im Bereich Nei Schmelz ein kleinflächiger, relativ gut entwickelter Erlenwald der Assoziation *Macrophorbio-Alnetum*. Dieser Bestand hat sich vermutlich von selbst auf dem quelligen Gelände entwickelt und stellt demnach hier die potenzielle natürliche Vegetation dar.

In der Vergangenheit wurden Teile des Bestandes jedoch zurückgedrängt, um die sehr seltene Feuchtwiesenvegetation des Gebietes zu erhalten.

Formationen von *Juniperus communis* auf Kalkheiden und -rasen

Im Untersuchungsgebiet kommt der Biotoptyp aktuell nicht mehr vor. Im Bereich Pönn finden sich am Waldrand jedoch wenige Exemplare des Wacholders in einem stark verbuschten Kalk-Halbtrockenrasen. Bei entsprechender Bewirtschaftung könnte sich die Fläche (BK_272412083) wieder zum entsprechenden Biotoptyp entwickeln.

FFH 6210 Kalkmagerrasen

Die Kalkmagerrasen des Untersuchungsgebietes sind nur mäßig bis schlecht ausgebildet. Aufgrund von Nährstoffeinträgen und Verbuschung sind sie floristisch stark verarmt. Orchideen wurden rezent keine mehr nachgewiesen.

FFH 6410 Pfeifengraswiesen auf kalkreichem Boden, torfigen und tonig-schluffigen Böden (Molinion caeruleae)

Pfeifengraswiesen sind als solche im Gebiet aktuell keine mehr zu finden. Allerdings findet man auf verschiedenen Flächen noch Relikte von ehemaligen Pfeifengraswiesen mit Arten wie *Scorzonera humilis* und *Molinia caerulea*.**FFH 6510 Magere Flachland-Mähwiesen**

Insgesamt sind die Wiesen in gutem bis hervorragendem Zustand. Dies ist jedoch darauf zurück zu führen, dass schlechtere Flächen im Rahmen des Biotopkatasters nicht aufgenommen wurden, da sie die Anforderungen nicht erfüllen. Bei den meisten Grünlandflächen im NSG handelt es sich um eher artenarme, von wenigen hochwüchsigen Gräsern dominierte Wiesen, die hauptsächlich für Silage genutzt werden.

Die kartierten Flächen hingegen sind verhältnismäßig artenreich; vielfach mit Arten die zum Kalkmagerrasen überleiten, wie *Briza media*, *Bromus erectus*, *Primula veris* und *Sanguisorba minor*. Bei den meisten Flächen handelt es sich jedoch nicht um Mähwiesen, sondern um extensiv genutzte Weiden. Bezeichnenderweise liegen diese Weiden im Hangbereich der nur begrenzt maschinell befahrbar ist.

FFH 9130 Waldmeister-Buchenwald (Asperulo-Fagetum)

Der Waldmeister-Buchenwald ist die potenzielle natürliche Waldgesellschaft des Gebietes außerhalb der Aue. Derzeit ist jedoch der Großteil der geeigneten Flächen mit Nadelhölzern bestockt oder besteht aus Vorwaldflächen. Bei naturnaher Bewirtschaftung können sich diese Flächen zum Waldmeister-Buchenwald entwickeln.

Biotope nach Art. 17 des Naturschutzgesetztes

Biotoptypen des Offenlandes nach Artikel 17 des modifizierten Naturschutzgesetzes vom 19. Januar 2004, die keinen Schutzstatus nach der europäischen Flora-Fauna-Habitatrichtlinie genießen.

Röhrichte (BK06)

Bei den im Untersuchungsgebiet vorkommenden Röhrichten handelt es sich ausschließlich um Schilfröhricht. Bestände der Assoziation *Phragmitetum australis* sind in der Regel sehr artenarm. Neben dem dominanten Schilf finden sich nur wenige Arten wie *Galium aparine* und *Urtica dioica*. Als Lebensraum beherbergen die Schilfröhrichte jedoch eine Vielzahl von Tieren, die sich auf diese Gesellschaft spezialisiert haben.

Calthion-Wiesen (BK10)

Die Sumpfdotterblumenwiesen stellen flächenmäßig das größte Biotop des Kéidénger Brill. Sie gehören mit zu den artenreichsten des Landes und sind einer der Hauptgründe für Ausweisung des Kéidénger Brill zum Schutzgebiet. Besonders im Bereich Pönn beherbergen die Calthion-Wiesen floristische Seltenheiten wie die Salz-Teichsimse (*Schoenoplectus tabernaemontani*), das Sumpf-Läusekraut (*Pedicularis palustris*), die Niederliegende Schwarzwurzel (*Scorzonera humilis*) und das Schmalblättrige Wollgras (*Eriophorum polystachion*). Ein Teil der Wiesen geht vermutlich auf die frühere Nutzung als Streuwiesen zurück und hat sich durch geänderte Bewirtschaftungsweisen zum Calthion entwickelt.

Fließgewässer (BK12)

Das Untersuchungsgebiet wird maßgeblich von der Aue der Weißen Ernz geprägt. Der Bach selbst hat jedoch im südlichen Teil keinen Einfluss mehr auf die Entwicklung der Aue, da er hier geradlinig verläuft und stark eingetieft ist. Ab Koedange jedoch, wo der Bach renaturiert wurde, ist die natürliche Anbindung des Fließgewässers an die Aue wiedergegeben. Insbesondere in diesem Teil hat die Renaturierung zu einer drastischen Verbesserung der Hydromorphologie der Weißen Ernz geführt.

2.4. Flora des Untersuchungsgebietes

2.4.1. Einteilung in Gefährdungskategorien

Der Gefährdungsgrad der Pflanzenarten Luxemburgs in der „Roten Liste" wird in folgende Kategorien eingeteilt (COLLING 2005):

Gefährdungsgrad	
RE	Regional ausgestorben
CR	Vom Aussterben bedroht
EN	Stark gefährdet
VU	Gefährdet
NT	Potentiell gefährdet

Tabelle 5: Gefährdungskategorien der IUCN

2.4.2. Gefährdete Pflanzenarten im Naturschutzgebiet Kéidénger Brill

Nachfolgend (Tabelle 6) sind die seltenen Pflanzenarten des Naturschutzgebietes aufgeführt mitsamt Rote-Liste –Status. Insgesamt finden sich 38 Rote-Liste-Arten im Gebiet, davon sind 4

vom Aussterben bedroht, 10 stark gefährdet, 19 gefährdet und 5 potenziell gefährdet. Hervorzuheben sind Arten wie Wollgras (*Eriophorum polystachion*), Graue Seebinse (*Scirpus tabernaemontani*), Lücken-Segge (*Carex distans*), Sumpf-Dreizack (*Triglochin palustre*), Einspelzige Sumpfbinse (*Eleocharis uniglumis*), Geflecktes und Breitblättriges Knabenkraut (*Dactylorhiza maculata, D. fistulosa*), Sumpfläusekraut (*Pedicularis palustris*) und Niedrige Schwarzwurzel (*Scorzonera humilis*), die in der roten Liste Luxemburgs als „stark gefährdet" bzw. „vom Aussterben bedroht" geführt werden. Die meisten dieser Arten sind im NSG Kéidénger Brill noch in verhältnismäßig großen Populationen anzutreffen, ebenso wie die Sumpf-Stendelwurz (*Epipactis palustris*), die in Nei Schmelz einen der letzten Standorte ihrer Verbreitung in Luxemburg hat.

Art	**RL-Status**	**1995**	**2004**	**2006**	**2010**
Avenula pubescens	NT		+	+	+
Berula erecta	VU		+	+	+
Caltha palustris	NT			+	+
Carex cuprina	VU	+			
Carex distans	EN	+			
Carex echinata	VU			+	
Centaurium erythraea	VU			+	
Cephalanthera damasonium	NT		+		
Cirsium acaule	VU		+		+
Colchicum autumnale	VU		+	+	+
Convallaria majalis	NT		+		
Dactylorhiza maculata	EN	+			
Dactylorhiza majalis	VU			+	+
Eleocharis uniglumis	CR			+	
Epipactis palustris	EN		+	+	+
Eriophorum polystachion	EN			+	+
Festuca lemanii	VU		+		
Gymnadenia conopsea	VU		+	+	
Iris pseudacorus	VU		+	+	+

Juncus compressus	VU			+	
Juniperus communis	EN		+	+	+
Odontites vernus ssp. Serotinus	EN		+		
Orchis purpurea	VU	+			
Pedicularis palustris	EN		+	+	+
Poa palustris	VU		+		
Polygala calcarea	VU		+		
Primula veris	VU		+	+	+
Rhinanthus minor	NT		+	+	+
Rosa rubiginosa	VU		+		
Schoenoplectus tabernaemontani	CR			+	+
Scorzonera humilis	EN			+	+
Scrophularia auriculata	CR			+	
Scrophularia umbrosa	VU			+	
Selinum carvifolia	VU			+	
Triglochin palustre	CR			+	
Valeriana dioica	EN	+	+		
Verbascum denisflorum	VU			+	
Veronica anagallis-aquatica	EN	+			

Tabelle 6: Seltene und gefährdete Pflanzenarten im NSG Kéidénger Brill

2.5. Fauna

In diesem Kapitel werden einige Tiere, insofern sie für bestimmte Naturwerte indikativ sind, näher beschrieben. Die Karte in Anhang 10 zeigt die wichtigsten Arten im Gebiet.

2.5.1. Insekten

Libellen

Von den vier beobachteten Libellen ist eine, die Gebänderte Prachtlibelle (*Calopteryx splendens*), als zurückgehend (V) auf der Roten Liste (PROESS 2006) vermerkt. Dass nur vier Libellenarten im NSG beobachtet worden sind, ist, obwohl es sich hier um ein großes Feuchtgebiet handelt, kein gutes Vorzeichen. Bei einer Begehung im Sommer 2006 wurde ebenfalls die Blauflügel-

Prachtllibelle (*Calopteryx virgo*) beobachtet. Abzuwarten ist wie sich die Libellen nach der Renaturierung entwickeln werden.

Heuschrecken

Nach Angabe von R. GEREND (pers. Mttl.) kommen im NSG nur wenige Arten vor, so die Heideschrecke (*Gampsocleis glabra*), der Gemeine Grashüpfer (*Chorthippus parallelus*) und die Pallas-Höckerschrecke (*Arcyptera fusca*).

2.5.2. Lurche

Folgende Arten sind im Gebiet nachgewiesen: Grasfrosch, Erdkröte und Feuersalamander, Teichfrosch.

2012 gab es eine Beobachtung einer Geburtshelferkröte bei Fischbach/Schmelzweier. Nicht nachgewiesen wurden Berg- und Fadenmolch. Da beide Schwanzlurche zu den häufigsten Amphibien Luxemburgs zählen und in nahezu jedem Stillgewässer anzutreffen sind, kann davon ausgegangen werden, dass sie auch im NSG vorkommen.

2.5.3. Fische und sonstige Wassertiere

Bei einer Elektrobefischung in der Weißen Ernz bei Koedange wurden im Jahre 2012 folgende Fischarten nachgewiesen (Quelle AGE):

Bachforelle	0	0	18	20	3	0	0	41
Groppe	0	2	15	6	0	0	0	23
Schmerle	0	0	3	1	0	0	0	4
Dreistachliger Stichling	0	27	0	0	0	0	0	27

Nur die Groppe ist im Anhang II der Habitatrichtlinie (92/43/CEE) genannt.

2.5.4. Vögel

Wegen seiner Bedeutung für die Avifauna ist das Naturschutzgebiet Kéidénger Brill wesentlicher Bestandteil des europäischen Vogelschutzgebietes *LU0002005 Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach*. Eine Übersichtstabelle mit allen bis Mitte 2017 im Gebiet beobachteten Vogelarten befindet sich im Anhang, genauso wie eine Übersichtskarte mit den Beobachtungen von Natura 2000 relevanten Vogelarten (s. Karte Anhang 10). Insgesamt wurden acht als gefährdet und drei als stark gefährdet eingestufte Arten im Gebiet oder im direkten Randbereich (500m) nachgewiesen.

Zwischen April und Juni 2011 und 2015, wurden unter anderem im Kéidénger Brill Transekt-Kartierungen und Zielarten-Kartierungen durchgeführt (Fricke, J., Biver, G. 2012; Kayser und Klein 2015). Zwei Transekte lagen im geplanten Naturschutzgebiet. Leider kam es zwischen 2011 und 2015 zu Bestandrückgängen von Brutpopulationen von z.B. Raubwürger, Sumpfrohsänger, Rohrammer oder Neuntöter. Hervorzuheben ist aber, dass das Gebiet ein wichtiges nationales Rückzugsgebiet für Arten wie Wiesenpieper bleibt, dessen Population sich hier eher stabil hält.

Art	Kartierung 2015	Kartierung 2011
Sumpfrohrsänger	5	18 - 20
Teichrohrsänger	4	3 - 4
Feldschwirl	3 - 4	4 - 6
Rohrammer	10	17
Schwarzkehlchen	9 - 10	11
Wiesenpieper	5 - 6	9 - 11
Kiebitz	0	0
Raubwürger	3	4 - 6
Neuntöter	6	8 - 10
Grünspecht	2 - 4	1
Mittelspecht	1	1
Schwarzspecht	1	1 - 2
Wachtel	1	3 - 4

Tabelle 7: Vergleich der Reviere von der Kartierung 2011 und 2015 im Vogelschutzgebiet „Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach", das auch den Kéidénger Brill umfasst. (Quelle: Kayser und Klein 2015)

Sumpfrohrsänger

Die häufigste Art der Feuchtwiesen und Röhrichte im Untersuchungsgebiet. Die Art brütet in Schilfbeständen, an mit Schilf gesäumten Gräben oder in Brennnesselbeständen an der Weißen Ernz.

Der Schwerpunkt seiner Verbreitung lag im mittleren und nördlichen Abschnitt des Vogelschutzgebietes, hier besiedelte er die Schilfröhrichte jeder Größe und auch zahlreich die Gräben mit schmalem Schilfsaum, die vor allem die Gemarkungen „Weierbrecht" und „Härewiss" durchziehen. Diese Strukturelemente sind auch für andere Arten, z.B. Rohrammer, Wiesenpieper und Grauammer sehr wichtig.

Teichrohrsänger

Der Teichrohrsänger brütete nur im nördlichen Teil des Vogelschutzgebietes in einem größeren Schilfbestand in der Gemarkung Nei Schmelz.

Feldschwirl

Diese Art kam zum Teil in den gleichen Schilfbeständen vor, die auch vom Teichrohrsänger besiedelt wurden.

Feldschwirl-Reviere lagen vor allem im Bereich der Schilfbestände südlich von Koedange und auf Höhe der Straße von Koedange nach Schiltzbierg. Sowie in Schilfgebieten in der Gemarkung „Pönn". Ähnliche Habitate fehlen im übrigen Vogelschutzgebiet.

Rohrammer

Die Rohrammer hat von 2011 bis 2015 einige Reviere eingebüßt. Das Verbreitungsmuster war dem des Sumpfrohrsängers sehr ähnlich.

Ebenso wie die Sumpfrohrsänger brüteten die Rohrammern meist in den schmalen Schilfsäumen entlang der Gräben und Zäune in den Gemarkungen „Weierbrecht" und „Härewiss" zwischen Koedange und Altlinster.

Schwarzkehlchen

Im Untersuchungsgebiet bzw. knapp außerhalb wurden 10-11 Reviere des Schwarzkehlchens kartiert. Sieben Paare brüteten im Grünland sowohl an feuchten Stellen des Ernz-Tales entlang von Gräben (z.B. Gemarkung „Schenk", „Weierbrecht", „Härewiss") direkt an der Weißen Ernz.

Wiesenpieper

Acht Reviere des Wiesenpiepers wurden im NSG Kéidénger Brill kartiert. Sie lagen in mehr oder weniger feuchtem Grünland im mittleren und südlichen Abschnitt des Vogelschutzgebietes. Die höchste Dichte wurde in der Gemarkung „Weierbrécht" erreicht, wo die Art auch von den zahlreichen Warten am Rand der durch Zäune abgegrenzten Parzellen mittlerer Größe profitierte.

Grauammer

Am 12.06.2011 wurden in der Gemarkung „Weierbrecht", im Feuchtgrünland östlich von Weyer 2 singende Grauammern beobachtet, während bei den beiden vorherigen Kontrollen dieses Geländes die Art nicht festgestellt wurde. Beide Vögel sangen ausgiebig. Bei einer späteren Kontrolle am 03.07.2011 konnten zwei Vögel an einer Stelle beobachtet werden, von denen einer mit einer Raupe im Schnabel einen vermutlichen Brutplatz in einer Wiesenparzelle anflog, die zu diesem Zeitpunkt noch nicht gemäht war.

Grauammern benötigen dichte Bodenvegetation zur Deckung des Nestes, gleichzeitig aber auch niedrige und lückig bewachsene Flächen zur Nahrungsaufnahme (Südbeck et al., 2005). Diese Voraussetzungen waren dort erfüllt und die erforderlichen Singwarten waren ebenfalls zahlreich vorhanden.

Dieser Brutverdacht ist erfreulich, da die Grauammer in der aktuellen Roten Liste der Brutvogel Luxemburgs (Lorgé & Biver, 2009) als im Bestand erloschen eingestuft wird.

Raubwürger

Konnten 2011 noch 3 Raubwürgerreviere innerhalb der Grenzen des zukünftigen Naturschutzgebiets nachgewiesen werden, so konnten 2015 leider keine Reviere mehr vorgefunden werden.

Neuntöter

Für das Naturschutzgebiet wurden 3-4 Neuntöter-Reviere angenommen.

Über die im Zuge der Transekt- und Zielkartierungen nachgewiesenen Arten hinaus, ist das Gebiet für weitere Vogelarten tatsächlich oder potenziell von Bedeutung. Dabei sind vor allem folgende Arten zu nennen.

Der stark gefährdete **Uhu** (*Bubo bubo*) brütet nicht im NSG selbst, sondern auf den Sandsteinfelsen der Umgebung. Teile des NSG werden aber als Jagdrevier genutzt.

Der **Rotmilan** (*Milvus milvus*) brütet in der Umgebung des Gebietes, das aber Teil seines Jagdreviers ist.

Der **Eisvogel** (*Alcedo atthis*) besiedelt fließende oder stehende, klare Gewässer mit Steilufern, in die er seine Brutröhre gräbt. Der Eisvogel gilt als „gefährdet".

Der **Wachtelkönig** (*Crex crex*) lebt in feuchten Wiesen, die spät bis sehr spät gemäht (August – September) werden. Das Nest liegt zwischen hohen Grasbüscheln. Er ist sehr scheu und vor allem nachtaktiv. Im Frühling ruft das Männchen, wobei es sich in hohem Gras oder Schilf versteckt. Als Nahrung werden kleine Insekten, Wirbellose, grüne Pflanzenteile und Samen aufgenommen. Der Wachtelkönig ist in Luxemburg vom Aussterben bedroht.

In diesem Kapitel darf die **Bekassine** (*Gallinago gallinago*) nicht unerwähnt bleiben. Sie lebt in Feuchtgebieten und brütet in Seggen– und Grashorsten. Vor 1990 war diese in Luxemburg vom Aussterben bedrohte Art noch Brutvogel im Gebiet. Nach Entwässerungsmaßnahmen in der Umgebung von Weyer und im südlichen Teil des NSG ist die Bekassine nun nur noch als Zugvogel zu beobachten.

2.5.5. Säuger

Die im NSG vorkommenden Säuger (Angaben: WALTENER, 1990) benutzen das Gebiet fast alle zur Nahrungssuche, leben aber hauptsächlich im Wald. Ausnahmen sind: Der Igel (*Erinaceus europaeus*), der Maulwurf (*Talpa europaea*), das Wildkaninchen (*Oryctolagus cuniculus*) und der Feldhase (*Lepus europaeus*). Von Wildkaninchen haben wir keine Spur gefunden. Feldhasen gab es im südlichen entwässerten Gebietsteil nur selten. Dazu kommen Wild-Arten wie Reh (*Capreolus capreolus*), Rothirsch (*Cervus elaphus*) und Wilschwein (*Sus scrofa*).

Ebenfalls sollten die Marderartigen (*Mustelidae*) erwähnt werden: Hermelin (*Mustela erminea*), Mauswiesel (*Mustela nivalis*), Iltis (*Mustela putorius*), Steinmarder (*Martes foina*), Baummarder (*Martes martes*) und Dachs (*Meles meles*).

Fledermäuse

Eine besondere Bedeutung kommt den Fledermäusen zu. Alle 6-8 in oder um das Naturschutzgebiet nachgewiesene Arten werden in Anhang IV der FFH-Richtlinie geführt und unterliegen demnach dem strengen Artenschutz. Das Große Mausohr wird außerdem in Anhang II der FFH-Richtlinie geführt. Nach J. PIR (pers. Mttl.) nutzen alle nachgewiesene Arten vermutlich zumindest Teile des NSG als Jagdrevier:

Die Wasserfledermaus (*Myotis daubentonii*)

Nachweis: Ultraschalldetektor.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 3, gefährdet.

Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzdirektive (92/43/CEE) aufgeführt.

Das Große Mausohr (*Myotis myotis*)

Nachweis: Ultraschalldetektor und Sichtbeobachtung.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 2, stark gefährdet.

Die Art ist in Anhang II und IV der Habitatschutzdirektive (92/43/CEE) aufgeführt.

Der Große Abendsegler (*Nyctalus noctula*)

Nachweis: Ultraschalldetektor.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 3, gefährdet. Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzrichtlinie (92/43/CEE) erwähnt.

Die Breitflügelfledermaus (*Eptesicus serotinus*)

Nachweis: Ultraschalldetektor.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 3, gefährdet. Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzrichtlinie (92/43/CEE) erwähnt.

Die Zwergfledermaus (Pipistrellus pipistrellus)

Nachweis: Ultraschalldetektor, Sicht und in der Hand.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: V, Art der Vorwarnliste. Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzrichtlinie (92/43/CEE) erwähnt.

Langohr (Plecotus spec.)

Bei Langohrfledermäusen kann es sich um das Braune Langohr (*Plecotus auritus*) oder das Graue Langohr (*Plecotus austriacus*) handeln. Die beiden Arten sind sehr schwierig zu unterscheiden. In der Umgebung des NSG wurde das Graue Langohr nachgewiesen.

Nachweis: Sicht.

Schutzstatus: Rote Liste Luxemburg: 2, stark gefährdet. Die Art ist in Anhang IV der Habitatschutzrichtlinie (92/43/CEE) erwähnt.

Dazu kommen Einträge in der Recorder-Datenbank für die ebenfalls Anhang IV Arten Große Bartfledermaus und Kleiner Abendsegler.

3. Gefährdungen

Wie bei den meisten Naturschutzgebieten liegt auch beim Kéidénger Brill die Grundproblematik in der geänderten landwirtschaftlichen Nutzungsweise. Mit der zunehmenden Intensivierung werden einerseits Grenzertragsstandorte aufgegeben und drohen zu verbuschen, andererseits werden Flächen massiv aufgedüngt um den Ertrag zu steigern, mit der Folge, dass zum einen

Sonderstandorte mit ihrer typischen Artenzusammensetzung nivelliert werden, zum anderen überschüssige Nährstoffe in die Gewässer gelangen und auch dort ein Artensterben verursachen.

Verstärkt wird die Nährstoffproblematik durch den zunehmenden Stickstoffeintrag aus der Luft.

3.1. Aufgabe der Bewirtschaftung

Die Bewirtschaftungsaufgabe hat bereits auf vielen Flächen des Gebietes stattgefunden, anfangs aber, dadurch, dass neue Lebensräume wie Schilfgebiete, Großseggenriede und Hochstaudenfluren entstanden sind, eher zu einer Erhöhung der Artenvielfalt beigetragen. Bei den meisten dieser Pflanzengesellschaften handelt es sich jedoch nur um Übergangsstadien. Langfristig kann man davon ausgehen, dass zumindest außerhalb der Schilfflächen eine Verbuschung hin zum Wald stattfindet. Betrachtet man die aus dem 18. Jahrhundert stammenden Ferrariskarten, so wird ersichtlich, dass das ganze Tal einst aus Feuchtwiesen bestand. In einigen Teilen hat sich bereits wieder Wald eingestellt, andernorts sind unterschiedliche Sukzessionsstadien, von der Hochstaudenflur bis zum Pionierwald aus Weichhölzern, zu beobachten. Besonders betroffen sind die Gebiete zwischen der Straße nach Schiltzbierg und Nei Schmelz, wo viele Flächen mit Hochstauden und/oder Seggen und Schilf bestanden sind. In Nei Schmelz ist der Bestand der Sumpf-Stendelwurz, wie auch anderer Offenlandarten, durch einen sich ausbreitenden Erlenbruchwald gefährdet.

In Pönn sind weniger die vernässten Flächen betroffen als vielmehr die am Unterhang zu Haedchen liegenden Kalkmagerrasen. Diese sind bereits zu einem großen Teil stark verbuscht, oder wurden aktiv mit Kiefern aufgeforstet. Derzeit nicht gefährdet sind die artenreichen Feuchtwiesen in Pönn. Im Falle einer Bewirtschaftungsaufgabe, würde sich hier jedoch das Schilf weiter ausbreiten. Schilfgebiete sind zwar wertvolle und unverzichtbare Lebensräume für einige spezialisierte Arten, allgemein gesehen sind sie aber eher artenarm. Eine Ausweitung des Schilfgebietes über die derzeitige Fläche hinaus wird deshalb nicht angestrebt.

Ein anderer Aspekt der Bewirtschaftungsaufgabe ist die Erhöhung des Trophiegrades. Da die während der Vegetationsperiode assimilierten Nährstoffe nicht mehr durch Mahd entnommen werden, sammeln sie sich auf der Fläche an, wo sie, zusätzlich zu dem Nährstoffeintrag aus der Luft, mittel- bis langfristig zu veränderten Standortsbedingungen führen.

3.2. Intensivierung der Landwirtschaft

Mit der Intensivierung der Bewirtschaftung geht zumeist ein erhöhter Nährstoffeintrag durch Düngung und, damit verbunden, eine Nivellierung der Standortsbedingungen einher: Sonderstandorte wie Magerwiesen verschwinden; die oftmals stark spezialisierten Arten werden von nitrophilen Allerweltsarten verdrängt. Ein Übriges tut, als weiterer Bestandteil der Intensivierung, die erhöhte Mahdfrequenz mit den daher gehenden früheren ersten Mahdterminen, welche durch die Begünstigung ausdauernder Pflanzen mit basalem Meristem zum Verschwinden einjähriger Kräuter führt. Im Extremfall ist die Intensivierung mit einem Umbruch der alten Wiesenstandorte und der Einsaat eiweißreicher Kleegrasmischungen verbunden. Eine weitere Begleitmaßnahme der Intensivierung, insbesondere beim Feuchtgrünland, ist die Entwässerung. Hier muss man besonders den regelmäßigen Unterhalt der Drainagegraben erwähnen, die den Grundwasserspiegel niedrig halten und die Entwicklung von

typischen Feuchtwiesen entgegenwirken. Vor allem sollte hier darauf geachtet werden, dass diese Gräben nicht weiter vertieft werden und so zu einer Verschlechterung der Biotope führen.

Landesweit muss man leider feststellen, dass auch die im Biotopkataster als Biotop kartierten Flächen nicht genügend vor einer Intensivierung der Nutzung geschützt sind. In der Tat werden viele dieser Biotope nicht entsprechend der Vorgaben des Leitfadens bewirtschaftet was zu einer schleichenden Verschlechterung führt.

Im NSG Kéidénger Brill ist auf vielen Flächen ebenfalls ein durch Intensivierung verursachter Artenschwund zu erkennen. Am stärksten betroffen sind die Wiesen und Weiden unmittelbar um Altlinster, wo nur noch wenige Flächen die typische Artenzusammensetzung der Glatthaferwiesen aufzeigen. Tiefer gelegene Parzellen wurden vielfach entwässert. So sind vermutlich viele der heutigen Dotterblumenwiesen aus nährstoffarmen Pfeifengraswiesen hervorgegangen. Auch im restlichen Gebiet überwiegen artenarme, mesotrophe bis eutrophe Wiesengesellschaften. Nur noch die wenigen Flächen in Pönn, östlich der Ernz, zeugen vom einstigen Artenreichtum der Wiesen des Kéidénger Brill. Diese Parzellen sind derzeit durch Biodiversitätsverträge geschützt. Da diese Verträge jedoch nur auf 5 Jahre befristet sind, ist zu befürchten, dass langfristig auch diese letzten Reste der ehemaligen Feuchtwiesenvegetation verschwinden könnten. Wie schnell der Artenschwund vonstattengeht, ist auf den gegenüberliegenden Flächen zu beobachten, welche seit knapp 10 Jahren intensiv bewirtschaftet werden, und in dieser Zeit von einst artenreichen zu artenarmen Glatthafer- und Dotterblumenwiesen degradiert sind.

Im Zuge der Intensivierung durchgeführte Entwässerungsmaßnahmen sind vermutlich für das Verschwinden der Bekassine als Brutvogel in den 90er Jahren verantwortlich. Stark betroffen von Entwässerungsmaßnahmen sind in der Regel auch viele Amphibien, welche stärker nasse Senken in Wiesen im Gebiet als Laichplatz nutzen. Darüber hinaus führen Entwässerungsmaßnahmen auch zu einer Eutrophierung der Vegetation, da in den anmoorigen Böden bei einer Entwässerung Sulfat freigesetzt wird und Schwefelsäure bildet. Der pH sinkt unter 5 ab und Phosphor, der bislang ein Mangelelement ist, wird freigesetzt.

Auch die Anwendung von Herbiziden und Pestiziden geht mit einer Intensivierung der Landwirtschaft einher, was sich jedoch negativ auf Fauna (vor allem Insekten) und Flora (Wildkräuter) auswirkt. Da es sich im Kéidénger Brill aber um Grünlandbewirtschaftung handelt ist der Einsatz dieser Mittel sicherlich weniger ausgeprägt als z.B. auf Ackerstandorten, und damit auch weniger problematisch für die Artenvielfalt. Rodentizide sollten auf jeden Fall vermieden werden, da Greifvögel, die tote Mäuse und Wühlmäuse fressen, ebenfalls unter den Wirkungen dieser Mittel leiden.

Weitere Auswirkungen der landwirtschaftlichen Intensivierung ist das Verschwinden von strukturierenden Landschaftselementen, wie Bäumen und Hecken. Dementsprechend wirkt die Landschaft, insbesondere in der Umgebung von Altlinster, wie ausgeräumt. Bäume und Hecken sind jedoch nicht nur eine ästhetische Bereicherung der Landschaft, sondern vor allem wichtige Biotopelemente und Lebensräume. Der Rückgang des Raubwürgers im Gebiet steht sicherlich hiermit in Verbindung. Einer weiteren Ausräumung der Landschaft sollte deshalb unbedingt entgegengewirkt werden.

3.3. Unangepasste Bewirtschaftungsmethoden

Um die jahrhundertealten Mähwiesen mit ihrer seltenen Vegetation als solche zu erhalten, ist es wichtig, diese weiterhin in gleicher Form zu bewirtschaften. Eine (sei es noch so extensive) Beweidung führt zu einer Veränderung des Artengefüges, was zumindest in Hinblick auf die überaus seltene Vegetation der Feuchtwiesen in Pönn und des Seggenrieds in Nei Schmelz nicht wünschenswert ist. Hinzu kommt erschwerend, dass die dauernassen Böden sehr trittempfindlich sind. Jedoch ist auch bei einer zu frühen und/ oder zu häufigen Mahd mit negativen Folgen für die Vegetation, wie einem Rückgang der Artenvielfalt zu rechnen.

3.4. Radweg

Parallel zur Renaturierung der Weißen Ernz wurde ein neuer Radweg gebaut der durch Schilfgebiete und auenwaldähnliche Strukturen führt. Leider wurde versäumt im Vorfeld des Baus und der Genehmigung eine Natura 2000 Verträglichkeitsprüfung vorzunehmen um ausschließen zu können, dass die Arbeiten oder der Radweg selbst erhebliche negative Auswirkungen auf die Zielsetzungen des Natura 2000 Gebiets haben könnten. Folglich wurden die Bauarbeiten vorübergehend gestoppt und die besagte Verträglichkeitsprüfung wurde durchgeführt. Daraufhin wurde die ursprünglich geplante Route angepasst, um den Weg so besser in das Naturschutzgebiet integrieren und erhebliche Auswirkungen ausschließen zu können.

Nachträglich kann man sagen, dass der Weg nur eine minimale Auswirkung auf das Naturschutzgebiet hat. Dazu bietet der Radweg jedoch eine vorzügliche Möglichkeit das Naturschutzgebiet der Öffentlichkeit zugänglich zu machen und durch gezielte Besucherlenkung einerseits die Öffentlichkeit für die Natur zu sensibilisieren und andere Bereiche des Gebiets störungsfrei zu halten.

3.5. Gebietsfremde Baumarten

Die stellenweise vorhandenen Fichtenforste entsprechen weder in den Hangbereichen noch in der Talaue der natürlichen Vegetation des Standortes. Insbesondere im dauernassen Auebereich der Flüsse bildet die Fichte nur flache Wurzeln aus, welche im Gegensatz zur standortsgerechten, tief wurzelnden Erle der Erosionskraft des Fließgewässers wenig Widerstand entgegenbringen und so, besonders im weichen Gestein des Luxemburger Sandsteins, die Tiefenerosion fördern. Dies begünstigt das schnelle Abfließen des Wassers und verstärkt so die Hochwassersituation in den flussabwärts gelegenen Gebieten. Außerhalb der Aue führen die schwer abbaubaren Nadeln von Fichten und Kiefern langfristig zu einer Versauerung des Bodens. Dies führt vor allem in den Bereichen ehemaliger Kalkmagerrasen zu einer Veränderung der Vegetation. Allgemein sind Fichtenforste abzulehnen, weil sie besonders in jungen Stadien wesentlich artenärmer sind als vergleichbare Bestände einheimischer Laubbäume. Negativ zu beurteilen sind ebenfalls Pappelmonokulturen durch die Tatsache, dass Pappeln durch ihre enorme Verdunstungsleistung drainierend wirken.

3.6. Invasive Arten

Herausheben kann man hier die Nilgans, die im Gebiet nachgewiesen wurde. Ihr Einfluss auf andere einheimische Vogelarten ist jedoch noch nicht geklärt. Trotzdem wurde die Art 2017 auf die Liste invasiver gebietsfremder Arten von unionsweiter Bedeutung aufgenommen. Notwendigkeit und Sinnhaftigkeit eines Managements dieser Art wird aktuell überprüft.

Anschließend an die Bauarbeiten für den Radweg sowie die Renaturierungsarbeiten wurde die Ansiedlung des Japanischen Knöterichs im Gebiet festgestellt. Angenommen wird, dass die Art mit verunreinigten Maschinen ins Gebiet eingeschleppt wurde. Da die Art schnell große, die einheimische Flora überwuchernde Bestände ausbilden kann, ist darauf zu achten, dass die Art sich nicht im Gebiet entfalten kann.

3.7. Jagd

Die Jagd auf Vögel, allen voran Stockenten, kann generell eine Störung der in diesem Vogelschutzgebiet lebenden Vögel darstellen. Außerdem ist nicht auszuschließen, dass Verwechselungen mit der Stockente auch zum Abschuss von anderen geschützten Entenvögeln führen. Demnach sollte generell in diesem Gebiet keine Jagd Vögel stattfinden.

4. Schutz und Management

Grundlegendes Ziel bei der Ausweisung eines Naturschutzgebietes sollte es sein zumindest den Status quo zu erhalten, im besten Falle den derzeitigen naturschützerischen Wert zu optimieren. Im Falle des Kéidénger Brill bedeutet dies zunächst die seltene Feuchtwiesenvegetation in Pönn und Nei Schmelz zu sichern, und langfristig deren Vorkommen auszudehnen. Daneben sollte das Gebiet aber auch in seiner Bedeutung vor allem für die Avifauna erhalten bleiben bzw. sollte auch hier der Optimalzustand angestrebt werden.

Generell sollen sich die Schutz- und Managementmaßnahmen von den Zielsetzungen des 2016 veröffentlichten Natura 2000 Managementplans ableiten. Folgende Zielsetzungen sind im Managementplan vorgesehen:

Aue der Weißen Ernz:

- Renaturierung auf 40% der Flusslänge (schon durchgeführt) (s. Bilder Anhang 11)
- Extensivierungsverträge auf 100% der Fläche
- Entwicklung von Auenwald
- Entwicklung von Hochstaudenfluren oder Schilf entlang der Weißen Ernz

Trockenrasen und Gehölzstrukturen:

- Erhalt und Förderung der Wacholderbestände
- Biodiversitätsverträge, insbesondere auf den Biotopflächen
- Erhalt der Hecken und Einzelbäume

Sonstiges (meist konventionelles) Offenland (trifft auf den Bereich Kéidénger Brill nur wenig zu):

- Extensivierung von 5% der Flächen
- Baum- und Heckenpflanzungen

Demnach lassen sich im Rahmen der vorliegenden Ausweisungsakte folgende Maßnahmen spezifisch für das Gebiet Kéidénger Brill formulieren:

4.1. Wiederaufnahme der Nutzung

Um den Folgen der Bewirtschaftungsaufgabe entgegen zu wirken, sollte in einigen Teilen des Gebietes die frühere Nutzung wiederaufgenommen werden. Dies betrifft die verbuschten Bereiche. Diese sollten entbuscht und anschließend entsprechend der früheren Nutzung gepflegt werden. Im Folgenden sind die erforderlichen Maßnahmen für die wichtigsten Flächen zusammengestellt. Auf einigen, floristisch und faunistisch weniger wertvollen Flächen, wie z.B. den nitrophilen Hochstaudenfluren im Auebereich der Ernz sollte jedoch die natürliche Sukzession hin zum Auwald zugelassen werden.

Da die Renaturierung der Weißen Ernz erst demnächst abgeschlossen wird, kann man aktuell noch nicht mit Sicherheit sagen wie sich einzelne Flächen entwickeln werden. Demnach kann es sein, dass verschiedene Flächen in Zukunft zu nass sind um dort Pflegeinsätze durchzuführen. Folglich werden diese Flächen sich dann mittel und langfristig zu Auwald entwickeln.

i. Nassbrachen im Gebiet Nei Schmelz

Um den Bestand der Sumpf-Stendelwurz langfristig zu erhalten, sollte der sich ausbreitende Erlenbruchwald zurückgedrängt und der Seggen-Bestand 2- bis 3- jährlich im Spätsommer gemäht werden. Aufgrund des unebenen und sickernassen Bodens muss die Mahd manuell erfolgen. Das Mahdgut muss entfernt werden. Da das Seggenried vermutlich aus einer früheren Streuwiese entstanden ist, sollte eine Beweidung unterbleiben. Diese Maßnahme ist jedoch von der Entwicklung der Fläche nach der Renaturierung abhängig. Ist die Fläche in Zukunft zu nass für eine manuelle Mahd, sollte die Fläche zum Auwald hin entwickelt werden.

ii. Wacholderbestand und ehemaliger Kalkmagerrasen am Unterhang des Haedchesbierg

Da der Wacholderbestand vermutlich aus Beweidung hervorgegangen ist, sollte das Ziel hier die Wiederherstellung einer halboffenen Weidelandschaft sein. Nach dem Entfernen der Kiefern und des Schlehengebüsches sollte der Waldrandbereich daher einer Beweidung mit Schafen oder Ziegen zugeführt werden. Die Dauer und Intensität der Beweidung ist im Pflegeplan festzulegen.

Sinnvoll erscheint eine anfangs intensive Standweide mit einer gemischten Herde aus Ziegen und Schafen, um den Gehölzaufwuchs zu unterdrücken und die Grasnarbe aufzulockern. Nach ein bis zwei Jahren könnte diese durch eine Beweidung mit einer Wanderschafherde ersetzt werden. In die Beweidung könnten Teile der nordöstlich angrenzenden, stark verbuschten Brache sowie der südlich liegenden Waldflächen eingeschlossen werden. Von der Beweidung auszuschließen sind die Feuchtwiesen in Pönn.

iii. Schilfflächen

Die Schilfflächen sind auch aus der Nutzungsaufgabe hervorgegangen, sollen aber nicht in ihren ursprünglichen Zustand zurückgeführt, sondern als solche erhalten bleiben. Damit das Schilf seine Lebensraumfunktion optimal erfüllen kann, sollte es jedoch regelmäßig gemäht werden. Am besten geeignet ist eine abschnittsweise rotierende herbstliche Mahd, insbesondere dort wo das Schilf dichter und höher wird, um stellenweise Lockerschilfbestände zu schaffen, welche als Bruthabitat für besonders seltene Vogelarten wie Wiesenweihe und Sumpfohreule wichtig sind.

Daneben sollte im Rahmen von Agrar-Umweltmaßnahmen ein breiter Übergangsstreifen zwischen den Schilfflächen und den angrenzenden Mähwiesen geschaffen werden.

4.2. Extensivierung der Bewirtschaftung und Wiedervernässung

iv. Extensivierung durch Biodiversitätsverträge

Die seltene Feuchtwiesenvegetation in Pönn ist in erster Linie durch eine Intensivierung der Bewirtschaftung und den damit verbundenen Nährstoffeinträgen und Entwässerungsmaßnahmen gefährdet. Um einer solchen Intensivierung entgegen zu wirken, wurden bereits auf den wichtigsten Flächen Biodiversitätsverträge mit dem Bewirtschafter abgeschlossen. Der Vertrag verpflichtet den Bewirtschafter dazu nur ein- bis zweimal jährlich, nach dem 15. Juni zu mähen und nicht zu düngen. Da es sich hier um Überreste einer früheren Pfeifengraswiese handelt sollte geprüft werden, ob eine einschürige spätsommerliche Mahd nicht eher den Bedürfnissen dieser Vegetation entspricht.

Auf den unmittelbar angrenzenden Flächen sollte mittels Biodiversitätsverträgen die Düngezufuhr unterbunden und die Mahdfrequenz reduziert werden. Ein besonderes Augenmerk gilt hierbei den zwischen Ernz und Koedinger Schloss gelegenen Wiesen, die erst im Laufe der letzten Jahre durch eine intensivierte Bewirtschaftung degradiert wurden. Auch hier sollte versucht werden, mittels Biodiversitätsverträgen eine geänderte Bewirtschaftung zu erzielen und so die Degradierung des Standorts rückgängig zu machen.

v. Pflanzung von Hecken und Solitärbäumen

Um die Landschaft wieder stärker zu strukturieren und auch als Lebensraum attraktiver zu gestalten, sollten im Bereich südlich der Straße nach Schiltzbierg Hecken und Solitärbäume gepflanzt werden.

4.3. Naturnahe Wälder

vi. Gebietsfremde Baumarten

Um einer Verfälschung der Flora entgegen zu wirken, sollte das Einbringen gebietsfremder Baumarten im Naturschutzgebiet Kéidénger Brill untersagt werden. Grundsätzlich sollte die Erneuerung bestehender Waldbestände über Naturverjüngung erfolgen. Bei Pflanzung sind standortsangepasste, einheimische Pflanzen möglichst regionaler Herkunft zu bevorzugen.

Naturverjüngung gebietsfremder Baumarten sollte entfernt werden, ebenso wie gebietsfremde Altbäume. Dies trifft in besonderer Weise auf die in der Aue gelegenen Fichtenbestände zu. Da es sich bei den im Gebiet vorkommenden Hybridpappeln vornehmlich um Einzelbäume und horst- oder kleinbestandsweise Vorkommen handelt, sollten diese nicht als Gefährdung angesehen werden. Da Pappeln darüber hinaus eher kurzlebig sind, sollten sie an ihrem Standort belassen werden; nicht zuletzt um durch Fäll- und Rückearbeiten verursachte Schäden am verbleibenden Bestand zu vermeiden. Neuanpflanzungen mit Hybridpappeln sollten jedoch unterbleiben.

Erfreulicherweise wurde der Großteil der in die Aue gepflanzten Fichten in den letzten Jahren entfernt. Die dabei entstandenen Freiflächen sollten der natürlichen Sukzession überlassen bleiben, damit sich dort wieder ein natürlicher Auwald einstellen kann.

vii. Naturnahe Waldbewirtschaftung

Alle Wälder des Naturschutzgebietes sollten naturnah bewirtschaftet werden. Dabei ist besonders darauf zu achten, dass ein hoher Anteil an Alt- und Totholz besteht. Diese sind sowohl für den Schwarzspecht als auch für viele Fledermausarten von Bedeutung. Da ein Großteil der Waldfläche des Naturschutzgebietes aus Vorwald besteht, sollten in den verbleibenden älteren Beständen mindestens 4 Biotopbäume markiert und erhalten werden.

4.4. Sensibilisierung und Besucherlenkung

Die Sensibilisierung der lokalen und regionalen Bevölkerung in Sachen Naturschutz zählt zu den Aufgaben eines Naturschutzgebiets. Auch nach der angestrebten Ausweisung soll das Gebiet den Besuchern zugänglich bleiben. Damit die Besucher vor allem die Vogelwelt aber nicht allzu sehr stören ist eine gezielte Besucherlenkung notwendig. Dazu bietet der neue Radweg sich regelrecht an. Er bietet eine vorzügliche Möglichkeit, das Naturschutzgebiet der Öffentlichkeit zugänglich zu machen und mit Hilfe von Tafeln die Besucher für die Natur zu sensibilisieren und gleichzeitig andere Bereiche im Gebiet störungsfrei zu halten. Eine weitere Möglichkeit der Sensibilisierung wären geführte Wanderungen durch das Gebiet, eventuell auch abseits des Radwegs.

5. Literatur

ALEWIJNSE, F., JONKER, T., DE KEIJZER, S., LOOS, S., WITS T. (2002): The Ernz Blanche catchment: a basic hydrochemical inventarisation. Progress report. University of Amsterdam, Faculty of Environmental Sciences, Department of Physical Geography.

APPELO, C.A.J., POSTMA D. (1993): Geochemistry, Groundwater and Pollution. A.A. Balkema, Rotterdam/Brookfield.

BAKKER, E.S., OLFF, H., VANDENBERGHE, C., DE MAEYER, K., SMIT, R., GLEICHMAN, J.M., VERA, F.W.M. (2004): Ecological anachronisms in the recruitment of temperate light-demanding tree species in wooded pastures. Journal of applied ecology (2004) 41, 571 – 582.

BARSIG, M. (2004): Vergleichende Untersuchungen zur ökologischen Wertigkeit von Hybrid- und Schwarzpappeln., Bundesanstalt für Gewässerkunde, Koblenz.

BLANK, S. (1996): Die Fischkartierung im Großherzogtum Luxemburg.

COLLING, G. (2005): Red List of the Vascular Plants of Luxembourg. Ferrantia 42, Musée national d'histoire naturelle, Luxembourg.

CRAWLEY, M.J. (1983) : Herbivory. The Dynamics of Animal - Plant Interactions. Studies in ecology, volume 10. Blackwell Scientific Publications, London.

DITTRICH, D. (1993): Erläuterungen zur geologischen Karte von Luxemburg, Bulletin Service Geologiquede Luxembourg, 16:1-51.

ELLENBERG, H. (1996): Vegetation Mitteleuropas mit den Alpen. Ulmer Verlag, Stuttgart. FAO (1971 – 1978): Soilmaps of the world. FAO/UNESCO, Paris.

ERSA (2000): Cahiers habitat – Mise en oeuvre de la directive européenne 92/43/CEE Habitats, Luxembourg.

FRICKE, J., BIVER, G. (2012): Kartierung des Vogelschutzgebietes „Vallée de l'Ernz blanche entre Bourglinster et Fischbach" im Jahr 2011; in: Regulus – Wissenschaftliche Berichte 27, S. 31 – 53. Luxemburg.

HAMM, A. (1991): Studie über Wirkungen und Qualitätsziele von Nährstoffen in Fließgewässern. Sankt Augustin: Academia Verlag.

HARBUSCH, C., ENGEL, E., PIR, J.B. (2002): Die Fledermäuse Luxemburgs. Ferrantia 33.

JANSEN, A. (2000): Hydrology and restoration of wet heathland and fen meadow communities. Dissertation. State University Groningen.

LAMERS, L.P.M.L. (2001): Tackling biochemical questions in peatlands. Dissertation. Catholic University Nijmegen.

LE BRUN, F., VALOTTEAU, F. (2005) : Patrimoine archéologique et Grès de Luxembourg: Un potentiel exceptionnel méconnu ; in: Ferrantia 44 – Sandstone Landscapes in Europe. Musée

national d'histoire naturelle, Luxembourg.

LUCIUS, M. (1948): Das Gutland. Erläuterungen zu der geologischen Spezialkarte Luxemburgs. Service Géologique de Luxemburg.

MEYER, M. (2000): Rote Liste der Schmetterlinge Luxemburgs. Musée national d'histoire naturelle, Luxembourg.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURE – DEPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT (2016) Plan de Gestion Natura 2000 : LU0001045 « Gonderange/Rodenbourg-Faascht », LU0001020 « Pelouses calcaires de la région de Junglinster », LU0002005 « Vallée de l'Ernz Blanche de Bourglinster à Fischbach, LU0002015 « Région de Junglinster », Luxemburg

NAUMANN ET AL. (2009): Biotopkataster Luxemburg, Erfassung der geschützten Offenlandbiotope nach Art. 17 des luxemburgischen Naturschutzgesetzes – Kartieranleitung, Luxemburg.

OBERDORFER, E. (1977): Süddeutsche Pflanzengesellschaften, Teil I, 2. stark bearb. Aufl., Gustav Fischer Verlag, Jena.

OBERDORFER, E. (1983): Süddeutsche Pflanzengesellschaften, Teil III, 2. stark bearb. Aufl., Gustav Fischer Verlag, Jena.

OBERDORFER, E. (1994): Pflanzensoziologische Exkursionsflora, 7.überarb. und erg. Aufl., Ulmer, Stuttgart.

PFISTER, L., WAGNER C., VANSUYPEENE E., DROGUE G., HOFFMANN, L. (2005). Atlas climatique du grand- duché de Luxembourg. Musée d'histoire naturelle, Société des naturalistes luxembourgeois, Centre de recherche public – Gabriel Lippmann, Administration des services techniques de l'agriculture. Luxembourg.

POTT, R. (1992): Die Pflanzengesellschaften Deutschlands. Ulmer Verlag, Stuttgart.

PROESS, R., (2006): Rote Liste der Libellen Luxemburgs. Naturmuseum Luxemburg.

RERING, G. (2001). Reconstructie van de laat-Holocene landschapsontwikkeling in de omgeving van Beaufort, Luxemburg; een palyno-ecologisch onderzoek. Diplomarbeit. Universty of Amsterdam, Faculty of Environmental Sciences, Department of Physical Geography.

SCHEFFER F., SCHACHTSCHABEL P. (1998): Lehrbuch der Bodenkunde. Enke Verlag, Stuttgart.
SCHLEGEL, H.G. (1976): Allgemeine Mikrobiologie. Thieme Verlag, Stuttgart.

WALTENER, M. (1990): Koedinger Brill. Inventar mit Vorschlägen für Schutzmaßnahmen. Forstverwaltung Luxemburg.

6. Anhänge

Anhang 1 – Anpassung Gebietsgrenzen

Anhang 2 – Aktuelle Gebietsgrenzen

Anhang 3 – Katasterplan und Eigentumsverhältnisse"

Anhang 4 – Geologie

Anhang 5 – Ferraris-Karte 1778

Anhang 6 – Flächennutzung

Anhang 7 – Jagdlose

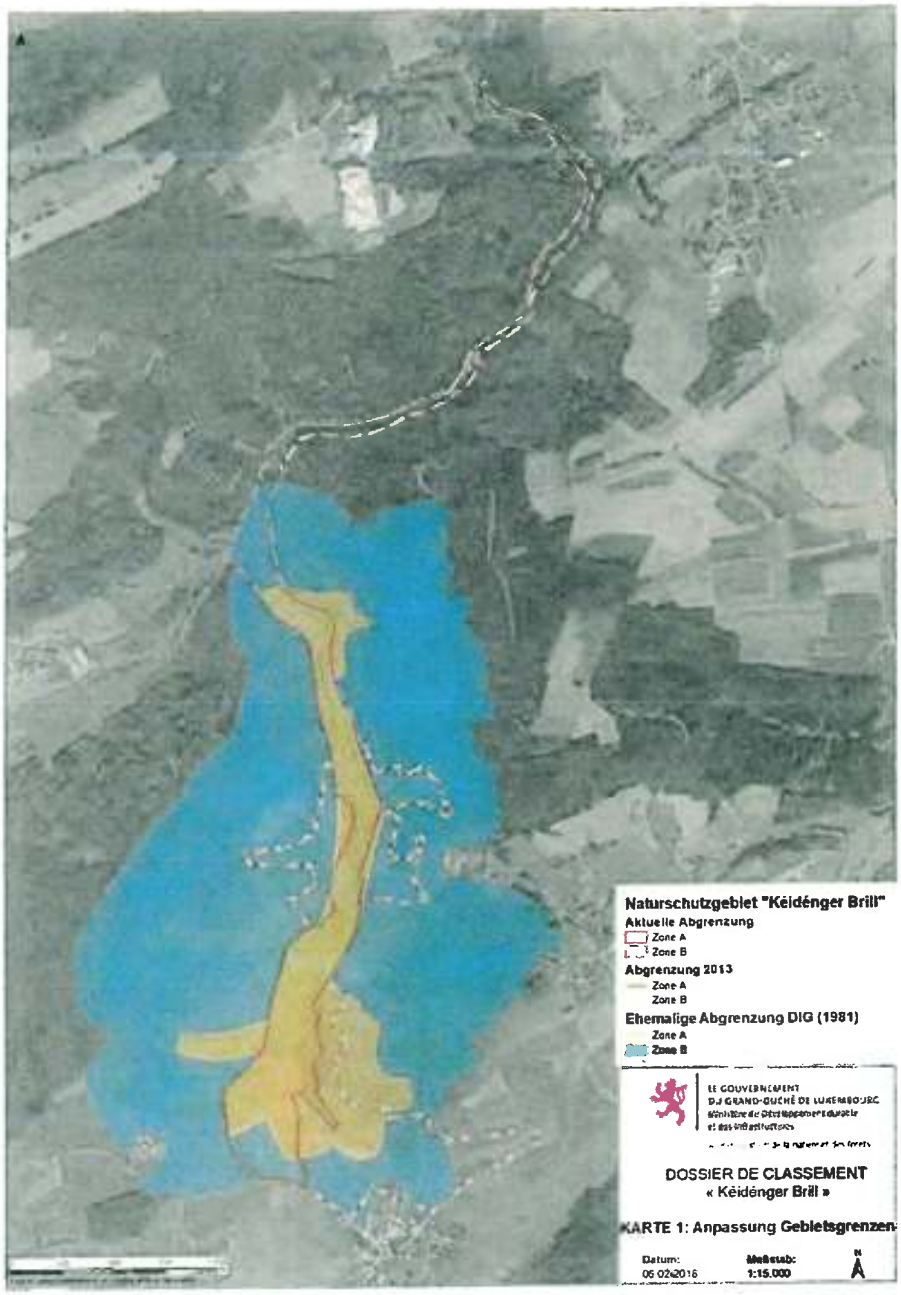
Anhang 8 – Natura2000 Gebiete

Anhang 9 – Geschützte Biotope und Lebensräume

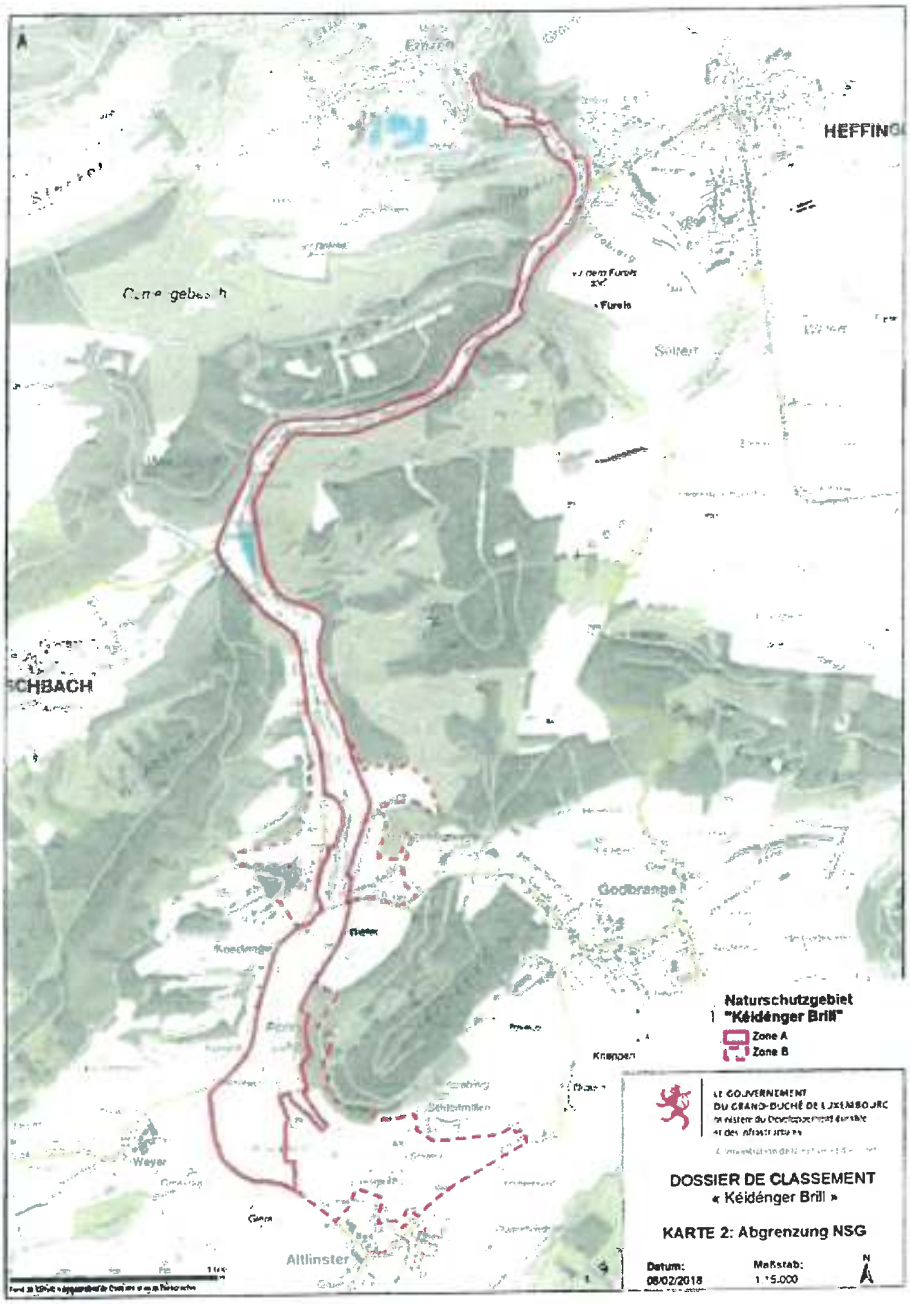
Anhang 10 – Arten

Anhang 11 – Vor und nach der Renaturierung

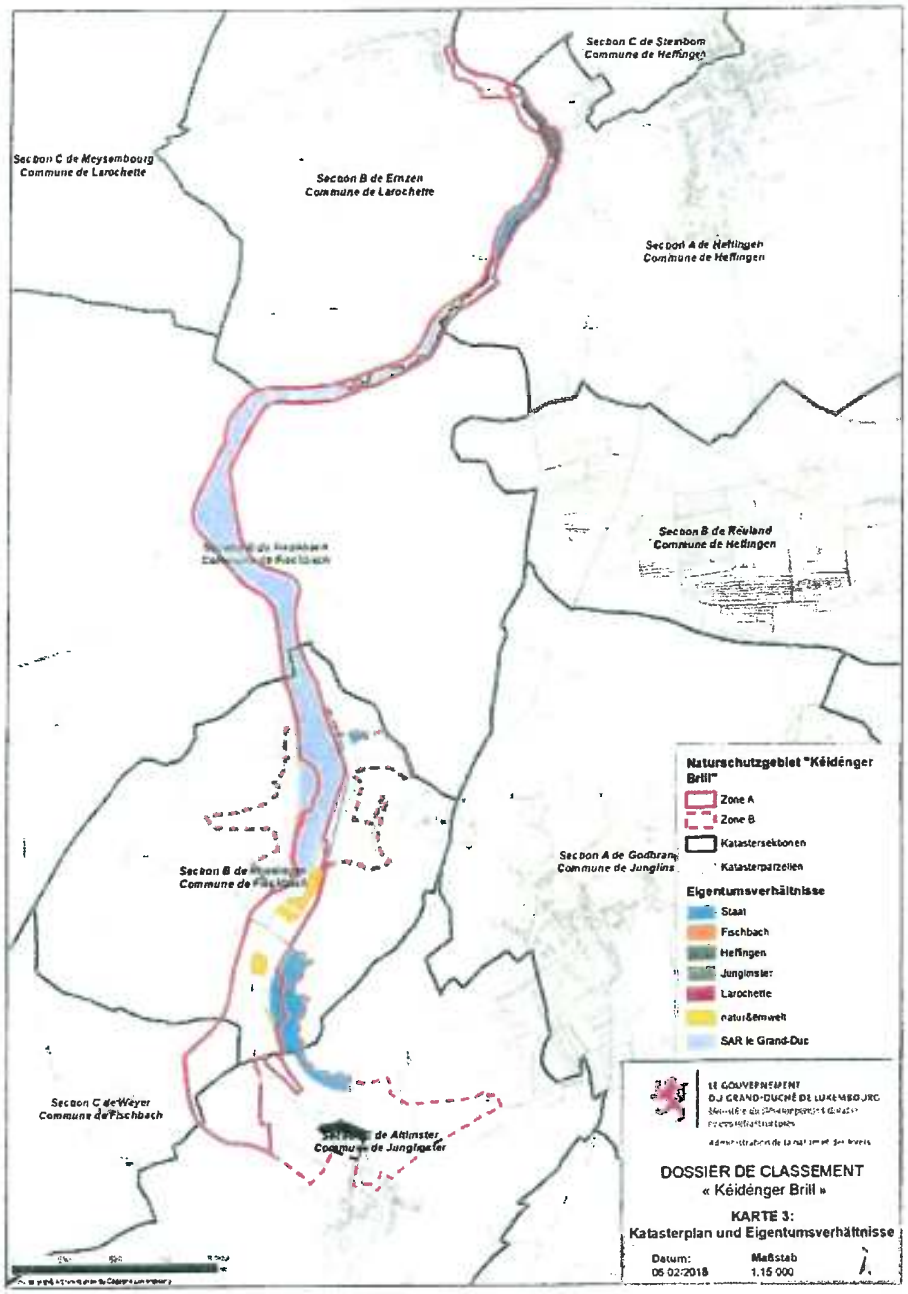
Anhang 1 – Anpassung Gebietsgrenzen



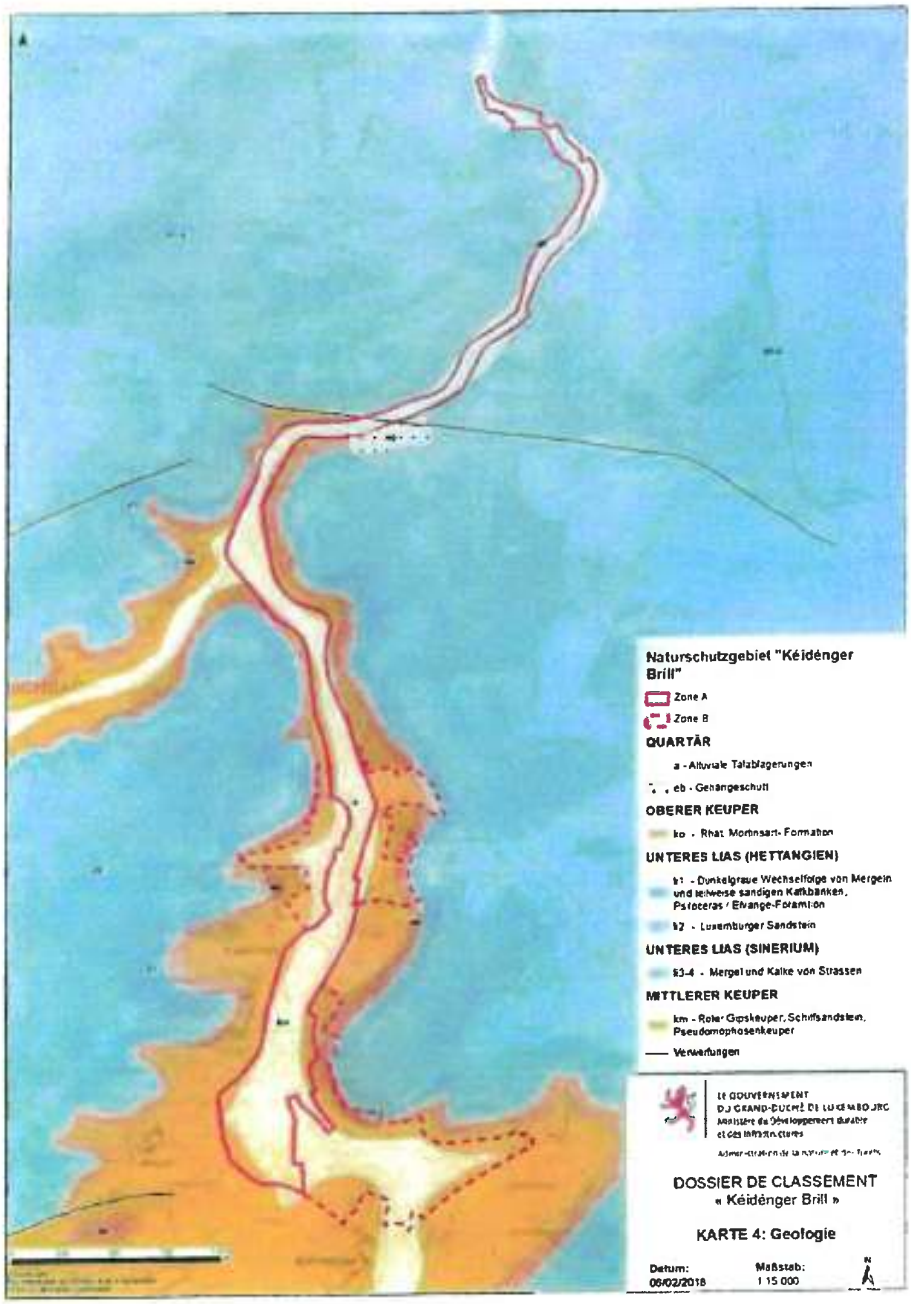
Anhang 2 – Aktuelle Gebietsgrenzen



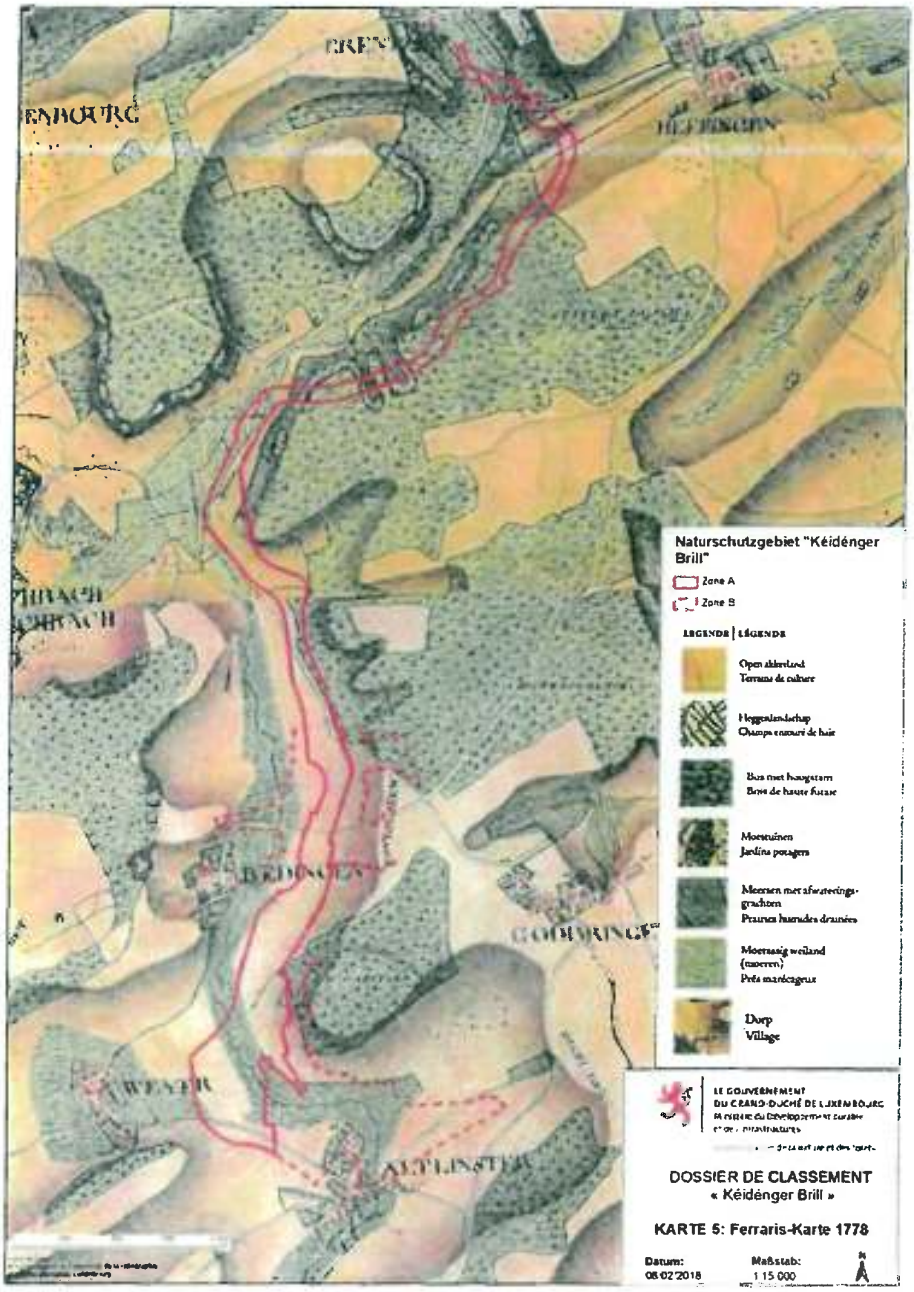
Anhang 3 – Katasterplan und Eigentumsverhältnisse



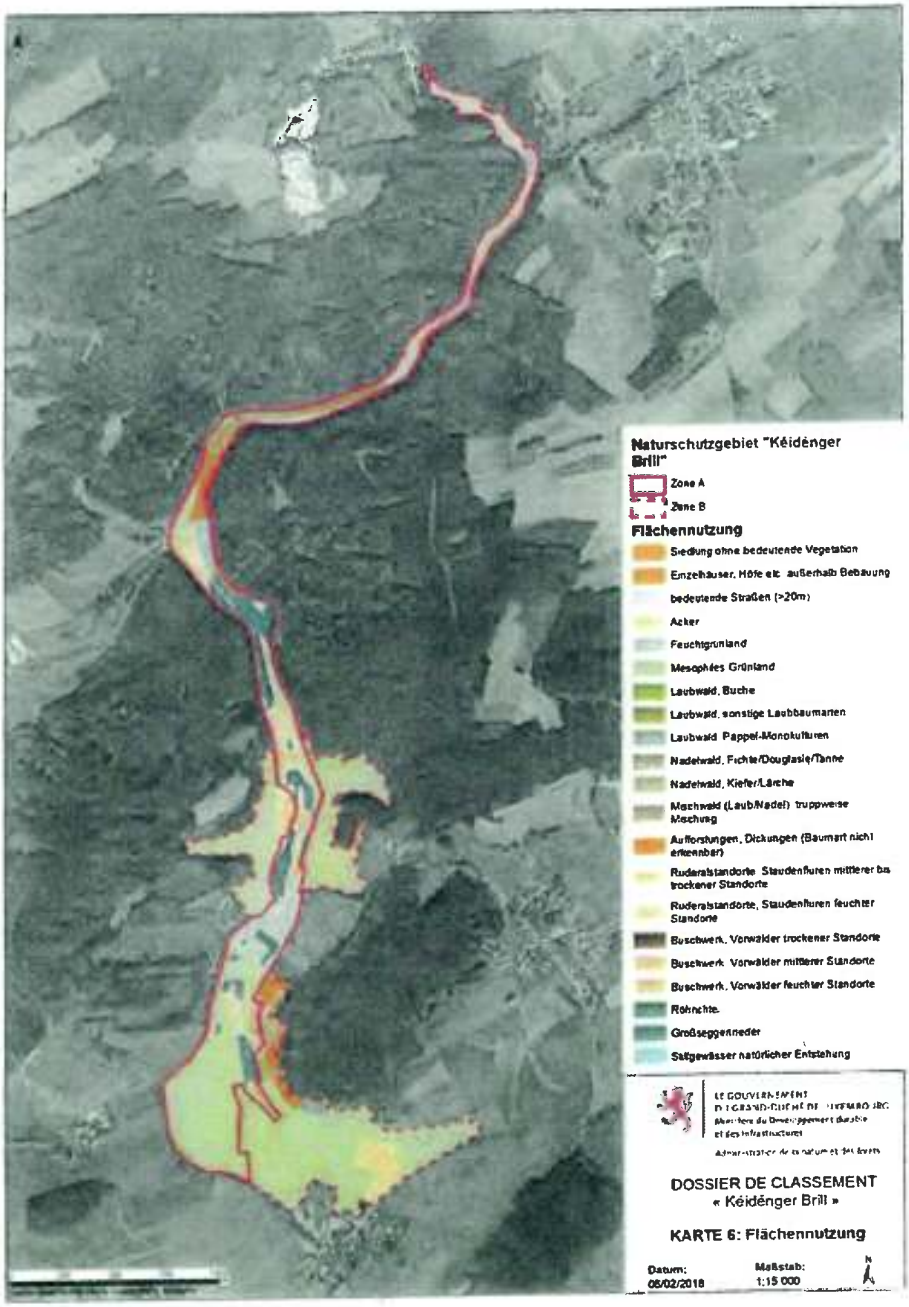
Anhang 4 – Geologie



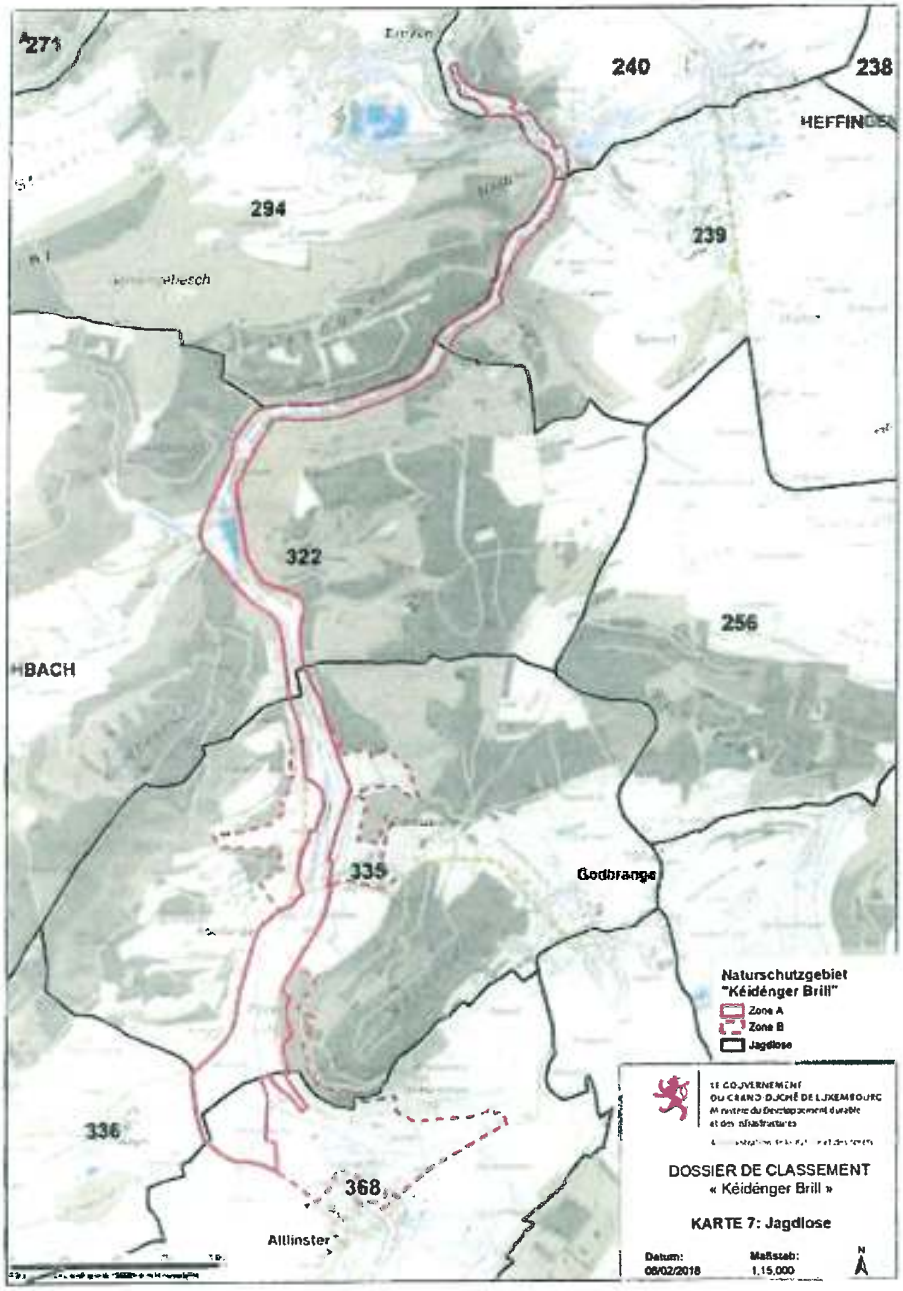
Anhang 5 – Ferraris-Karte 1778



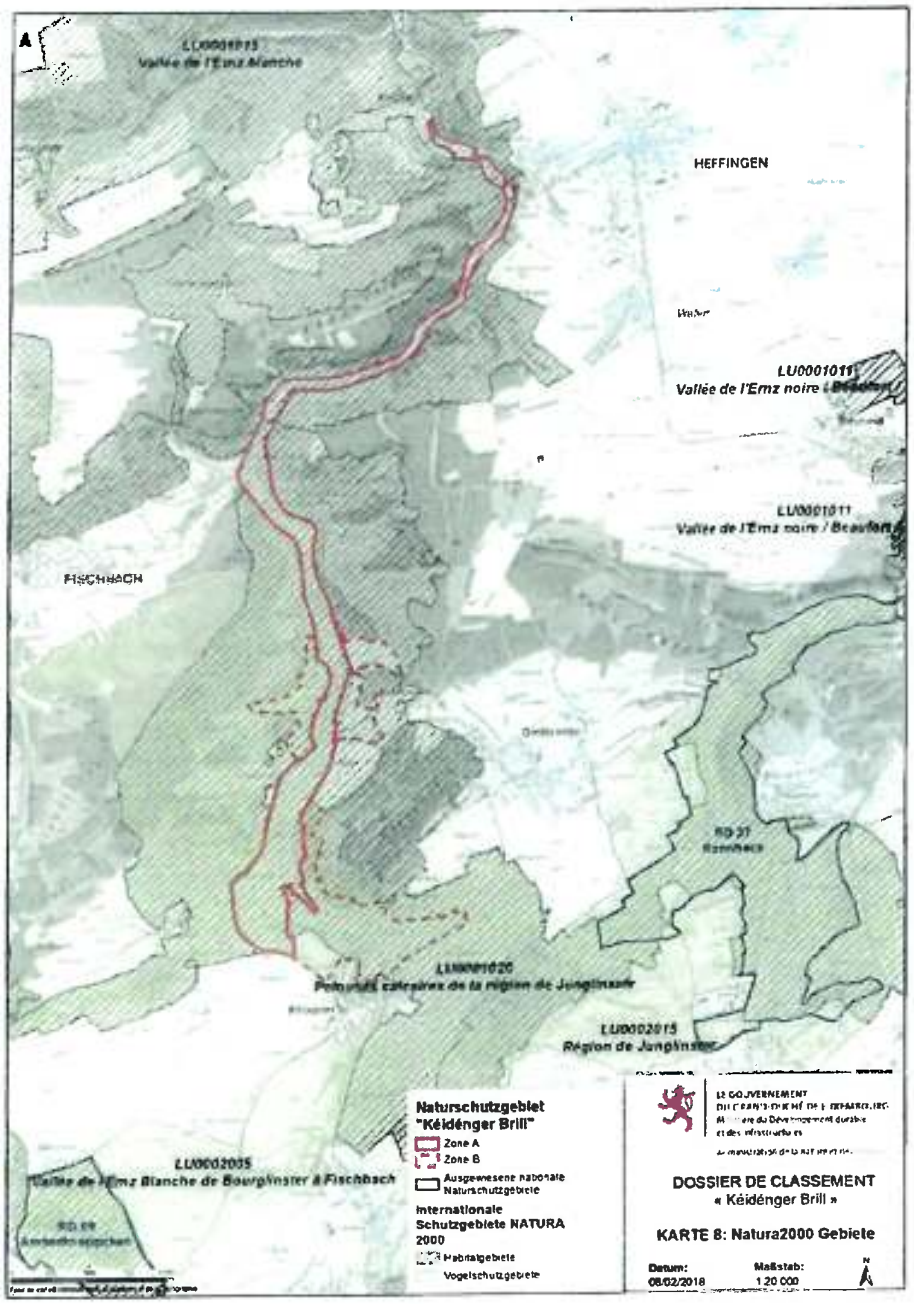
Anhang 6 –Flächennutzung



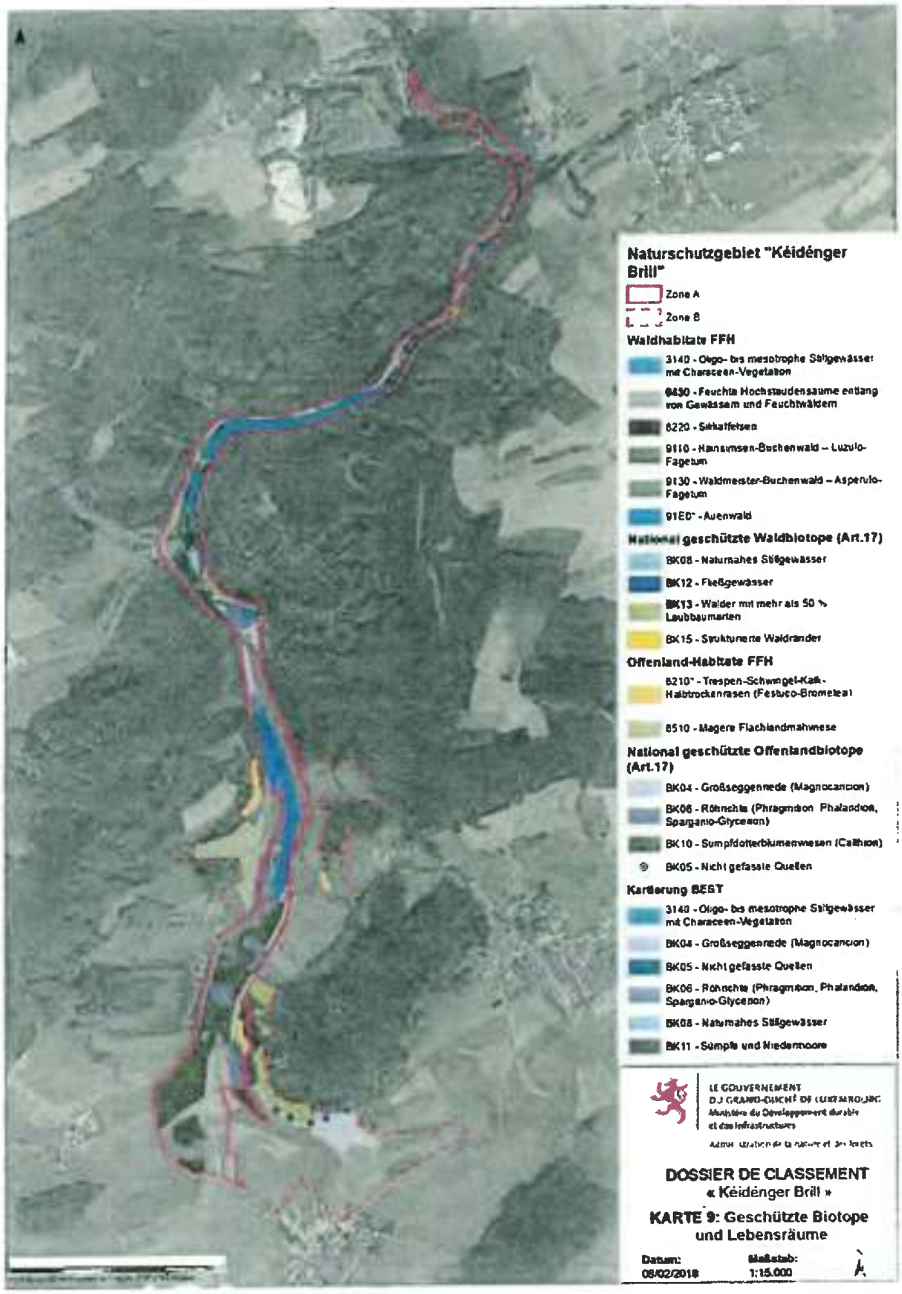
Anhang 7 –Jagdlose



Anhang 8 – Natura2000 Gebiete



Anhang 9 – Geschützte Biotope und Lebensräume



Anhang 10 – Arten

2017 im Gebiet beobachtete Vogelarten

Status	
B	Brutvogel
B(g)	Brutvogel (ganzjährig im Gebiet)
Mi	Migration
Wi	Wintergast
N	Nahrungsgast

Art	Deutscher Name	Status	Rote Liste
Accipiter gentilis	Habicht	B(g)	VU
Accipiter nisus	Sperber	B(g)	
Acrocephalus palustris	Sumpfrohrsänger	B, Mi	
Acrocephalus scirpaceus	Teichrohrsänger	B, Mi	NT
Aegithalos caudatus	Schwanzmeise	B(g)	
Alauda arvensis	Feldlerche	B(g)	VU
Alcedo atthis	Eisvogel	B(g)	NT
Alopochen aegyptiaca	Nilgans	B(g)	Status III
Anas acuta	Spießente	Mi	
Anas crecca	Krickente	Wi, Mi	
Anas platyrhynchos	Stockente	B(g)	
Anthus pratensis	Wiesenpieper	B, Mi	CR
Anthus spinoletta	Bergpieper	Wi, Mi	
Anthus trivialis	Baumpieper	B, Mi	NT
Apus apus	Mauersegler	B, Mi	NT
Ardea cinerea	Graureiher	B(g)	NT
Bubo bubo	Uhu	B(g)	VU
Buteo buteo	Mäusebussard	B(g)	
Carduelis cannabina	Bluthänfling	B(g)	
Carduelis carduelis	Distelfink	B(g)	
Carduelis chloris	Grünfink	B(g)	
Casmerodius albus	Silberreiher	Wi	
Certhia brachydactyla	Gartenbaumläufer	B(g)	
Certhia familiaris	Waldbaumläufer	B(g)	
Ciconia ciconia	Weißstorch	Mi, N	Status II
Ciconia nigra	Schwarzstorch	B, Mi	VU
Cinclus cinclus	Wasseramsel	B(g)	NT
Coloeus monedula	Dohle	B(g)	
Columba oenas	Hohltaube	B	
Columba palumbus	Ringeltaube	B(g)	
Corvus corax	Kolkrabe	B(g)?	VU
Corvus corone	Rabenkrähe	B(g)	
Corvus frugilegus	Saatkrähe	B(g)	

Coturnix coturnix	Wachtel	B	EN
Cuculus canorus	Kuckuck	B, Mi	EN
Delichon urbicum	Mehlschwalbe	B, Mi	NT
Dendrocopos major	Buntspecht	B(g)	
Dendrocopos medius	Mittelspecht	B(g)	
Dryobates minor	Kleinspecht	B(g)	NT
Dryocopus martius	Schwarzspecht	B(g)	
Emberiza calandra	Grauammer	Mi	EX
Emberiza cirlus	Zaunammer	Mi	EX
Emberiza citrinella	Goldammer	B(g)	NT
Emberiza schoeniclus	Rohrammer	B(g)	NT
Erithacus rubecula	Rotkehlchen	B(g)	
Falco peregrinus	Wanderfalke	B(g)	VU
Falco subbuteo	Hobby	B	NT
Falco tinnunculus	Turmfalke	B(g)	
Fringilla coelebs	Buchfink	B(g)	
Gallinago gallinago	Bekassine	Wi, Mi	EX
Gallinula chloropus	Teichralle	B(g)	
Garrulus glandarius	Eichelhäher	B(g)	
Grus grus	Kranich	Mi	
Gyps fulvus	Gänsegeier	Mi	
Hirundo rustica	Rauchschwalbe	B, Mi	NT
Jynx torquilla	Wendehals	B	VU
Lanius collurio	Neuntöter	B	NT
Lanius excubitor	Raubwürger	B(g)	CR
Locustella naevia	Feldschwirl	B, Mi	
Loxia curvirostra	Fichtenkreuzschnabel	B(g)	Status II
Lymnocryptes minimus	Zwergschnepfe	Wi, Mi	
Milvus migrans	Schwarzmilan	B, N	NT
Milvus milvus	Rotmilan	B, N	VU
Motacilla alba	Bachstelze	B(g)	
Motacilla cinerea	Gebirgsstelze	B(g)	
Muscicapa striata	Grauschnäpper	B	
Parus ater	Tannenmeise	B(g)	
Parus caeruleus	Blaumeise	B(g)	
Parus major	Kohlmeise	B(g)	
Parus montanus	Weidenmeise	B(g)	NT
Parus palustris	Sumpfmeise	B(g)	
Passer domesticus	Haussperling	B(g)	NT
Passer montanus	Feldsperling	B(g)	NT
Pernis apivorus	Wespenbussard	B, Mi	

Phalacrocorax carbo	Kormoran	Wi, N	
Phoenicurus ochruros	Hausrotschwanz	B, Mi	
Phoenicurus phoenicurus	Gartenrotschwanz	B, Mi	NT
Phylloscopus collybita	Zilpzalp	B, Mi	
Phylloscopus sibilatrix	Waldlaubsänger	B, Mi	NT
Phylloscopus trochilus	Fitis	B, Mi	
Pica pica	Elster	B(g)	
Picus viridis	Grünspecht	B(g)	
Prunella modularis	Heckenbraunelle	B(g)	
Pyrrhula pyrrhula	Gimpel	B(g)	
Rallus aquaticus	Wasserralle	B(g)	NT
Regulus ignicapilla	Sommergoldhähnchen	B(g)	
Regulus regulus	Wintergoldhähnchen	B(g)	
Saxicola rubetra	Braunkehlchen	Mi, N	X
Saxicola rubicola	Schwarzkehlchen	B, Mi	
Sitta europaea	Kleiber	B(g)	
Streptopelia decaocto	Türkentaube	B(g)	
Streptopelia turtur	Turteltaube	B, Mi	EN
Sturnus vulgaris	Star	B(g)	
Sylvia atricapilla	Mönchsgrasmücke	B, Mi	
Sylvia borin	Gartengrasmücke	B, Mi	
Sylvia communis	Dorngrasmücke	B, Mi	
Sylvia curruca	Klappergrasmücke	B, Mi	
Tachybaptus ruficollis	Zwergtaucher	B(g)	NT
Tringa ochropus	Waldwasserläufer	Mi	
Troglodytes troglodytes	Zaunkönig	B(g)	
Turdus iliacus	Rotdrossel	Wi	
Turdus merula	Amsel	B(g)	
Turdus philomelos	Singdrossel	B(g)	
Turdus pilaris	Wacholderdrossel	B(g)	
Turdus viscivorus	Misteldrossel	B(g)	
Vanellus vanellus	Kiebitz	B(g)	CR

Anhang 11 – Vor und nach der Renaturierung

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT
MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster.
Ministère initiateur :	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Auteur(s) :	Gilles Biver (MECDD)
Téléphone :	2478-6834
Courriel :	gilles.biver@mev.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Déclaration de la zone « Kéidenger Brill – Supp » sous forme de réserve naturelle
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	Administration de la nature et et des forêts
Date :	08/03/2019

Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : ☒ Oui ☐ Non

Si oui, laquelle / lesquelles : Conseils échevinaux de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster;
Agents de l'Administration de la nature et des forêts;
Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;

Remarques / Observations : Modifications réalisées après l'enquête publique et après la réalisation d'un projet de grande envergure de renaturation de l'Ernz Blanche et d'une piste cyclable

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : ☒ Oui ☐ Non
- Citoyens : ☒ Oui ☐ Non
- Administrations : ☒ Oui ☐ Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ? (c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?) ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. [1]

Remarques / Observations :

[1] N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? ☒ Oui ☐ Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? ☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations : Le projet est accompagné d'un dossier de classement en guise d'exposé des motifs, ainsi que d'un commentaire des articles

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? ☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations : Le projet clarifie le statut du site mentionné par la Décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021

6	Le projet contient-il une charge administrative[2] pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)	☐ Oui	☒ Non	
	Si oui, quel est le coût administratif[3] approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)			

[2] Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

[3] Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7	a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?			
	b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel[4] ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?			

[4] Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8	Le projet prévoit-il :			
	- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	- des délais de réponse à respecter par l'administration ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
9	Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.
	Si oui, laquelle :			
10	En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?	☐ Oui	☐ Non	☒ N.a.

Sinon, pourquoi ?

11 Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une ☒ Oui ☐ Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ? ☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations: Meilleure visibilité d'un projet de réserve naturelle mentionné par la Décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature

12 Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? ☐ Oui ☐ Non ☒ **N.a.**

13 Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14 Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? ☐ Oui ☐ Non ☒ **N.a.**

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

Egalité des chances

15 Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi : Le projet de la réserve naturelle vise tous les citoyens indépendemment de leur sexe

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

16 Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17 Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation[5] ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march___int__rieur/Services/index.html

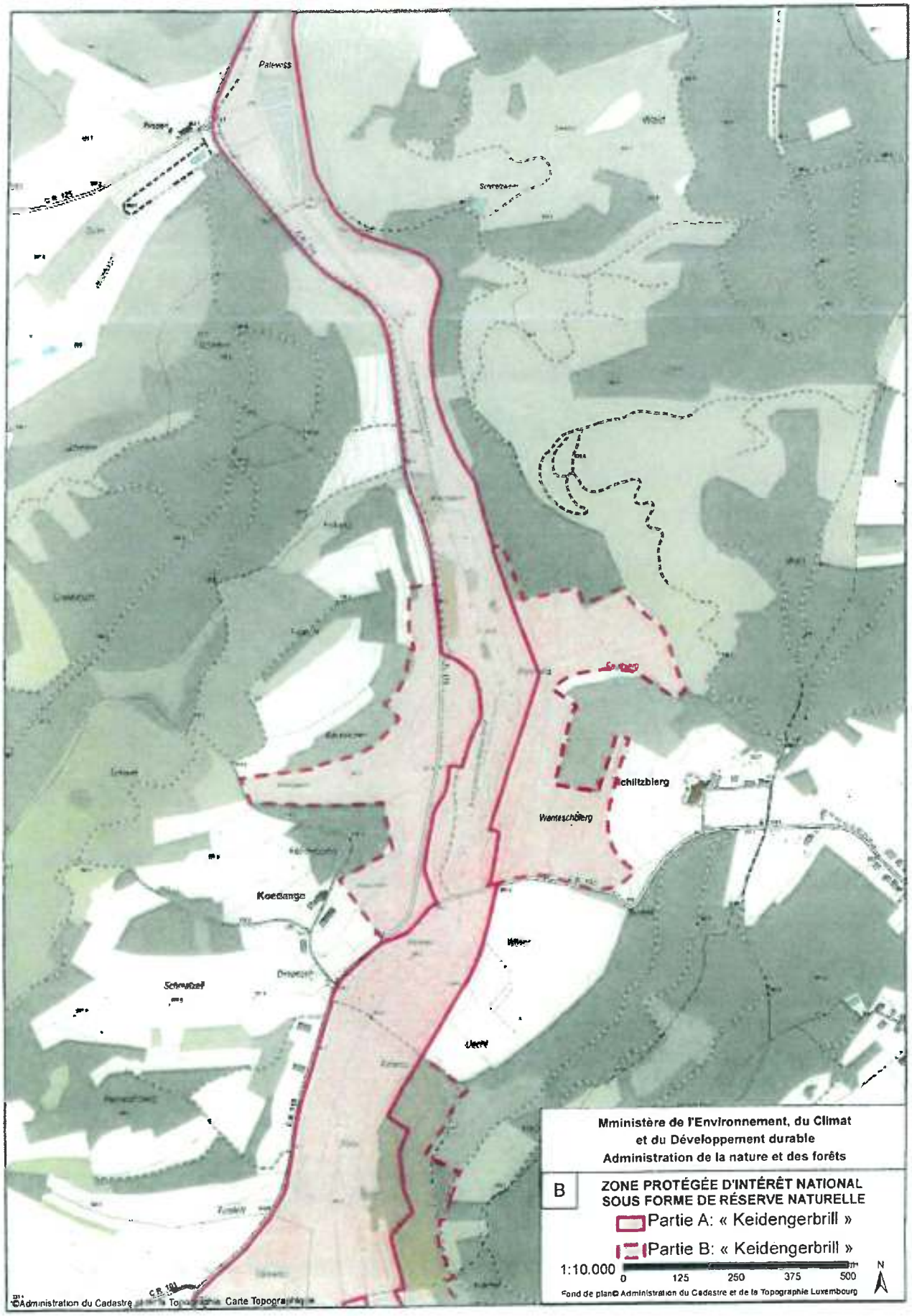
[5] Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18 Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers[6] ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march___int__rieur/Services/index.html

[6] Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)


Palewiss
Schiltzbierg
Wenteschbierg
Koedange
Schmelzell
Uecht
Mministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Administration de la nature et des forêts
B
ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONAL
SOUS FORME DE RÉSERVE NATURELLE
Partie A: « Keidengerbrill »
Partie B: « Keidengerbrill »
1:10.000
0
125
250
375
500
N
Fond de plan© Administration du Cadastre et de la Topographie Luxembourg
©Administration du Cadastre et de la Topographie Carte Topographique

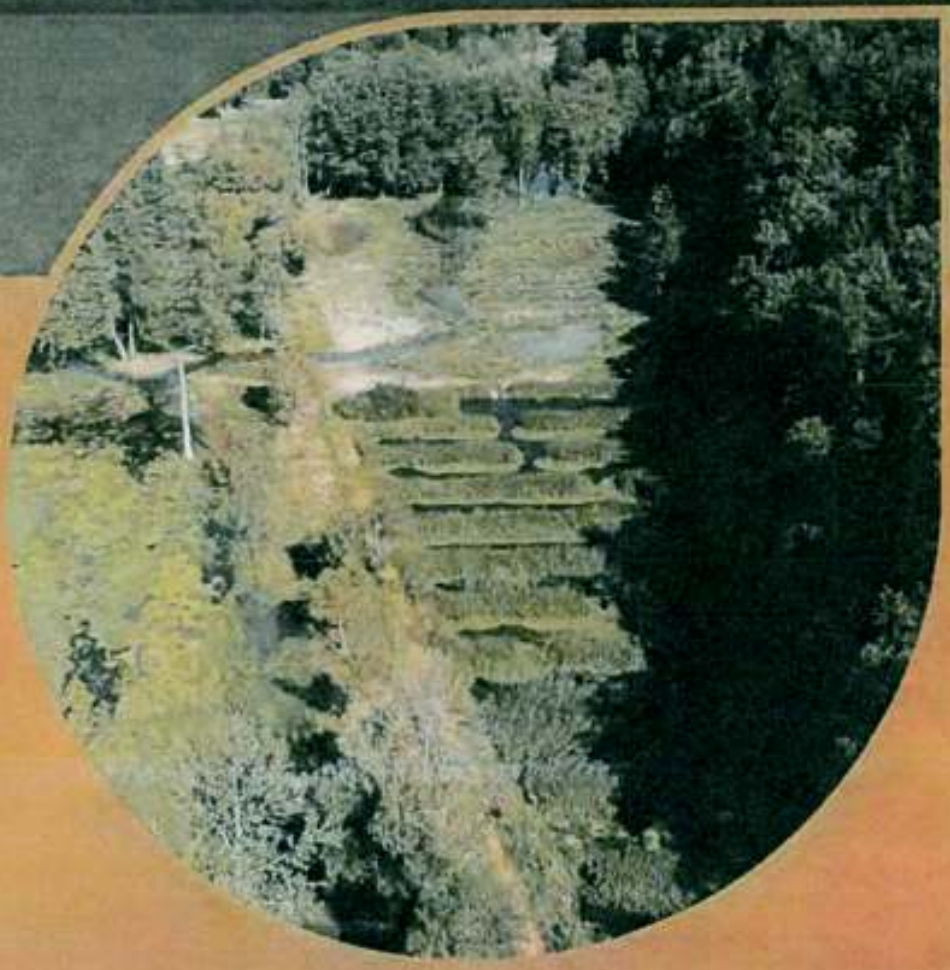
Dossier de classement

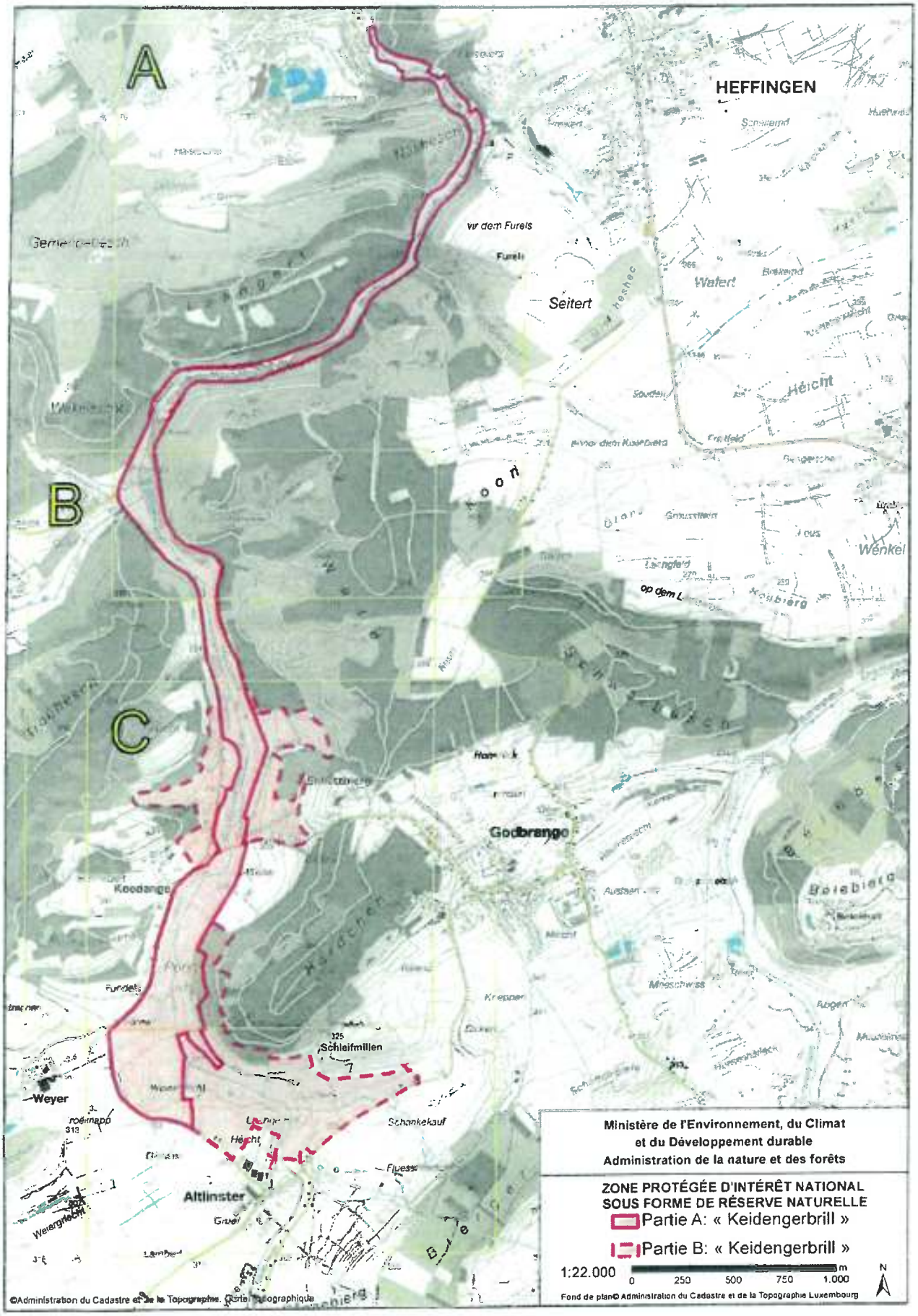
2018

Réserve Naturelle

«Kéidénger Brill - Supp»

ZPIN 16




A
B
C
HEFFINGEN
Seitert
Walert
Heicht
Wenkel
Godbrange
Koedange
Schleifmillen
Weyer
Altlinster
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Administration de la nature et des forêts
ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONAL
SOUS FORME DE RÉSERVE NATURELLE
Partie A: « Keidengerbrill »
Partie B: « Keidengerbrill »
1:22.000
0 250 500 750 1.000 m
N
Fond de plan© Administration du Cadastre et de la Topographie Luxembourg
©Administration du Cadastre et de la Topographie. Carte Topographique

Le CSPN avise favorablement les modifications apportées au projet visant de déclarer de la zone humide « Kéidenger Brill-Supp » sous forme de réserve naturelle.

[...]

Junglinster, le 03.05.2019

GEMENG
JONGLËNSTER

ADMINISTRATION
COMMUNALE DE
JUNGLINSTER

12, rue de Bourglinster
L-6112 Junglinster

Boîte postale 14
L-6101 Junglinster

T 78 72 72-1
F 78 83 19

Heures d'ouvertures
Lundi à vendredi
8h00-12h00
et 13h00-16h30
Jeudi jusqu'à 19h00
seulement bureau
de la population
Service technique
uniquement sur
rendez-vous

www.junglinster.lu

PROCÈS-VERBAL D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le 03.05.2019, à neuf heures, Nous collège des bourgmestre et échevins de la commune de Junglinster, avons procédé dans la commune de Junglinster à l'enquête publique au sujet de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster.

Et avons constaté que, le délai prévu par la publication s'étant écoulé, six objections écrites, à savoir celles de:

- Monsieur Marc Wies, 3a, rue des prés, L-6150 Altlinster;
- Monsieur Jean Leiten, 1, rue de Schiltzberg, L-6171 Godbrange;
- Monsieur Aloyse Frisch, 5, rue de Larochette, L-6150 Altlinster;
- Monsieur Marc Becker, 4, rue de Luxembourg, L-6150 Altlinster;
- Madame Bénédicte Meyer, Maison 15, L-6835 Boudler;
- Monsieur Théo Degraux, 23, rue de l'école, L-7391 Blaschette

ont été remises contre l'avant-projet de règlement grand-ducal en question.

En foi de quoi Nous avons dressé le présent procès-verbal, en présence du secrétaire communal adjoint, date qu'en tête.

Pour le collège des bourgmestre et échevins,
le bourgmestre, le secrétaire adjoint,

Administration Communale Junglinster

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Junglinster certifie par la présente que l'enquête publique, prévue à l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, au sujet de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, a été publiée et affichée du 02.04.2019 au 02.05.2019 inclus conformément aux prescriptions prévues à l'article 40 paragraphe 2 de la loi précitée.

Pour le collège des bourgmestre et échevins,
le bourgmestre, le secrétaire adjoint,

Administration Communale Junglinster

Junglinster, le 1ier avril 2019

GEMENG
JONGLËNSTER

ADMINISTRATION
COMMUNALE DE
JUNGLINSTER

12, rue de Bourglinster
L-6112 Junglinster

Boîte postale 14
L-6101 Junglinster

T 78 72 72-1
F 78 83 19

Heures d'ouvertures
Lundi à vendredi
8h00–12h00
et 13h00–16h30
Jeudi jusqu'à 19h00
seulement bureau
de la population
Service technique
uniquement sur
rendez-vous

www.junglinster.lu

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable nous a transmis le dossier de

l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill - Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster

ceci en vertu de l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Le dossier de l'avant-projet de règlement grand-ducal est déposé au secrétariat communal à Junglinster du ***02.04.2019 au 02.05.2019*** *(30 jours)* pour examen et toute réclamation contre le projet de classement doit être adressée au collège des bourgmestre et échevins endéans le délai sus-indiqué.

Pour le collège des bourgmestre et échevins

le bourgmestre | le secrétaire adj.

Administration Communale Junglinster

Marco WIES
3A, rue des Prés
L-6150 ALTLINSTER

Altlinster, den 30. April 2019

COMMUNE DE JUNGLINSTER
Entrée le
30. 04. 2019

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde JUNGLINSTER
12, rue de Bourglinster
L-6112 JUNGLINSTER

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Frau Schöffin
sehr geehrter Herr Schöffe,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchte ich Ihnen mein Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als aktiver Landwirt, der mit fast 17 ha (!) in der Zone B betroffen ist, kann ich jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für mich nicht vertretbar, dass man in der Schutzzone 2 keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen diese Flächen noch ordentlich bewirtschaften und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen, um mein Vieh zu ernähren?! Ausserdem hätte ich durch die geplanten Massnahmen nicht mehr genug Ausbringungsfläche für Festmist und vor allem Gülle zur Verfügung.

Darüber hinaus besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Ich finde es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Schliesslich sei der nicht hinnehmbare Wertverlust des Grundeigentums zu erwähnen, infolge der geplanten, schwerwiegenden Servituten.

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuche ich Sie, mein Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird. Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleibe ich

Mit freundlichen Grüssen

Marco WIES

John LEITEN
1, rue de Schiltzberg
L-6171 GODBRANGE

Godbrange, den 30. April 2019

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde JUNGLINSTER
12, rue de Bourglinster
L-6112 JUNGLINSTER

COMMUNE DE JUNGLINSTER
Entrée le
30. 04. 2019

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Frau Schöffin
sehr geehrter Herr Schöffe,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchte ich Ihnen mein Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als aktiver Landwirt, der mit 1,4 ha in der Zone B betroffen ist, kann ich jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für mich nicht vertretbar, dass man in der Schutzzone 2 keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen die Ackerflächen noch ordentlich bewirtschaften und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen?! Ausserdem besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Ich finde es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von

Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Schliesslich sei der nicht hinnehmbare Wertverlust des Grundeigentums zu erwähnen, infolge der geplanten, schwerwiegenden Servituten.

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuche ich Sie, mein Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird. Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleibe ich

Mit freundlichen Grüssen

John LEITEN

Aly FRISCH-MAY
5, rue de Larochette
L-6150 ALTLINSTER

Altlinster, den 30. April 2019

COMMUNE DE JUNGLINSTER
Entrée le
30 04 2019

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde JUNGLINSTER
12, rue de Bourglinster
L-6112 JUNGLINSTER

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Frau Schöffin
sehr geehrter Herr Schöffe,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchte ich Ihnen mein Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als aktiver Landwirt, der mit rund 2,6 ha in der Zone B betroffen ist, kann ich jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für mich nicht vertretbar, dass man in der Schutzzone 2 keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen die Ackerflächen noch ordentlich bewirtschaften und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen?! Ausserdem besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Ich finde es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von

Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Schliesslich sei der nicht hinnehmbare Wertverlust des Grundeigentums zu erwähnen, infolge der geplanten, schwerwiegenden Servituten.

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuche ich Sie, mein Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird. Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleibe ich

Mit freundlichen Grüssen

Aly FRISCH

Marc BECKER
4, rue de Luxembourg
L-6150 ALTLINSTER

Altlinster, den 30. April 2019

COMMUNE DE JUNGLINSTER
Entrée le
30. 04. 2019

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde JUNGLINSTER
12, rue de Bourglinster
L-6112 JUNGLINSTER

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Frau Schöffin
sehr geehrter Herr Schöffe,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchte ich Ihnen mein Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als aktiver Landwirt, der mit 1 ha in der Zone A und mit rund 9,7 ha in der Zone B betroffen ist, kann ich jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für mich nicht vertretbar, dass man in der Schutzzone 2 keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen die Ackerflächen noch ordentlich bewirtschaften und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen?! Ausserdem besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Ich finde es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von

Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Schliesslich sei der nicht hinnehmbare Wertverlust des Grundeigentums zu erwähnen, infolge der geplanten, schwerwiegenden Servituten.

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuche ich Sie, mein Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird. Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleibe ich

Mit freundlichen Grüssen

Marc BECKER

Bénédicte MEYER
Maison 15
L-6835 BOUDLER

Boudler, den 30. April 2019

COMMUNE DE JUNGLINSTER
Entrée le
30. 04. 2019

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde JUNGLINSTER
12, rue de Bourglinster
L-6112 JUNGLINSTER

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Frau Schöffin
sehr geehrter Herr Schöffe,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchte ich Ihnen mein Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als Pächterin, die mit rund 4,4 ha in der Zone B, Ort genannt „An der Schenk", (Eigentümerin: Liette HOFFMANN, Kirchberg) betroffen ist, kann ich jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für mich nicht vertretbar, dass man in der Schutzzone 2 keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen die Ackerflächen noch ordentlich bewirtschaften und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen?! Ausserdem besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Ich finde es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass

bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuche ich Sie, mein Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird. Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleibe ich

Mit freundlichen Grüssen

Meyer

Bénédicte MEYER

Théo DEGRAUX-TURMES
23, rue de l'Ecole
L-7391 BLASCHETTE

Blaschette, den 30. April 2019

COMMUNE DE JUNGLINSTER
Entrée le
30 04 2019

An den Bürgermeister- und Schöffenrat
der Gemeinde JUNGLINSTER
12, rue de Bourglinster
L-6112 JUNGLINSTER

Betrifft: geplante nationale Schutzzone-Naturreserve „Kéidenger Brill-Supp"

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Frau Schöffin
sehr geehrter Herr Schöffe,

Nach Kenntnisnahme des oben erwähnten Projektes, möchte ich Ihnen mein Anliegen wie folgt unterbreiten:

Vorab sei die Frage erlaubt über den Sinn und die Notwendigkeit dieser Schutzzone, da bislang keinerlei Naturgefährdung jedweder Art in dem betreffenden Gebiet besteht (?). Wäre das Gebiet, in der Tat, bislang nicht korrekt bewirtschaftet und z. B. überdüngt worden, würde es in seinem jetzigen guten Zustand nicht bestehen!

Als aktiver Landwirt, der mit 32,6 a in der Zone A und mit 2,16 ha in der Zone B betroffen ist, kann ich jedenfalls nicht mit verschiedenen damit verbundenen Maßnahmen einverstanden sein.

So ist es für mich nicht vertretbar, dass man in der Schutzzone 2 keine organische Düngung mehr ausbringen und keine Pflanzenschutzmittel mehr anwenden darf. Wie soll man unter diesen Umständen die Ackerflächen noch ordentlich bewirtschaften und einen halbwegs annehmbaren Ertrag erzielen?! Ausserdem besteht die nicht zu unterschätzende Gefahr der Entwicklung von giftigen Pflanzen für Mensch und Tier (siehe u. a. Jakobskreuzkraut).

Ich finde es ebenfalls nicht vertretbar, dass keine Drainage mehr geduldet wird, ja die bestehende nicht mal mehr unterhalten werden darf (!). Dies hat eine schwierige Bearbeitung der landwirtschaftlichen Flächen - vor allem Grasflächen - zur Folge und begünstigt die Ausbreitung von Seuchen durch Mücken und anderes Ungeziefer.

Wie ist mit einigermassen gesundem Menschenverstand zu vertreten, dass bestehende Wassergräben (z. B. von Quellen, die im Wald entspringen oder von Oberflächenwasser von Strassen und Feldwegen oder Überlauf von

Trinkwasserbehältern) nicht mehr aufgehoben und unterhalten werden können?!

Schliesslich sei der nicht hinnehmbare Wertverlust des Grundeigentums zu erwähnen, infolge der geplanten, schwerwiegenden Servituten.

Angesichts dieses Sachverhaltes ersuche ich Sie, mein Anliegen zu berücksichtigen und an die zuständigen Stellen weiterzuleiten, damit das geplante Projekt entsprechend abgeändert respektiv angepasst wird. Gegebenenfalls wäre eine vorherige Ortsbesichtigung als Anschauungsunterricht wünschenswert.

In dieser Erwartung verbleibe ich

Mit freundlichen Grüssen

Théo DEGRAUX

Degraux

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE LAROCHETTE

Séance du conseil communal du 4 juin 2019

Date de l'annonce publique de la séance : 29 mai 2019
Date de la convocation des conseillers : 29 mai 2019

Présents: Mmes et MM. Natalie SILVA bourgmestre, Nico DHAMEN et Joël WEIS échevins, Paul EWEN, Florio DALLA VEDOVA, Mirko MARTELLINI, Luc JEMMING, Eliane PLIER et Alfred BERCHEM conseillers, Bruno BRUNETTI, secrétaire

Absents, excusés : néant

5. **Avis sur l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone d'intérêt national sous la forme de réserve naturelle la zone « Kéidenger Brill – Supp » sise sur les territoires des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster.**

Le conseil communal,

Vu le l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la « Kéidenger Brill - Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster transmis à la Commune par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et notamment son article 42 ;

Vu le courrier du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable du 22 mars 2019 en rapport avec le dossier sur l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la « Kéidenger Brill - Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster

Considérant qu'à l'époque les propriétaires et locataires d'un terrain se trouvant dans la zone humide « Kéidenger Brill » avaient été convoqués à une réunion d'information sur le projet, organisée par l'Administration de la nature et des forêts en collaboration avec les quatre communes en date du 18 mars 2014 à Schoos, commune de Fischbach ;

Considérant que les actuels propriétaires et locataires d'un terrain se trouvant dans la zone protégée d'intérêt national sous la forme de réserve naturelle la « Kéidenger Brill » n'ont plus été réinvités à une nouvelle réunion d'information comme cela fût le cas en 2014 ;

Considérant que le conseil communal est appelé à donner son avis quant à l'avant-projet de règlement mentionné ci-dessus ;

Considérant que le dossier afférent était déposé à l'inspection du public qui était appelé à faire connaître ses observations éventuelles entre le 6 avril 2019 et le 5 mai 2019 ;

Considérant qu'aucune réclamation n'est parvenue au collège échevinal dans les délais prescrits par la loi ;

Vu le certificat de publication et de non opposition du 6 mai 2019 ;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988 ;

à l'unanimité des membre présents ;

- salue l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la « Kéidenger Brill – Supp » ;
- regrette qu'aucune réunion d'information publique n'ait été organisée comme en 2014. Cela aurait été utile sachant que depuis, les conseils communaux ont été renouvelés et que des propriétaires de terrains ont changé ;
- exige qu'un minimum en entretien reste possible le long de la PC5, sachant que nous sommes une commune à vocation touristique ;
- exige que la mise en place d'installations de télécommunication (camouflées si nécessaire) soit possible en vue de l'amélioration du réseau mobile ;
- exige pouvoir exécuter des travaux supplémentaires tels que les mesures de renaturation et des mesures anti-crues si nécessaire ;
- exige pouvoir y exécuter si nécessaire des travaux d'assainissement, d'extension ou de modification des réseaux d'assainissement, dont notamment des travaux au collecteur principal ;
- souhaite que des poubelles soient aménagées à proximité des bancs à pique-nique ;
- exige une réduction de vitesse sur la route le long de la réserve naturelle à 70 km/h (CR119) ;
- souhaite que les zones de délimitation soient revues considérant la multitude de différentes zones qui se superposent. Le conseil communal demande à aligner la délimitation des zones dans la mesure du possible. De plus, il s'avère que la zone de protection est déterminée, principalement par des parcelles cadastrales, or on constate que la zone de protection projetée se situe également sur des surfaces sans numéros cadastraux (domaine public). Ceci dit, la délimitation de la zone de protection ne s'aligne pas à des nombreux endroits aux limites cadastrales et une délimitation sur place ne semble par-là quasi pas possible sans mesurage exact. Le conseil communal exige donc, soit d'adapter la délimitation de la zone, soit de remettre en place des éléments permettant le constat de la zone.

Le conseil communal demande de plus amples informations quant à la pisciculture. Est-ce que la pêche au plomb sera toujours possible et quelle répercussion aura la mise en place de cette réserve naturelle « Kéidenger Brill - Supp » sur les lots de pêche actuels et futurs (Syndicats de pêche);

Ainsi decide en séance date qu'en tête.

Pour extrait conforme, le 5 juin 2019

La bourgmestre
Natalie Silva

Le secrétaire
Bruno Brunetti

Certificat de publication :

Retiré sans opposition le 6 mai 2009.

Le collège échevinal,

Larochette, le 6 mai 20

Administration communale de Larochette

AVIS AU PUBLIC

Il est porté à la connaissance du public que le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable nous a transmis le dossier de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Kéidinger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, ceci en vertu de l'article 40 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Le dossier de l'avant- projet de règlement grand-ducal est déposé au secrétariat communal à Larochette **du 6 avril au 5 mai 2019 (30 jours) pour examen** et toute réclamation contre le projet de classement doit être adressée au collège échevinal endéans le délai sus-indiqué.

Larochette, le 5 avril 2019

Pour le collège échevinal
La bourgmestre

le secrétaire

33, chemin J.A.Zinnen
L-7626 Larochette

www.larochette.lu

83 70 38 1

Administration
de la nature et des forêts

Luxembourg, le 16 août 2021

Madame Carole DIESCHBOURG
Ministre de l'Environnement

Concerne : observations et recommandations relatives à l'enquête publique de la zone humide sous forme de zone protégée d'intérêt national « Kéidenger Brill - Supp »

Madame la Ministre,

Veuillez trouver ci-dessous les observations et recommandations concernant les avis des conseils communaux des communes de Fischbach, Heffingen, Junglinster et Larochette ainsi qu'aux réclamations adressées aux conseils communaux respectifs, issus dans le contexte de l'enquête publique pour la déclaration de la zone humide « Kéidenger Brill - Supp » en tant que zone protégée d'intérêt national (ZPIN) sous forme de réserve naturelle.

Les réponses aux observations des requérants sont dressées en cursif.

1) Observations de la commune de Fischbach

Le Conseil communal de la commune de Fischbach a reçu 6 lettres de réclamation et a lui-même formulé plusieurs remarques quant à la désignation de la zone protégée d'intérêt national *Kéidenger Brill-Supp*.
Le Conseil communal souligne d'une part l'énorme potentiel au niveau de la biodiversité de la zone humide notamment suite à la renaturation partielle de l'Ernz blanche. Mais elle tient à rappeler que le potentiel si élevé est la cause d'une agriculture responsable, de savoir-faire et respect à l'égard de l'environnement durant des décennies.

- La commune de Fischbach critique notamment que « l'interdiction de l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage en milieu forestier, ainsi que sur les biotopes protégés selon l'art. 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (art. 3 pt.8) » concerne non seulement la partie A de la zone protégée mais est étendue sur la partie B.

81, avenue de la Gare
L-9233 Diekirch
Tél. (+352) 247-56515
Fax (+352) 247-56651
corinne.steinbach@anf.etat.lu
www.emwelt.lu
www.gouvernement.lu
www.luxembourg.lu

Cependant, il est crucial de sauvegarder à long terme les biotopes remarquables qui se situent non seulement au sein de la zone noyau de la future réserve naturelle mais également ceux qui se situent de manière plus dispersée dans la partie B. L'intention du règlement grand-ducal n'est pas de pénaliser les exploitants et propriétaires actuels mais de garantir l'existence de ces biotopes menacés et exceptionnels pour le futur. Les exploitants peuvent profiter d'un contrat « biodiversité » ou de mesures agri-environnementales équivalentes pour amortir leurs pertes en rendement. Toutefois il semble que la plupart des surfaces bénéficient déjà d'une fertilisation réduite voire nulle sinon les biotopes présents ne pourraient guère persister. Notons encore que l'interdiction de fertiliser ne se limite dans la zone B que sur les biotopes protégés ; les autres surfaces ne sont pas concernées par cette interdiction.

- Dans son avis de 2014, le conseil communal s'est également exprimé défavorablement sur « l'interdiction des travaux susceptibles de modifier le régime des eaux superficielles ou souterraines tels que le drainage, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées » dans la zone A. Le projet sous avis prévoit l'extension de cette interdiction dans la zone B.
  Suite à cette réclamation pertinente qui est d'ailleurs sujet dans d'autres réclamations, il est proposé de modifier le projet de règlement grand-ducal de sorte à ce que l'entretien des drainages existants reste possible quoiqu'au préalable une autorisation ministérielle est requise. Le conseil communal relève également le fait qu'il n'existe pas d'avis de la chambre de l'agriculture. Ledit avis sera demandé après l'enquête publique dans le cadre de la procédure réglementaire.

- Le conseil communal signale également que le dossier de classement ne prévoit pas de mesures de gestion ni des indemnisations éventuelles pour les propriétaires et exploitants concernés.
  Des mesures de gestion sont néanmoins proposées au chapitre 7 du dossier de classement. En ce qui concerne les indemnisations, ceci ne fait pas partie du présent dossier mais tout exploitant concerné par le projet est éligible pour un contrat « biodiversité » ou pour une mesure agri-environnementale équivalente qui lui permet d'indemniser la perte de rendement.

- Ensuite le conseil communal mentionne le fait que les communes sont responsables pour l'entretien des pistes cyclables et donc également du déneigement. Or le sel de déneigement aura des conséquences non négligeables sur la végétation des bords de la piste cyclable et les eaux de surface.
  Or la gestion du réseau des pistes cyclables dépasse le cadre du présent avant-projet de règlement grand-ducal. Il sera préférable que la commune partage ses soucis auprès des instances responsables à savoir l'Administration des Ponts et Chaussées et le Ministère des Transports pour trouver une solution avantageuse pour la zone protégée projetée. En général, une gestion employant du sable ou du gravier serait une alternative, mais cette solution ne pourra pas être imposée par un règlement grand-ducal d'une zone protégée.

- Pour conclure, le conseil communal critique le fait que la chasse aux oiseaux soit interdite. Ils sont d'avis que cette interdiction n'est pas justifiée du fait qu'il n'existe pas de plans

d'eau qui servent à l'hibernation des oiseaux de migration et d'autre part, des espèces rares comme la rousserolle effarvatte quittent le pays en automne.
Or il existe d'autres espèces rares telles que le râle d'eau et le grèbe castagneux qui sont présents toute l'année et pour lesquelles la chasse constituerait une perturbation non négligeable. De ce fait, la chasse aux oiseaux doit rester interdite. En ce qui concerne les espèces d'oiseaux invasives telle que l'ouette d'Egypte, la réduction de leurs effectifs voire l'éradication de cette espèce, serait considérée comme une mesure de gestion vu que cette espèce peut représenter une menace pour certaines espèces d'oiseaux aquatiques et est autorisable d'après l'art. 5, point 1 du règlement projeté.

En conclusion, le conseil communal de la commune de Fischbach ne s'oppose pas fondamentalement à la création d'une zone protégée d'intérêt national mais au vu de l'argumentation développée ci-avant, s'oppose formellement au projet de règlement grand-ducal tel que proposé.

2) Observations de la commune de Heffingen

Au sein de la commune de Heffingen, aucune personne n'ait présenté ses réclamations respectivement des observations quant au projet en question.
Le conseil communal approuve le projet de la zone protégée d'intérêt national mais évoque néanmoins les remarques suivantes :

Il aurait été propice de disposer de l'avis de la Chambre de l'Agriculture : Ledit avis sera demandé dans le cadre de la procédure réglementaire à réaliser après l'enquête publique.

- Le Conseil communal critique que « le projet ne mentionne pas de mesures de gestion et ne prévoit pas d'indemnisations éventuelles des propriétaires et exploitants concernés par la désignation de la zone protégée ».
  Le dossier de classement traite dans son chapitre 7 les mesures de gestion. En ce qui concerne les indemnisations, ceci ne fait pas partie du présent dossier mais tout exploitant concerné par le projet est éligible pour un contrat « biodiversité » ou pour une mesure agri-environnementale équivalente qui lui permet d'indemniser la perte de rendement.

- Le conseil communal mentionne que le projet ne se prononce pas sur l'entretien à effectuer sur la route C.R.119 bordant la zone protégée ainsi que de la piste cyclable P.C. 5.
  L'entretien des routes et pistes cyclables dépasse le cadre du présent avant-projet de règlement grand-ducal. Il serait plus prospère que la commune partage ses soucis auprès des instances compétentes à savoir l'Administration des Ponts et Chaussées et le Ministère des Transports.

- Enfin le conseil communal souligne que « le projet ne se prononce pas sur la responsabilité civile en cas d'accident, notamment en cas de chutes d'arbres qui se situent en eau basse et dont l'abattage n'a pas été ordonné et/ou autorisé par les responsables étatiques ».
  L'administration de la nature et forêts par l'intermédiaire de ses préposés de la nature vieille à la sécurité au niveau des arbres et de ce fait des arbres qui risquent de tomber sur la route ou la piste cyclable sont régulièrement abattus. Les arbres tombant dans la plaine

alluviale sont considérés comme élément de structure important et sont majoritairement laissés à leur libre décomposition.

3) Observations de la commune de Junglinster

Le conseil communal de la commune de Junglinster a reçu plusieurs réclamations dont il sera pris en compte à la fin de cet avis car il s'agit majoritairement des mêmes réclamants que pour le conseil communal de la commune de Fischbach.
Le conseil communal de la commune de Junglinster souligne « qu'il est important que les auteurs du classement contactent les exploitants en question et leurs suggèrent des surfaces supplémentaires ou bien des mesures compensatoires pour assurer les quantités requises en matière fourragère pour qu'ils puissent continuer leur exploitation agricole ».
Afin de compenser les pertes de fourrage, des contrats « biodiversité » ou des mesures agri-environnementales équivalentes peuvent être conclus ou appliqués ; des conseils agronomiques pour des agriculteurs fortement touchés par le projet peuvent également être avérés, le cas échéant.
Finalement la commune critique la procédure de classement et estime que celle-ci devrait être amendée.
Or la procédure de classement suit la procédure prévue par la loi relative à la protection de la nature et des ressources naturelles, tant celle du 19 janvier 2004 que celle actuellement en vigueur, précisément celle du 18 juillet 2018. Cette procédure est très transparente et vise l'information du publique concerné par une enquête publique avant d'entamer la procédure réglementaire.

4) Observations de la commune de Larochette

Selon l'avis du conseil communal de la commune de Larochette, aucune réclamation ou observation n'a été adressée à son attention. Le Conseil communal de Larochette approuve la désignation de la zone protégée, formule néanmoins les remarques suivantes :

- Le conseil communal regrette « qu'il n'y ait pas eu une réunion d'information publique comme celle organisé lors de la première ébauche du projet en 2014 ».
  Il est vrai qu'une nouvelle réunion d'information fait défaut mais une réunion d'information a eu lieu pour les différents conseils communaux concernés au sein du Ministère de l'Environnement le 24 octobre 2018. La modification du projet par rapport à la version de 2014 consiste majoritairement dans l'intégration des surfaces où l'Ernz blanche a été renaturée dans la zone A.

- Le conseil communal exige qu'un minimum d'entretien reste possible le long de la PC5.
  Or le règlement prévu n'interdit nullement l'entretien d'installations existantes, néanmoins les interventions doivent être autorisées au préalable par le Ministre.

- Le Conseil communal exige que la mise en place d'installations de télécommunication soit possible afin d'améliorer le réseau mobile.

  L'installation de nouvelles installations est interdite selon l'art.5 du règlement projeté, par contre le renouvellement des installations est possible mais autorisable par le Ministre. De

ce fait le changement des installations existantes par des installations plus performantes reste possible. En plus, la zone protégée avisée est majoritairement très étroite, des installations restent toujours possible en bordure quoique toujours soumises à autorisation en zone verte.

- Le Conseil communal exige que des travaux supplémentaires tels que des mesures de renaturation et des mesures anti-crue restent possibles.
  Les mesures de renaturation restent possibles car elles sont considérées comme des mesures de gestion (Art. 5, point 1) et dans aucun cas elles ne sont planifiées de sorte à aggraver la situation existante au niveau des crues. Les mesures de gestion anti-crue sont possibles d'après l'art 5, point 4. Cette réclamation n'est donc pas pertinente.

- Le Conseil communal exige également que des travaux d'assainissement, d'extension ou de modification des réseaux d'assainissement, notamment des travaux au collecteur principal restent possible.
  Comme mentionné ci-haut des nouvelles installations ne sont pas possibles mais les travaux d'entretien et de renouvellement sont permis quoique soumis à autorisation.

- Le Conseil communal souhaite que des poubelles soient installées à proximité des bancs à pique-nique.
  Ceci est certes une intervention qui dépasse le cadre de ce projet mais peut être avisée dans le cadre du plan de gestion.

- Le Conseil communal désire une réduction de vitesse sur la route le long de la réserve naturelle à 70 km/h.
  Cette demande dépasse le cadre du présent projet et est à clarifier avec l'Administration des Ponts et Chaussées respectivement le Ministère du Transport, autorités compétentes dans la matière.

- Le Conseil communal souhaite que « les zones de délimitation soient revues considérant la multitude de différentes zones qui se superposent ». Le Conseil communal demande à « aligner la délimitation de la zone dans la mesure du possible ». En plus il s'avère que « la zone de protection est déterminée principalement par des parcelles cadastrales, or il est constaté que la zone de protection projetée se situe également sur des surfaces sans numéros cadastraux (domaine public). La délimitation de la zone de protection ne s'aligne pas à des nombreux endroits aux limites cadastrales et une délimitation sur place ne semble par-là quasi pas possible sans mesurage exact ». Le conseil communal exige donc soit d'adapter la délimitation de la zone, soit de remettre en place des éléments permettant le constat de la zone.
  Les limites de la zone protégée avisée ont été désignées de sorte à renfermer la plaine alluviale de l'Ernz blanche et les biotopes y afférents. De ce fait, il est toujours possible que des parcelles sans numéro soient intégrés. Il est évident que sur le tronçon renaturé de l'Ernz Blanche, la situation cadastrale n'est plus à jour. Mais un nouveau mesurage de la situation cadastrale dépasse le cadre du projet et est des compétences de l'administration du cadastre et de la topographie. En ce qui concerne la multitude de différentes zones qui se superposent, il n'est pas très clair de quelles zones la commune fait allusion.

- Enfin le conseil communal demande de « plus amples informations quant à la pisciculture et si la pêche au plomb reste toujours possible ».
  Aucune restriction n'est prévue pour la pêche dans le cadre du présent projet. Les conditions et restrictions quant à la pêche sont décrites dans la législation et les règlements y relatifs.

5) Réclamations de particuliers

- Lettre multiple
  Une lettre multiple au même contenu a été envoyée par les concernés suivants :
  - Monsieur MB
  - Monsieur T D-T
  - Madame BM
  - Monsieur A F-M
  - Monsieur JL
  - Monsieur MW
  - Madame CadS et Monsieur ChdS

  Les concernés sont soit locataires, soit propriétaires et soulignent notamment le fait qu'au sein de la zone B, une fertilisation avec des engrais organiques et l'emploi de pesticides sont interdits.
  Le règlement prévoit cette restriction du fait que même au sein de la partie B, les biotopes protégés d'après l'art 17 de la loi du 18 juillet 2018 sont présents, quoique plus dispersés que dans la partie A et que cette interdiction permet également de protéger les biotopes protégés de la partie A, dont notamment la plaine alluviale, en y limitant les intrants. L'interdiction en partie B ne concerne néanmoins que les biotopes protégés (art. 3 pt. 8)

  Les concernés mentionnent également le fait que l'entretien des drainages sera interdit.
  Or il est proposé de modifier le projet de règlement grand-ducal de sorte à ce que cette intervention reste possible néanmoins sous autorisation du Ministre.

  Enfin les réclamants mentionnent que « la désignation en zone protégée constituerait une perte en valeur de leurs terrains ».
  Avec la nouvelle PAC (politique agricole commune), l'extensification respectivement la gestion extensive de prairies permanentes peut être considérée pour les eco-schemes[1] et permet donc d'être rémunéré pour les bienfaits réalisés pour l'environnement. Avec cette modification importante de l'agriculture commune au sein de l'Union européenne, il sera plus intéressant pour les agriculteurs de posséder des biotopes protégés, respectivement des terrains à gestion extensive. De ce fait on ne peut pas considérer la situation d'un terrain au sein d'une zone protégée comme une perte en valeur de sa propriété.

[1] European Comission: List of potential agricultural practices that eco-schemes could support, January 2021 #EUGreenDeal

- Lettre de Monsieur MK

Monsieur K est agriculteur actif au sein de la zone protégée avisée. Dans sa lettre, il formule plusieurs réclamations à savoir :

- « nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établi par la loi » (art. 16 de la constitution).
  Cette affirmation est bien juste, néanmoins le règlement grand-ducal projeté n'a pas l'intention de priver quiconque de sa propriété.

- Monsieur K critique également le fait que, lors de la réunion d'information, il a été proposé que les agriculteurs peuvent recourir à des contrats « biodiversité ». Or, le réclamant souligne que les contrats « biodiversité » ne servent qu'à compenser les pertes de rendement mais nullement la perte en valeur de sa propriété.
  Comme mentionné ci-haut, la nouvelle politique agricole commune (PAC) permet à travers les eco-schemes de valoriser les terrains à gestion extensive. Ainsi cette affirmation ne peut pas être confirmée mais par le biais de la PAC, les agriculteurs peuvent tirer plus d'avantages de terrains situés au sein de zones protégées où l'emploi de pesticides et de fertilisants est interdit.
- Ensuite Monsieur K mentionne que l'interdiction de l'entretien des drains, risque de créer des répercussions notables sur la gestion des prairies du fait qu'elles seront de plus en plus humides.
  Or, il est proposé de modifier le projet de règlement grand-ducal de sorte que l'entretien des drainages reste possible quoiqu'autorisable par le Ministre de l'Environnement.

- Monsieur K souligne également que c'est la gestion actuelle qui a permis de créer tous les biotopes présents au sein de la zone. De ce fait une gestion doit rester possible sans autorisations préalables. Il serait plus avantageux de fixer les conditions de gestion au sein du règlement, tels que de limiter l'entretien des drainages en période hivernale par exemple.
  Il est bien juste que la majorité des biotopes et la présence d'espèces rares est dû à la gestion raisonnable et connaisseuse d'une partie des agriculteurs concernés par le projet. Or le règlement grand-ducal et la désignation de la zone protégée comptent sauvegarder cette biodiversité aussi pour le futur sans vouloir pénaliser les agriculteurs actuels. Il n'est pas sûr que les successeurs des agriculteurs actuels continuent à gérer les surfaces de la même manière. La désignation de la zone protégée compte ainsi sauvegarder ce patrimoine naturel remarquable pour un futur incertain.

En conclusion, Monsieur K rejette donc la désignation de la zone protégée projetée et aimerai bien que les points suivants soient considérés :

- Considération de sa propriété privée et en cas de restriction, prévoir une indemnisation adéquate.
  Des indemnisations ne sont jamais prévues dans le cas de la désignation de zones protégés, mais la conclusion d'un contrat « biodiversité » ou d'une mesure agri-environnementale équivalente reste toujours possible, respectivement une expertise agricole dans le cas d'incidences plus notables.

- Mise à disposition de parcelles alternatives pour des agriculteurs intéressés et plus spécialement pour ceux possédant plus que 10% de leurs terres exploitables au sein de la zone projetée.
  Il serait plus judicieux que les agriculteurs particulièrement touchés par le projet font recours à une expertise agricole qui a déjà porté ces fruits dans la désignation d'autres zones protégées.

- Monsieur K a hérité l'exploitation agricole et aimerait l'hériter à ses enfants et de ce fait les problèmes existants doivent être résolus.
  Comme mentionné ci-haut, une expertise agricole permettra certainement de préparer l'exploitation pour les défis à venir. Cette même expertise servira également à préparer le terrain pour les successeurs.

- Le règlement sur la protection des animaux doit être respecté. Il n'est guère favorable de pâturer des prairies détrempées des eaux avec des troupeaux de vaches (risque de grande douve, *Dictyocaulus viviparus* : parasite pulmonaire) ou d'affourager le bétail avec le foin y cultivé.
  Une bonne gestion des surfaces consiste dans un non-pâturage en cas d'humidité du sol excessif car l'agriculteur endommage par ce faire sa pâture. En ce qui concerne le foin, il est évident qu'il soit récolté par temps sec, le risque de dégâts causés par les engins agricoles étant trop importants. Cette remarque n'est donc pas pertinente.

- Un manque de consultation auprès des concernés, et plus précisément des agriculteurs et propriétaires. L'enquête publique et la présentation devant le public concerné consistent à informer les concernés.
  Notons que la consultation du CSPN fait partie de la procédure et que des représentants de l'agriculture sont membres de cette institution. D'autant plus, un échange personnel a eu lieu sur le terrain entre le concerné, un expert externe et un représentant du ministère de l'environnement. Une consultation a donc bien eu lieu.

- Considération des particuliers particulièrement touchés par le projet.
  Les délimitations de la zone ont été adaptées et un nouveau dossier de classement a été formulé et suivi la procédure prévue par la loi ; des surfaces notamment du côté de Weyer et au sud du Schiltzbierg ont été enlevées. Il semble donc que cette affirmation a déjà été considérée.

- Au sein du règlement projeté doivent être intégrés les droits et obligations des propriétaires, exploitants et administrations. Monsieur K ne comprend pas pourquoi il doit demander une autorisation pour des mesures de gestion planifiées afin de maintenir l'état de conservation.
  Les droits et obligations quant à la gestion de biotopes sont décrits dans le règlement du 1er août 2018. Il n'est donc pas nécessaire de reprendre ces instructions et conseils dans le règlement de la zone protégée avisée. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de demander une autorisation pour la gestion « normale » et régulière tels que le fauchage et le pâturage. Cette réclamation semble ainsi peu pertinente.

- Considération de surfaces forestières de préférence appartenant à l'Etat ou à une commune pour les zones protégées.
  De nombreux biotopes protégés ne sont pas liés à des forêts mais à des surfaces agricoles. Pour sauvegarder ces biotopes menacés, la création d'une réserve naturelle est prépondérante. De manière générale, les parcelles communales et étatiques sont incluses dans une zone protégée et n'échappent pas à la règle.

- Toutes les restrictions sur les surfaces de Monsieur K doivent être indemnisées de manière adéquate et la perte en valeur de sa propriété doit être calculé par un expert indépendant. Monsieur K souhaite être indemnisé annuellement dont les montants sont définis par une loi ou souhaite être compensé par des surfaces alternatives.
  Aucune indemnisation n'est prévue par le règlement mais des contrats « biodiversité » permettent d'amortir une perte de valeur éventuelle. Soulignant encore une fois les eco-schemes et leur atout qu'ils peuvent apporter aux agriculteurs concernés.

- <u>Lettre de Monsieur CV</u>

- Monsieur V explique dans sa lettre que lors de la renaturation de l'Ernz Blanche, 10 ha de son exploitation ont été touchés par ce projet. Actuellement que quelques 4 ha de ces 10 ha restent exploitables. Les parcelles Flik concernées sont les numéros P0908826 et P0908128. Il estime une intégration de ces parcelles au sein de la zone B comme acceptable mais non au sein de la zone A. *Or la parcelle P0908128 est située au sein de la zone B.*
  La parcelle Flik P0908826 est située en zone A, longe l'Ernz Blanche et est très étroite. Par endroits elle n'a qu'une largeur d'environ 8 m. D'après le ***règlement grand-ducal du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture****, art. 6 point 1A, il est interdit de pratiquer l'épandage de fertilisants azotés à une distance de moins de 10 mètres des cours d'eau et des plans d'eau pour les fertilisants organiques. Pour les fertilisants minéraux azotés, l'épandage doit se faire de façon à ce que l'épandage soit dirigé en sens opposé de la rive du cours d'eau. Tout rejet de fertilisants azotés dans le cours d'eau est interdit.*
  Le règlement grand-ducal du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives *interdit dans son annexe 2 pour le biotope BK 12- cours d'eau naturels, l'amendement, le chaulage, la fertilisation, l'emploi de biocides ou de pesticides sur dix mètres de part et d'autre des berges du cours d'eau.*
  Vu la minceur de la parcelle, l'épandage en sens opposé n'est guère praticable et l'épandage de fertilisants azotés ne peut être exercé sur toute la longueur de la parcelle, deux règlements grand-ducaux en interdisent l'application. De ce fait une intégration dans la zone A ne devrait pas amener trop d'inconvénients.

- Monsieur V conteste également le fait que les dégâts de gibier doivent être réparées selon les instructions de l'Administration de la nature et forêts.

Cette instruction est pourtant nécessaire pour que les semences utilisées soient autochtones et adaptées au milieu.

- Monsieur V souligne de manière générale la façon dont il a été traité lors du projet de renaturation et qu'il n'a apparemment pas été informé de manière adéquate sur la dimension du projet et que certaines de ses surfaces ne seront plus exploitables. Il affirme également que beaucoup de dégâts ont été causés sur certaines de ces surfaces par les engins et machines servant aux travaux de renaturation. Pour sa surface P0908826 il a été demandé de signer un contrat biodiversité qu'il avait accepté. Pour le calcul des primes, des roselières avaient été intégrées qui par la suite n'ont plus été considérées lors du paiement. Son rendement était alors nettement en-dessous de celui qui lui avait été estimé. En plus le contrat n'a pas été prolongé après 5 ans sans cause précise.
  L'auteur de cet avis regrette ces faits et fera de sorte qu'un contrat biodiversité pourra à nouveau être conclu qui sera dans l'intérêt de l'exploitant.

Pour le Service de la nature

Corinne Irène Steinbach

Digitally signed by Corinne Irène Steinbach
Date: 2021.10.15 14:27:05 +02'00'

Corinne Steinbach
Chargée d'études

Copie : Gilles BIVER, Ministère de l'Environnement, D2 – Direction des Ressources Naturelles, de l'Eau et des Forêts.

Annexes :

1) Avant-projet de règlement grand-ducal modifié suite aux avis et objections issus de la procédure publique – version « track changes » et version définitive
2) Commentaire des articles
3) Carte de la zone protégée d'intérêt national projetée

Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Kéidénger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 17 et 37 à 46 ;
Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu les avis émis par les conseils communaux de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster après enquête publique ;

Vu les avis [*de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers à demander*] ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1er. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Kéidénger Brill – Supp », sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, partie des zones protégées d'intérêt communautaire « Vallée de l'Ernz Blanche LU0001015 », « Pelouses calcaires de la région de Junglinster LU0001020 » et « Vallée de l'Ernz blanche de Bourglinster à Fischbach LU0002005 ».

Art. 2. La zone protégée « Kéidénger Brill », d'une étendue de 158,60 hectares, se compose de deux parties :

1° la partie A, d'une étendue de 87,58 hectares, formée par de fonds inscrits au cadastre de la commune de Larochette, section B d'Ernzen, de la commune de Heffingen, section A de Heffingen, de la commune de Fischbach, section A de Fischbach, section B de Koedange et section C de Weyer, ainsi que de la commune de Junglinster, section JC d'Altlinster ;

2° la partie B, d'une étendue de 71,02 hectares, formée par de fonds inscrits au cadastre de la commune de Fischbach, section B de Koedange et de la commune de Junglinster, section JC d'Altlinster.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.
La délimitation de la zone protégée et de ses parties est indiquée sur les plans annexés.

Art. 3. Sont interdits dans l'intégralité de la zone protégée, partie A et partie B :

1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux ;

2° le dépôt de déchets ;

3° les travaux susceptibles de modifier le régime ou de dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines, tels que le drainage, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées non traitées, la dégradation, la destruction ou la pollution des sources ; l'entretien de drainages existants reste soumis à autorisation du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, dénommé ci-après « ministre » ;

4° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations légères d'affut de chasse ; en outre, cette interdiction ne s'applique pas :

a) à l'entretien et au renouvellement des constructions existantes ;

b) à l'élargissement ou au redressement de la voirie publique existante pour des raisons de sécurité publique ;

c) aux abris agricoles légers dans la seule partie B.

Les exceptions visées sous les points a) à c) restent soumises à autorisation du ministre ;

5° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'applique pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, qui restent soumises à autorisation préalable du ministre ;

6° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes, tels que mares, sources, cours d'eau, broussailles, haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, bosquets, lisières de forêt, couvertures végétales constituées par des roseaux, des carex ou des joncs, prairies humides ou friches, ainsi que d'habitats listés à l'annexe 1 et les habitats d'espèces listées aux annexes 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

7° l'emploi de rodenticides ;

8° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage en milieu forestier, ainsi que sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

9° le renouvellement des prairies et pâtures permanentes par l'emploi d'herbicides totaux, le retournement ou le réensemencement ; les réparations des dégâts pouvant se faire selon les instructions de l'Administration de la nature et des forêts ;

10° l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages, sans préjudice de l'exploitation forestière ou agricole, ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices, dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole, est autorisée ;

11° la perturbation, la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse ;

12° la chasse aux oiseaux ;

13° l'emploi de la munition de plomb ;

14° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies à base de macadam ou de béton ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;

15° l'usage de drones ou autres engins télécommandés ;

16° la circulation à pied, à vélo ou à cheval en dehors des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit, ni aux visites guidées organisées dans le contexte de la sensibilisation environnementale encadrée par l'Administration de la nature et des forêts ; les activités susceptibles de nuire à l'environnement restent soumises à autorisation du ministre.

Art. 4. Sont en outre interdits dans la seule partie A de la zone protégée :

1° le dépôt de matériaux, à l'exception des grumes sur les lieux d'entreposage ;

2° l'appâtage du gibier ;

3° la circulation avec chien non tenu en laisse, à l'exception dans le cadre de l'exercice de la chasse ;

4° le sursemis des prairies ou pâtures permanentes ;

5° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides ;

6° la plantation de résineux ou d'essences allochtones.

Art. 5. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures et activités prises :

1° dans l'intérêt de la conservation, la gestion et la promotion pédagogique de la zone protégée d'intérêt national ;

2° dans le cadre des sondages servant à l'identification de sources d'eau potable ou des travaux relatifs au captage d'eau destinée à la consommation humaine ;

3° dans le cadre de la réalisation du réseau cyclable national conformément à la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;

4° dans l'intérêt de la prévention d'inondations ;

5° dans l'intérêt du maintien et de la restauration du patrimoine historique, archéologique et culturel dans la zone protégée d'intérêt national.

Toutes ces mesures et activités restent toutefois soumises à autorisation préalable du ministre.

Art. 6. Notre ministre ayant l'Environnement dans ses attributions et Notre ministre ayant les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone humide « Kéidénger Brill – Supp » sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau ;

Vu la loi du 18 juillet 2018~~modifiée du 19 janvier 2004~~ concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 175 et 374 à 465 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu ~~l'avis~~ les avis émis par les conseils communaux de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster après enquête publique ;

Vu la fiche financière ;

Vu les avis [*de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers*] ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement du Climat et du Développement durable et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1er. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone humide « Kéidénger Brill – Supp », sise sur le territoire des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, partie des zones protégées d'intérêt communautaire « Vallée de l'Ernz Blanche LU0001015 », « Pelouses calcaires de la région de Junglinster LU0001020 » et « Vallée de l'Ernz blanche de Bourglinster à Fischbach LU0002005 ».

Art. 2. La zone protégée « Kéidénger Brill », d'une étendue de 158,6 ~~ha~~hectares, est formée de fonds inscrits au cadastre des communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Junglinster, sous les numéros :

1° ~~la partie A, d'une étendue de 87,6 ha, formée par les parcelles cadastrales suivantes~~: la partie A, d'une étendue de 87,58 hectares, formée par de fonds inscrits au cadastre de la commune de Larochette, section B d'Ernzen, de la commune de Heffingen, section A de Heffingen, de la commune de Fischbach, section A de Fischbach, section B de Koedange et section C de Weyer, ainsi que de la commune de Junglinster, section JC d'Altlinster ;

2° la partie B, d'une étendue de 71,02 hectares, formée par de fonds inscrits au cadastre de la commune de Fischbach, section B de Koedange et de la commune de Junglinster, section JC d'Altlinster.

~~1°~~3°

~~a) commune de Larochette, section B d'Ernzen :~~

~~214/1329, 222/1615 (partie), 228/1321, 230, 231, 232/1227, 232/1270, 232/1271, 232/1272, 234/1273, 236/1111, 943/1216, 945/1217, 946/1219, 947/1220, 948/1221, 949/1222, 951~~

b) commune de Heffingen, section A de Heffingen :
2219/2218 (partie), 2219/2219 (partie), 2223/4105, 2223/4106, 2225, 2226/3194, 2226/3195, 2228/3545, 2228/3546, 2313/3202, 2314, 2315/3205, 731/3189, 737 (partie), 738 (partie), 742

c) commune de Fischbach, section A de Fischbach :
303/575, 312, 313/502, 315/505, 317/506, 318/995, 318/996, 320/997, 320/998, 324, 325/1000, 325/999, 326/250, 329, 329/15, 329/16, 331/17, 331/748, 332, 332/2, 332/509, 333, 334/1, 334/2, 334/3, 334/4 (partie), 343/925 (partie), 350/6, 351/548, 354/331, 354/510, 359/515, 360/516

commune de Fischbach, section B de Koedange :
120/2 (partie), 123/336, 123/337, 124/423, 126/307 (partie), 127/358, 131/362, 17/462, 18/463, 24/556, 25, 26, 27, 28, 29/17, 29/18, 29/19, 29/20, 30/557, 30/585, 30/586, 31/559,33/21, 33/22, 34/560, 35/561, 36/562, 36/563 (partie), 46/564, 47, 47/2, 47/3, 48/37, 48/565, 49/567, 63/570, 64/39, 64/40, 64/41, 65/284, 65/285, 66/571, 68, 69, 77/344 (partie), 80/355 (partie), 83/296, 84/356, 86/357, 86/539

commune de Fischbach, section C de Weyer :
35/267, 35/373, 36/190, 56/347, 59/375, 60/199, 60/92, 61, 62

d) commune de Junglinster, section JC d'Altlinster :
193/933 (partie), 193/934, 242, 243, 244, 245, 246/489, 248, 249/554, 250, 251/78, 251/79, 253/80, 254, 255/491

2° la partie B, d'une étendue de 71,0 ha, formée par les parcelles cadastrales suivantes:

a) commune de Fischbach, section B de Koedange :
109/550, 110, 111, 112, 112/452, 112/523, 115/415 (partie), 115/416 (partie), 117/536, 117/537, 120/2 (partie), 126/307 (partie), 128/359, 150/419, 150/420, 154/366, 154/381, 154/442 (partie), 156/124 (partie), 36/563 (partie), 70/433 (partie), 72/425, 76/343, 77/344 (partie),77/345, 78/346, 78/347, 78/348, 78/383, 79/293, 79/294, 79/384, 80/353, 80/354, 80/355 (partie), 85/538, 87/540, 89/541, 90, 91/542, 94/469, 94/470, 95/339, 95/519, 95/520, 95/64, 95/65

b) commune de Junglinster, section JC d'Altlinster :
100/931, 102, 103, 118/4, 121, 122/636, 122/932, 157/998, 163/557, 163/930, 164/1202, 165/946, 167, 169/661, 170/591, 171/38, 171/39, 178, 179, 180/947,183/948, 184/827, 186/465, 189, 190, 193/640, 193/933 (partie), 194, 195, 199/184, 199/185, 199/733, 199/734, 200/949, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207/1003, 213/1004 (partie), 215/967, 216/968, 216/969, 217/221, 217/222, 217/223, 217/224, 217/225, 218/188, 218/189, 218/190, 218/191, 219/919, 222/836, 223, 225, 226/76, 226/77, 227, 228, 229, 230, 231, 235/281, 235/282, 235/283, 236, 237, 238, 239/659, 239/660, 240, 249/285, 252

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, ~~tels que chemins et cours d'eau~~ se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée et de ses parties est indiquée sur les plans annexés.

Art. 3. Sont interdits dans l'intégralité de la zone protégée, partie A et partie B :

1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux ;

~~2°~~ le dépôt de déchets ;

2°

3° les travaux susceptibles de modifier le régime ou de dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines, tels que le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées non traitées, la dégradation, la destruction ou la pollution des sources ; l'entretien de drainages existants reste soumis à autorisation du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, dénommé ci-après « ministre » ;

~~3°~~4° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations légères d'affut de chasse ; en outre, cette interdiction ne s'applique pas :

a) à l'entretien et au renouvellement des constructions existantes ;

b) à l'élargissement ou au redressement de la voirie publique existante pour des raisons de sécurité publique ;

c) aux abris agricoles légers dans la seule partie B.

Les exceptions visées sous les points a) à c) restent soumises à autorisation du ministre ~~Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ci-après désigné « le ministre » ;~~

la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'applique pas aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes, qui restent soumises à autorisation préalable du ministre ;

~~4°~~5° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes, tels que mares, sources, cours d'eau, broussailles, haies, arbres solitaires, rangées d'arbres, bosquets, lisières de forêt, couvertures végétales constituées par des roseaux, des carex ou des joncs, prairies humides ou friches, ainsi que d'habitats listés à l'annexe 1 et les habitats d'espèces listées aux annexes 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

~~5°~~6° l'emploi de rodenticides ;

~~6°~~7° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage en milieu forestier, ainsi que sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi modifiée du ~~19 janvier 2004~~18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

~~7°~~8° le renouvellement des prairies et pâtures permanentes par l'emploi d'herbicides totaux, le retournement ou le réensemencement ; les réparations des dégâts ~~de gibier~~ pouvant se faire selon les instructions de l'Administration de la nature et des forêts ;

~~8°~~9° l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages, sans préjudice de l'exploitation forestière ou agricole, ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité

publique ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices, dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole, est autorisée ;

~~9°~~10° la perturbation, la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse ;

~~10°~~11° la chasse aux oiseaux ;

~~11°~~12° l'emploi de la munition de plomb ;

~~12°~~13° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies à base de macadam ou de béton ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;

~~13°~~14° l'usage ~~d'avions,~~ de drones ou autres engins télécommandés ;

~~14°~~15° la circulation à pied, à vélo ou à cheval en dehors des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit, ni aux visites guidées organisées dans le contexte de la sensibilisation environnementale encadrée par l'Administration de la nature et des forêts ; les activités susceptibles de nuire à l'environnement restent soumises à autorisation du ministre.

Art. 4. Sont en outre interdits dans la seule partie A de la zone protégée :

1° le dépôt de matériaux, à l'exception des grumes sur les lieux d'entreposage ;
2° l'appâtage du gibier ;
3° la circulation avec chien non tenu en laisse, à l'exception dans le cadre de l'exercice de la chasse ;
4° le sursemis des prairies ou pâtures permanentes ;
5° la fertilisation, le chaulage ou l'emploi de pesticides ;
6° la plantation de résineux ou d'essences allochtones.

Art. 5. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures et activités prises :

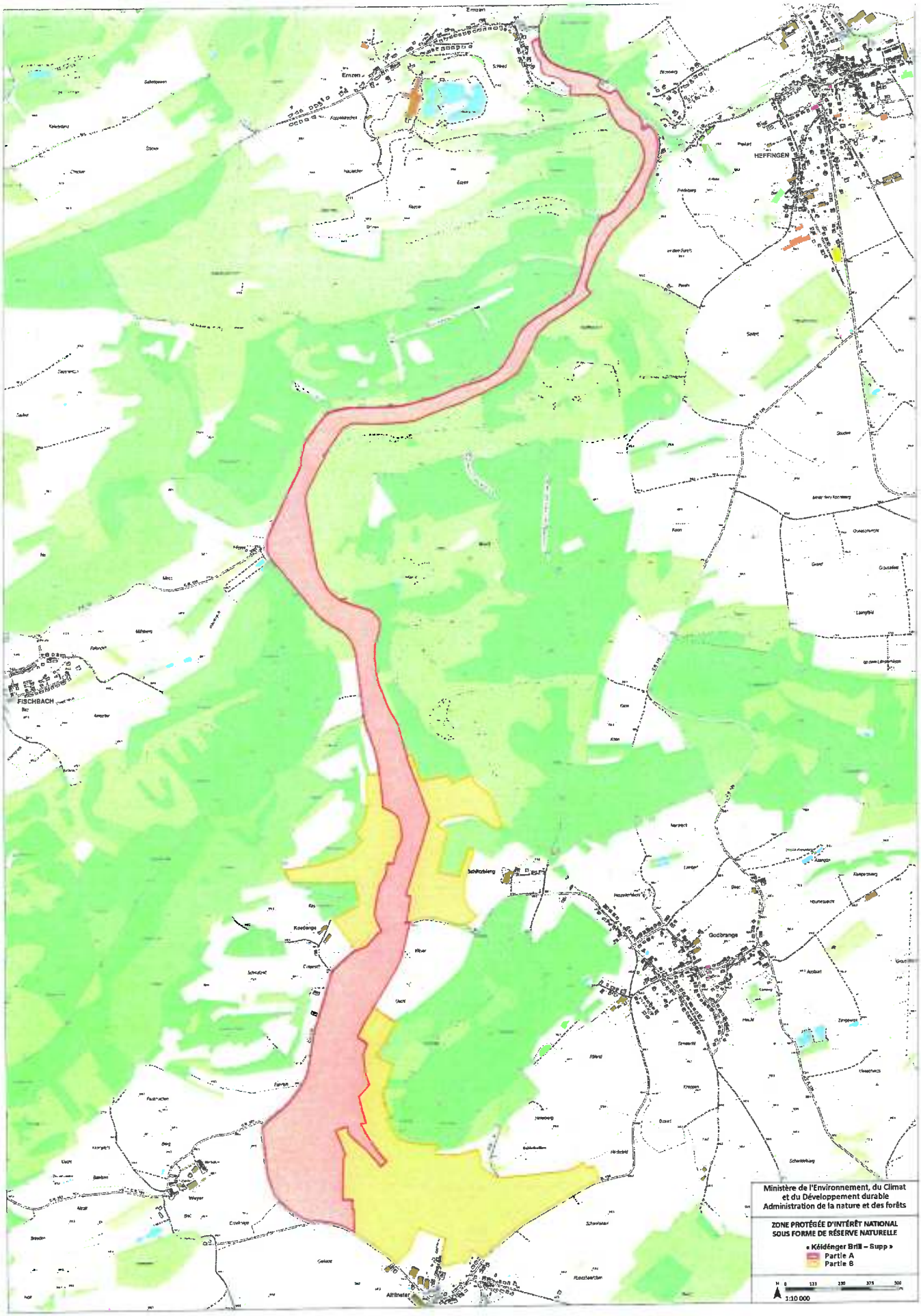
1° dans l'intérêt de la conservation, la gestion et la promotion pédagogique de la zone protégée d'intérêt national ;
2° dans le cadre des sondages servant à l'identification de sources d'eau potable ou des travaux relatifs au captage d'eau destinée à la consommation humaine ;
3° dans le cadre de la réalisation du réseau cyclable national conformément à la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;
~~3°~~4° dans l'intérêt de la prévention d'inondations ;
~~4°~~5° dans l'intérêt du maintien et de la restauration du patrimoine historique, archéologique et culturel dans la zone protégée d'intérêt national.

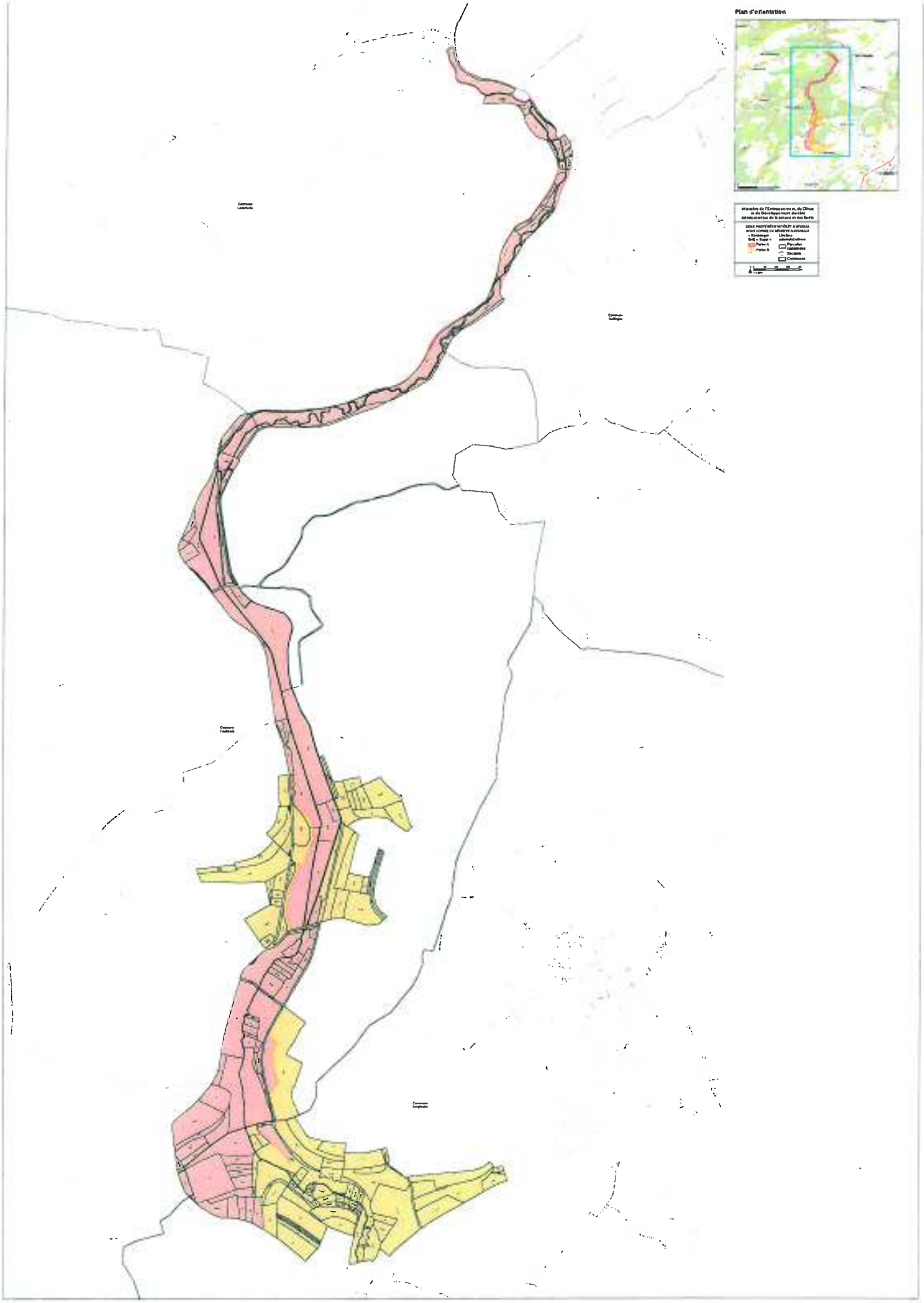
Toutes ces mesures et activités restent toutefois soumises à autorisation préalable du ministre.

Art. 6. Notre m~~M~~inistre ~~de l'Environnement~~ayant l'Emvironnement dans ses attributions et Notre m~~M~~inistre ayant les ~~des~~ Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances


Emzen
HEFFINGEN
FISCHBACH
Godbrange
Altlinster
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Administration de la nature et des forêts
ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONAL
SOUS FORME DE RÉSERVE NATURELLE
« Kéidénger Brill – Supp »
Partie A
Partie B
1:10 000


Plan d'orientation
Parcelles
Sections
Communes

Commentaires des articles

Ad article 1er : Cet article formule l'objectif du présent règlement grand-ducal qui est la désignation d'une zone appelée « Kéidénger Brill - Supp » en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il précise la situation géographique de la zone en précisant les communes concernées. En plus, cet article indique que la zone sous question fait partie d'une zone protégée d'intérêt communautaire et en conséquence le présent règlement grand-ducal est à interpréter en tant que mesure réglementaire de ladite zone d'intérêt communautaire.

Ad article 2 : Cet article indique la surface en hectares de la réserve naturelle proposée. Il précise que certaines surfaces incluses dans la réserve naturelle ne portent pas de numéro cadastral, cependant sont également visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Finalement, cet article indique que la délimitation de la réserve naturelle est précisée sur base d'un plan topographique annexé au règlement grand-ducal.

Ad article 3 : L'article 3 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans les parties A et B de la zone protégée.

Ad 1er à 3e point : ces trois points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Une exception pour l'entretien des drainages existants est prévue, mais reste soumis à l'autorisation du ministre.

Ad 4e point : il interdit les différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage. Des exceptions sont prévues pour les installations d'affût de chasse ainsi que pour les travaux d'entretien ou de renouvellement de la voirie publique et de constructions existantes et pour les abris agricoles légers dans la partie B de la zone protégée et restent soumises à l'autorisation du ministre.

Ad 5e point : à l'instar du 4e point, ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant une exception pour les installations déjà existantes, qui restent cependant soumis à autorisation.

Ad 6e point : il interdit le changement d'affectation des sols tout en précisant que la destruction, dégradation ou réduction de fonds présentant des biotopes en vertu de ladite loi est interdite.

Ad 7e et 8e point : ils interdisent l'utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces et le milieu forestier. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte au rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad 9e point : il réglemente l'exploitation agricole en interdisant le labourage des prairies permanentes (habitats des espèces protégées), même temporaire. Une certaine flexibilité est prévue pour la réparation des dégâts de gibier qui peuvent être réparés comme prévu dans une instruction de l'Administration de la nature et des forêts qui s'applique aux contrats de biodiversité, biotopes et réserves naturelles.

Ad 10e point : il interdit toute atteinte aux plantes sauvages. Une exception est prévue pour les travaux réalisés dans le cadre des pratiques agricoles et forestières afin de respecter la conditionnalité dans le cadre de l'exploitation agricole.

Ad 11e point : il interdit toute capture - temporaire ou définitive – destruction de tout animal indigène dans la réserve naturelle ; la chasse n'étant pas visée par ce point.

Ad. 12e point : il interdit la chasse aux oiseaux, ceci dans un souci d'éviter tout impact direct ou indirect sur des espèces d'oiseaux protégées et non-chassables dans cette réserve d'intérêt ornithologique particulier.

Ad. 13e point : il interdit l'emploi de munition de plomb pour éviter tout impact négatif sur la santé des oiseaux suite à l'ingestion accidentelle de ce type de munition.

Ad 14e et 16e points : ces points réglementent la circulation dans la zone qui impacterait ou risquerait d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces ou qui risqueraient de perturber plus précisément la faune. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et leurs ayants droit, la circulation des engins sylvicoles et les activités de promotion pédagogique et de sensibilisation encadrées par l'Administration de la nature et des forêts.

Ad 15e point : il interdit l'usage d'engins volants et télécommandés dans la réserve naturelle.

Ad article 4 : L'article 4 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants dans la partie A de la zone protégée.

Ad 1er point : il interdit le dépôt de matériaux divers. Une exception est prévue pour l'entreposage des grumes.

Ad 2e point : l'exercice de la chasse restant permis dans la zone, ce tiret règlemente la chasse en interdisant l'appâtage du gibier qui consiste dans l'apport d'une alimentation d'attrait non transformée en petites quantités dans le seul et unique but d'un tir immédiat ou rapproché.

Ad 3e point : il interdit la circulation avec le chien non tenu en laisse. Ce point ne concerne pas la divagation de chiens pendant l'exercice de la chasse.

Ad 4e point : il interdit la plantation d'espèces d'herbes compétitives et concurrentielles, impactant d'autres espèces rares de la flore.

Ad 5e point : il interdit l'utilisation de différentes substances nocives. La fertilisation risque d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides portent atteinte aux rongeurs et indirectement à leurs prédateurs (rapaces et carnivores) et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes. Le chaulage impacte directement notamment les bas-marais acides et les zones humides.

Ad 6e point : il réglemente l'exploitation forestière en interdisant la plantation de résineux et d'essences allochtones qui risqueraient d'impacter ou dégrader des habitats protégés tels que zones humides, prairies permanentes et forêts de feuillues.

Ad. article 5 : Cet article prévoit la possibilité de déroger aux servitudes, interdictions et réglementations disposées par les articles 3 et 4 s'il s'agit de mesures de conservation et de gestion prises dans l'intérêt de la zone ainsi que d'activités pédagogiques liées aux objectifs de la zone, travaux de sondages et de captage dans l'intérêt de l'alimentation en eau potable, travaux réalisés dans le cadre du réseau cyclable national, mesures de prévention d'inondations et mesures d'intérêt historique, archéologique et culturel. L'autorisation du ministre reste requise pour toutes ces dérogations.

Ad. article 6 : Cet article comporte la formule exécutoire.